

LE MONDE diplomatique

LA PASSION
D'INTERDIRE

PAR SERGE HALIMI
ET PIERRE RIMBERT

Page 13.

Mensuel – 28 pages

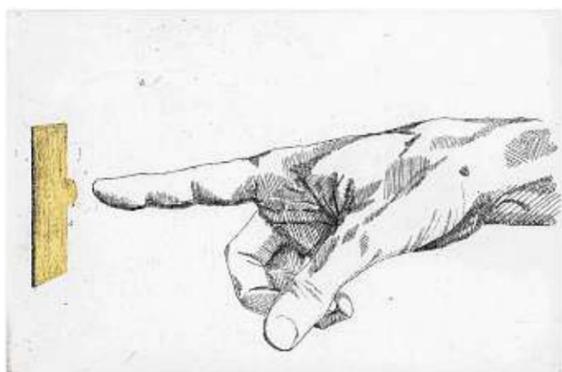
N° 843 – 70^e année, Juin 2024

NÉCESSAIRE SURSAUT DIPLOMATIQUE DE LA FRANCE

La guerre n'est pas le plus court chemin vers la paix

Dans un monde où nombre d'États – l'Ukraine, la Russie, la Palestine, Israël – perçoivent les conflits qui les engagent comme existentiels, comment éviter une montée aux extrêmes, surtout quand les grandes puissances s'affranchissent de leurs propres règles? Loin du néoconservatisme décomplexé qu'elle pratique dans une Europe hors jeu, à quoi pourrait ressembler la recherche par la France d'une sécurité collective?

PAR DOMINIQUE
DE VILLEPIN *



ALEXANDER MASSOURAS. – « And Then the Doorbell Rang »
(Et puis la sonnette sonna), 2011

LA «pax americana» s'achève et laisse le monde en grand désordre. Depuis trois décennies, les États-Unis suivis par leurs alliés, seuls en scène, avaient cru pouvoir remodeler le monde à leur image, par l'influence, se croyant des exemples, par la régulation, se présentant en sources de droit, et, de plus en plus, par la force, se sachant les plus puissants. Ce faisant, ils ont perdu de vue leurs propres promesses et suscité une levée de boucliers mondiale dont nous payons tous aujourd'hui le prix (1).

Le temps n'est pas à regarder en arrière mais à tirer les leçons et regarder

* Ancien premier ministre (2005-2007) et ancien ministre des affaires étrangères (2002-2004). Auteur de *Mémoires de paix pour temps de guerre*, Grasset (2016).

der en avant, vers le monde qui vient, prisonnier d'une mécanique infernale, un engrenage de la guerre globale, fait de trois processus parallèles.

Tout d'abord, la fragmentation du monde. Elle résulte principalement d'une dérégulation de la force sans précédent. Le consensus de 1945 fondant un ordre international au service du règlement pacifique des crises, poursuivi dans l'intérêt de la désescalade pendant la guerre froide, puis comme «gendarme du monde» par l'hyperpuissance américaine, s'est délité.

D'un côté parce que les puissances occidentales garantes de cet ordre se sont affranchies de leurs propres

règles, agissant hors du cadre légal international, au Kosovo en 1999, en Irak en 2003 (2), sans garde-fous, comme en Libye en 2011, et sans perspective politique, comme au Sahel depuis 2013. De l'autre côté, l'effritement du droit est le fait des puissances, comme la Russie ou la Chine, insatisfaites de l'ordre de 1945 qui leur laissait trop peu de place et leur paraît justifier un recours plus décomplexé à la menace et à la force.

(Lire la suite pages 10 et 11.)

(1) (Toutes les notes sont de la rédaction.) Lire Benoît Bréville, «Les États-Unis sont fatigués du monde», *Le Monde diplomatique*, mai 2016.

(2) Lire Serge Halimi, «Punir la France, ignorer l'Allemagne», *Le Monde diplomatique*, mai 2023.

La piste d'Istanbul

PAR BENOÎT BRÉVILLE

MAIS que font donc les journalistes et commentateurs français, d'ordinaire si friands de «documents secrets» sur la Russie! Eux qui traquent tout «plan caché» de Moscou visant à dissoudre la cohésion des sociétés démocratiques, toute «taupe» russe tapie dans l'appareil d'État? Le 28 avril, le quotidien conservateur allemand *Die Welt* leur servait sur un plateau d'argent un projet confidentiel venu de l'Est, la dernière mouture de l'accord de paix négocié par Kiev et Moscou au début de la guerre. Un texte d'importance donc, dont l'adoption aurait pu éviter deux ans d'affrontements et des centaines de milliers de morts. Les médias hexagonaux n'en ont presque rien fait (1), peut-être soucieux de ne pas creuser une affaire où le camp des va-t-en-guerre occidentaux ne tient pas le meilleur rôle.

Istanbul, 29 mars 2022. Les délégations russe et ukrainienne se retrouvent pour un nouveau round de négociations, le septième en un mois, dans un contexte militaire mouvant où l'agresseur russe essuie ses premiers revers. Au terme des discussions, chaque camp salue des avancées «significatives» et affiche son optimisme. Kiev ouvre la porte à un statut de neutralité, Moscou à un cessez-le-feu. Pourtant les discussions s'interrompent, pour des raisons qui demeurent débattues. Le document de *Die Welt* apporte quelques précisions.

D'après la version officielle, la révélation des massacres de Boutcha, dans les premiers jours d'avril, aurait changé la donne, convainquant le président Volodymyr Zelensky qu'il ne pouvait plus négocier avec des «génocidaires». En réalité, les échanges continuent, en visioconférence, près de quinze jours après la découverte des crimes de guerre, jusqu'au 15 avril. Deux semaines de tractations qui ont transformé les grandes lignes fixées à Istanbul en un texte détaillé, long de dix-sept pages. À sa lecture, on mesure les priorités des deux camps, et l'ampleur des compromis auxquels ils étaient disposés pour faire cesser les combats.

Plutôt que des conquêtes territoriales, la Russie cherche à obtenir des garanties de sécurité à ses frontières, en posant

dès le premier article la «neutralité permanente» de l'Ukraine, qui accepterait de renoncer à toute alliance militaire, d'interdire la présence de troupes étrangères sur son sol, de réduire son arsenal, tout en gardant la possibilité d'adhérer à l'Union européenne. En contrepartie, Moscou se serait engagé à retirer ses troupes des zones occupées depuis le 24 février, à ne plus attaquer l'Ukraine, et aurait consenti pour garantir cet engagement au mécanisme d'assistance réclamé par Kiev : en cas d'agression de l'Ukraine, les membres du Conseil de sécurité des Nations unies seraient engagés à la défendre.

Pourquoi les Ukrainiens ont-ils finalement quitté la table des négociations, alors qu'ils avaient poursuivi les discussions, malgré Boutcha, et que la paix semblait à portée de main? Depuis deux ans, les indices pointent la responsabilité des États-Unis et du Royaume-Uni, qui, trop confiants dans la déroute de Moscou, auraient fermement rejeté le dispositif de protection imaginé par les négociateurs. «Quand nous sommes revenus d'Istanbul, Boris Johnson est arrivé à Kiev [le 9 avril] et il a dit : "Nous ne signerons rien avec [les Russes], continuons à nous battre"», relatait récemment le chef des négociateurs ukrainiens, M. David Arakhamia (2). Un récit contesté par l'intéressé, mais corroboré par une enquête du *Wall Street Journal* (3).

Les médias français, eux, regardent ailleurs.

(1) Associé au consortium qui a fait cette révélation, *Le Figaro* a publié une traduction de l'article de *Die Welt*, mais sur son site Internet. L'information fut, sinon, succinctement relayée par les sites du *Midi Libre*, de *La Dépêche du Midi* et du *Parisien*.

(2) Cité dans Olena Roshchina, «Head of Ukraine's leading party claims Russia proposed "peace" in exchange for neutrality», *Ukrainska Pravda*, 24 novembre 2023, www.pravda.com.ua

(3) Yaroslav Trofimov, «Did Ukraine miss an early chance to negotiate peace with Russia?», *The Wall Street Journal*, New York, 5 janvier 2024.

CONSTRUIRE PLUTÔT QUE RÉNOVER

Écoquartiers, un alibi en béton

Construire à tout-va mais en se parant des vertus du respect de la nature et de la modernité technologique, tel est désormais le credo de nombreuses municipalités en France. Discours teintés d'écologisme, novlangue multipliant les concepts exaltant un supposé retour de la nature dans les villes, ces ficelles servent à masquer les processus de gentrification que subissent des populations de mal-logés.

PAR LÉA GUEDJ *

UN tas de gravats. C'est ce qu'il reste du premier bâtiment démolé dans le quartier de Planoise à Besançon, abritant 90% de logements sociaux. Près de 1 200 logements doivent être rayés de la carte d'ici à 2025 dans le cadre d'un programme signé par la municipalité avec l'Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU). Sur la route qui mène à la cité, un panneau annonce : «Réinventons Planoise». Fini la mauvaise presse sur le trafic de drogue et la criminalité... Ce «quartier prioritaire de la politique de la ville», dont plus de la moitié des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, doit devenir un «quartier d'excellence numérique», et surtout un «écoquartier».

En mars 2023, la maire écologiste de Besançon, M^{me} Anne Vignot, affichait ses ambitions devant une délégation d'élus, de bailleurs sociaux et d'acteurs associatifs. «Nous voulons montrer que ce quartier a tous les atouts d'un écoquartier», clame alors l'édile. Face à «la situation sociale qui s'est dégradée depuis une trentaine d'années, la volonté est de changer son image», en lui accordant le prestige du label Éco-Quartier. Une certification nationale qui «ne doit pas être strictement réservée aux bourgeois» : ce n'est pas un «ghetto de bobos», tient-elle à préciser comme pour anticiper la critique. «Et ça sera ouvert à tous les Planoisiens?», intervient justement une habitante qui s'est glissée dans la délégation. *Personne ici ne pourra payer un loyer de 800 ou 1 000 euros, et les Planoisiens ne veulent pas partir de chez eux. Qu'est-ce que ça va changer pour nous,*

* Journaliste.

(Lire la suite pages 22 et 23.)

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
Également sur www.monde-diplomatique.fr

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE

NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

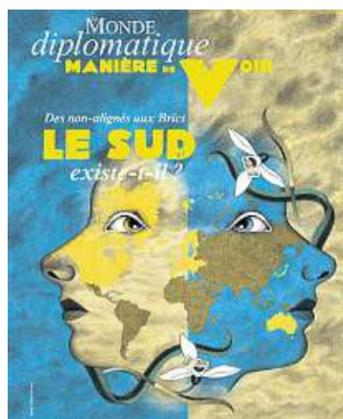
Le monde a-t-il basculé ?

REFUS de condamner l'invasion russe en Ukraine, dénonciation de la guerre menée par Israël à Gaza, rejet du contrôle occidental sur les institutions financières internationales... Quelque chose est en train de changer dans les rapports de forces planétaires. Si Washington et ses alliés demeurent capables d'imposer leurs préférences au reste du monde, c'est désormais au prix de passages en force coûteux en termes d'image. Alors que le vernis de la supériorité morale occidentale craquelle, la réalité de l'« ordre international fondé sur des règles » transparait de façon crue : un rapport de domination dont la consolidation requiert chaque jour un peu plus de brutalité.

C'est dans ce contexte que semble avoir émergé un « Sud » que certains disent « global ». Une seconde moitié du monde désormais soucieuse de faire entendre une voix distincte. Mais qu'est-ce que le Sud ? Quel projet porte-t-il ? Et au nom de qui s'exprime-t-il ? Cette nouvelle livraison de *Manière de voir* (1) répond à l'ensemble de ces questions.

D'abord en rappelant que, né dans la géographie, le terme Sud a été trempé au feu des luttes de libération nationale, à l'issue de la seconde guerre mondiale, quand apparaît ce que le démographe Alfred Sauvy qualifiera de tiers-monde en 1950 : un ensemble de pays, dont la plupart viennent d'accéder à l'indépendance, qui revendiquent la construction d'un ordre mondial leur permettant de s'émanciper réellement. C'est-à-dire y compris sur le plan économique. Ce Sud politique, c'est celui d'Ernesto « Che » Guevara, d'Ahmed Ben Bella ou encore de Mao Zedong, tous issus de pays pourtant situés dans la moitié supérieure des planisphères.

Le deuxième chapitre de la publication documente sa réémergence après son écri-



sement par la contre-révolution néolibérale des années 1970. Un Sud non plus uni par un projet commun, mais par une même contestation du Nord. *Manière de voir* revient ici sur l'indocilité qui monte au sein des pays qui, bien que réputés faibles, acceptent de moins en moins la suprématie des puissants, qu'il s'agisse des conflits guerriers en cours, des votes dans les institutions financières, ou du rôle du dollar.

Le dernier chapitre dessine les limites de l'enchevêtrement d'alliances à géométrie variable qui constitue le Sud « moderne ». Quels points communs, en effet, entre les projets portés par l'Inde ultraconservatrice de M. Narendra Modi et la Colombie progressiste de M. Gustavo Petro ? Quel avenir dessiner ensemble lorsque chacun semble avant tout chercher à se faire une place dans un monde dont il ne s'agit plus de modifier le fonctionnement ?

(1) « Le Sud existe-t-il ? », *Manière de voir*, n° 195, juin-juillet 2024, en kiosques et sur la boutique en ligne.

COURRIER DES LECTEURS

Assureurs

Réagissant à l'éditorial « *Assureurs sans risques* » (mai), M. Daniel Beretz précise qu'il n'y a pas que les aléas climatiques que les compagnies d'assurances refusent de prendre en charge :

Le risque « sociopolitique » n'est désormais plus assuré en France. À titre d'exemple, une association engagée pour s'opposer à des travaux d'aménagements routiers n'a pu s'assurer en responsabilité civile (démarche nécessaire pour louer des salles ou organiser des événements de type festival/revendicatif). Parmi les nombreuses réponses négatives, l'une d'elles, formulée oralement, mérite l'attention : « Vos statuts prévoient de pouvoir intervenir auprès des autorités et d'ester en justice... Nous avons eu récemment de très gros frais liés à des activités de ce genre. » Bref, désormais le risque de manifestation environnementale n'est plus couvert... pas plus maintenant que le risque climatique, et chaque association qui veut préserver son cadre de vie est suspecte d'« écoterrorisme ».

Europe

M^{me} Marie-Louise Chenois, juriste, a souhaité apporter une précision à l'article « *Faut-il désobéir à l'Union européenne ?* » (mai) :

La supériorité de la norme internationale se fonde sur l'idée qu'un traité international est une forme de contrat, d'engagement passé entre les parties (les États), et que si une partie pouvait le changer unilatéralement en modifiant sa loi nationale, ou en la faisant prévaloir, il manquerait à sa foi et rendrait le traité caduc, ôterait toute valeur à celui-ci et toute sécurité à l'ordre juridique international. La doctrine moniste prône donc, logiquement, l'idée que la norme internationale prime sur la norme nationale, c'est la doctrine adoptée dans l'Union européenne. À noter que

l'article mentionne la Constitution française comme une norme de droit supérieure à la norme internationale, y compris européenne (sous réserve), ce qui ne va pas de soi du tout et est contraire à l'interprétation de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), qui considère toujours le droit européen comme supérieur y compris à la Constitution.

Jeux olympiques

À la lecture de notre dossier sur Paris 2024 « *Des Jeux sans joie* » (mai), M^{me} Zaïnaba Saïd-Anzum, conseillère départementale de la Seine-Saint-Denis déléguée au sport, apporte une précision et quelques commentaires :

Le programme « 130 pays, 130 collèves » n'est pas porté par la ville de Saint-Denis, l'État et le Cojop [comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques], mais par le département de la Seine-Saint-Denis avec l'éducation nationale. Les voyages scolaires sont soutenus par le département via le dispositif « Odyssée Jeunes » ou le programme européen « Erasmus + ». Les équipes enseignantes ont toute latitude pédagogique pour apporter un regard critique à leurs élèves, sans injonction à « *ingurgiter un discours officiel* ». Par ailleurs, aucune campagne « Fier-e-s d'être du 9.3 » n'a été initiée par notre collectivité. (...) Le département n'adhère pas à la croyance d'un « ruissellement » du sport de haut niveau pour favoriser durablement la pratique amateur. Un frein majeur à celle-ci est le déficit d'infrastructures en Seine-Saint-Denis. Depuis 2015, nous priorisons les piscines afin de résorber le retard subi par les habitants de notre territoire, ce rattrapage partiel étant accéléré par les Jeux. La politique sportive menée par département permet déjà d'observer une hausse du nombre de licenciés et une plus forte part de la pratique féminine, alors que la construction du Prisme, plus

important centre parasportif d'Europe, renforcera l'offre pour les personnes en situation de handicap.

BlaBlaCar

L'article « *BlaBlaCool* » concernant le covoiturage (mai) a suscité la réaction de nombreux lecteurs. M. Romain Gourvil regrette que n'aient pas été citées les alternatives à l'entreprise BlaBlaCar :

Il est dommage que l'auteur ne mentionne pas d'alternative [à BlaBlaCar]. À titre d'exemple, suite à l'apparition des commissions facturées aux usagers en 2011, l'association Covoiturage-libre, devenue depuis une coopérative (SCIC) du nom de Mobicoop, permet de pratiquer le covoiturage librement : sans commission, sans surveillance, via un logiciel libre. Bien sûr, l'offre y est plus réduite mais cela ne coûte rien d'y jeter un coup d'œil ou d'y laisser une annonce, quitte à se rabattre sur d'autres solutions.

Automobile

Réagissant à l'article « *L'automobile à l'ère de Darwin* » (avril), M. Michel Tardieu estime que la description des méthodes de M. Carlos Tavares, président-directeur général (PDG) de Stellantis, en matière de réduction des coûts reflète certes la réalité, mais sans pointer la responsabilité des gouvernements européens dans le bouleversement du marché de l'automobile :

Ce management « à la hussarde » ne diffère guère de celui des principaux concurrents [de Stellantis] confrontés, comme l'entreprise de M. Carlos Tavares, à un environnement de la mobilité automobile complètement bouleversé par la marche forcée vers l'électrification complète voulue par les autorités politiques. Constatons que cette démarche imposée aux constructeurs européens a eu pour conséquence de faire la part belle à l'industrie automobile chinoise. (...) Dès lors, on peut comprendre que M. Tavares puisse exiger une contrepartie d'argent public pour la création de « gigafactories » en Europe compte tenu du retard accumulé vis-à-vis de l'industrie chinoise. (...)

PRÉVENTE
Livraison à partir du 12 septembre

Réservez dès aujourd'hui notre nouveau hors-série en scannant le QR code, ou en ligne :

www.monde-diplomatique.fr/manuel

12€ au lieu de 14€**



Format : 20 x 27 cm
Nombre de pages : 132

MANUEL D'AUTODÉFENSE INTELLECTUELLE HISTOIRE

Exemples d'idées reçues pulvérisées

- « Churchill, soldat de la liberté »
- « La gauche adore les islamistes »
- « Pour l'Occident, toutes les vies se valent »
- « Le peuple a élu Hitler »

Et des démontages de textes, d'images, de cartes...



AVOIR POUR SOI L'HISTOIRE

Le 12 septembre prochain, *Le Monde diplomatique* publiera un hors-série d'un genre particulier : un manuel d'autodéfense intellectuelle consacré à l'histoire. Qu'il s'agisse de la guerre au Proche-Orient, de celle en Ukraine, des discours politiques, des films et des séries aussi, les références historiques foisonnent. Mais l'usage du passé sert plus souvent d'outil de propagande que d'instrument d'analyse.

Épaulée par un groupe d'historiens et de chercheurs en sciences sociales, l'équipe du *Monde diplomatique* démène les grandes idées reçues qui faussent le débat public. À chacune d'entre elles – « *Les extrêmes se rejoignent* », « *L'Afrique n'est jamais entrée dans l'histoire* », « *Avant, la justice était plus sévère* », « *Faire l'Europe, c'est faire la paix* », etc. –, une étude de cas apporte un démenti factuel. Cartes, encadrés thématiques, documents d'archives, bêtisiers, remettent à l'endroit des événements décisifs tantôt occultés, tantôt falsifiés, réécrits ou galvaudés.

Mais l'ambition de cette publication va au-delà des exemples concrets qu'elle rappelle ou corrige. Il s'agit de fournir aux lecteurs les techniques fondamentales et les astuces méthodologiques pour qu'ils puissent repérer eux-mêmes les manipulations qui pullulent dans les médias, sans verser dans la paranoïa ni échafauder des théories fumeuses. Cette « boîte à outils » critique permettra également à chacun d'élaborer de manière autonome des arguments à la fois convaincants et justes. Car voilà l'un des grands paradoxes du XXI^e siècle : au moment où les connaissances n'ont jamais été aussi accessibles et où les populations jouissent d'un niveau de formation inégalé, les dirigeants politiques et éditoriaux s'emploient à les infantiliser.

* Cette offre est valable jusqu'au 31/08/2024 inclus dans la limite des stocks disponibles. Livraison à partir du 12/09/2024. Pour un envoi hors de France métropolitaine, des frais de port s'ajouteront à la fin de votre commande. Offre réservée aux particuliers. Conformément à la législation en vigueur, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Pour l'exercer, contactez-nous à l'adresse dpo@monde-diplomatique.fr
** Prix de vente à partir du 12 septembre chez les marchands de journaux.



Photos non contractuelles

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :
Courrier des lecteurs,
1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris
ou courrier@monde-diplomatique.fr

Édité par la SA **Le Monde diplomatique**.
Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du *Monde diplomatique*
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01, Télécopieur : 01-53-94-96-26
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directeur :
Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe

Autres membres :
Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT
Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication : Serge HALIMI
Conseiller en finance et développement auprès du directeur : Bruno LOMBARD
Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE
Rédacteur en chef : Akram BELKAÏD
Rédacteurs en chef adjoints : Evelyne PIEILLER, Grégory RZEPSKI
Cheffes d'édition : Angélique MOUNIER-KUHN (*Manière de voir*), Anne-Lise THOMASSON (*Le Monde diplomatique*)
Rédaction : Philippe DESCAMPS, Renaud LAMBERT, Hélène RICHARD, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT, Christophe VENTURA
Cartographie : Cécile MARIN
Site Internet : Guillaume BAROU
Conception artistique : Nina HLACER, Boris SÉMÉNIKO (avec la collaboration de Delphine LACROIX pour l'iconographie)
Archives et données numériques : Suzy GAIDOU, Maria IERARDI
Mise en pages et photogravure : Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PÜECH-WILHEM
Correction : Dominique MARTEL, Xavier MONTHEARD

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON
Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER
Responsable du contrôle de gestion : Zaita SAHALI
Administration : Sophie DURAND-NGÔ (9674), Sylvie DUNCKEL (9621), Eleonora FALETTI (9601)
Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.
Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

Publicité : Hélène FAVERIE (01-57-28-38-03)

Diffusion, mercatique : Saveria COLOSIMO-MORIN, Maureen DECARPIGNY, Sophie GERBAUD, Sabine GUDE, Adeline KRUG DONAT, Christiane MONTILLET
Relations marchands de journaux (numéro vert) : 0805-050-147
Service relations abonnés
• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé) www.monde-diplomatique.fr
• Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32
Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/cgv

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
© ADAGP, Paris, 2024, pour les œuvres de ses adhérents
Prix au numéro : 5,40 €
Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée : France métropolitaine : 59 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo
Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

LE RENSEIGNEMENT AMÉRICAIN, LES BLACK PANTHERS ET LA NOUVELLE GAUCHE

Comment la surveillance d'État fut combattue

Les poursuites judiciaires récurrentes engagées en France contre les mouvements sociaux reposent bien souvent sur l'activité de services de renseignement. Au tournant des années 1960, la surveillance policière de la Nouvelle Gauche faisait aux États-Unis l'objet d'une vive contestation qui obtint des résultats appréciables. Depuis, cet enjeu a été largement dépolitisé.

PAR FÉLIX TRÉGUER *

EN ce 29 septembre 1968, à deux pas du campus de l'université du Michigan dans la petite ville d'Ann Arbor, une détonation déchire le silence de la nuit. Cinq bâtons de dynamite viennent de pulvériser le centre de recrutement clandestin de la toute-puissante Central Intelligence Agency (CIA). Quinze jours plus tard, c'est au tour du bâtiment de l'Institut des sciences et des technologies d'être visé.

La police fait alors rapidement le lien entre les deux événements : l'institut est connu pour ses activités classées secret-défense et met au point des capteurs infrarouges utilisés par l'armée américaine pour traquer les guérilleros au Vietnam ou en Amérique latine. Les responsables ? « Des militants anti-establishment », assure alors le chef de la police locale (1).

Voisine de Detroit, grande ville industrielle du Michigan, Ann Arbor est alors l'un des principaux foyers de contre-culture aux États-Unis. C'est là qu'en 1962 M. Tom Hayden, alors étudiant à l'université, rédige le manifeste fondateur du Students for a Democratic Society (Étudiants pour une société démocratique, SDS), l'organisation-phare de la Nouvelle Gauche, mouvance hétéroclite éri-

gée contre l'ordre capitaliste, raciste et autoritaire qu'incarnent les États-Unis aux yeux d'une grande partie de la jeunesse. Au printemps 1968, après l'assassinat du pasteur Martin Luther King et d'un jeune dirigeant des Black Panthers, Bobby Hutton, le SDS devient un soutien actif du Black Panthers Party (BPP), assumant sans fard sa visée révolutionnaire. Le SDS comptera en 1969 près de cent mille membres. M. Bill Ayers, une autre figure de proue de l'organisation à Ann Arbor, se remémore : « Certains d'entre nous militaient dans les quartiers pauvres et ouvriers, d'autres mettaient sur pied des contre-institutions (écoles, cliniques, coopératives de travail)... d'autres encore se battaient pour l'inscription libre et gratuite des étudiants noirs (2). »

Pour les élites dirigeantes, après le conformisme et le verrouillage idéologique d'après-guerre, l'intensité de la révolte qui secoue alors le pays apparaît proprement stupéfiante. Pour y faire face, le président démocrate Lyndon Johnson accorde en 1967 un blanc-seing aux services de renseignement en vue d'amplifier les mesures de surveillance et les tactiques de déstabilisation visant les groupes Nouvelle Gauche.

Noces de la CIA et de l'ordinateur

LE programme Cointelpro (Counter Intelligence Program) – lancé en 1956 par le Federal Bureau of Investigation (FBI) pour « accroître le factionnalisme, provoquer des perturbations et obtenir des défections » au sein du Parti communiste américain, déjà fort affaibli – s'étend d'abord au mouvement antiraciste. Le gouvernement vise les groupes dont le FBI estime qu'ils relèvent de la « haine noire » (black hate), au sein desquels comptent les Black Panthers, Nation of Islam, ou encore la Southern Christian Leadership Conference (Conférence des dirigeants chrétiens du Sud, SCLC) de Martin Luther King. Les principales figures de ces organisations sont mises sur écoute ou victimes d'informateurs et de désinformation fomentée par le Bureau afin d'entraver leur action (3). En octobre 1968, le Cointelpro élargit son activité aux militants du SDS et à d'autres groupes estampillés « Nouvelle Gauche » (4).

De son côté, la CIA lance l'opération Chaos, un ensemble de programmes illégaux tournés vers la dissidence intérieure. Cette fuite en avant s'accompagne d'un autre changement important pour le monde du renseignement : l'informatisation. Sa promesse d'infailibilité froide et impersonnelle nourrit l'espoir des espions. Faisant écho aux justifications qui accompagnent aujourd'hui le déploiement de l'intelligence artificielle dans l'armée et autres forces de l'ordre, le « plan à long terme » de la CIA, finalisé en 1965, évoque l'« explosion d'informations » qui se produit alors et le « déficit d'analyse » qui en résulte – des défis auxquels seule l'informatique permettrait de faire face (5). Dans un avenir proche, promettent encore les auteurs du plan, « il sera possible d'établir des relations entre divers types d'événements et de données grâce à l'application de techniques de corrélation », par exemple pour prédire les processus de radicalisation de la jeunesse. Plusieurs projets de recherche en ce sens rassemblent des scientifiques éminents, comme l'un des pères fondateurs d'Internet, Joseph C. R. Licklider (6).

* Chercheur, membre de La Quadrature du Net.

La National Security Agency (NSA) expérimente le recours à ses capacités informatiques pour repérer automatiquement les noms de certaines cibles dans les milliers de dépêches télégraphiques qu'elle analyse chaque jour. Quant à l'armée, appelée en renfort des opérations de maintien de l'ordre à l'été 1967 pour réprimer les soulèvements des ghettos noirs, elle développe à son tour un vaste réseau de surveillance de la Nouvelle Gauche – un programme baptisé Conus Intel. Tandis que certains soldats infiltrèrent les groupes pacifistes ou se font passer pour des équipes de télévision afin de mieux surveiller le milieu militant, ses ingénieurs travaillent à l'encodage de son Counterintelligence Records Information System (Système d'information des registres du contre-espionnage, CRIS) sur des cartes perforées. Comme le révélera plus tard un rapport du Congrès, le CRIS « a été conçu de manière à extraire rapidement des informations sur les troubles civils et à générer des données et des statistiques (7) ».

Las, la contribution de l'ordinateur au travail de renseignement reste prosaïque : elle tient surtout à l'informatisation des fichiers, qui facilite le partage des données entre services. En 1967, le FBI entreprend ainsi de numériser les fiches qu'il détient sur les étudiants radicaux. De son côté, la CIA, dans le cadre de l'opération Chaos, utilise un ordinateur IBM pour héberger la base de données Hydra, dont l'index contient près de 300 000 noms (8).

Du reste, l'expansion brutale des activités de surveillance intérieure a beau se dérouler sous le sceau du secret et dans l'opacité administrative, elle est bientôt mise en cause. Une partie du monde universitaire se mobilise contre la surveillance et la pénétration croissante au sein de la société des agences gouvernementales en charge de la sécurité nationale. En février 1967, le magazine *Ramparts*, l'organe de presse officieux de la Nouvelle Gauche, révèle que la CIA finance secrètement la National Student Association, une organisation étudiante, dans le cadre de sa campagne mondiale contre le communisme.



FAITH RINGGOLD. – « People's Flag Show » (L'exposition du drapeau du peuple), 1970

Ces informations mettent en ébullition les campus, où la CIA organise le recrutement des futurs diplômés. Étudiants et enseignants engagés à gauche accusent les centres de recherche en informatique de collaborer directement avec l'armée et les services à l'édification d'un État orwellien – et les prennent pour cible. Des sections locales du SDS organisent des sit-in autour des centres de recrutement de l'agence. Et, quelques mois plus tard, deux militants dynamitent le bureau d'Ann Arbor.

Bientôt, cette vague d'opposition gagne d'autres sphères du pouvoir. En janvier 1970, le *Washington Monthly* publie un article sur le programme Conus Intel sous la plume d'un doctorant en droit de l'université Columbia, Christopher Pyle. Né en 1939, il vient de quitter un poste d'enseignant à l'Army Intelligence School (École de renseignement militaire) de Baltimore et a souhaité porter à la connaissance du public des informations concernant les activités de surveillance illégale dont il a été témoin. Son article pousse les sénateurs à créer une commission chargée d'enquêter sur le monde du renseignement – une première. Présidée par le démocrate Sam Ervin, qui mènera deux ans plus tard l'enquête du Sénat sur le scandale du Watergate, la commission engage Pyle comme conseiller et révèle l'existence de dizaines de programmes de surveillance informatique au sein des administrations publiques.

En mars 1971, un petit collectif militant qui se désigne comme la « Citizens' Commission to Investigate the FBI » (Commission d'enquête citoyenne sur le FBI) s'introduit dans le bureau du FBI d'une petite ville de Pennsylvanie, rassemble plusieurs documents trouvés sur place et les transmet à plusieurs agences de presse. Grâce à eux, le *Washington Post* révélera pour la première fois l'existence du programme Cointelpro. Puis, en juin de la même année, dans l'affaire des Pentagon Papers, en réponse à l'administration Nixon, qui tente d'empêcher la publication de documents secrets relatifs à la guerre du Vietnam en traînant le *New York Times* devant les tribunaux, la Cour suprême porte un coup historique au secret d'État en consacrant le droit de publier des informations classifiées (9).

Quelques mois plus tard, la Cour fera annuler de multiples procès intentés par les autorités contre des groupes de la Nouvelle Gauche, en déclarant illégaux les écoutes téléphoniques réalisées sans mandat judiciaire, même lorsqu'elles sont conduites au nom de la sécurité nationale. Quant au Parti démocrate, dont nombre d'élus ont été mis sous surveillance dans le cadre du programme Conus Intel, il crée un groupe de réflexion qui publie en 1972 un rapport appelant à limiter drastiquement les pouvoirs des services de renseignement (10).

À la suite des parlementaires, des juges et des médias, c'est au tour d'anciens agents du renseignement de se retourner contre les services. M. Perry Fellwock a 25 ans lorsque, après avoir travaillé pour des stations d'écoutes de la NSA à travers le monde, il rejoint la mouvance pacifiste de San Diego. Quelques mois plus tard, à l'été 1972, usant d'un pseudonyme, il accorde une interview à *Ramparts* dans laquelle il révèle l'existence du système global de surveillance Echelon. Avec M. Tim Butz, un ancien officier de renseignement de l'armée devenu lui aussi militant anti-guerre et anticapitaliste, il fonde une organisation destinée à lutter contre les méfaits du renseignement : le Committee for Action/Research on the Intelligence Community (Comité de recherche-action sur la communauté du renseignement, Caric).

Pour jouer son rôle de « vigie indépendante de l'appareil d'espionnage du gouvernement (11) », l'association cultive

des sources au sein des services et ouvre des bureaux à Washington. Début 1973, M. Fellwock et Butz lancent leur bulletin d'information, *CounterSpy*. Bientôt aidé par l'écrivain Norman Mailer, ce magazine va rallier de nombreux journalistes désireux d'enquêter sur la surveillance d'État. Les animateurs du Caric sillonnent aussi les campus pour dénoncer les « tactiques technofascistes » du renseignement, appellent à la création d'antennes locales afin de tenir en échec les politiques de recrutement de la CIA ou d'obtenir des baisses des budgets policiers. Pour contrer la propagande gouvernementale, ils débattent à la radio avec d'anciens responsables des services et contredisent les allégations de dirigeants du renseignement au Congrès lors d'auditions parlementaires. Grâce à des méthodes de renseignement en « sources ouvertes », ils publieront même l'identité d'agents de la CIA travaillant sous couverture dans des ambassades américaines de par le monde afin de forcer l'agence à les exfiltrer.

Des agences discréditées

MAUGRÉ des démentis et autres tentatives de dissimulation, l'État doit démanteler plusieurs programmes de surveillance tels que Conus Intel, Cointelpro, ou l'opération Chaos. La confiance dans les agences s'effrite. La proportion des sondés portant une appréciation « très favorable » au FBI passe de 84% en 1965 à 52% en 1973 puis à 37% en 1975. Pour la CIA, le chiffre tombe à 14% en 1975 dont 7% des étudiants (12).

Face à l'accumulation des scandales, le Congrès lance en 1975 deux commissions d'enquête, lesquelles livrent quelques mois plus tard une critique systémique et très documentée du rôle joué par le renseignement au sein du système politique américain. Mais les manœuvres de l'exé-

cutf, le souhait d'une grande partie des médias dominants d'adopter une posture moins critique du pouvoir et la lassitude de l'opinion publique confrontée à l'inflation favorisent un tournant.

Dans les années qui suivent, l'administration du président James Carter édicte un droit du renseignement mais qui ménage de larges marges d'interprétation aux services, et surtout réprime durement les lanceurs d'alerte (13). L'accession de Ronald Reagan à la présidence en 1981 marque le retour en force de la surveillance politique (14), laquelle apparaît rétrospectivement comme une composante essentielle de la réaction néolibérale et autoritaire aux mouvements émancipateurs des années 1960.

(1) Michael Dover, « U of M Bombed », *Fifth Estate Magazine*, Detroit, 13 novembre 1968.

(2) Bill Ayers, *Fugitive Days : Memoirs of an Antiracist Activist*, Beacon Press, Boston, 2009.

(3) Lire Timothy D. Allman, « Comment fut liquidée toute une génération d'opposants », *Le Monde diplomatique*, décembre 1978. Lire aussi Marie-Agnès Combesque, « Comment le FBI a liquidé les Panthères noires », *Le Monde diplomatique*, avril 1995.

(4) Ward Churchill et Jim Vander Wall, *The Cointelpro Papers. Documents from the FBI's Secret Wars against Domestic Dissent in the United States*, South End Press, Boston, 2001.

(5) « The long range plan of the Central Intelligence Agency », Central Intelligence Agency, 31 août 1965.

(6) Jill Lepore, *If Then. How the Simulmatics Corporation Invented the Future*, Liveright, New York, 2020.

(7) US Senate (Sénat des États-Unis), « Military surveillance of civilian politics. A report of the subcommittee on constitutional rights », Committee on the Judiciary, Washington, DC, 1973.

(8) Cf. le rapport Rockefeller commandité en janvier 1975 par la présidence Ford au vice-président Nelson Rockefeller, disponible en ligne, <https://archive.org>

(9) Steve Sheinkin, *Most Dangerous. Daniel Ellsberg and the Secret History of the Vietnam War*, Roaring Brook Press, New York, 2015.

(10) Richard H. Blum (sous la dir. de), *Surveillance and Espionage in a Free Society*, Praeger Publishers, New York, 1972.

(11) Cité dans Nat Hentoff, « After Ellsberg : Counter-Spy », *The Village Voice*, New York, 19 juillet 1973.

(12) Kathryn S. Olmsted, *Challenging the Secret Government. The Post-Watergate Investigations of the CIA and FBI*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2000.

(13) Tony G. Poveda, « The FBI and domestic intelligence : Technocratic or public relations triumph? », *Crime & Delinquency*, vol. 28, n° 2, Thousand Oaks, avril 1982.

(14) Stansfield Turner et George Thibault, « Intelligence : The right rules », *Foreign Policy*, Washington, DC, n° 48, 1982.

À Mayotte, la question

Jour après jour, la situation sécuritaire ne cesse de se dégrader dans le cent unième département français, déjà largement pénalisé par son sous-équipement et l'absence des services de l'État. Dans un contexte de forte pression migratoire, cette situation accroît le désarroi de la population, y compris quand elle défend des idées de gauche.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
MAURICE LEMOINE *

DE la barge qui relie Petite-Terre à Grande-Terre, les deux îles composant Mayotte, les passagers descendent, un téléphone portable ou une petite bouteille d'eau à la main. Grosse chaleur sur Mamoudzou, le chef-lieu du département : 33 degrés. Près du débarcadère, quelques poignées d'« expats » (expatriés) s'enfilent des bières au Camion rouge – « *the place to be* » – ou au Camion blanc – « *un snack simple et sympa* ». Noirs, bruns ou métissés, les Mahorais, islam oblige, évitent l'alcool : « *En public, s'amuse un ex-prof métropolitain. Au bahut, on se retrouvait dans les collines pour boire un coup!* »

Quelques kilomètres plus loin, à Kawéni, alors que la nuit tombe, le chant du muezzin s'envole du haut d'un minaret. Par une fenêtre ouverte, on entend France Inter. Dans une échoppe, une « métro » règle un énorme burger dégoulinant de mayo à l'aide de l'appli sans contact de son smartphone. Hommes en boubou, femmes en *salouva* (1) colorée, ou indistinctement vêtus à l'occidentale, se hâtent tranquillement. Bribes de conversations en shimaoré ou en shibushi – les deux langues locales. Dans les embouteillages dantesques de la nationale 1 (N1), unique voie, au nord, pour entrer ou sortir de la capitale, un taxi collectif piétine. Les passagers soupirent. « *Un peu de patience, grogne le conducteur, on va y arriver.* » Un silence. Suivent les deux expressions les plus entendues dans le département : « *Pas de souci* », « *Inch' Allah* » (« Si Dieu le veut »).

Mayotte, c'est donc la France – sans le ramassage des ordures. Celles-ci s'entassent autour des conteneurs, aussi bien le long de la N1 que près du conseil général, en plein cœur de Mamoudzou. « *Moins le ramassage des ordures, moins l'aménagement de l'espace public, moins l'accès à l'éducation ou à la santé*, complète M^{me} Yasmina Aouny, professeure de lycée et candidate de La France insoumise (LFI) lors des dernières législatives. *Il faut voir à quel point l'État, par son laisser-aller sur plusieurs décennies, a provoqué le chaos...* »

Cent unième des départements français, Mayotte est aussi le plus pauvre. Son économie languit. Le tourisme a disparu, en raison de la situation sécuritaire. L'agriculture? Vivrière, minimale et insuffisante. Tout ce qui se mange vient du bateau. « *Tout le monde s'est habitué à acheter des ailes de*

poulet arrivées congelées d'Amérique du Sud », nous confie M. Pablo Guevara, un ex-expatrié.

Principaux employeurs, l'État et les collectivités territoriales font vivre beaucoup de monde, des fonctionnaires à leurs familles et à leurs proches. Mais, « *à aucun niveau*, souligne le métropolitain Marc Seigneur, *je n'ai l'impression d'être dans un département* ». Minima sociaux comme prestations sociales sont inférieurs à ceux de la métropole. Quand le smic net mensuel s'établit nationalement à 1 398,69 euros, il n'atteint que 1 203,36 euros à Mayotte; le revenu de solidarité active (RSA) stagne à 303,88 euros contre 635,71. Alors que les cotisations, excédentaires, alimentent les caisses de la métropole, la retraite moyenne s'élève à 276 euros par mois. Le chômage touche 34 % des actifs; 77 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté (2).

« *Je ne sais pas comment on va s'en sortir*, grimace M. Rivo Rakotondravelo – dit « Rivo » –, enseignant et secrétaire départemental du Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC (SNUipp-FSU). « *Sarko* » a fait de nous un département, mais à 25 %. [François] Hollande est venu et s'est engagé à créer cent salles de classe par an. Il n'y en a même pas eu dix! » L'université de Mayotte parle de 14 000 enfants à scolariser qui ne le sont pas; le rectorat dit entre 5 000 et 10 000. « *C'est difficile à comptabiliser car il s'agit d'une population en situation irrégulière. Tout cela pèse, les structures actuelles n'étant pas en capacité d'accueillir et de s'occuper de tout ça. Ce qui fait qu'on va d'échec en échec et d'exclusion en exclusion.* » Dans le second degré, précise notre interlocuteur, 50 % des professeurs sont des contractuels « *qui, compte tenu de la situation, ne se voient pas rester longtemps* ». Quant aux collègues formés et diplômés, « *aucun ne veut venir ici* ».

À 8000 kilomètres de la métropole, Mayotte est située à mi-chemin entre les côtes malgaches et africaines et au sud de l'Union des Comores, constituée des trois îles – Grande Comore, Anjouan et Mohéli. Détail capital : quand le produit intérieur brut (PIB) par habitant est de l'ordre de 480 euros à Madagascar et de 1 360 euros aux Comores, il atteint 11 579 euros à Mayotte (2022), malgré son mal-développement. Pour les voisins, et en particulier ceux d'Anjouan, les 374 kilomètres carrés de ce territoire français s'apparentent à un éden. Seuls 70 kilomètres et cinq heures de navigation les en séparent. Jouant à cache-cache avec les vedettes de la gendarmerie et de la police aux frontières (PAF), les *kwassa-kwassa* – embarcations de 6 à 9 mètres de long – débarquent des vagues de clandestins, dont beaucoup sur le paradisiaque îlot Mtsamboro, à Mtsanga Safari (« la plage du voyage »), au large de la commune de Mtsamboro là-haut, au nord. Des pêcheurs mahorais les rapatrient sur l'île, moyennant rémunération. Des réseaux les aident à gagner les bidonvilles de Mamoudzou et des communes environnantes de Koungou et de Dombéni où la majorité de leurs compatriotes ont échoué.

Une pression migratoire intense : 23 000 habitants en 1968, 147 000 en 2000, 321 000 à présent (officiellement) (3) et peut-être même 400 000 (officieusement), dont une moitié d'étrangers. Avec 10 200 nouveau-nés en 2023 (10 770 en 2022), dont les trois quarts ont une mère étrangère, très souvent comorienne, la maternité du centre hospitalier de Mayotte (CHM), à Mamoudzou, est de très loin la plus « féconde » de France. À l'échelle du département, seules 17,8 % des naissances étaient issues de deux parents français en 2019, contre 45 % de deux parents étrangers (4). Mayotte craque sur toutes ses coutures. Tandis que, pour ne rien arranger, explose une vague d'insécurité.

« *Bien fait pour vous!* », réagit (sans aller jusqu'à employer la formule) une fraction de la gauche, fort légitimement anticoloniale, mais aussi très idéologique, en observant, depuis l'Hexagone, l'enchaî-

nement des événements. « *La France, dans les années 1970, a détaché les Mahorais des Comores. (...) En montant en épingle les rivalités historiques entre Mamoudzou et Anjouan, des familles de notables civils et religieux ont réussi à mobiliser la population en faveur du ralliement à la France lors du référendum de 1976, processus couronné par l'approbation massive de la départementalisation en 2009* (5). » En substance : il s'agirait d'une assimilation forcée allant de pair avec le reniement par les Mahorais des relations ancestrales les liant à l'ensemble de l'archipel.

C'est le 25 avril 1841 qu'en échange d'une rente et d'une protection militaire le sultan Andrian-tsohy a cédé Mayotte à la France. Le reste de l'archipel des Comores passera sous pavillon français en 1886. Dépendant de ce territoire d'outre-mer (1946) qui jouira d'une certaine autonomie administrative et financière (1958), Mayotte voit s'affronter, à partir des années 1960, le mouvement des « serrez-la-main », pour l'indépendance des Comores, et les *sorodats* (soldats), attachés à la République française et même, déjà, à la départementalisation (garante d'une non-possibilité de retour dans le giron d'un futur État comorien).

En 1974, lors d'une première consultation « *des populations comoriennes* » (et non « *de la population comorienne* », comme initialement envisagé), l'archipel se prononce à 94,56 % en faveur de l'indépendance, mais Mayotte s'y oppose à 65,47 %. À nouveau consultés en 1976, les Mahorais confirment et amplifient leur choix (99,4 %). Paris prend acte, malgré

chapel dirigée par un esclave affranchi, Mawana Mahdi. « *Maintenant encore, aux Comores, les gouvernants descendent de ces sultans, avec le système des castes, un islam rigoriste, alors que le nôtre est le plus "cool" du monde, et un pouvoir quasiment dictatorial*, note M^{me} Aouny, par ailleurs féministe et musulmane affirmée. *Avec notre amour de la liberté, il était compliqué pour nous d'envisager un destin commun.* »

« Nous sommes clairement une société matriarcale »

Sur les hauteurs de Mtsamboro, où elle vit et enseigne, M^{me} Aouny peut, sans un soupçon de xénophobie, se montrer intarissable sur la spécificité mahoraise : « *La clé pour comprendre notre choix, c'est la femme. Il n'y a jamais eu de révoltes de femmes aux Comores! Ici, dès l'origine, elles se sont imposées en politique. Nous sommes clairement une société matriarcale alors qu'à côté le patriarcat a toujours de beaux jours devant lui.* » Et de rappeler le rôle des « Chatouilleuses » des années 1960 (6), vent debout contre l'administration territoriale basée à Moroni et rassemblées, en 1967, devant le siège local de l'ORTF, scandant ce qui deviendra le slogan de leur lutte : « *Nous voulons rester français pour être libres!* »

Le débat n'est pas clos, il existe, prouvant s'il en était besoin qu'une même couleur de peau et



LAURA HENNO. – « Le Baye », Mayotte, 2022

les protestations de Moroni, capitale de la naissante Union des Comores, et la condamnation de l'Organisation des Nations unies (ONU), au nom du principe d'intangibilité des frontières issues de la colonisation.

Un processus parfois sévèrement résumé dans l'Hexagone : « *peau comorienne, masques français!* » À partir d'images et de récits, une réécriture de l'histoire viserait à mettre en scène aux yeux du monde un pseudo « peuple mahorais ».

On n'écartera pas ici les « magouilles » d'une élite locale qui, pour défendre ses intérêts, a joué Paris contre Moroni. Pas plus qu'on n'occultera les turpitudes des nostalgiques de l'empire colonial instigateurs des trois coups d'État (1975, 1978, 1995) organisés aux Comores par le « mercenaire de la République » Bob Denard, et l'appui à peine masqué de Paris aux tentatives sécessionnistes de l'île d'Anjouan menées par M. Mohamed Bacar en 1998. Toutefois, la mise en avant de ces seuls éléments ne permet pas vraiment d'appréhender le réel. Car, aujourd'hui encore, les Mahorais « *de base* » persistent et signent, n'entendant pas laisser d'autres qu'eux décider de leur « identité ».

Pour M. Said Mouhoudhoiri, porte-parole du collectif de Labattoir (Petite-Terre), incontestablement à droite de l'échiquier politique : « *La couleur de peau est la seule chose commune que nous ayons avec les Comoriens.* » Rire clair de l'Insoumise Aouny : « *C'est comme les gens qui ne font pas la distinction entre un Chinois et un Japonais.* » Déjà, affirmer nos interlocuteurs, il convient de considérer la langue, pas très éloignée de celle d'Anjouan mais différente de celle parlée en Grande Comore et à Mohéli. « *La moitié de Mayotte est malgachophone. L'empreinte malgache a été plus forte ici que dans les autres îles.* » S'ajoute à ce facteur la domination imposée à Mayotte au cours des incessantes luttes entre « sultans batailleurs », sur fond de trafics d'esclaves arrachés à l'Afrique. Mayotte a ainsi été la seule île de l'ar-

une proximité culturelle n'entraînent pas forcément une unité d'intérêts.

Pendant longtemps, les Comoriens vont et viennent entre les îles, comme ils l'ont toujours fait. Débarquant à Mayotte, ils passent éventuellement par l'hôpital pour se soigner, travaillent parfois, restent un moment, repartent, sans s'installer. À partir de 1986, ils se voient automatiquement accorder un visa de trois mois, qu'ils ne peuvent renouveler qu'en quittant le territoire. Dès lors, beaucoup prolongent leur séjour au-delà de la durée autorisée. Quand, en 1993, en campagne pour la présidentielle de 1995, le premier ministre Édouard Balladur atterrit à Dzaoudzi (l'aéroport), les élus qu'il rencontre lui disent que l'immigration ne cesse de s'amplifier et qu'il faudrait instituer des règles plus contraignantes. Confronté à son « ami de trente ans » Jacques Chirac, M. Balladur sait que chaque voix compte. Il dit oui.

Difficile à obtenir, le visa spécifique qu'il instaure – dit « *visa Balladur* », ou « *titre de séjour territorialisé* » – permet d'entrer à Mayotte, mais pas sur le reste du territoire français. Le département se transforme en cul-de-sac. Ne pouvant arriver légalement, les Comoriens débarquent clandestinement, hésitent à repartir puisqu'un retour, tout aussi clandestin, leur imposera une traversée maritime

(1) Vêtement traditionnel de la femme mahoraise : une grande pièce de tissu coloré nouée autour de la poitrine et tombant aux pieds. Châle porté sur la tête ou sur les épaules, le *kishali* complète la tenue.

(2) « Chiffres-clés », Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), Paris, 29 février 2024.

(3) *Ibid.*

(4) Les autres nouveau-nés (37,2 %) ont au moins un de leurs parents de nationalité française (leur père pour 30 %) et sont donc « français de naissance » (« Diversité et précarité : le double défi des univers ultramarins – Mayotte », Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge [HCFEA], Paris, 2022).

(5) François Héran, « À Mayotte, de quel droit du sol parle-t-on? », *Le Monde*, 13 février 2024.

(6) M^{me} Aouny est l'auteur du roman *La Chatouilleuse*, Éditions du Signe, Strasbourg, 2022 (prix littéraire de l'océan Indien).

* Journaliste et écrivain, auteur de *Juanito la vermine, roi du Venezuela*, Le Temps des cerises, Montreuil, 2023.



© LAURA HENNO - COURTESY DE L'ARTISTE ET DE LA GALERIE NATHALIE OBAADIA PARIS - BRUXELLES

SURVIE ! »

coloniale à front renversé

risquée. Par la force des choses, ils s'établissent. Pour ceux qui parviennent à régulariser leur situation, le problème reste entier : ils ne peuvent circuler sur le reste du territoire national. Ils sont coincés là.

L'afflux de ces voisins dépasse vite toute possibilité raisonnable d'intégration. Ils occupent, squattent, s'installent comme ils le peuvent sur des terrains privés (parfois loués), dans les collines que traversent des ruelles étroites, des passages, des escaliers – un labyrinthe pour qui ne connaît pas. Les bidonvilles s'étalent, débordent, amas de *bangas*, habitats précaires, insalubres, de bois ou de tôle, sans aucun service public, au milieu des mouches et des moustiques, dans la puanteur et la saleté. Pour la première fois en 2004, davantage encore en 2016, des tensions entre Mahorais et étrangers donnent lieu aux premiers « décasages » – opérations violentes à l'occasion, organisées par des collectifs de villageois ou d'urbains contre les habitations des clandestins.

De manière inquiétante, le nombre des mineurs non accompagnés, abandonnés par des parents expulsés, confiés à des proches ou livrés à eux-mêmes, sans être pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, croît. « *L'État et l'élite mahoraise, grince M. Guevara, considèrent qu'ils n'ont pas à s'occuper des gamins étrangers!* »

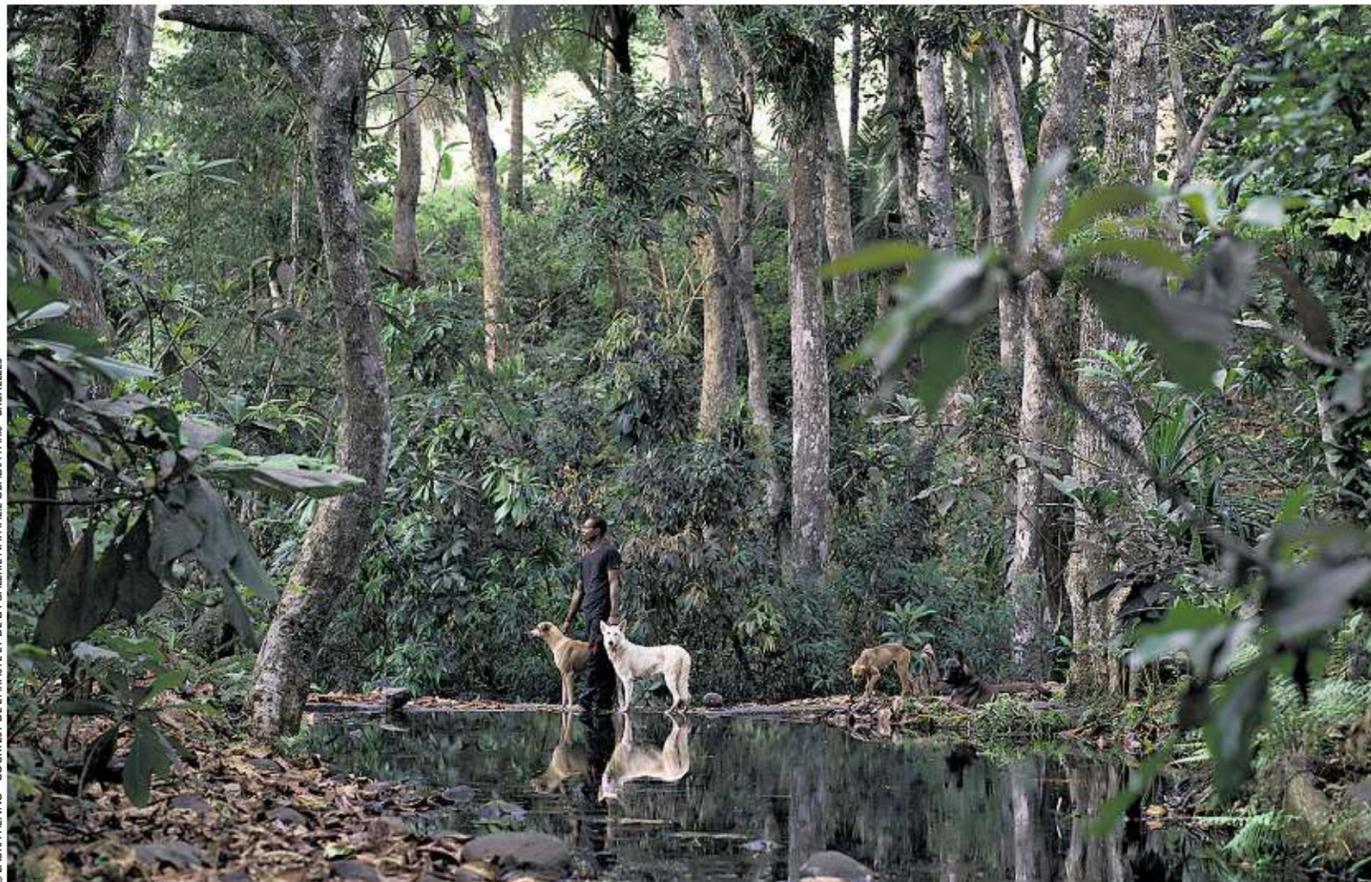
Bombe à retardement. Avec le temps et l'augmentation d'actes de violence de bandes de jeunes, tant mahorais qu'étrangers, la situation devient intenable. Conversation captée dans un restaurant : « *Ton frère s'est bien remis de son agression ? – Il ne récupère pas. La sensation du fil de la machette posé sur son cou l'a complètement traumatisé.* » Les vols avec armes ont bondi de 121 % entre 2019 et 2023 ; les vols avec violence ont doublé. Bagarres entre villages ou entre quartiers, barrages sur les routes, caillassage de maisons et de véhicules, attaques de cars scolaires (34 en novembre 2023), apparition de nouvelles armes – fers limés et effilés dotés d'une pointe de béton qui, lancés, ont tué deux jeunes filles dans un bus –, agressions à répétition en bord de mer, dans les quartiers réputés calmes ou au coin des rues : « *Vous ne les voyez pas, nous met en garde un habitant de Petite-Terre, ils ne sortent qu'au dernier moment. Quand vous les voyez, c'est trop tard!* »

La hantise d'un nouveau Lampedusa

Incontestablement très « à gauche », l'instituteur Rivo raconte : « *C'est aussi à l'école que ça se passe, surtout dans le second degré. Ou aux abords du milieu scolaire. On va au travail, on se fait agresser. Alors, tu as des personnes qui osent dire : "C'est comme ça en Essonne ou en Seine-Saint-Denis." Non, les mecs, là-bas, quand ils vont au travail, ils sont sûrs d'arriver. Nous, on ne sait pas si, en allant ou en rentrant du boulot, on va se faire massacrer.* »

À 19 heures, commerces et magasins tombent le rideau. Plus de manifestations nocturnes, de sorties entre amis, de concerts à l'air libre, de cinéma, de restaurants – on a peur de tout. Eaux limpides, beauté des coraux, les plages sont désertées. « *Je ne fais plus de footing, nous confie un sportif. Même si les risques peuvent être minimes, il suffit d'une fois, au mauvais endroit, au mauvais moment.* » Les « métros » présents depuis longtemps ne reconnaissent plus « leur » île. Une seule question : « *Quand partirons-nous ? Il n'y a pas d'espoir, ça ne va faire qu'empirer et, quand ça explosera, je ne veux pas être là.* » Les Mahorais qui ont les moyens s'exilent aussi, notamment les chefs d'entreprise installés à la Réunion avec leurs familles et qui font des allers-retours en avion.

Les plus modestes n'ont pas ces choix. Ce sont eux qui rejoignent les collectifs de citoyens, et réclament des mesures de l'État, en particulier en matière de « sécurité, qui est un droit pour tous ». Comme il se doit, des propos inacceptables s'invitent dans le débat : « *À un moment donné, il faut peut-être en tuer.* », lâche sur la chaîne publique Mayotte La 1ère le premier vice-président du conseil départemental, M. Salime Mdéré, le 24 avril 2023 (7). « *Microfascisme tropical* », s'indignent, mettant tout le monde dans le même sac, des voix de la « gauche morale » depuis Paris. « *Pas si simple, camarades* », répliquent les Mahorais...



© LAURA HENNO - COURTESY DE L'ARTISTE ET DE LA GALERIE NATHALIE OBADIA PARIS - BRUXELLES

LAURA HENNO. – « La Meute », Mayotte, 2018

Le 24 avril 2023, la vaste opération de police Wuambushu détruit 700 logements informels où s'entassaient des clandestins. « *C'est une opération utile, et je pèse chacun de mes mots*, considère sur place, tout en regrettant l'emballement médiatique qui a accompagné l'épisode, l'Insoumise Aouny. *La République doit reconquérir des pans entiers du territoire passés du côté du chaos. Il faut démanteler les bandes, détruire leurs QG et arrêter leurs meneurs, car elles sont de plus en plus barbares.* » S'il exprime son analyse en d'autres termes, le « gauchiste » Rivo, comme il se définit lui-même en souriant, la rejoint sur le fond : « *Au niveau national, mon syndicat a condamné, mais on a dû leur dire, Wuambushu, il y a une adhésion, c'est accepté par les Mahorais. Alors, si vous voulez taper, tapez, mais tapez doucement s'il vous plaît.*... »

Après Wuambushu, une partie des renforts déployés a dû repartir précipitamment en métropole pour faire face aux émeutes liées à la mort de

Aux tensions déjà existantes s'ajoute un sentiment soudain de panique : Mayotte transformée en un nouveau Lampedusa. « *La France a des conventions internationales de protection des réfugiés politiques, commente M^{me} Soula, et on n'est pas contre, mais, ici, nous n'avons pas les moyens d'accueillir tous ces gens-là.* » D'autant que, nous rapporte un dirigeant de Solidarité Mayotte (qui a souhaité ne pas voir cité son nom), « *nous ne disposons que de 450 places d'hébergement, plus 50 places en urgence pour les primo-arrivants* » – déjà toutes occupées. « *Nous sommes dans une situation où la réponse de l'État est très insuffisante par rapport à l'ampleur des flux.* » Des demandeurs d'asile qui, pour les admis, compte tenu de la durée des procédures et des étapes administratives, peuvent passer plus d'un an sur place avant d'être autorisés à gagner la métropole. Quant aux déboutés, ils sont... perdus de vue. Mandatée par l'État, Solidarité Mayotte – comme la Cimade et l'organisation humanitaire Mlézi Mahoré – s'est retrouvée dans une situation critique quand, accusée de favoriser « l'appel d'air », elle a essuyé menaces, intimidations et même cadenassage de ses locaux.

Ainsi naissent les Forces vives (FV), protagonistes de la paralysie totale du département par des barrages qui, du 22 janvier au 29 février 2024, a secoué l'opinion. « *Les gens de Cavani nous ont appelés au secours, rappelle M. Mouhoudi. Nous avons dit : "Jamais un Parisien ne viendra ici se battre pour nous. Descendons dans la rue."* » Donc, enchaîne M. Abdou Badirou, directeur du service animation jeunesse et vie associative de Tingoni, de l'autre côté de Grande-Terre, « *je fais partie de ceux qui se sont trouvés dans l'obligation de bloquer un rond-point, à l'entrée du village.* » Il devient porte-parole des FV, comme le deviendra la militante de gauche Aouny : « *Je vis ici, j'ai des enfants ici, je subis les violences, donc, en tant que citoyenne, j'ai rejoint le mouvement.* » Rivo l'imite, comme, à titre individuel, d'autres syndicalistes (FO, CFDT, CGT, SNUipp).

La tension montant autour de Cavani, le maire de Mamoudzou, M. Ambdilwahédo Soumaïla, multiplie les alertes. Faute de réponses du gouvernement, relate M. Badirou, « *il a fallu que les Forces vives remuent le baobab pour que le baobab comprenne : le maire de Mamoudzou, même à 800 000 (sic) kilomètres de Paris, est un maire de la République et il doit être aussi respecté qu'Anne Hidalgo.* »

Tant le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin que le ministre déléguée chargée des outre-mer Marie Guévenoux doivent mouiller la chemise.

« *Conscients de ce qu'ils ne sont généralement pas écoutés, rappelle M. Nabilou Ali Bacar, directeur du Conseil économique, social et environnemental de Mamoudzou, membre, lui aussi, des FV, les élus se sont effacés derrière les Forces vives, à qui ils ont laissé mener les négociations.* » Au terme de ces dernières, un certain nombre de mesures ont été notifiées par M. Darmanin : abrogation des titres de séjours territorialisés, durcissement du regroupement familial, renforcement de la présence policière, mise en place d'un « rideau de fer » autour de l'île, à l'aide de moyens technologiques nouveaux. Toutefois, l'annonce la plus spectaculaire a concerné la fin du droit du sol à Mayotte, à travers une révision constitutionnelle. « *Cette demande était dans l'air* », approuve implicitement M. Bacar. « *Elle est légitime* », complètent M. Badirou et M^{me} Soula. « *Ça va mettre fin à la pompe aspirante* », estime sur tous les plateaux de télévision la députée Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (LIOT) de Mayotte, M^{me} Estelle Youssouffa – dont il se murmure qu'elle se verrait bien ministre des outre-mer dans un futur... « gouvernement Darmanin ».

« Ils s'en foutent du droit du sol, ils veulent la sécurité ! »

En première ligne au cours des négociations, M^{me} Aouny conteste fortement cette approche : « *Dans la liste des revendications des Forces vives, la priorité était le "visa Balladur". L'abrogation du droit du sol n'était absolument pas mentionnée. C'est Darmanin qui l'a introduite. Il a lancé ça comme ça ! On a l'impression qu'il est en campagne et qu'il se sert beaucoup de Mayotte, un peu comme Balladur en son temps.* »

« *Les gars qui tenaient les barrages, réagit également Rivo, ils s'en foutent du droit du sol, ils veulent la sécurité!* » On sent dans son discours un certain désarroi. « *Nous, militants syndicaux, face au discours de droite et d'extrême droite, on est perdus. Et battus. On peut parler de social, avoir un discours de gauche, de développement des services publics, mais il faut le reconnaître : si on ne règle pas la question sécuritaire, laisse tomber!* » Dérangée elle aussi pour un certain « confort progressiste » métropolitain, M^{me} Aouny réfléchit : « *Nous, militants de gauche, savons pertinemment que la gestion de l'humain est très importante. Mais il ne peut être bien géré que s'il y a un cadre. Ce cadre, on l'a perdu. À partir du moment où on n'a plus la liberté d'aller et venir et où on n'a plus de sécurité, on n'a plus la quiétude nécessaire pour réfléchir à la bonne gouvernance. On est en mode survie!* »

MAURICE LEMOINE.

(7) Le 7 mars 2024, M. Mdéré a été condamné à trois mois de prison avec sursis et à 10 000 euros d'amende pour provocation à commettre un crime.

(8) Le 27 juin 2023, Nahel Merzouk, 17 ans, est tué à Nanterre par le tir à bout portant d'un policier. Des émeutes suivent dans de nombreuses villes.



© LAURA HENNO - COURTESY DE L'ARTISTE ET DE LA GALERIE NATHALIE OBADIA PARIS - BRUXELLES

LAURA HENNO. – « Mokatir », Comores, 2017

Nahel (8). Violence et insécurité remontent d'un cran. L'opinion s'embrace quand les habitants du quartier de Cavani, à Mamoudzou, voient s'ériger puis s'agrandir à un rythme accéléré un camp de demandeurs d'asile originaires de l'Afrique des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique autour du stade de leur quartier. Cinq cents hommes et femmes, fuyant violence et misère, démunis de tout, sous de misérables *bangas* de plastique bleu. « *La jeunesse de Cavani s'est sentie chassée de son stade*, explique M^{me} Safina Soula, présidente du Collectif des citoyens de Mayotte 2018, et donc les hostilités ont commencé. *Il y a eu régulièrement des affrontements et, au milieu, la police venait et balançait des grenades lacrymogènes, ce qui n'a rien arrangé. La population a été obligée d'intervenir pour exiger le départ du camp.* » Une exaspération d'autant plus forte que ce nouveau « robinet » vers la France continentale et l'Europe a été ouvert par des passeurs comoriens. « *Ils sont allés démarcher des Africains qui ne savaient même pas que Mayotte existait!* »

L'imaginaire « gore » de Javier Milei

M. Javier Milei a peu de sympathie pour la culture, ses institutions, ses subventions – un secteur parasite, un milieu progressiste... Même si elle s'appuie sur des chiffres, son offensive n'est pas fondamentalement dictée par des choix économiques, mais par une vision politique. Un messianisme obsessionnellement « antirouge » le conduit à brandir sa tronçonneuse.

PAR ALAN PAULS *

Dès sa prise de fonction en tant que président de la nation, le 11 décembre dernier, M. Javier Milei a montré quel était son véritable voire son unique projet dans le domaine de la culture : la liquider. Sa première décision fut de réduire le ministère à un secrétariat et d'en confier la direction à un producteur de théâtre privé. La seconde fut d'envoyer au Congrès une loi éléphanterque connue sous le nom de *Ley de Bases* (ou *Ley Ómnibus*, en raison de ses 664 articles) dont le chapitre 3, consacré aux questions culturelles, proposait de dégraisser, de démanteler et, dans certains cas, d'éliminer quelques institutions parmi les plus dynamiques et les plus fécondes : l'Institut national du cinéma et des arts audiovisuels (Incaa) – qu'on peut rapprocher du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) français –, dont il comptait supprimer deux des sources autonomes de financement ; le Fonds national des arts (FNA) et l'Institut national du théâtre (INT), qu'il suggérait tout simplement de fermer ; le réseau des 1 800 bibliothèques publiques, dont il voulait interrompre le modeste programme de services à tarifs préférentiels. Le plan de coupes n'épargnait pas non plus le monde de l'édition, puisqu'il annonçait l'abrogation de la loi sur le prix du livre, inspirée de la loi Lang, qui empêche les grandes librairies de pratiquer des rabais déséquilibrant le marché et nuisant aux librairies indépendantes.

La tronçonneuse et le progressisme

LA culture n'est pas un domaine fréquemment évoqué par M. Milei. Elle ne participe au pays ultralibéral dont rêve le président que comme un fardeau superflu, un nid de gaspillage, d'irresponsabilité et de corruption politique, ce qui vaut d'ailleurs, selon les dires de M. Milei, pour tout organisme public. Pour un obsédé de l'équilibre budgétaire, de la réduction des dépenses et de l'arrêt définitif d'émission monétaire par la Banque centrale, la culture ne peut être qu'un problème, et un problème intensément exaspérant. Selon M. Milei, elle exige de l'argent qu'elle ne rend pas toujours, ou au mauvais moment, sous des formes qui ne sont pas immédiatement comptables, ce qui entrave l'évaluation des bénéfices qu'elle génère et complique sa position par rapport au marché, le seul dieu devant lequel M. Milei accepte de s'agenouiller. Bien qu'elle représente 2,4% du produit intérieur brut (PIB) national, elle se prête mal à la formule, assurément rudimentaire, par laquelle le président résume habituellement le secret d'un marché performant : « Un produit de qualité au meilleur prix possible ».

Il y a quelques semaines, lors d'une des rares occasions où il a accepté de s'exprimer sur un sujet culturel, M. Milei se demandait : « Pourquoi l'argent public devrait-il financer des films que personne ne voit ? » L'argument n'est pas nouveau, c'est le leitmotiv avec lequel ses discours de campagne ont tenté de séduire un électoralat brutalement appauvri en le confrontant aux présumés responsables de sa misère : les élites, joker diabolique propre à désigner tout « attracteur de haine », de la classe politique (ce que M. Milei appelle « la caste ») aux

La loi, rejetée début janvier, est revenue à la Chambre des députés en mai avec quatre cents articles en moins, sans le chapitre 3 et avec une tiède modification de l'un de ses points les plus critiques : la possibilité pour l'exécutif de légiférer par décret, sans passer par le Congrès, dans de multiples domaines au nom de l'« état d'urgence » s'appliquerait désormais à un nombre réduit de sujets et pour une durée limitée d'un an au lieu de deux, à rebours de ce que le projet initial prévoyait. En adoptant la nouvelle loi, le Congrès donnerait à M. Milei tout pouvoir pour mettre en œuvre sans opposition son programme de démantèlement de la culture contenu dans l'ex-chapitre 3, une opération déjà engagée par le président. Au cours de ses trois premiers mois au pouvoir, ce dernier a déjà supprimé Têlam, la principale agence de presse d'Amérique latine, et envisage maintenant d'en finir avec la télévision et la radio publiques. Il a nommé à la présidence de l'Incaa un expert financier sans lien avec l'industrie cinématographique, dont les premières décisions ont été de licencier une centaine d'employés, de supprimer des départements-clés (promotion, exploitation et audience, supervision de l'activité audiovisuelle), de fermer les portes de l'Institut pendant quarante jours au nom d'une « réorganisation administrative » ainsi que celles du cinéma Gaumont, la seule salle de Buenos Aires exclusivement consacrée à la diffusion du cinéma argentin. En bref, il s'agit de paralyser complètement l'industrie cinématographique.

cinéastes qui, précisément, ne produiraient pas « des produits de qualité au meilleur prix » (mais qui, de Lucrecia Martel à Martín Rejtman, en passant par Rodrigo Moreno, Santiago Mitre, Laura Citarella ou Mariano Llinás, réalisent les films qui ont rendu célèbre le cinéma argentin ces trente dernières années), en passant par les enseignants qui font grève et abandonnent les enfants sans classe, les chercheurs qui reçoivent des subventions pour travailler sur des sujets qui n'intéressent personne, etc.

L'argument est fallacieux, bien sûr, entre autres parce que les films que M. Milei méprise et accuse d'appauvrir les Argentins ne sont pas réalisés avec l'argent des contribuables ou des subventions de l'État, mais avec les sources spécifiques de financement qui alimentent l'Incaa – entité indépendante depuis plus d'un quart de siècle –, celles précisément que la *Ley* voudrait abolir. Il en va de même pour le FNA, qui, bien que sans financement de l'État, est accusé d'être une institution parasite. En d'autres termes : l'argument est fallacieux parce qu'il présente comme un truisme, comme la simple évidence d'un bilan chiffré (rapport asymétrique entre recettes et dépenses, entre investissement et rentabilité, etc.), ce qui est en fait une décision d'ordre politique.

Car le problème que représente la culture pour M. Milei n'est pas économique : il est fondamentalement politique. (Et tout ce qui suivra désormais sur la culture peut s'appliquer à l'éducation publique, autre monstre satanique que M. Milei tente de mettre à genoux à sa manière, en lui attribuant le même budget en 2024 qu'en 2023, comme si les 350% d'inflation annuelle n'étaient qu'un mirage.) Globalement, le milieu culturel argentin est ce que l'on pour-



CARLOS ALONSO. – « Manos anónimas » (Mains anonymes), 1976-2019

rait appeler « progressiste », un adjectif vague, parfois ambigu, mais qui désigne néanmoins un consensus plus ou moins solide autour de certains principes, valeurs, conquêtes, points de non-retour, qui, en quarante ans d'absence de coups d'État militaires, ont fini par devenir une sorte de sédiment démocratique partagé. Reste à savoir – question critique s'il en est – quel pourcentage des 56% d'électeurs de M. Milei jugeait hier essentiel ce sédiment et pourquoi ils ont décidé d'y renoncer, et pourquoi ceux qui en faisaient une bannière politique n'ont pas trouvé l'écho nécessaire pour gagner. Pourtant, en janvier, lorsque le monde de la culture est descendu dans la rue pour dénoncer le plan Milei, occuper les bâtiments du FNA et de l'Incaa, organiser des manifestations de protestation, se rendre en masse dans les médias afin d'y faire la lumière sur la relation réelle entre culture et argent public, c'était pour défendre ses intérêts spécifiques, certes, mais aussi au nom de ce consensus qui, au moins jusqu'à l'arrivée de M. Milei au pouvoir, fonctionnait pratiquement comme un synonyme de la coexistence démocratique elle-même...

C'est cette relation de synonymie que M. Milei ne tolère pas, qu'il cherche à éroder et à briser par l'asphyxie économique et juridique, l'indifférence ou l'hostilité politique, les accusations mensongères. Sa vice-présidente, en ce sens, est encore plus radicale : fille de militaires, M^{me} Victoria Villarruel est arrivée au pouvoir de manière presque plus abrupte que M. Milei, sur la base de la négation du terrorisme d'État et du soutien aux militaires génocidaires envoyés en prison par la justice. En quarante ans de démocratie, personne n'était allé aussi loin. La politique de mémoire et des droits humains – le fameux « Nunca más » (1), pilier fondamental du consensus ou « progressiste » signifie « démocratique » – a toujours eu ses nuances, ses tensions et ses divergences internes, mais personne n'avait jamais osé la réécrire, depuis le sommet du pouvoir, avec les instruments du révisionnisme négationniste. C'est là – bien plus que dans ses politiques d'ajustement, inscrites dans l'héritage de celles de la dictature de 1976 et des gouvernements de Carlos Menem et de M. Domingo Cavallo dans les années 1990 – la véritable originalité du gouvernement de M. Milei ; c'est là le front, culturel, sur lequel il a décidé de se battre. Jusqu'à présent, même les gouvernements de droite comme celui de M. Mauricio Macri, président de 2015 à 2019, explicitement alignés sur les politiques néolibérales, avaient pris la précaution de ne pas s'engager sur ce terrain. M. Milei, lui, s'attaque à tout : la lecture progressiste des années 1970 et de la dictature, les droits humains, l'éducation publique, la conscience environnementale, la loi sur l'avortement et le mariage

pour tous, l'Institut national contre la discrimination, la xénophobie et le racisme (Inadi) et le Secrétariat de la femme (qui sera fermé), jusqu'au langage inclusif (qui vient d'être interdit dans l'administration sous prétexte qu'il « endoctrine » et « détruit les valeurs de la société »), un sujet polémique, mais dont l'interdiction s'inscrit dans un contexte d'obsession antimarxiste stupéfiante.

C'est pourquoi la tronçonneuse, emblème de la campagne électorale de M. Milei, est plus qu'un symbole audacieux et idéal pour promouvoir le style ultralibéral en mode forcé du président dans le contexte bourdonnant des réseaux sociaux. La tronçonneuse est l'emblème « gore » du retranchement, de l'élagage, de la réduction, de l'ajustement économique (« Éliminer tout ce qui ne génère pas de bénéfices pour tous les Argentins », résumait-il y a quelques semaines le porte-parole présidentiel). Mais elle illustre aussi la soif fanatique qui anime la croisade idéologico-culturelle de M. Milei, dont les cibles sont nommées dans le discours du président selon une rhétorique que l'Argentine n'avait pas entendue depuis la junte du général Jorge Rafael Videla (1976-1983). La tronçonneuse, implacable avec les caisses de l'État, le sera aussi avec les « zurdos » et le « zurdaje », des termes méprisants désignant les gens de gauche avec lesquels M. Milei et son

entourage résumait l'identité politique de l'ensemble ennemi – où se côtoient communistes, péronistes, populistes, socialistes, étatistes, syndicalistes, libéraux « mous », partisans de l'administration sous prétexte qu'il « endoctrine » et « détruit les valeurs de la société », « lesbomarxistes », féministes, militants LGBTQIA+, ceux pour le droit à l'avortement, ceux des mouvements sociaux, etc. En d'autres termes, tout ce qui ne constitue pas l'anarcho-capitalisme dont M. Milei, à en juger par son discours au Forum économique mondial (FEM) de Davos, le 17 janvier – consacré à reprocher aux puissants de ce monde de ne pas faire leur devoir comme il faut (« L'Occident est en danger ! ») –, serait le représentant le plus abouti, le seul, en tout cas, à être à la hauteur du défi posé par l'époque : vaincre le chiffon rouge. Il est difficile de dire s'il y parviendra ; peut-être contribuera-t-il seulement à le ressusciter...

S'il existe une « culture Milei » – partagée par tous ses partisans, des adolescents acnéiques célébrant les crises de colère du président sur TikTok aux pénalistes catholiques arborant des patronymes patriens et des costumes sur mesure, en passant par les PDG lassés des réglementations et les nostalgiques de l'ordre, de la poigne de fer, des femmes à la maison et des murs sans graffitis politiques –, voilà ce que serait son ADN : le messianisme anticommuniste.

Une sorte de fureur biblique

UNE sorte de fureur maccarthyste aveugle, biblique (« La victoire ne dépend pas du nombre de soldats mais des forces du ciel », cite souvent M. Milei dans ses discours), hater (de « haine ») à cent pour cent, qui voit des agents du « collectivisme » dans tous les coins et dénonce la main noire du spectre rouge dans toute objection à son credo, à ses méthodes, à son idéal pour le pays. En ce sens, en choisissant la tronçonneuse (et l'imaginaire *slasher*, bien représenté par le film *Massacre à...*) comme icône fétiche de sa campagne, M. Milei rejoignait l'esprit, le *Zeitgeist* anticommuniste américain des années 1950, qui choisissait un autre registre de la série B, la science-fiction trash, pour métaphoriser la menace rouge sous la forme de *blobs*, de *body snatchers* et de toutes sortes d'extraterrestres terrifiants (2). Mais les années 1950 américaines étaient fondamentalement paranoïaques ; leurs scénarios, écrits au passif, parlaient d'être envahis, possédés, conquis. Depuis l'entrée en fonction de M. Milei, le *Zeitgeist* argentin, lui, est sadique. Il exalte la brutalité, ne croit pas à la médiation, abhorre les accords et les négociations. Il parle le langage élémentaire – parfois militaire, parfois médical – des solutions impitoyables et finales : couper, amputer,

abattre, exterminer, extirper. Et il se justifie en invoquant une mission suprême : refonder le pays à partir de zéro, en imaginant l'avenir, certes, mais un avenir qui ressemble beaucoup au XIX^e siècle, quand l'Argentine était heureuse parce qu'elle fournissait le monde en céréales, parce qu'elle était gouvernée par des gentlemen trilingues, qu'elle n'avait pas encore été inondée d'immigrants, qu'elle liquidait les Indiens à coups de Remington et ne soupçonnait même pas la décadence qu'allait lui réserver le XX^e siècle, le siècle rouge, le siècle de l'État, du suffrage universel et des droits sociaux. Car il y a bien une « utopie Milei », mais c'est une utopie rétro, régressive, coulée dans le moule d'un pays réservé à certains et pour ceux-là uniquement, c'est-à-dire la plus proche d'une dystopie que le monde contemporain puisse produire.

(1) Cette expression, « Jamais plus », est le titre du rapport final de la Commission nationale sur la disparition des personnes (Conadep, 1984).

(2) NDLR : Le mot *blob* vient du titre du film américain d'horreur et de science-fiction (1958) de Chuck Russell dans lequel un extraterrestre géant et gluant sème la terreur dans une ville de Pennsylvanie. Les *body snatchers* font notamment référence aux entités (« chasseurs de corps ») qui se substituent à l'humanité. Don Siegel, avec le film *The Body Snatchers* (1956), d'après le roman éponyme de Jack Finney (1955), crée le genre.

* Écrivain argentin, auteur de *La Moitié fantôme* (2023), *Histoire de larmes* (2009), *La Vie pieds nus* (2007), *Le Facteur Borges* (2006), *Le Passé* (2005), tous publiés chez Christian Bourgois.

DANS UNE FABRIQUE DE L'UTOPIE LIBERTARIENNE

Guatemala, une université contre l'État

Invités à formuler la liste des pays qui, selon eux, se sont montrés les plus déterminés zéloteurs du néolibéralisme, peu d'observateurs mentionneraient l'État guatémaltèque.

Au cœur de sa capitale trône pourtant une université privée à la renommée internationale chez les néoconservateurs. Elle fut créée par un ancien membre des escadrons de la mort qui souhaitait poursuivre son combat, mais par d'autres moyens.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
MIKAËL FAUJOUR *

O N accède au cœur de l'université privée Francisco-Marroquín (UFM) – du nom d'un évêque du Guatemala au XVI^e siècle – par le passage des Stèles, une allée bordée de répliques de monuments funéraires mayas et de massifs de fleurs. En contrebas, de belles berlines dorment sur le parking. Passé la résidence des étudiants, des oriflammes affichent : « Bienvenue à la Maison de la liberté! »

Dans cet épicerie festif et chic de Ciudad de Guatemala, à l'écart de la « zone vive », la quiétude règne comme en peu de lieux de la capitale du pays. Élégants et sans mesure, les bâtiments de brique rouge – matériau inhabituel dans une ville boursoufflée de béton – s'accordent à la profuse végétation des jardins. Un havre pour les quelque 3000 étudiants répartis dans une quinzaine de cursus : sciences économiques, droit, relations internationales mais aussi cinéma et arts visuels, psychologie, éducation ou nutrition. L'université publique San Carlos compte, elle, 41 départements et 230 000 étudiants sur l'ensemble de ses campus en 2023.

Les noms sont sans équivoque : place de la Liberté, bibliothèque Ludwig-von-Mises en surplomb d'une mare bucolique, place Adam-Smith, amphithéâtres Friedrich-Hayek et Milton-Friedman, relief en hommage à la romancière libertarienne Ayn Rand. Nous sommes bien dans un temple du libéralisme, où l'utopie se matérialise. D'ailleurs, ici, tous les étudiants suivent, en première année, des cours obligatoires sur l'éthique de la liberté et la philosophie sociale de Friedrich Hayek.

L'une des deux rues menant au campus porte le nom de Manuel Ayau. Né en 1925 dans une famille aristocratique distinguée, décédé en 2010, celui-ci avait fait fortune dans le coton, le pétrole, la céramique ou la construction de ports(1). Ayau siège au Parlement dans les années 1970. Il intègre aussi le Mouvement de libération nationale, « parti de la violence organisée », anticommuniste et lié aux escadrons de la mort(2). C'est lui le père de la « Marro », le surnom de l'université. Hostile à l'« approche socialisante » de sa rivale San Carlos, « écrasante » dans le débat d'idées, il crée avec six amis le Centre d'études économique-sociales (CEES) en 1958. Alors que domine le keynésianisme et que la droite est encore étatiste, le CEES se veut avant-gardiste : il s'enthousiasme pour Ludwig von Mises, l'une des icônes de l'École autrichienne d'économie. Et son projet, résumé par Ayau – « étudier et diffuser les principes éthiques, économiques et juridiques d'une société libre » –, deviendra celui de l'UFM(3). Le groupe des fondateurs se forme aux théories économiques, mais intègre aussi les réseaux néolibéraux internationaux (Liberty Fund, Société du Mont-Pèlerin, qu'Ayau présidera entre 1978 et 1980), invite des éminences au Guatemala (von Mises, Hayek ou Friedman notamment) et diffuse ses idées dans les médias.

Les réseaux d'Ayau lui permettent d'obtenir l'autorisation de créer son université et les soutiens financiers qui rendent le projet viable. La Marro ouvre début 1972, et compte alors quatre filières : droit, économie, gestion d'entreprise et théologie. Sans surprise, Friedman voyait en l'UFM « l'une des principales universités d'Amérique latine, entièrement fondée sur les principes de la Société

du Mont-Pèlerin, sur les marchés libres et la propriété privée ». « Elle a eu une influence très importante en Amérique latine », se réjouissait le pape du monétarisme(4).

Rues garnies d'agapanthes, de yuccas, de palmiers : nous rencontrons Daniel Haering dans la chic « zone 15 ». Arrivé de son pays – l'Espagne – en 2008, il n'a en poche qu'une licence en journalisme et un master en relations internationales, mais il est bombardé professeur et enseigne à l'UFM entre 2009 et 2011. Avec un franc-parler mordant, il estime que « c'est la troisième division sur le plan universitaire. Il y a un bon suivi, personnalisé, car ce sont des classes de sept ou dix élèves ». Il poursuit : « Mais je l'ai entendu dire explicitement : "Ici, les élèves sont des clients, et les profs, des coachs personnels." » À l'inverse de Friedman, il considère que

Loin des quartiers huppés, direction la « zone 2 », aux murs et trottoirs décatés. Là se trouve le groupe de chercheurs indépendants qui édite la revue *El Observador*. Son coordinateur général, Fernando Solís, confirme que « l'influence de l'UFM s'affirme sous la présidence de Jorge Serrano Elías (1991-1993) et se concrétise sous celle d'Álvaro Arzú (1996-2000) avec un programme de privatisations ». En principe défiant envers l'État, Ayau – qui a toujours eu un lien avec le monde politique – est nommé président de la commission gouvernementale pour la privatisation en 1994. « À partir des années 1990, le patronat fait irruption dans la politique. L'UFM devient alors le principal think tank du pays. » À la fin des années 2000, Ayau tente même – en vain – d'aller plus loin avec le projet « ProReforma » : « Il cherchait une façon "hayékienne" de contrôler le pouvoir : création d'un Sénat "méritocratique" dont les membres seraient nommés à vie, lois ayant une durée de validité, remise en question du système des partis... » L'homme était, il faut le reconnaître, explicite : « Je ne considère pas la démocratie comme un but absolu ; elle n'est pas, comme la liberté, une finalité(5). »

Si la plupart des professeurs s'accordent sur les bonnes conditions d'enseignement – et Maúl Rivas ne manque pas de signaler que certains de ses anciens élèves ont pu rejoindre l'École des hautes études commerciales de Paris (HEC), les universités Harvard ou Berkeley aux États-Unis –, l'UFM est mal placée dans les classements internationaux. Il est vrai qu'elle n'exige pas de doctorat pour enseigner, n'y prépare pas davantage et n'investit pas non plus dans la recherche. Un problème pour Gabriel Zavaleta (qui souhaite conserver l'anonymat et dont le nom a été changé), qui enseigne à l'UFM et dans d'autres universités :



LARRY TOWELL. – Attachés de l'ambassade des États-Unis assistant aux cérémonies officielles de la fête nationale du « Jour de l'armée », Ciudad de Guatemala, 1988

« l'influence de l'UFM a été très faible », que « ce n'est pas un site intellectuel dynamique. On parle des théories, mais on ne produit rien ». Vraiment ?

« Le patronat fait irruption dans la politique »

Dans les locaux d'un laboratoire d'idées auquel il collabore, l'économiste Hugo Maúl Rivas, ancien professeur dans l'établissement, affirme le contraire : « l'influence de l'UFM existe, et elle a un socle fondamental : le "consensus de Washington" ! » Et de lister les réformes engagées dans le Guatemala des années 1990, toutes promues par la Marro : « Privatisation de l'énergie, libéralisation des communications, interdiction pour la banque nationale de prêter, baisse des taxes douanières et des impôts sur la rente, libre négociation des devises... Sans l'UFM, ceux qui ont, comme c'est mon cas, conduit ces réformes ne les auraient auparavant pas imaginées possibles. » Quand nous l'interrogeons, l'ex-ministre des finances (2008-2010) Juan Alberto Fuentes Knight (centre gauche) concède en effet : « Ici, il n'y a pas eu de pression de la Banque mondiale. L'initiative est venue du secteur privé. Les propositions étaient plus radicales que celles de la Banque interaméricaine de développement! »

« Sans recherche, la science s'ankylose et les professeurs produisent un savoir obsolète. »

C'est dans une librairie au sein d'un luxueux centre commercial de la « zone 10 » que nous rencontrons M^{me} Lucy Rodríguez, ancienne élève et ancienne professeure de l'UFM. En 2006, elle découvre l'université à l'occasion de la réunion générale de la Société du Mont-Pèlerin. Revenue des « mythes » du ruissellement et de l'*Homo œconomicus*, son jugement est sévère : « Il n'y a pas de rigueur universitaire. Les professeurs en restent à la théorie – et superficiellement. On assiste à une caricature des concepts, et la solution à n'importe quel problème, c'est de privatiser et libéraliser. Résultat : les étudiants reçoivent une doctrine prémâchée. » Elle souligne, en outre, une contradiction : « On parle de limiter le rôle de l'État, mais pas d'introduire de la concurrence... » Un tabou pour l'UFM : « On m'a retiré des heures de cours parce que j'avais pointé les privilèges et le rapport à l'État d'un certain capitalisme, signale d'ailleurs Haering. On ne parle pas des lois antilibérales et anticoncurrentielles qui protègent les monopoles. » Mais pour Ayau, la mission historique de son université résidait ailleurs : « Nous étions convaincus que, à long terme, ce sont les idées qui gouvernent, avant d'ajouter : Le moyen que les mandataires et les amis de l'université Francisco-Marroquín ont choisi pour parvenir à ce but a été de bien éduquer nos futurs leaders intellectuels(6). » De fait, confirme le cher-

cheur et économiste néokeynésien Edgar Balsells, « la Marro fabrique les futurs dirigeants d'entreprise ou de la politique... qui serviront l'oligarchie. Emblématique est le cas de M. José Raúl González Merlo, ancien élève en gestion d'entreprise à l'UFM, devenu directeur du département de sciences économiques. Son ascension au sein de la société Cementos Progreso le conduit, en 2012, au poste de directeur général de ce monopole cimentier, propriété de la puissante famille Novella.

M. Pablo Menéndez (là encore, une personne qui souhaite rester anonyme) estime que l'essor de la Marro s'explique par une réaction à l'évolution de l'université publique dans les années 1980. « Elle recevait des gens de diverses classes [sociales]. Pour certains, c'était le lieu du premier contact avec les idées de gauche. Voilà pourquoi il a fallu couper les liens entre l'élite et ces idées de gauche, ou progressistes. C'est cela la raison d'être [en français] de l'UFM, nous explique-t-il. Ce n'est pas une université ; c'est une madrasa! [en référence aux écoles coraniques] »

Un hub réactionnaire contre le keynésianisme

« Le Guatemala n'intéresse pas la Marroquín ; ce qui l'intéresse, c'est le libéralisme! », ironise Haering. L'UFM a toujours été liée aux réseaux libéraux internationaux. En témoigne, aujourd'hui encore, le recrutement de professeurs étrangers et celui d'un recteur espagnol(7), l'ouverture d'antennes à Ciudad de Panamá (2017) et à Madrid (2018), ou encore les titres de docteur honoris causa attribués à quelques sommités : Hayek, Friedman, Mario Vargas Llosa, Václav Klaus, James Buchanan, José María Aznar ou encore Troy Kenneth Cribb Jr., conseiller de Ronald Reagan. Parmi les invités prestigieux, on peut encore mentionner le Chilien José Manuel Piñera Echenique (ministre sous Augusto Pinochet et frère du défunt ex-président Sebastián Piñera), ainsi que le libertarien espagnol Jesús Huerta de Soto et les Argentins Alberto Benegas Lynch et Martín Krause, trois influences revendiquées par M. Javier Milei. Bien avant de devenir président de l'Argentine, celui que l'UFM aime à présenter comme l'un des plus grands économistes latino-américains était d'ailleurs venu, en juillet 2018, pour une série de conférences contre le keynésianisme.

Alors que, parcourant le campus, nous remontons la promenade du Mont-Pèlerin, M. Rolando O. (qui s'était improvisé guide et qui souhaite lui aussi rester anonyme) résumait le rôle de l'UFM : « Notre succès, c'est d'éviter les bêtises. » Il y a cinquante ans, Ayau imaginait, sur la base de ses croyances néolibérales, une autre vocation pour l'université : la lutte contre la pauvreté au Guatemala. Or ce pays reste l'un des plus touchés par ce phénomène sur le continent. « N'êtes-vous pas frustré de voir que la misère ne recule pas? », demande-t-on à M. Orozco. « Si on nous en donne le temps, les idées d'Ayau prévaudront. »

(1) Luis Solano, *Guatemala, petróleo y minería en las entrañas del poder*, Infopress Centroamericana, Guatemala, 2005.

(2) Cf. Quentin Delpech, « Des usages improbables de l'économie? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 184, Paris, avril 2010.

(3) Manuel Ayau Córdón, *Mis memorias y mis comentarios sobre la fundación de la Universidad Francisco Marroquín y sus antecedentes*, Universidad Francisco Marroquín, FISIS/IDEA, Guatemala, 1992.

(4) Entretien avec Rose et Milton Friedman, 15 octobre 2002, <https://newmedia.ufm.edu>

(5) « The peculiar case of a US embassy attacking a free-market educator in an underdeveloped country », disponible en ligne : <https://muso.ufm.edu>

(6) Cité par Quentin Delpech, *op. cit.*

(7) Économiste espagnol de l'école autrichienne, Gabriel Calzada Álvarez a été le recteur de l'UFM de 2013 à 2021. Membre de l'Institut Mises et de la Société du Mont-Pèlerin, il est également président et fondateur de l'Institut Juan de Mariana, un laboratoire d'idées espagnol.

Lire sur notre site l'article de Mikaël Faujour, « Au Guatemala, le grand ménage a commencé », www.monde-diplomatique.fr/66888

Qui menace la péninsule coréenne ?

Un discours du dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, en janvier 2024, a suscité de vives inquiétudes dans les chancelleries occidentales. Annonçant une rupture stratégique, Pyongyang semblait menacer son voisin du Sud et préparer une attaque militaire. Comme bien souvent, les analyses dominantes de la situation ont omis de prendre en compte la responsabilité des autres acteurs du conflit.

PAR MARTIN HART-LANDSBERG *

Il existe de bonnes raisons de craindre un conflit militaire dans la péninsule coréenne. Mais, le plus souvent, ce ne sont pas celles avancées par les médias et leurs experts. Ces derniers ont récemment suggéré qu'une Corée du Nord encore plus menaçante que d'ordinaire souhaiterait profiter de la guerre en Ukraine pour attaquer la Corée du Sud : « Kim Jong-un [le dirigeant nord-coréen] se dit prêt à faire la guerre », annonçait par exemple un article du quotidien français *La Croix*, le 16 janvier dernier, cependant qu'aux États-Unis deux spécialistes renommés estiment que la situation dans la région serait « plus dangereuse qu'elle ne l'a été depuis le début du mois de juin 1950(1) », le moment où a éclaté la guerre de Corée. De toute évidence, l'administration américaine partage cette analyse. Un article du *New York Times* rapportait que certains hauts fonctionnaires se disaient convaincus que M. Kim « pourrait conduire une forme ou une autre d'action militaire contre la Corée du Sud dans les prochains mois à la suite d'un changement stratégique en faveur d'une politique d'hostilité manifeste à l'égard de Séoul(2) ».

Ceux qui se méfient de Pyongyang ont trouvé matière à alimenter leurs inquiétudes dans le discours du 15 janvier 2024 de M. Kim devant l'Assemblée populaire suprême du pays(3). Le dirigeant y qualifie la Corée du Sud de « principal ennemi » et appelle au démantèlement de « tous les organes de solidarité que [Pyongyang a] créés en vue d'une réunification pacifique ». Il ordonne également « l'élimination complète de concepts tels que "réunification", "réconciliation" et "compatriotes" de l'histoire nationale ».

Cette rupture manifeste avec l'engagement de longue date de la Corée du Nord en faveur d'une réunification pacifique s'est non seulement accompagnée de la démolition du Monument aux trois chartes pour la réunification nationale (une structure de trente mètres de haut inaugurée en 2001 et qui avait notamment offert son logo à l'Association d'amitié franco-coréenne), mais également d'une intensi-

fication du programme de tirs de missiles. Du point de vue occidental, autant d'éléments qui étaièrent la thèse selon laquelle M. Kim préparerait une opération militaire. Et pourtant...

Présenté comme une quasi-déclaration de guerre, ce discours concernait avant tout l'économie, comme en témoigne son titre : « Sur les tâches immédiates visant à garantir la prospérité et le développement de notre République et à assurer le bien-être de notre peuple ». M. Kim y évoque la nécessité de mener à bien des projets dans plusieurs secteurs-clés, notamment la métallurgie, la chimie, les machines-outils et l'énergie, afin de « placer fermement l'économie sur la voie d'un développement stable et durable ». Loin d'attribuer les difficultés économiques du pays à un « adversaire » contre lequel il conviendrait de prendre les armes, M. Kim reconnaît la responsabilité du pouvoir à l'égard d'un certain nombre de difficultés. Il mentionne par exemple « la grande disparité des niveaux de vie entre la capitale et les provinces et entre les villes et les campagnes », soulignant le fait qu'une telle situation va « à l'encontre de l'idée du développement global de l'édification du socialisme », avant d'exposer son projet pour aller de l'avant : la construction planifiée de nouvelles industries, d'établissements de santé et d'enseignement et de logements dans vingt comtés au cours des dix prochaines années.

Lorsqu'il évoque enfin les questions de politique étrangère, notamment la nouvelle position de Pyongyang à l'égard du Sud, M. Kim insiste sur le fait qu'elle résulte d'une dégradation de l'environnement sécuritaire de son pays. « Nous n'avons aucune raison de choisir la guerre et nous n'avons donc aucune intention d'en déclencher une unilatéralement », explique-t-il. Avant d'ajouter : « Mais si la guerre est une perspective à laquelle nous sommes confrontés, alors nous ne cherchons jamais à la fuir. Nous prenons les mesures que nous avons préparées avec la plus grande attention de façon à défendre notre souveraineté, la sécurité de notre peuple et notre droit à exister. »

« Démonstration de force »

LA détérioration de l'environnement sécuritaire de la Corée du Nord est plus facile à documenter que la folie guerrière qui se serait emparée d'elle. Comme le suggère un bilan de la seule année 2023. Au cours de cette période, les États-Unis et la Corée du Sud ont conduit quarante-deux exercices militaires conjoints. Rejoints par le Japon, les deux alliés en ont mené dix autres. Tous identifiaient la Corée du Nord comme cible(4). La plupart s'appuyaient sur des scénarios de conflit exacerbé : une frappe nucléaire en premier de la part des alliés ou un renversement du pouvoir à Pyongyang.

À sept reprises, des bombardiers américains capables d'emporter des ogives nucléaires ont survolé la péninsule. Plusieurs de ces vols ont été réalisés par des bombardiers B-1, escortés par des chasseurs sud-coréens ou japonais, de façon à tester les systèmes de défense antiaériens de Pyongyang. En juillet, la Corée du Nord s'est plainte d'avions américains conduisant, huit jours d'affilée, des missions d'espionnage au-dessus de sa zone économique exclusive(5).

* Professeur émérite d'économie, auteur de nombreux ouvrages sur la Corée et l'Asie de l'Est et administrateur du Korea Policy Institute, établi aux États-Unis.

Peut-être plus préoccupant encore pour la République populaire, les États-Unis sont parvenus à surmonter la résistance sud-coréenne à un accord militaire trilatéral avec le Japon lors du sommet de Camp David d'août 2023. Les trois pays se sont alors entendus pour mettre en place un dispositif inédit de partage de renseignements militaires en temps réel, dans l'optique d'œuvrer de concert en matière de missiles balistiques de défense, d'organiser des exercices militaires conjoints annuels et, de manière plus générale, de renforcer leur coopération militaire.

Trois mois plus tard, la première réunion des ministres de la défense de la Corée du Sud et des États membres du Commandement des Nations unies (UNC) s'est tenue à Séoul (l'UNC a été créé par les États-Unis pendant la guerre de Corée, sans l'autorisation des Nations unies, en dépit de son nom). À l'invitation des États-Unis, les ministres de la défense se sont alors engagés à renforcer la préparation militaire de l'UNC pour répondre aux « provocations » nord-coréennes.

Moins d'un an avant le discours de M. Kim, le président sud-coréen, M. Yoon Suk-yeol, a ordonné l'inscription de la Corée du Nord sur la liste des « principaux enne-



MINA CHEON. – « Lil' Kim », 2016

mis » de Séoul dans le Livre blanc du gouvernement sur la défense. Lors d'une visite de la zone démilitarisée séparant la Corée du Sud et la Corée du Nord en décembre 2023, M. Yoon déclare aux troupes sud-coréennes présentes sur place : « En cas de provocations, je vous demande de riposter immédiatement et de le signaler plus tard(6). »

Ne serait-il pas désinvolte, de la part des dirigeants nord-coréens, de ne pas prendre tout cela au sérieux ? Notamment la participation de la Corée du Sud à cette alliance militaire trilatérale imaginée pour servir la politique étrangère de Washington – laquelle aura pour effet de soumettre davantage encore la diplomatie et l'armée du pays aux priorités américaines et, dans une moindre mesure, japonaises ? Le gradé américain qui pilote le Commandement des opérations combinées en Corée du Sud exerce déjà un contrôle opérationnel sur les forces sud-coréennes en temps de guerre. Autrement dit, Séoul risque de devenir un partenaire de négociation de moins en moins fiable, pour ne pas dire hostile.

Un tel tableau plaide pour une autre interprétation du discours de M. Kim : non pas une montée aux extrêmes, mais la prise en compte de la nouvelle réalité militaire régionale. Ainsi qu'une mise en garde adressée à ses interlocuteurs quant aux risques liés aux conséquences inattendues de leur politique.

Les déclarations du dirigeant nord-coréen serviront-elles pour autant son pays sur le long terme ? Il aurait pu se contenter de réduire discrètement l'implication de Pyongyang dans les projets conjoints le liant à Séoul, tout en maintenant son appui aux diverses organisations de solidarité que la Corée du Nord avait créées pour soutenir les efforts en faveur d'une réunification pacifique. La décision de démanteler ces structures a placé les militants sud-coréens qui travaillent à la démilitarisation de la péninsule et à l'amélioration des relations entre le Nord et le Sud dans une position particulièrement délicate. Les membres de la diaspora coréenne qui restent attachés à la réunification, ou du moins à la normalisation des relations entre les deux Corées, se voient désormais privés des rares moyens dont ils disposaient pour entretenir le dialogue. En outre, l'environnement politique en Corée du Sud est loin d'être stable. L'actuel président, dont la formation vient de perdre les législatives, en

avril dernier, est particulièrement impopulaire. A priori, rien n'interdisait d'espérer que le prochain gouvernement sud-coréen s'avère plus coopératif.

On entre ainsi dans un dangereux cercle vicieux dans la péninsule. En décembre 2023, un sous-marin américain à propulsion nucléaire accostait à Pusan, en Corée du Sud, pour démontrer la détermination des États-Unis à défendre son allié. Le lendemain, Pyongyang testait un missile balistique intercontinental, en réponse à la présence du sous-marin au Sud. Ce qui a conduit Séoul et Washington à condamner une « provocation » nord-coréenne...

En janvier, quelques jours après le discours de M. Kim, les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud ont mené un important exercice naval trilatéral impliquant un porte-avions à propulsion nucléaire américain. Une opération que l'agence AP News a décrite comme « probablement le plus grand exercice naval jamais réalisé », « une démonstration de force »(7). Deux jours plus tard, la Corée du Nord procédait à un essai de ce qu'elle présente comme sa toute dernière arme : le Haeil-5-23, un système d'arme nucléaire sous-marin.

Au mois de mars 2024, les États-Unis et la Corée du Sud ont organisé leur série annuelle d'exercices militaires, baptisée « Bouclier de la paix » (Freedom Shield). Pour la première fois, douze membres de l'UNC (dont l'Australie, le Canada, la France, la Grèce, l'Italie et le Royaume-Uni) y ont participé. De leur côté, Washington et Tokyo viennent d'annoncer « la plus importante mise à niveau de leur alliance de sécurité depuis que les deux pays ont signé un traité de défense mutuelle en 1960(8) ». Un faux pas dans cette danse macabre pourrait déclencher un conflit à grande échelle dans la région. Y mettre un terme implique de sortir de l'idée selon laquelle les tensions découlent de l'attitude de Pyongyang, pour s'intéresser à celle des États-Unis, qui, dans cette région donnent le la.

Depuis la dissolution de l'Union soviétique, la Corée du Nord a toujours cherché à négocier directement avec les États-Unis. Elle souhaite signer un traité de paix mettant fin à la guerre de Corée afin de normaliser ses relations. Washington refuse.

La menace nord-coréenne profite au complexe militaro-industriel américain,

justifiant le financement d'une série de systèmes d'armes particulièrement coûteux. Elle plaide également pour le maintien de bases et de troupes américaines au Japon et en Corée du Sud, à proximité de la Chine. De sorte que les États-Unis n'acceptent de rencontrer la Corée du Nord que si l'ordre du jour se limite à la question de savoir quand et comment le pays mettra fin à son programme nucléaire et détruira ses armes.

Ce sont les États-Unis, et non la Corée du Nord, qui ont introduit les armes nucléaires dans la péninsule coréenne en 1958. Elles ont été utilisées à plusieurs reprises pour menacer la République populaire, des décennies avant que celle-ci ne lance son propre programme nucléaire, en violation des principes du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Désormais, elle est confrontée à une alliance de pays hostiles surarmés, dominée par Washington. Alors que les dépenses militaires annuelles s'élèvent à près de 900 milliards de dollars aux États-Unis et à environ 40 milliards de dollars en Corée du Sud, la Corée du Nord n'est en mesure d'y allouer qu'environ 4 milliards de dollars, selon les estimations du département d'État américain. Du point de vue de Pyongyang, une dénucléarisation unilatérale ressemblerait à une forme de suicide. Cela signifie-t-il que la Corée du Nord menace la paix ?

(Traduit de l'américain par Renaud Lambert.)

(1) Robert L. Carlin et Siegfried S. Hecker, « Is Kim Jong Un preparing for war? », 38 North, Washington, DC, 11 janvier 2024, www.38north.org

(2) Edward Wong et Julian E. Barnes, « US is watching North Korea for signs of lethal military action », *The New York Times*, 25 janvier 2024.

(3) « Respected comrade Kim Jong Un makes policy speech at 10th session of 14th SPA », traduction en anglais du discours disponible sur <https://kenawatch.org>

(4) Jang Chang-jun, « La Crise dans la péninsule coréenne : une répétition du passé ou une tournure toute nouvelle? », *Minplusnews*, 24 janvier 2024, www.minplusnews.com

(5) Lee Minji, « Kim's sister warns US military will face "very critical flight" in case of "repeated intrusion" », *Yonhap News*, 11 juillet 2023, <https://en.yna.co.kr>

(6) Kim Han-joo, « Yoon orders military to retaliate first, report later in case of enemy attacks », *Yonhap News*, 28 décembre 2023, <https://en.yna.co.kr>

(7) Kim Tong-hyung, « The US, South Korea and Japan conduct naval drills in a show of strength against North Korea », *AP News*, 17 janvier 2024.

(8) Demetri Sevastopulo et Kana Inagaki, « US and Japan plan biggest upgrade to security pact in over 60 years », *Financial Times*, Londres, 24 mars 2024.

MIS AU BAN PAR LES OCCIDENTAUX, LE RÉGIME SE RADICALISE

Les talibans et l'épreuve du pouvoir

Kaboul a annoncé fin mars le rétablissement de la lapidation publique pour les femmes adultères. Un recentrage du pouvoir sur sa base militante qu'explique largement le blocage des négociations par Washington. À quelques mois de la présidentielle aux États-Unis, des considérations de politique intérieure préoccupent davantage la Maison Blanche que la défense du droit des Afghanes.

PAR ADAM BACZKO *

EN août 2021, les talibans ont rétabli leur Émirat islamique en Afghanistan, après avoir obtenu le retrait des forces occidentales et conquis les principales villes du pays. S'ils ont gagné la guerre grâce à une administration parallèle, caractérisée par une justice moins corrompue que celle du régime précédemment soutenu par la coalition occidentale (1), les institutions rudimentaires qu'ils ont créées ne répondent pas aux besoins d'une population de trente millions d'habitants en pleine croissance démographique et appauvrie par des décennies de conflit armé.

Avant leur accession à la tête de l'État, les talibans pouvaient se concentrer sur les questions de justice. Dans ce domaine, se contenter de faire mieux que les gouvernements de M. Hamid Karzaï, puis de M. Ashraf Ghani, dont l'incurie était manifeste, garantissait l'assentiment populaire (2). Mais la stratégie insurrectionnelle qui consistait à laisser de côté les nombreux problèmes politiques, sociaux et économiques auxquels ils n'avaient pas de réponse ne suffit plus. Désormais, les Afghans ne sollicitent pas uniquement les responsables du mouvement pour résoudre des conflits fonciers, dénoncer des vols ou des meurtres, ils les interpellent également pour subvenir à leurs besoins fondamentaux : nourrir leurs familles, scolariser leurs enfants, obtenir des soins médicaux ou trou-

ver un emploi. Autant de dossiers que les dirigeants afghans avaient jusque-là délaissés. Il leur faut donc une nouvelle donne. Et ce d'autant plus qu'ils ne contrôlent plus uniquement les zones rurales, où leur idéologie conservatrice et patriarcale trouvait un écho favorable, mais également les espaces urbains et la région chiite du Hazarajat, particulièrement opposés à leur retour au pouvoir.

Or les talibans installent leur nouveau régime dans un pays exsangue après quarante-trois années de guerre et deux décennies de gouvernements népotiques et corrompus. L'intervention internationale la plus importante de l'histoire n'a produit que peu d'infrastructures, les trois quarts des fonds versés ne transitant par l'Afghanistan que pour mieux revenir dans les pays occidentaux par le biais de dispositifs de sous-traitances en cascade ainsi que par la facturation de frais opérationnels. Quant à la part congrue effectivement dépensée dans le pays, elle a en grande partie été détournée par les potentats du régime. À la veille de la prise de Kaboul (15 août 2021), le budget du gouvernement de M. Ghani, équivalent à 6 milliards de dollars, dépendait encore en grande majorité de l'aide internationale, et nombre de services essentiels étaient couverts par des projets de coopérations et des organisations non gouvernementales (ONG) financés par les pays occidentaux.

Attributs de la souveraineté

DANS ce contexte, les talibans s'attachent à faire tourner une administration réduite à peu de chagrin en s'appuyant sur les revenus douaniers, largement détournés au cours des décennies précédentes. Ils veillent également au versement de certaines taxes (autrefois ignorées) sur le petit commerce. Ils ont enfin augmenté les prélèvements sur le trafic de camions, les recharges téléphoniques et l'exportation de charbon à destination du Pakistan. Dans un contexte d'interruption de l'aide, le nouveau pouvoir est parvenu à se doter d'un budget équivalent à 2,6 milliards de dollars en 2022, une division par 2,5 par rapport aux années précédentes. Ainsi, si les talibans ont maintenu en poste une grande partie des fonctionnaires en septembre 2021, ils ont ensuite dû en licencier un grand nombre faute de moyens pour les rémunérer.

L'État se trouve donc limité à ses fonctions régaliennes au moment même où une famine historique s'abat sur le pays. Celle-ci était prévisible avec la répétition de sécheresses ces dernières années. 95% des Afghans se trouvent désormais sous le seuil de pauvreté et la moitié de la population ne parvient plus à se nourrir correctement. En outre, on observe un recul brutal dans les domaines de l'éducation et de la santé, les deux seuls où l'intervention occidentale avait permis des gains majeurs. Les talibans n'ont jamais conçu de véritables politiques autour de ces questions alors même que l'enthousiasme de la population pour les écoles et les établissements de santé était manifeste. Durant la guerre, la pression populaire était telle que le mouvement avait fini par cesser ses attaques

contre ces infrastructures à la fin des années 2000 et laisser les bailleurs de fonds occidentaux financer écoles et cliniques dans les territoires sous son contrôle, se contentant de planter son drapeau sur leur fronton et d'imposer un changement de direction. Au pouvoir, le voici obligé de pallier le départ des organisations liées aux pays occidentaux en dépit du fait que ni l'éducation ni la santé ne figurent au premier rang de ses priorités.

Contraint à des choix drastiques, le pouvoir privilégie la reconstruction de l'administration. Au lendemain de leur victoire, de nombreux juges ainsi que les cadres les plus fiables du mouvement ont été nommés pour assister les nouveaux ministres et gouverneurs dans leurs tâches au lieu de siéger dans les tribunaux. L'articulation entre les fonctionnaires de l'ancien régime et les cadres du mouvement n'est pas aisée. Le nouveau procureur général de Balkh se plaignait ainsi de devoir travailler avec, d'un côté, les juristes recrutés par le passé qui connaissent les procédures indispensables au bon fonctionnement de son administration, mais sont susceptibles d'être corrompus et de manquer de loyauté, et, de l'autre, des juges talibans dont l'allégeance et la probité ne font pas de doute à ses yeux, mais qui manquent des compétences nécessaires pour une bureaucratie qui n'a plus rien à voir avec des tribunaux insurgés rudimentaires. Face au manque de cadres qui perdure, les administrations se font concurrence pour attirer les rares oulémas disposant d'une expérience de gouvernement.

L'autre priorité du nouveau régime a été d'obtenir une reconnaissance internationale. Les talibans sont en effet habitués par un fétichisme de l'État : comme dans les années 1990, ils aspirent à l'en-

semble des attributs de la souveraineté moderne, parmi lesquels la jouissance du siège aux Nations unies et des ambassades à travers le monde. Dans cette perspective, le mouvement islamiste s'est d'abord efforcé de se mettre en scène comme « responsable », soucieux des frontières internationales ainsi que des droits humains, et capable de collaborer avec ses partenaires sur les questions de terrorisme ou de migration. Dans un premier temps, la répression exercée sur la population a été limitée, en comparaison avec certaines épurations qui suivent la victoire d'un camp dans une guerre civile. Autre signe de cet effort initial du régime, sa collaboration active avec la Mission d'assistance des Nations unies, qui joue un rôle essentiel pour éviter que la famine ne s'aggrave.

Cette stratégie d'engagement s'est toutefois soldée par un échec. Traumatisés par leur défaite, les États-Unis s'emploient à isoler l'Afghanistan, en confisquant l'argent de la banque centrale afghane déposé à la Banque fédérale américaine et en imposant un régime de sanctions qui bloquent non

multiplie les mesures restrictives à l'encontre des femmes, notamment dans l'accès à l'éducation et à l'emploi. Il leur est désormais interdit de circuler sans tuteur masculin et d'accéder à certains espaces publics, comme les parcs. Sur le plan médical, elles ne peuvent être soignées que par les rares infirmières et médecins femmes qui sont restées et ont reçu l'autorisation de continuer à pratiquer. Autre signe de raidissement, l'émirat afghan a promis le rétablissement des peines les plus brutales du droit islamique, tout en évitant pour le moment leur multiplication et leur mise en scène médiatique comme au cours des années 1990.

En dépit d'un tel panorama, l'emprise des talibans reste assurée à court terme. Alors que l'Occident détourne son regard, les pays voisins – Chine, Russie et États du Golfe – ont rétabli des liens diplomatiques avec Kaboul, reconnaissant de facto l'Émirat islamique. Contrairement aux États occidentaux, ces pays estiment qu'après plus de quatre décennies de conflit armé la stabilité régionale exige de traiter avec le régime en place. Même l'Inde, soutien-clé de l'opposition aux talibans, a fermé en novembre 2023 l'ambas-

Six mois plus tard, le gouvernement a annoncé la signature de plusieurs accords pour plus de 6,5 milliards de dollars avec des compagnies chinoises, iraniennes, turques et britanniques en vue d'extraire de l'or et du fer.

En réalité, la valeur des gisements afghans, régulièrement estimée dans la presse à plus de 1 000 milliards de dollars, est incertaine. Les chiffres mirobolants, repris notamment en 2010 dans le *New York Times* (3), renvoient à une mission géologique soviétique de la fin des années 1970 dont la validité s'avère très incertaine. Par ailleurs, l'ampleur des investissements miniers nécessite des infrastructures et une stabilité politique et sécuritaire sur plusieurs décennies qui font défaut au régime. Par exemple, la Capeic n'est parvenue à investir que 50 millions des 150 millions de dollars promis pour la première des trois années. Dans l'immédiat, les efforts diplomatiques de Kaboul ne produiront donc pas les afflux de liquidités dont rêvent les dirigeants. Discussions et signatures de contrats renforcent toutefois leur crédibilité et contribuent ainsi à la pérennité de leur pouvoir.

Le régime bénéficie surtout de l'absence d'opposition organisée, à l'exception de l'Organisation de l'État islamique (OEI), qui continue de perpétrer des attentats et des attaques sporadiques. Les partisans de l'ancien régime, en particulier la classe éduquée, pour certains descendants des cadres communistes des années 1980, sont partis en exil, formant une diaspora qui reste mobilisée pour lutter de l'extérieur contre le régime des mollahs. Absents du pays et discrédités, ils ne représentent plus une menace significative pour les religieux.

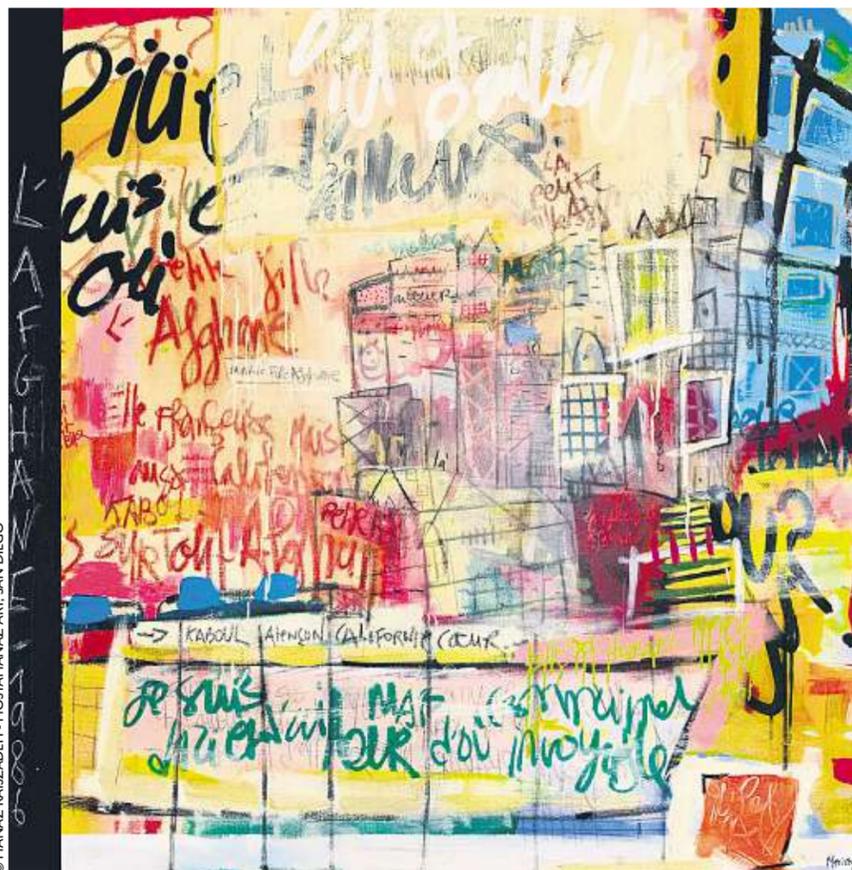
La victoire des talibans met donc un terme, pour le moment, aux quarante ans de confrontation armée entre les diplômés des universités et ceux des écoles religieuses, qui aspiraient les uns et les autres à diriger la société afghane.

Cependant, la guerre civile cède le pas à une lutte sociale non moins inextricable qui se joue sur les plans diplomatique et médiatique entre les soutiens de l'ancien régime, qui regardent les talibans comme des barbares, et ceux du mouvement islamiste, qui accusent les premiers d'avoir trahi et collaboré à une intervention internationale qualifiée d'« occupation étrangère ». Comme dans l'Espagne franquiste ou l'Iran des mollahs, cet affrontement risque de durer, alimentant de concert la mise au ban du pays, dont la population subit l'essentiel des coûts, et le durcissement d'un régime taliban condamné à une stratégie répressive pour se maintenir au pouvoir.

(1) Lire Adam Baczko et Gilles Dorronsoro, « Comment les talibans ont vaincu l'Occident », *Le Monde diplomatique*, septembre 2021.

(2) Lire Serge Halimi, « Mourir pour Hamid Karzaï ? », *Le Monde diplomatique*, novembre 2009, et la chronologie « Cinq décennies de fureur » parue en septembre 2021 dans *Le Monde diplomatique*.

(3) James Risen, « US : identifiées vastes minerais riches en Afghanistan », *The New York Times*, 13 juin 2010.



MANAZ RAISZADEH. – « Moi, l'Afghane », 2024

seulement l'action des agences étatiques de développement, mais également celle des ONG, elles-mêmes dépendantes des financements occidentaux.

L'attitude de Washington répond essentiellement à des considérations intérieures. L'administration du président Joseph Biden n'ignore pas que ces mesures ne feront pas chuter l'Émirat islamique et qu'elles s'abattent d'abord sur la population – une dynamique d'ailleurs systématique comme l'avait bien montré l'échec des sanctions contre le régime de Saddam Hussein en Irak. Avec l'élection présidentielle américaine de novembre 2024 et la place prise par les questions internationales dans la campagne, M. Biden entend surtout éviter toute mesure qui prêterait le flanc à des accusations de complaisance de la part de son adversaire probable, M. Donald Trump.

Sans perspective de reconnaissance de leur régime, les dirigeants talibans se sont recentrés sur leur base militante, constituée de jeunes combattants peu enclins au compromis et qui réclament l'application du programme islamiste rigoriste pour lequel ils se sont battus. À partir de 2022, le mouvement a durci la répression en censurant les médias, en arrêtant, voire en tuant, journalistes et opposants. Les militantes féministes sont particulièrement ciblées. Leurs manifestations sont violemment dispersées et nombreuses sont celles qui ont disparu. Le pouvoir

sade du régime déchu de M. Ghani qu'elle finançait à New Delhi, un prélude probable à la réouverture de son ambassade en Afghanistan.

Les invitations répétées de la Chine et de la Russie s'inscrivent également dans une contestation croissante de l'ordre mondial, sur fond de guerre en Ukraine et de tensions dans le détroit de Taïwan. En janvier 2024, le président chinois Xi Jinping a accepté les lettres de créance d'un représentant taliban lors d'une cérémonie officielle, l'accréditant alors en tant qu'ambassadeur. Cet acte offre à l'Émirat islamique sa première reconnaissance officielle par l'un des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Si elle n'a pas encore pris une mesure de cette ampleur symbolique, la Russie collabore régulièrement avec le régime dans la lutte contre la drogue et contre les groupes terroristes centre-asiatiques.

Les nouveaux maîtres de l'Afghanistan misent sur les investissements dans le secteur extractif pour générer de nouvelles ressources fiscales, relançant ainsi les projets jamais réalisés par les régimes précédents d'exploiter un sous-sol potentiellement riche en minéraux. En janvier 2023, une compagnie chinoise, la Xinjiang Central Asia Petroleum and Gas Company (Capeic), s'est engagée à investir 540 millions de dollars durant trois ans pour extraire du pétrole dans le bassin de l'Amou-Daria, au nord de l'Afghanistan.

* Chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS-CERI), auteur de *La Guerre par le droit. Les tribunaux taliban en Afghanistan* (CNRS Éditions, 2024), dont ce texte est extrait et adapté.

Lire sur notre site deux articles de Line Golestani : « En Afghanistan, le prix des sanctions », www.monde-diplomatique.fr/66890, et « L'exil sans fin des Afghans », www.monde-diplomatique.fr/66889

La guerre n'est pas le plus

(Suite de la première page.)

La fragmentation naît aussi d'une accélération des crises rendant le monde plus explosif que jamais, après la traînée de poudre des guerres civiles issues des « printemps arabes » de 2011, en Libye, en Syrie, au Yémen. Tous les conflits gelés des années 1990 semblent chauffés à blanc : guerre en Ukraine depuis 2014 et plus encore 2022, double guerre du Haut-Karabakh entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie en 2020 et 2023, ou nouvelle guerre de Gaza en 2023. Partout des acteurs opportunistes, groupes terroristes, hommes forts, mouvements ethno-nationalistes avancent leurs pions sur l'échiquier du dérèglement mondial.

Enfin, cette fragmentation se nourrit d'une polarisation du système international aggravée par la multiplication des sanctions. La rivalité entre Chine et États-Unis oblige peu à peu chaque pays à s'aligner et à choisir son camp. Depuis la guerre froide, nous savons combien la bipolarisation est lourde de courses aux armements, de risques d'escalade, de conflits par pro-

curation sur les marges disputées. Mais celle-ci se produit à une échelle sans précédent et le rapport de forces n'est pas, sur la longue durée, de façon absolue, favorable à Washington, ni démographiquement, en dépit du vieillissement accéléré de la Chine, ni économiquement, en dépit de la crise de la croissance chinoise, ni peut-être politiquement, à l'heure où les États-Unis deviennent moins fiables, plus exigeants, parfois même impérieux (3). S'ils semblent croire insolemment aujourd'hui, c'est que la protection ne va pas sans une tentative de vassalisation, voire de prédation, de leurs alliés. L'avantage comparatif majeur de l'Amérique restera longtemps une armée surpuissante, déployée sur tout le globe, seule dotée de l'arsenal complet de notre époque et aguerrie par un siècle de conflits, quand les militaires chinois n'en ont aucune expérience directe. L'essentiel du poids des guerres repose sur les points d'appui asiatiques – Japon, Corée du Sud et Taïwan – et sur les alliés européens, indirectement, puisque la polarisation facilite un rapprochement et même une complémentarité stratégique de la Chine et de la Russie qui n'avaient auparavant rien d'évident.

Pendant soixante ans, la V^e République avait su se réenraciner dans le monde après la débâcle de 1940, les guerres coloniales perdues et l'affaire de Suez (5) qui la mettait pour ainsi dire au coin, en butte aux critiques des deux blocs. Le général de Gaulle a pu imprimer une marque durable qui fondait le prestige de la France sur quatre piliers : le rôle de garante et pionnière de l'ordre multilatéral, justifiant par son dynamisme son appartenance inespérée aux vainqueurs de l'ordre de 1945 ; le rôle d'aiguillon et de puissance d'équilibre dans l'affrontement des blocs, ni alignée ni indifférente ; le rôle de puissance indépendante, dotée de l'arme nucléaire, parlant d'égal à égal à tous les États du monde ; le rôle enfin d'animateur prudent d'une Europe politique solidaire et en constant rapprochement, au nom du dépassement des querelles nationales.

La France d'aujourd'hui est comme déracinée. Elle donne l'impression d'une étrange impuissance (6). Depuis 1989, elle a été déséquilibrée par la disparition d'un des blocs, par la puissance retrouvée de l'Allemagne et par la perte d'influence en Afrique. Puis elle s'est jetée à bride abattue dans une fuite en avant d'interventions militaires, de vicariat de la puissance américaine et de tensions croissantes avec l'Allemagne.

Elle conduit une politique erratique et volatile, semblant souvent danser d'un pied sur l'autre. Face aux États-Unis, elle hésite entre « bromance » avec M. Donald Trump et défiance envers une Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en état de « mort cérébrale » ; face à l'Allemagne, elle passe d'un discours de 2017, appel du pied à la chancelière Angela Merkel, à une confrontation aigre sur tous les dossiers techniques voire, depuis le discours de Bratislava (2023), à la tentative d'une alliance de revers avec l'Europe de l'Est contre le magistère allemand en Europe. Sur la crise ukrainienne, un jour il ne faut pas « humilier la Russie » et l'autre être « sans limites » dans son soutien, y compris avec des « troupes au sol ». Sur la guerre à Gaza, un jour il s'agit de proposer à Israël une coalition internationale contre le Hamas, un autre jour de demander un cessez-le-feu. Tout le monde a été en accord au moins une fois avec cette nouvelle politique étrangère française, mais personne dans la durée.

Sa politique étrangère est en outre déséquilibrée. Depuis 2007, elle a quitté l'orbite que la V^e République lui impr-

La logique du tout ou rien

UN deuxième processus produit une logique de confrontation totale (4). Les situations en Ukraine et à Gaza signalent de nouveaux niveaux d'intensité de la guerre. Des parallèles ont été évoqués, ici avec la guerre des tranchées, là avec les bombardements de Dresde. Mais plus profondément, dans ces conflits d'un nouveau type domine la logique du tout ou rien, où tout compromis paraît une compromission. C'est l'air de Munich, chanté à tout-va.

l'anéantir. C'est, à l'intérieur, la mécanique de la guerre civile dont on voit les germes ici ou là, et d'abord dans une élection présidentielle américaine hystérisée, et, à l'extérieur, la logique de la guerre totale.

Troisième processus, la mondialisation de la guerre tend vers un point d'aboutissement : la « guerre globale », une guerre sans limites démultipliée par la mondialisation.

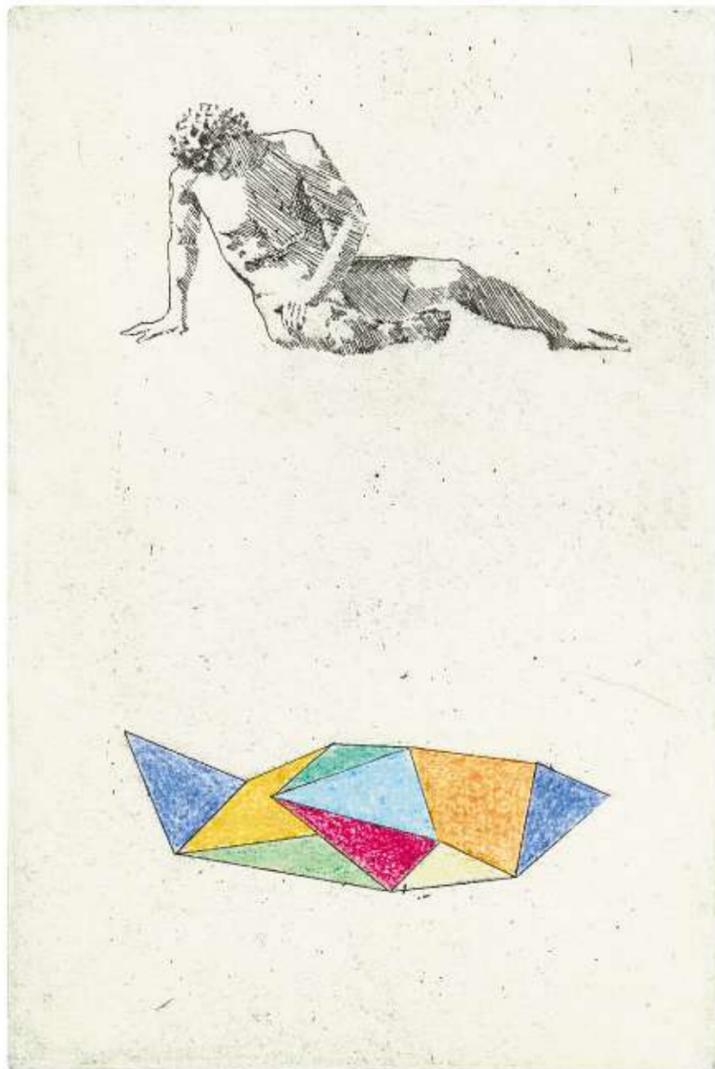
La guerre globale n'a pas de limite dans sa contagion et sa transmission. Jadis, la barrière de l'espace, la lenteur des communications, les limites aux échanges créaient une contention naturelle des conflits. Aujourd'hui, au contraire, elle affecte une humanité totalement interdépendante et interconnectée, dans laquelle les chocs économiques, les passions politiques et les mobilisations guerrières sont quasi instantanés. Notre monde devient ainsi plus inflammable qu'aucun système international du passé, à la merci du moindre dérapage, de la moindre manipulation.

La guerre globale s'infiltré dans tous les recoins, les mers, les terres et les airs, bien sûr, mais elle se dessine également dans l'espace et le cyberspace avec, dans les deux cas, des conséquences sans précédent sur les vies quotidiennes de « l'arrière » : disruptions dans la santé, guerre hybride de l'information et de la déstabilisation politique, transformation des conflits internationaux en batailles civiles et identitaires.

La guerre globale est porteuse d'une destruction potentiellement illimitée. Le risque non nul d'un conflit nucléaire, la perturbation des voies commerciales, avec ses risques de pénuries et d'inflation, la menace d'une guerre de l'espace doivent être mesurés par ceux qui, à la légère, pensent parfois que la guerre est le chemin le plus court vers la paix. Cette guerre-là ne mènerait qu'à la paix des cimetières.

La guerre globale est une guerre suicidaire contre la planète elle-même qui nous détourne de nos objectifs de décarbonation, divertissant les énergies si difficiles à mobiliser ; mais plus gravement encore, elle nous fait entrer dans une démarche compétitive, dans laquelle la décarbonation devient une variable de la confrontation des blocs, un manque à gagner pour l'économie de guerre. Et qui acceptera de se serrer la ceinture, s'il risque de faire baisser les prix de l'énergie pour un rival ? Ce calcul vicieux nous dirige vers une accélération du réchauffement climatique.

Dans ce monde inflammable, la France se déracine aujourd'hui dans une Europe qui se délite. C'est le risque d'une France hors sol dans une Europe hors jeu.



ALEXANDER MASSOURAS. – « Dying Gaul » (Gaulois mourant), 2014 (ci-dessus) – « But I Might Have Imagined Alternatives » (Mais j'aurais pu imaginer des alternatives), 2020 (ci-dessous) – « It Seemed That Things Weren't As They Ought To Be » (Il semblait que les choses n'étaient pas ce qu'elles auraient dû être), 2013 (ci-contre)

Sa politique étrangère s'est militarisée, surtout pour ce qui concerne la gestion de crise. « Quand on a un marteau, tous les problèmes ressemblent à des clous », avait coutume de dire le président Barack Obama. Ce qui est vrai de l'armée américaine l'était aussi, à sa mesure, de l'armée française. Or, à l'opposé, la diplomatie est un couteau suisse, une somme d'outils imparfaits destinés à parer au mieux à toutes les éventualités et à bricoler des solutions qui sont toujours les moins mauvaises possibles. Les grands diplomates sont d'abord des bricoleurs de talent, armés d'une culture historique, d'un esprit de service et d'un goût de l'autre à toute épreuve.

L'Europe, au même moment, est menacée d'effondrement. Organisme géopolitique friable, elle subit les surpressions et les dépressions de son environnement immédiat.

Suppression extrême des grandes aires de puissance qui l'enserrent d'abord, Russie, Chine, États-Unis.

La guerre en Ukraine a rappelé à l'Europe sa vulnérabilité. La souveraineté territoriale du Vieux Continent est en jeu ; elle sait désormais ne pas être en mesure d'assurer seule sa défense, dépendant d'une aide américaine pourtant chaque année plus incertaine. Elle peine à relancer sa production de défense pour remplir ses stocks et continuer à aider l'Ukraine. Les projets industriels communs sont souvent encalminés ou péniblement relancés, comme les projets franco-allemands d'avion de chasse (Système de combat aérien du futur, SCAF) et de char du futur (Main Ground Combat System, ou « Système principal de combat terrestre », MGCS).

Dans cette spirale tragique, ces dérives sont à la fois les causes et les effets de la faiblesse française, l'entraînant toujours plus près du risque d'abaissement. Hors de nos frontières, qui reconnaît encore la France lorsqu'elle se caricature faute de boussole stratégique ?

La France doit quitter le G7

MAIS la souveraineté industrielle européenne n'est pas en meilleure forme. L'Europe apparaît rétrécie face à l'économie américaine et menacée par la poussée de protectionnisme et de planification industrielle que les États-Unis poursuivent avec pragmatisme, de M. Trump à M. Biden. Les produits intérieurs bruts (PIB) européen et américain étaient similaires en 2008. Le premier ne représente aujourd'hui que les deux tiers de celui des États-Unis. La crise financière des *subprime*, loin d'affaiblir l'économie d'où elle partit, l'a renforcée et renouvelée, laissant l'Union européenne s'étrangler dans les politiques de rigueur. Les 369 milliards de dollars de subventions de l'Inflation Reduction Act (IRA, 2021) créent de vastes capacités productives stratégiques, dans les batteries et les semi-conducteurs, au détriment de l'Europe. Dans le même temps, l'Europe apparaît trop dépendante commercialement de la Chine, la France

pour le luxe comme l'Allemagne pour l'automobile. L'industrie européenne se retrouve en danger sur la nouvelle filière-clé des batteries et des véhicules électriques. Il résulte de cette double pression une crise historique du modèle industriel européen et le risque d'une course au protectionnisme et aux subventions dans laquelle l'Europe court pieds et poings liés par une politique de la concurrence trop rigoureuse, la fragmentation des subventions et une politique commerciale contrainte par les intérêts divergents des Vingt-Sept.

(3) Lire Martine Bulard, « Chine - États-Unis, où s'arrêtera l'escalade ? », *Le Monde diplomatique*, octobre 2018.

(4) Lire John Mearsheimer, « Pourquoi les grandes puissances se font la guerre », *Le Monde diplomatique*, août 2023.

(5) En 1956, lors de l'expédition de Suez, la France et le Royaume-Uni, obligés d'en rabattre, avaient mesuré les limites de leur puissance.

(6) Lire Dominique de Villepin « La France gesticule... mais ne dit rien », *Le Monde diplomatique*, décembre 2014.



ALEXANDER MASSOURAS - GALERIE ANNE-SARAH BENCHOU, PARIS

DIPLOMATIQUE POUR LA FRANCE

court chemin vers la paix

La place de l'Europe en termes de souveraineté technologique n'est guère plus brillante. Les « Sept Magnifiques » de la « tech » américaine (Alphabet, Amazon, Apple, Microsoft, Meta, Nvidia et Tesla) dominent le monde. Dans les cinquante premières entreprises du secteur technologique figurent en tout et pour tout quatre entreprises européennes. Le marché du « cloud » européen est capté à 72 % par trois entreprises américaines, avec des risques réels d'extraterritorialité des données des Européens et de perte de souveraineté numérique. À l'heure où déferle une nouvelle vague d'innovation, avec l'intelligence artificielle et le calcul quantique, l'Europe doit se mettre en situation de protéger ses start-up talentueuses, en dirigeant la commande publique vers les entreprises européennes et en structurant le « marché unique numérique ».

Dépression ensuite de deux espaces voisins où le vide de puissances conduit à l'instabilité et au chaos, au Proche-Orient et en Afrique subsaharienne, multipliant les défis aux portes.

Reconnaissance de l'État palestinien

LE temps est pour la France au sursaut diplomatique, dans la fidélité à sa vocation et à son message. Elle doit se remettre en ordre de bataille et, pour cela, pouvoir s'appuyer sur un corps diplomatique et un appareil militaire de qualité, aujourd'hui malmenés. Pour échapper au réalisme, triste et impuissant, comme à l'idéalisme, naïf et encore plus impuissant, il faut choisir la voie d'un idéal-réalisme conséquent, assumant l'ardente nécessité de la puissance ; de la France, de l'Europe, de la communauté internationale. Mener une diplomatie efficace, c'est d'abord savoir choisir des priorités capables de rétablir la crédibilité française.

La première priorité, c'est une diplomatie d'engagement pour se mettre au service de la paix. Travail de longue haleine et de haute intensité, car il s'agit d'abord et avant tout de recréer le lien avec le Sud. Or nous avons perdu le contact au cours des deux dernières décennies au point de ne plus même entendre et comprendre ce qu'on nous dit.

Il est temps pour la France de redevenir ce qu'elle a toujours été, un pays-monde, passerelle et carrefour du Sud et du Nord, de l'Est et de l'Ouest, capable de parler à tous.

De nouveaux forums sont nécessaires, où le message de la France peut se déployer dans l'intérêt général. Le G7, créé par le président Valéry Giscard d'Estaing, n'a que la légitimité devenue caricature d'un gouvernement censitaire global, un dixième de la population mondiale contrôlant la moitié de la richesse mondiale ; un club de l'entre-soi de l'Occident global. La France devrait lancer un signal fort en se retirant de ce forum sans avenir. Le G20, ressuscité par le président Nicolas Sarkozy après la crise de 2008, qui a d'abord été le symbole de la technocratie financière mondiale, doit renouer avec une forme de responsabilité devant l'Assemblée des Nations unies, gardienne du droit international. À l'heure de la contestation et du blocage de l'ONU, la France doit poursuivre le projet de réforme du Conseil de sécurité pour en accroître la représentativité, avec de nouveaux membres permanents, et l'efficacité, avec une réforme ponctuelle du droit de veto. Parmi les forums généralistes, les Brics méritent notre attention. Organisation en pleine transformation, elle se fixe comme ambition de représenter le Sud global par ses élargissements récents. Elle rassemble déjà près de la moitié de la population mondiale en un ensemble hétéroclite mais uni par un même ressentiment envers l'Occident. Nous devons entrer en effet dans une logique majoritaire à l'échelle du globe pour faire apparaître des solutions nouvelles et trouver un élan réfor-

L'Europe voit son voisinage comme une source de menaces et de problèmes, pas de partenariats : guerres à l'Est, échec des politiques de soutien et crainte obsessionnelle des vagues migratoires au Sud.

Ainsi, l'unité européenne se révèle chaque jour plus difficile à assurer, tandis que la démocratie communautaire semble suspendue entre saut fédéral et expansion intergouvernementale. L'élargissement et la surrégulation bruxelloise donnent parfois le sentiment d'une fuite en avant face aux choix impossibles. Cela aiguise les divisions intérieures et favorise les pressions internes comme celles que s'ingénie à exercer le président hongrois Viktor Orbán. M. Emmanuel Macron a vu juste avec sa demande d'affirmation d'une « autonomie stratégique européenne », et il a même obtenu de réels résultats avec la mutualisation de 750 milliards d'euros de dette européenne durant le Covid. Mais encore faut-il que l'Europe survive.

mateur commun. Ce serait la place de la France d'initier un chemin vers un « Brics+ élargi » dans lesquels des pays volontaires s'agrégeraient aux discus-



© ALEXANDER MASSOURAS - GALERIE ANNESARAH BÉNICHOU, PARIS

sions de membres de ce regroupement pour formuler un agenda global porté par une large majorité mondiale. Nous devons faire la preuve de l'efficacité de la méthode collective, dossier par dossier, sur le climat bien sûr, et ce malgré l'épuisement progressif de l'élan de l'accord de Paris, de COP en COP, mais aussi sur la question des États faillis, qui se traduit concrètement par deux fléaux de la mondialisation : d'une part, le terrorisme international qui gangrène le Sahel, le Proche-Orient, l'Asie centrale et touche toutes les puissances ; d'autre part, le crime organisé qui gagne du terrain sur tous les continents.

Nous devons aussi défendre et porter une vision multipolaire. L'affrontement des blocs ne peut résumer toute la diversité du monde. Notre longue histoire, nos échecs aussi, nous ont appris que l'équilibre des puissances était le pire des systèmes internationaux à l'exception de tous les autres, à l'instar de ce que Winston Churchill disait de la démocratie. Nous devons affirmer clairement que le retour de la Chine sur le devant de la scène mondiale est légitime et nécessaire, après deux siècles d'oblitération, mais aussi que le retour d'une Inde forte et porteuse de ses propres messages est à espérer et à attendre. Notre diplomatie doit porter la trace de cette recherche de grands partenaires.

Deuxième priorité, une politique d'indépendance fondée sur l'idée de préparation et de libre choix qui mette la France en situation de conduire une guerre si elle y était contrainte.

Nous devons d'abord réfléchir au dimensionnement de l'armée. La loi de programmation militaire renforce les crédits d'ici à 2030 de plus de 400 milliards d'euros. Prise de conscience du sous-investissement des dernières années, cette loi persévère cependant dans la voie d'une armée généraliste, nécessairement réduite, une armée-bonsai au service des ambitions-séquoia d'une grande puis-

sance mondiale. Nous devons accepter de resserrer nos ambitions sur la défense continentale et territoriale. C'est la poursuite de la logique de professionnalisation des armées engagée par le président Jacques Chirac en 1995 pour disposer d'un outil puissant, flexible et moderne.

Nous devons ensuite réfléchir, dans un cadre européen, à la réorganisation des industries de défense pour garantir la plus grande souveraineté française et européenne, tout en assurant des facilités de financement. Il faut, d'une part, excepter les dépenses de défense des objectifs financiers du nouveau pacte de stabilité, en soulignant leur valeur d'investissements d'avenir. Il convient ensuite de doter une agence européenne de l'armement d'au moins 100 milliards d'euros levés en dettes mutualisées, et enfin d'organiser une planification coordonnée entre États membres pour répartir géographiquement les activités, les sites productifs, la recherche et développement et la propriété intellectuelle, tout en assurant un niveau de volumes compétitif à l'échelle mondiale.

Nous devons également resserrer le lien entre la nation et l'armée. La guerre n'est pas seulement une affaire de puissance mais aussi de résistance de la société. C'est pourquoi nous devons repenser le développement d'une réserve nationale qui retrouve les atouts de la conscription sans en répéter les pesanteurs. C'est pourquoi nous devons défendre et renforcer notre démocratie par la recherche d'un débat plus éclairé et plus serein, d'un consensus plus durable et de lois plus respectables et mieux respectées. C'est pourquoi il faut aussi des garde-fous, l'augmentation du rôle et des moyens des armées entraînant inévitablement un accroissement de pouvoir et le risque d'une spirale militariste. Il convient d'augmenter les capacités de contrôle du Parlement et de la société civile sur les questions militaires, et de trancher les liens entre la sphère médiatique et les industries liées à la défense, pour éviter toute capture de l'opinion publique.

Troisième priorité, une diplomatie d'initiative cherchant à contribuer à la résolution des crises mondiales, mais en évitant l'agitation qui brouille notre image donnant le sentiment de jouer de la peur et du bellicisme ambiant : « troupes au sol » en Ukraine, « européanisation » de notre dissuasion nucléaire, voilà autant d'idées lancées sans précaution.

Croire que les crises se partagent entre celles que nous croyons pouvoir laisser pourrir et celles que nous croyons de notre devoir de nourrir est irresponsable.

Sur le premier type, les crises du malheur du monde, nous n'entendons presque rien ni de la communauté internationale, ni des Occidentaux, ni, surtout, de la France : c'est Haïti, où les gangs prennent possession d'un État failli ; c'est le Soudan, qui replonge dans la guerre civile et les massacres, vingt ans après le Darfour ; c'est la Birmanie en guerre civile. C'est la République démocratique du Congo. C'est le Liban. Il s'agit de renouveler la méthode, d'augmenter l'engagement et de faire de ces situations tragiques le laboratoire de nouvelles coopérations en faveur d'un objectif commun à toutes les grandes puissances : assurer la plus grande stabilité et sécurité au système international et éviter les dérapages incontrôlés. Tout conflit, même mineur, même reculé, peut désormais être la mèche de la poudrière mondiale. C'est l'occasion de remettre le Conseil de sécurité des Nations unies au centre du jeu, avec des « tasks forces » composites d'acteurs des principales puissances mondiales, notamment États-Unis, Chine, Russie, Union européenne, Inde et Brésil, mettant en avant les solutions politiques de terrain et les politiques coopératives de développement.

Mais, bien sûr, l'essentiel de l'attention porte sur le deuxième type, les crises de la tragédie de notre monde, où l'enfermement de l'injustice et de la guerre

entraîne toujours plus près du précipice. Nous devons prendre conscience qu'à Gaza comme en Ukraine laisser la guerre tout dévorer autour d'elle ne fait qu'accroître chaque jour le risque d'une mondialisation du conflit. Certains bellicérants pourraient même la souhaiter.

Sur la guerre de Gaza, nous devons aujourd'hui redonner un horizon politique crédible et rapide fondé sur la solution à deux États. Cela passe par un cessez-le-feu durable. Mais, à l'heure des risques d'extension régionale, il faut aller plus loin et réunir une conférence sur la sécurité du Proche-Orient, impliquant l'ensemble des acteurs régionaux, y compris Israël et l'Iran, qui puisse être à la fois les prémices d'un nouvel Oslo et d'un Helsinki de cette région. Il ne s'agit pas de résoudre en quelques semaines ce qui s'est enkysté pendant cinquante ans, mais de créer un cadre et un processus dans lequel chaque question puisse être traitée selon sa nature et son degré d'urgence. À Gaza, il est indispensable de répondre par un cessez-le-feu durable au drame humanitaire du peuple gazaoui et au drame des otages israéliens, et de mesurer la dimension tragique et symbolique d'une crise dont les États-Unis et une partie de l'Europe apparaissent parties prenantes. Pour faire avancer la question palestinienne, la France doit rééquilibrer durablement sa position en envoyant des signaux forts. La reconnaissance de l'État palestinien d'abord. La volonté de placer le droit international au-dessus de tout, ensuite, en proposant un tribunal spécial sur les crimes commis en

Israël et en Palestine, concernant à la fois les attaques terroristes du 7 octobre, les crimes de guerre susceptibles d'avoir été commis à Gaza et les crimes de guerre de l'occupation israélienne en Cisjordanie. Il faut que la paix naisse de la justice internationale et sorte de l'aveuglement à la souffrance de l'autre qui perpétue la guerre.

Sur l'Ukraine, il s'agit d'imprimer dans la durée le bon équilibre de trois axes, de poursuivre l'aide résolue aux Ukrainiens pour repousser la violation russe du droit international, et les 61 milliards de dollars d'aide américaine votés au Congrès sont à cet égard un appel d'air offrant la chance de ne pas négocier sous la menace de l'effondrement imminent. Ensuite, la clarification de notre position auprès des pays du Sud global qui ne voient que les « deux poids, deux mesures » des Occidentaux et pas la défense d'un ordre international garant de la paix et de la sécurité. Enfin, un processus diplomatique conduisant à la désescalade, à des accords en marge du conflit et, quand les Ukrainiens seront prêts à l'accepter, à un cessez-le-feu susceptible d'engager une négociation entre Russes et Ukrainiens. Il faudra trois corbeilles à cette négociation : l'une concernant les territoires occupés et annexés par la Russie ; l'autre une architecture de sécurité viable en Europe ; la troisième l'ordre international envisageant un renouvellement des traités Start, caducs en 2027, et du traité des forces nucléaires intermédiaires (INF) pour maîtriser le nouveau risque nucléaire global. Ne fermons pas par principe la porte à une solution négociée.

Inventer un autre monde

SOYONS sur la brèche également en Asie orientale, où, de Taïwan à la Corée, se multiplient les menaces de nouveaux fronts possibles, sur la ligne de faille des deux grands blocs. Le choix d'un endiguement musclé dans l'Indo-Pacifique comporte des risques de spirale guerrière incontrôlable. Seule la recherche d'un équilibre régional, donnant toute sa place aux grands émergents de la région, tels l'Inde et l'Indonésie, peut l'éviter. Ne tenons pas pour acquis que la guerre est inévitable, comme on semble trop souvent s'y résigner à Washington, et sachons prendre l'initiative pour proposer des formats de discussion susceptibles d'accompagner des solutions graduelles. La France ne peut s'enfermer dans l'alternative entre une nouvelle guerre mondiale et un nouveau Yalta. Elle doit refuser la reconstitution de la logique des blocs.

Rarement le monde aura été aussi inflammable et dangereux qu'aujourd'hui. Nous assistons jour après jour au face-à-face de deux mondes blessés, de deux camps mondiaux lancés à pleine force l'un contre l'autre : un camp occidental agissant au nom d'un progrès déstabili-

sant, craignant son déclin et tenté parfois d'en découper plutôt tôt que tard ; un camp soucieux de réviser l'ordre mondial en sa faveur, au risque d'en faire un pavage de prés carrés impériaux entourés de palissades. Un monde où finalement tout changement serait tué dans l'œuf au nom d'une stabilité étouffante.

Entre ces deux mondes, avec le Sud global laissé en marge de cet affrontement de blocs, il faut inventer un autre monde, dessiner un chemin vers un monde partagé, équilibré et sûr, capable d'éviter la catastrophe annoncée et de recréer un terrain commun en assurant la défense des biens de l'humanité – climat, biodiversité, stabilité financière, recherche fondamentale. Nul n'est mieux placé que la France pour impulser ce nouvel esprit du monde et déployer une autre politique, fondée sur les principes et tournée vers le mouvement. Justice, équilibre, sécurité collective et recherche de la paix doivent être le nouveau cap d'une France consciente qu'aujourd'hui le repli sur soi, c'est la chute.

DOMINIQUE DE VILLEPIN.

IRISUP
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
EN RELATIONS INTERNATIONALES

CARRIÈRE DE
GRANDS TALENTS OUVERTES
REVOIR LES SESSIONS D'INFO
EN LIGNE SUR LA CHAÎNE
YOUTUBE IRIS SUP
@irisfranceorg

TITRES DE NIVEAU 7 RECONNUS PAR L'ÉTAT, ENREGISTRÉS AU RNCP
(arrêté du 23-02-17 paru au JO du 03-03-17)

**DIPLOMES DE NIVEAU BAC+4 ET BAC+5
EN ENSEIGNEMENT À DISTANCE**

Diplôme privé d'études fondamentales
Relations Internationales

Titre Analyste en stratégie internationale
parcours :
• Géopolitique et prospective
• Défense, sécurité et gestion de crise
• Gééconomie, gestion des risques et RSE

**Titre Manager de programmes internationaux –
Humanitaire et Développement**

NOUVELLES
MÉTHODES
PÉDAGOGIQUES

+33 (0)1 53 27 60 74 • formations@iris-france.org

L'ÉCOLE DE L'IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
Établissement d'enseignement technique supérieur privé
enregistré auprès du recteur de Paris
2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS - FRANCE

iris-sup.org
f x i y in

EN SEPTEMBRE AURA LIEU LE SOMMET DE L'AVENIR

L'ONU bouge encore

Alors que les guerres d'Ukraine et de Gaza paralysent le Conseil de sécurité des Nations unies, les diplomates continuent de négocier des traités importants au sein de l'organisation mondiale. Pour le secrétaire général António Guterres, qui organise un Sommet de l'avenir en septembre prochain, il faudra choisir entre « effondrement ou relance » de la coopération internationale.

PAR RICHARD GOWAN *

LES ambassadeurs et les diplomates en poste à l'Organisation des Nations unies (ONU) peuvent au moins s'accorder sur deux choses. La première, c'est que leur institution aurait besoin de réformes profondes pour relever les défis planétaires, du changement climatique à la régulation de l'intelligence artificielle (IA). La seconde, c'est que, dans un contexte d'intenses tensions politiques, les membres de l'ONU pourraient juger ardu, voire impossible, de s'entendre sur quelque réforme que ce soit. Certes, à New York, chacun se prépare au Sommet de l'avenir, qui doit réunir les dirigeants de la planète en septembre prochain avec l'ambition de réparer les défaillances du système multilatéral. Mais ces négociations risquent fort d'accentuer les divisions auxquelles elles sont censées remédier.

Le Sommet de l'avenir est le fruit des cogitations du secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres. L'ancien premier ministre portugais fait souvent montre d'un esprit critique rafraîchissant au sujet de l'organisation qu'il dirige. Il la considère comme inefficace et en décalage par rapport aux évolutions de la science et de l'économie mondiale. Fasciné par les grandes questions concernant le devenir de l'humanité, M. Guterres est convaincu que l'ONU ne doit pas seulement réagir aux crises au coup par coup, mais aussi contribuer concrètement à rendre la planète vivable pour les générations futures.

En 2021, il a esquissé cette vision dans un rapport intitulé « Notre programme commun » (1). M. Guterres espérait que

la pandémie de Covid-19 persuaderait les dirigeants du globe de la nécessité d'une coopération et d'une solidarité renforcées. Il mettait en évidence une série de domaines dans lesquels une régulation internationale est impérative : non seulement la santé, mais aussi l'IA ou l'exploration spatiale. Il appelait de ses vœux un sommet spécial en vue de combler ces lacunes et de « forger un nouveau consensus mondial sur ce à quoi notre avenir devrait ressembler et sur les moyens que nous pouvons déployer aujourd'hui pour le faire advenir ».

Si M. Guterres comptait vraiment sur la pandémie pour dessiller les dirigeants de la planète, les événements qui ont suivi n'ont pu que doucher ses illusions. À la suite de l'agression de l'Ukraine par la Russie, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale se sont enfermés dans des disputes sans fin (2). « Le système multilatéral est sous une tension plus grande qu'à aucun autre moment depuis la création des Nations unies », avertissait le secrétaire général le 23 avril 2023. L'assaut du Hamas le 7 octobre et la guerre totale qui s'en est suivie de la part d'Israël contre Gaza ont accentué les fractures entre gouvernements occidentaux et non occidentaux. Fin 2023, des diplomates arabes se demandaient comment l'ONU pouvait organiser un « sommet de l'avenir » tandis que celui des enfants palestiniens disparaissait sous les bombes.

Coût politique des sanctions

ABSORBÉS par ces crises géopolitiques inédites depuis 1945, les diplomates n'ont accordé qu'un intérêt mesuré aux visions de M. Guterres. Ils n'en ont pas moins poursuivi la préparation du sommet. L'Allemagne et la Namibie ont accepté la tâche ingrate de faciliter ces préparatifs. En janvier dernier, les deux pays mettaient au point une première ébauche de pacte à négocier en septembre. Bien que lestée de l'inimitable jargon de l'ONU, cette copie de travail fait écho à « Notre programme commun » en insistant sur l'importance de la coopération scientifique et technologique dans l'intérêt des générations futures. Mais ce n'est pas seulement sur ces questions que le Sommet de l'avenir doit se prononcer. Mi-mai, l'Allemagne et la Namibie ont proposé une nouvelle version destinée à servir de base aux négociations prévues (3). Les sujets les plus décisifs et épineux y apparaissent en pleine lumière. En effet, pour nombre d'États, les visions

à long terme du secrétaire général ne pèsent pas lourd face à leurs préoccupations économiques et sécuritaires plus immédiates.

Pour les nations en développement ou du Sud, la question cruciale concerne le système économique international. Environ soixante-dix États – plus d'un tiers des membres de l'ONU – font face aujourd'hui à des niveaux d'endettement insupportables. Les répercussions du Covid-19, de la guerre russe contre l'Ukraine et des catastrophes liées au réchauffement climatique ont précipité ces pays pauvres dans les affres de l'insolvabilité. Pour leurs représentants à New York, le mieux qu'ils puissent espérer du Sommet de l'avenir serait que les États-Unis, l'Europe et les autres nations riches s'accordent enfin sur une réforme des politiques de prêt du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale qui allège leur fardeau. Ils plaident également pour une modification de la répartition des pouvoirs au sein de ces institutions financières mondiales, afin

que les pays pauvres aient leur mot à dire. Alors que Washington insiste pour que les institutions dites « de Bretton Woods » restent seules décisionnaires de leurs conditions de crédit, sans possibilité pour l'ONU de passer outre, même les diplomates occidentaux reconnaissent qu'en l'absence de tout progrès sur ces questions le sommet court à l'échec.

Mais comment négocier avec quelque espoir de résultat ? Les pays pauvres se montrent divisés. Ceux qui souffrent le plus durement sur le plan économique espèrent passer un marché qui exauce leurs besoins immédiats. D'autres, plus remontés contre l'Occident, comme le Venezuela et le Pakistan, souvent en coordination avec la Russie ou la Chine, souhaitent que la discussion englobe la question des dommages causés à l'économie planétaire par les sanctions unilatérales des États-Unis et de l'Union européenne. En campant sur cette ligne, les « durs », dont le Nicaragua ou la Syrie, ont déjà réussi par le passé à bloquer ou à retarder des négociations onusiennes sur les Objectifs de développement durable (ODD) par exemple. Il n'est pas exclu qu'ils fassent de même avec le pacte, au risque de s'aliéner les pays qui espèrent une issue positive.

Même dans l'hypothèse d'un compromis sur les sujets économiques, rien ne garantit que les diplomates trouvent un terrain d'entente sur les questions liées à la paix et à la sécurité. Aux yeux de nombreux pays membres, l'inaction du Conseil de sécurité sur l'Ukraine ou sur Gaza, combinée aux menaces de la Russie de recourir à l'arme nucléaire, signe la faillite de l'architecture sécuritaire internationale. Certaines puissances régionales, comme le Brésil ou l'Inde, espèrent que le sommet leur permettra de réitérer leur demande d'un siège permanent au Conseil de sécurité. En revanche, pour les pays signataires du traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) adopté par l'Assemblée générale en 2017, cela représente une occasion de redynamiser le processus de désarmement, aujourd'hui au point mort.

Les perspectives de progrès se heurtent donc à des obstacles de taille. L'Autriche et le Koweït sont à l'initiative d'un cycle de discussions à part sur la réforme du Conseil de sécurité, dont la nécessité est même reconnue par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. Mais les pays hostiles à une telle réforme – à commencer par la Chine, peu pressée de voir l'Inde ou le Japon décrocher un siège permanent – veilleront certainement à empêcher toute avancée. Le mieux qu'on puisse espérer ? Une promesse formelle de renvoyer les négociations à plus tard, éventuellement



JOHN GERRARD. – « Flare (Oceania) » (Flamboiemment), 2022

assortie d'une date butoir. Il y a peu de chances que Washington, Pékin et Moscou consentent à une quelconque entrave à leur pouvoir de veto. Quant à l'arsenal nucléaire, la Russie a déjà annoncé qu'elle s'opposerait à toute initiative du sommet sur le contrôle des armes ou le désarmement – une position partagée en silence par les autres puissances nucléaires.

Si le sommet aboutit à quoi que ce soit de substantiel sur le dossier de la sécurité, ce sera vraisemblablement à propos du rôle des Nations unies en matière de maintien de la paix. À New York, les diplomates craignent que les casques bleus ne soient plus adaptés aux pays instables, en particulier quand il n'y a plus vraiment de processus de paix à soutenir. La décision de Bamako de mettre un terme à la Mission multidimension-

nelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) en juin 2023 paraît leur avoir donné raison. L'avant-projet de pacte prévoit une révision intergouvernementale des atouts et des faiblesses des opérations militaires de l'ONU. Il comporte également des propositions pour renforcer la Commission de consolidation de la paix (CCP), un organisme créé par le Conseil de sécurité afin de traiter des problèmes de sécurité sans recourir à des moyens militaires ou à des sanctions.

Ces idées certainement utiles restent bien en deçà des conceptions visionnaires de M. Guterres. Plusieurs officiels onusiens nous ont confié que le secrétaire général voulait éviter que les discussions s'enlisent sur la question du maintien de la paix, étant lui-même sceptique sur le rôle des casques bleus. Mais, dans une période où la capacité des Nations unies à jouer le moindre rôle en matière de paix et de sécurité est fortement remise en cause, il ne paraît pas absurde que les diplomates se penchent à nouveau sur ces questions.

Certaines pistes de réflexion ouvertes par M. Guterres ont toutefois produit un effet. Son insistance sur l'IA, par exemple, a trouvé un écho positif. La suggestion de créer une agence internationale de régulation se heurte certes à la résistance des grands acteurs du secteur, au premier rang desquels les États-Unis et la Chine, qui ne souhaitent pas aller aussi loin. Néanmoins, le 21 mars 2024, l'administration Biden a fait adopter à l'unanimité une résolution sur les usages de l'IA en tant que moteur du développement économique – un thème calibré pour rallier un large soutien. Ce premier texte international sur le sujet, qualifié d'historique par le président de l'Assemblée générale Dennis Francis, pourrait susciter d'autres initiatives, notamment de Pékin. Le Sommet de l'avenir ne fera peut-être pas de choix décisifs sur la régulation internationale des nouvelles technologies, mais il peut ouvrir la voie à des discussions à long terme.

Distinguer négociations et crises

EN fin de compte, bien des diplomates s'estimeraient heureux si le sommet se déroulait sans disputes majeures. Après deux années de débats éreintants sur l'Ukraine, et des mois d'accrochages sur Gaza, nombre d'ambassadeurs redoutent que la réputation de l'ONU aux quatre coins du globe soit durablement entachée. Des diplomates de tous horizons et de tous bords admettent volontiers que leurs capitales respectives considèrent l'organisation avec un scepticisme croissant. Lorsque l'ONU adopta le 31 juillet 2023 un traité historique inspiré de la convention sur le droit de la mer – l'accord sur la biodiversité marine des zones non relevant pas de la juridiction nationale (BBNJ) –, le soulagement était visible à

New York : cela montrait que la diplomatie multilatérale pouvait encore fournir des résultats probants. L'adoption d'un « pacte pour l'avenir » constituerait en réalité une autre modeste victoire, en réaffirmant que les États membres de l'ONU trouvent toujours un intérêt à négocier malgré leurs divisions.

Le risque existe pourtant que des tensions politiques extérieures compliquent encore davantage le projet. Si la guerre au Proche-Orient poursuit son engrenage sanglant, ou si la Russie lance une nouvelle offensive en Ukraine, les diplomates auront bien du mal à séparer les négociations et les crises. Les officiels onusiens soulignent par ailleurs que le sommet aura lieu deux mois seulement avant l'élection présidentielle américaine. Cela vaudra-t-il la peine de chercher un compromis avec Washington, sachant que la prochaine administration risque de l'invalider, comme cela fut fait avec l'accord de Paris sur le climat ? On murmure du reste que M. Biden, absorbé par sa campagne électorale, pourrait ne pas y assister. Un tel événement des Nations unies en l'absence du locataire de la Maison Blanche, voilà qui ferait mauvais effet.

(Traduit de l'américain par Olivier Cyrano.)

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 30 juin 2024

1 ^{er} SAMOA	Fête nationale
5 DANEMARK	Fête nationale
6 SUÈDE	Fête nationale
8 ROYAUME-UNI	Fête nationale
10 PORTUGAL	Fête nationale
12 PHILIPPINES	Fête de l'indépend.
RUSSIE	Fête de l'indépend.
14 ROYAUME-UNI	Fête nationale
17 ISLANDE	Fête de l'indépend.
18 SEYCHELLES	Fête nationale
23 LUXEMBOURG	Fête nationale
25 CROATIE	Fête nationale
MOZAMBIQUE	Fête de l'indépend.
SLOVÉNIE	Fête nationale
26 MADAGASCAR	Fête de l'indépend.
27 DJIBOUTI	Fête de l'indépend.
30 RÉP. DÉMOCRAT. DU CONGO	Fête de l'indépend.

(1) « Notre programme commun. Rapport du secrétaire général », Organisation des Nations unies, 2021, www.un.org

(2) Lire Anne-Cécile Robert, « Les Nations unies en panne de réforme », *Manière de voir*, n° 192, « Géopolitique. Un monde sur le pied de guerre », décembre 2023 - janvier 2024.

(3) « Pacte pour l'avenir – Première révision », Organisation des Nations unies, 14 mai 2024, www.un.org

ÉCOUTEZ LE « DIPLO »

Chaque mois, une sélection d'articles lus pour les abonnés. En ligne et en téléchargement (podcast).

www.monde-diplomatique.fr/audio

RESTREINDRE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION POUR PROTÉGER LA DÉMOCRATIE

La passion d'interdire

Dans des pays occidentaux volontiers disposés à clai-ronner leur attachement à la démocratie et au débat, les mesures qui réduisent le droit d'expression des partisans de la cause palestinienne se multiplient depuis octobre dernier. Parce qu'ils ont accepté la censure des opinions qu'ils réprouvaient, certains des défenseurs des libertés publiques sont silencieux.

PAR SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT

EN janvier 2015, à la veille des immenses manifestations de solidarité consécutives à l'assassinat d'une partie de la rédaction de *Charlie Hebdo*, le dessinateur Luz s'interrogeait : « Dans un an, que restera-t-il de ce grand élan plutôt progressiste sur la liberté d'expression (1) ? » Dix ans plus tard, on connaît la réponse : interdictions de manifester, annulations de conférences publiques, déprogrammations d'artistes et d'intellectuels, sanctions contre des humoristes, proscription de slogans scandés depuis des décennies, suspension de subventions publiques à des établissements universitaires jugés trop indulgents envers des étudiants solidaires des Palestiniens rythment l'actualité. À cela s'ajoute l'intimidation judiciaire. En avril dernier, plusieurs personnalités politiques d'opposition ont été convoquées par la police dans le cadre d'une enquête pour apologie du terrorisme, et un responsable syndical condamné à un an d'emprisonnement avec sursis pour le même motif. Bernard-Henri Lévy, lui, virevolte de studio en plateau pour justifier l'écrasement de Gaza et réclamer l'invasion de Rafah, sans encourir l'incrimination d'apologie de crime de guerre, passible de cinq ans de prison et de 45 000 euros d'amende.

La France n'est pas la seule démocratie libérale à fouler aux pieds la liberté de parole distinguant en principe le « monde libre » des « régimes populistes autoritaires ». Depuis le vote en mai 2019 par le Bundestag d'une résolution qualifiant d'antisémite le mouvement « Boycott, désinvestissement, sanctions » (BDS), et plus encore après les massacres du 7 octobre dernier, le gouvernement allemand s'emploie à museler les manifestations de solidarité avec la résistance palestinienne (2), tandis que le tabloïd *Bild* (10 mai) publie une liste de « délinquants universitaires » sous ce titre : « Ces enseignants ont signé une lettre de soutien aux manifestations de haine des Juifs. » Aux États-Unis, au prétexte de combattre l'antisémitisme sur les campus, la Chambre des représentants a élargi en mai dernier la défini-

Quand toute critique devient trahison

LA passion d'interdire déborde largement des frontières de Gaza. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a incité les alliés de Kiev à bannir les athlètes russes des Jeux olympiques de Paris, à priver des musiciens de concert s'ils ne dénonçaient pas publiquement le président russe, à interdire en Europe les médias RT et Sputnik au nom de la lutte contre les *fake news*. Tenues par leurs dirigeants comme des masses crédules, les populations européennes devraient être protégées d'une propagande qui contredit celle de l'Occident. Opérée au nom du bien, cette censure paraît aux journalistes d'une telle évidence qu'un éditorial du *Monde* (7 mai 2024), hostile à l'interdiction de la chaîne Al-Jazira en Israël, estime, à juste titre, que « de telles pratiques sont ordinairement le propre de régimes autoritaires qui ne tolèrent pas d'autres voix que la leur », mais sans imaginer que la phrase s'applique tout autant au bannissement des médias russes en Europe, à l'époque salué par *Le Monde*. L'interdiction de TikTok en Nouvelle-Calédonie par le gouvernement le 14 mai, une première dans l'Union européenne, n'entretient elle aussi qu'un rapport lointain avec la « libre communication des pensées et des opinions ».

tion de ce terme. Certaines formes de critiques d'Israël deviendraient un délit d'opinion : s'opposer au sionisme, qualifier l'État de « raciste », appeler à l'intifada (soulèvement) serait passible de sanction. M. Eric Adams, maire démocrate de New York, a dépêché trois cents policiers surarmés pour déloger de l'université Columbia des étudiants pro-palestiniens radicaux. « Ce mouvement cherche à radicaliser la jeunesse, et je ne vais pas laisser faire sans réagir (3) », a-t-il justifié. Dans un régime démocratique, « radicaliser » de jeunes adultes ne constitue pourtant pas un délit appelant la réaction des autorités municipales.

En temps ordinaire, un mot permet aux libéraux de justifier leurs dérives autoritaires : terrorisme. Après les attentats du 11 septembre 2001, les attaques djihadistes des années 2015-2016 en France contre *Charlie Hebdo*, l'HyperCasher, le Bataclan, Nice, etc., les dirigeants occidentaux ont développé un arsenal législatif permettant de restreindre les droits fondamentaux au nom de la sécurité, d'abord à titre exceptionnel puis de manière permanente (4). Secondés par les médias, ils ont également encouragé les populations à adopter le code de pensée de l'extrême droite, qui assimile la menace, bien réelle, de l'islamisme radical avec celle, imaginaire, que feraient planer sur les sociétés occidentales les combats mobilisant les croyants musulmans. Reformuler le conflit colonial israélo-palestinien en une défense de la démocratie contre le terrorisme du Hamas est par conséquent devenu un jeu d'enfants. Au risque que le code pénal permette l'interdiction de scander « Israël assassin », y compris quand l'armée de ce pays se rend coupable de crimes contre l'humanité.

Avant même la guerre en Ukraine et à Gaza, l'élection inattendue de M. Donald Trump en 2016 avait encouragé une partie des élites politiques occidentales à assimiler ses adversaires à des ennemis de l'intérieur ou à des agents à la solde de Moscou, comme au temps du maccarthysme. Après que M. Trump fut soupçonné (à tort) d'avoir été élu grâce au concours du président russe, le pli fut pris : les « gilets jaunes » en 2018, les opposants au vaccin en 2021, M. Jean-Luc Mélenchon en 2022, les manifestants contre la réforme des retraites en 2023, les agriculteurs en colère l'année suivante, et même la psychose des punaises de lit, tout fut imputé à des manigances de Moscou. Lors d'un débat parlementaire sur l'Ukraine le 27 février dernier, le premier ministre Gabriel Attal est allé jusqu'à lancer : « Il y a lieu de se demander si les troupes de Vladimir Poutine ne sont pas déjà dans notre pays. Je parle de vous et de vos troupes,

M^{me} Le Pen. » Au même moment, mais cette fois aux États-Unis, l'ex-présidente démocrate de la Chambre des représentants Nancy Pelosi prétendait qu'une partie des étudiants mobilisés en faveur de la Palestine étaient « liés à la Russie » et réclamait que le Federal Bureau of Investigation (FBI) enquête sur le sujet.

L'existence éventuelle d'une « cinquième colonne » américaine ou d'agents français de Tel-Aviv ne semble en revanche pas indisposer les responsables politiques occidentaux. Le député français Meyer Habib (apparenté au groupe Les Républicains), qui a envisagé d'être ministre de M. Benjamin Netanyahu, se comporte en influenceur souvent grossier au service de l'armée israélienne. Depuis le 7 octobre, nombre de mairies comme celles d'Aix-en-Provence et de Nice ont arboré le drapeau israélien sans jamais consentir la même attention aux civils palestiniens. En 1969, après qu'il eut décidé de placer sous embargo des livraisons d'armes françaises à Tel-Aviv, le président Charles de Gaulle, réagissait ainsi aux imprécisions de la presse : « Il est remarquable, et il a été remarqué, que les influences israéliennes se font sentir d'une certaine façon dans les milieux proches de l'information (5). » C'est toujours aussi remarquable, mais beaucoup moins remarquable.

Le périmètre des libertés publiques se rétracte quand le refus de la censure ne mobilise plus que ceux qu'on veut faire taire. Aux États-Unis, le combat légitime contre le racisme, le sexisme, l'homophobie s'est accompagné, notamment dans les universités, du désir d'imposer une orthodoxie progressiste destinée à créer un espace de socialisation et d'instruction affranchi de toute discrimination.

Mais les six pages de critères de « diversité, équité et inclusion » imposés aux enseignants californiens – « admettre que les identités sociales et culturelles sont diverses, fluides et intersectionnelles », « analyser ses propres biais et s'employer à corriger les torts qu'ils ont causés » – évoquent moins la liberté que les serments de loyauté patriotique de la guerre froide (6). La droite a d'abord jugé cette nouvelle règle du jeu intolérante, « wokiste », etc., puis elle a surenchéri en exigeant que les universités interdisent tout soutien à la cause palestinienne, susceptible d'offenser des étudiants juifs.

Pourquoi les élites cultivées, libérales et ouvertes qui dirigent les démocraties

empruntent-elles à ce point aux méthodes des potentats qu'elles exécutent ? D'abord en raison du discrédit des gouvernants. « Des institutions confiantes et sûres d'elles-mêmes consentent davantage de libertés à la population quand elles savent qu'on leur fait confiance et qu'elles n'ont rien à redouter », observe l'avocat et journaliste Glenn Greenwald. En revanche, quand ces mêmes institutions perdent leur crédit, elles deviennent plus autoritaires et plus répressives parce qu'elles ont peur (7). » Et alors elles disqualifient ou censurent les informations et opinions dissonnantes en leur apposant un label infamant – *fake news*, extrémisme, discours de haine, incitation à la violence, apologie du terrorisme.

Le précédent du confinement

LE gouvernement américain a ainsi contraint Facebook et Twitter à suspendre des comptes d'utilisateurs perçus comme hostiles aux politiques gouvernementales, y compris lorsque le contenu des messages était exact ou relevait d'un débat légitime (8). Cette sous-traitance de la censure à des oligopoles privés a prospéré lors de la pandémie de Covid-19. Discuter en ligne l'origine du virus était de facto interdit sur les plates-formes. En octobre 2020, quelques jours avant l'élection présidentielle, la plupart des grands médias et des réseaux sociaux ont, de leur propre fait, empêché la diffusion de documents compromettants retrouvés sur un ordinateur personnel abandonné par M. Hunter Biden et publiés par le tabloïd conservateur *New York Post*. S'appuyant sur une déclaration de 51 anciens responsables du renseignement qui décelaient dans ce scoop une « opération de désinformation russe », les dirigeants éditoriaux hostiles à M. Trump ont censuré ce qui se révélait une information exacte... une fois le père de M. Hunter Biden élu président.

La censure progressiste se croit vertueuse. Appuyée sur une base sociale bourgeoise et cultivée, elle entend préserver le pays des secousses populistes qu'un électoral populaire moins instruit qu'elle pourrait favoriser. Elle associe volontiers les opinions qu'elle réprouve à un manque d'information, d'intelligence, de mesure, de nuance. Et place sa pédagogie, souvent directive, sous le signe des Lumières. Une telle rationalisation de l'autoritarisme se généralise quand la gauche s'apparente à un amphithéâtre d'experts plutôt qu'à un front populaire.

Mais la passion d'interdire profite également de l'absence de résistance qu'elle rencontre. Confinement, couvre-feu, autoattestation de sortie de chez soi, obligation de porter un masque, y compris seul face à la mer, passe sanitaire : nul contre-pouvoir politique, judiciaire, médiatique ne s'est dressé contre l'avalanche de mesures d'exception prises lors de la pandémie. En laissant ainsi libre cours à une fureur répressive qu'elle jugeait cette fois justifiée, la gauche diplômée, y compris libertaire, a offert un précédent inespéré à ses adversaires. À la journaliste Ruth Elkrief qui estimait « impossible » d'interdire le port du voile dans la rue, M. Éric Zemmour a objecté : « Je ne suis pas d'accord. On a enfermé soixante millions de Français pendant six mois. Ceux qui sortaient étaient surveillés par la police pendant le confinement du Covid. C'était impossible, ça ? Vous allez me dire qu'on

ne peut pas empêcher quelques milliers de femmes qui sont voilées ? Si, on peut leur interdire (9). »

Est-il « impossible » de résister à cette soif d'interdits, à l'illusion que la censure fera disparaître des contenus répressibles, mensongers, infâmes ? Peu se souviennent que, le 29 décembre 1978, *Le Monde* publiait, « avec son titre et ses notes », un texte de Robert Faurisson niant l'existence des chambres à gaz. Le journal estimait, bien sûr, la thèse défendue par cet auteur « aberrante ». Toutefois, « pour plusieurs de nos lecteurs, il était indispensable de juger sur pièces ». Un historien corrigea dans la même édition du *Monde* les « affirmations fallacieuses des apologistes du nazisme ». Le quotidien prêtait donc à ses lecteurs la faculté de juger. En 2005, un refus identique de la censure, ici les lois mémorielles relatives au génocide des Juifs, à celui des Arméniens et à l'esclavage, réunissait six cents signataires aussi divers que Pierre Vidal-Naquet, Mona Ozouf, Pierre Nora ou Marc Ferro. Tous réclamaient l'« abrogation de ces dispositions législatives indignes d'un régime démocratique » qui prétendaient dicter à l'historien, « sous peine de sanctions, ce qu'il doit chercher et ce qu'il doit trouver, et [qu'] lui ont posé des limites (10). »

« Il y a une limite qui est que nous ne pouvons pas laisser s'ébattre librement des idées intolérantes », sembla leur répondre récemment Edwy Plenel, hanté par la montée des extrêmes. « Pour se protéger », expliquait-il, « une démocratie ne peut pas accepter une liberté d'opinion infinie pour des opinions antidémocratiques (11). » Qui fixe les balises de ce discours démocratique ? La protection suggérée par Plenel implique-t-elle d'appliquer à toute la société la charte éditoriale de Mediapart ? Mais mieux vaut parfois être choqué que vivre sous tutelle.

En mars 2021, après avoir pourfendu M. Trump – « un raciste, un sexiste, un homophobe, un xénophobe, un menteur pathologique, un autoritaire », – le sénateur Bernie Sanders a cependant ajouté : « Je ne trouve pas normal que l'ancien président des États-Unis ne puisse plus s'exprimer sur Twitter. Quelqu'un de très différent pourrait être banni demain. »

Demain, nous y sommes.

(1) Entretien paru le 10 janvier 2015, www.lesinrocks.com

(2) Lire Sonia Combe, « Peut-on critiquer Israël en Allemagne ? », et Pierre Rimbert, « À Berlin, la politique du pire au nom du bien », *Le Monde diplomatique*, avril et décembre 2023.

(3) Cité par *The Nation*, New York, 3 mai 2024.

(4) Lire Raphaël Kempf, « La loi des suspects », *Le Monde diplomatique*, juillet 2017.

(5) Cité par Alain Gresh, *Palestine, un peuple qui ne veut pas mourir*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2024.

(6) Cf. « Diversity, equity and inclusion competencies and criteria recommendations », https://go.boarddocs.com

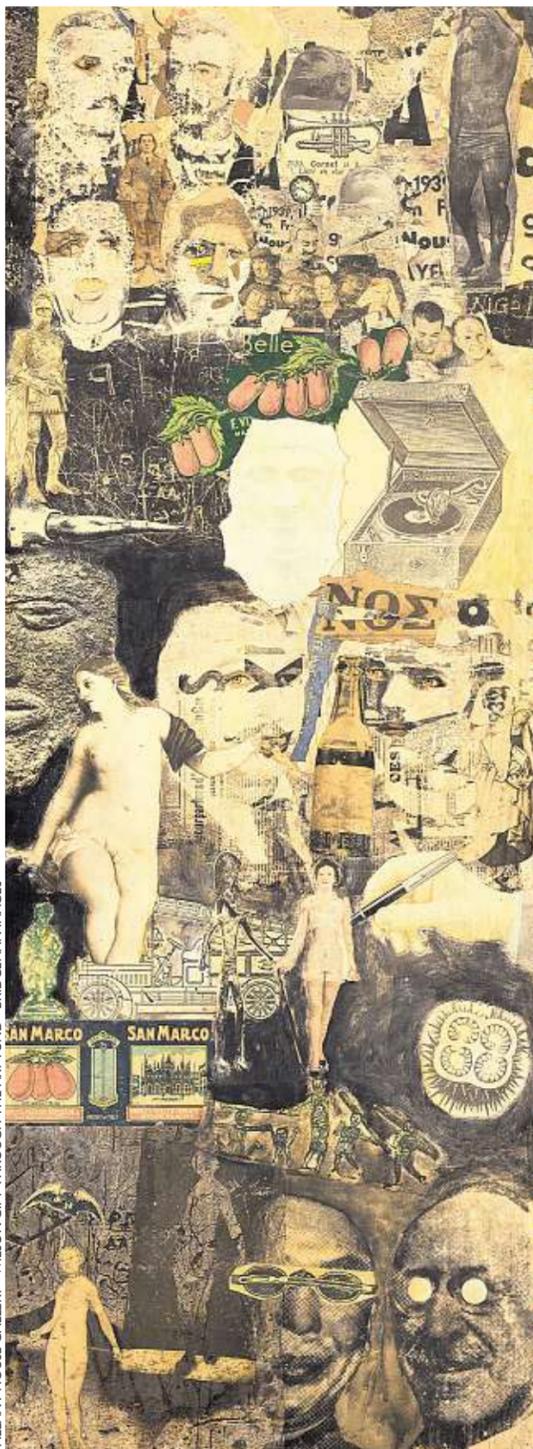
(7) Tim Hains, « Glenn Greenwald and Russell Brand : They are trying to silence dissent », www.realclearpolitics.com, 26 mars 2023.

(8) Cf. les articles de Matt Taibbi sur https://twitterfiles.substack.com ainsi que Philip Hamburger et Jenin Younes, « The Biden administration's assault on free speech », *The Wall Street Journal*, New York, 28 juillet 2023.

(9) LCI, 30 septembre 2022.

(10) « Liberté pour l'histoire », *Libération*, Paris, 13 décembre 2005.

(11) BFM TV, 3 mai 2023.



NIGEL HENDERSON. – « Écran », 1960

De la mer partagée

Cimetière marin pour les migrants, lac pour cohortes de touristes en quête de repos balnéaire, « Mare nostrum » concentre un nombre croissant de tensions. Les flottes militaires des pays riverains et des grandes puissances s'y croisent et se défient, tandis que chaque capitale entend découper les zones maritimes à son avantage au risque de provoquer un affrontement avec ses voisins.

PAR PHILIPPE LEYMARIE *

UN vieux carrefour où se sont « entassées des civilisations les unes sur les autres », selon la formule de l'historien Fernand Braudel (1), telle est la Méditerranée : un condensé de passions entre riverains du nord et du sud, Israéliens et Palestiniens, chiïtes et sunnites, Arabes et Africains ; un bassin fermé entouré d'une vingtaine d'États ; 8 % de l'espace maritime global par où transitent un quart du commerce mondial et deux tiers des flux d'énergie à destination des pays européens. C'est une mer parcourue de tubes et de câbles sous-marins, corridor entre l'Atlantique (par le détroit de Gibraltar), l'océan Indien ou le Pacifique (par le canal de Suez et la mer Rouge), et la mer Noire (par le détroit du Bosphore). Enjeu de pouvoir, théâtre d'un jeu de puissances, foyer de crises multiples qui s'enflamment désormais sur fond d'une « multipolarité chaotique sans précédent », analyse Jean-Michel Martinet. Le chercheur associé à la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES) y voit « à la fois un pont et un tampon entre deux mondes : les pays de la rive nord – riches, postmodernes, à la population vieillissante – et les pays de la rive sud, confrontés à des difficultés économiques, démographiques, sociales et politiques » (2).

« D'espace partagé, la Méditerranée est devenue un espace contesté », relevait le rapport d'information établi juste avant l'invasion de l'Ukraine par les députés français Jean-Jacques Ferrara et Philippe Michel-Kleisbauer, lesquels dénombrèrent plusieurs sources de tensions (3) : stratégies et rivalités de puissance (Russie, Occident, Chine), logiques de « déni d'accès » (Russie, Syrie, Turquie) (4), remise en cause du statu quo de conflits « gelés » (Chypre, Sahara occidental), répliques sans fin de la guerre civile libyenne dans les pays du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger). Depuis, les cartes ont été rebattues : le conflit russo-ukrainien fait rage à l'est de l'Europe et au bord de la mer Noire, qui a la Méditerranée pour unique débouché ; la cinquième guerre de Gaza ; une Arménie amputée à bas bruit ; une insécurité alimentaire et énergétique exacerbée. « Des strates qui s'empilent, des boucles qui rétrécissent, une accélération et même une hystérisation des conflits », analysait M. Xavier Pasco, directeur de la FMES, lors des Rencontres stratégiques de la Méditerranée (RSMed), en novembre dernier, à Toulon.

Coups de peinture sur les coques grises

LA tendance à une remise en cause des frontières maritimes inquiète surtout les pays de la rive nord, détenteurs de marines habituées à disposer librement de la « haute mer », qui entretiennent depuis plusieurs siècles un rapport d'usage avec les océans, mais dont le terrain de jeu se rétrécit. La convention des Nations unies sur le droit de la mer adoptée à Montego Bay (CNUDM), entrée en vigueur en 1994, consacrait l'instauration de zones d'exclusivité économique (ZEE) larges de 200 milles marins (370 kilomètres) – une concession aux États côtiers, notamment les pays du Sud, qui espéraient pouvoir bénéficier des ressources de ces eaux (5). Elle garantissait en revanche la libre circulation maritime sur ces espaces, y compris pour les bâtiments de guerre, même dans les eaux territoriales (12 milles marins), sous réserve d'un « passage inoffensif ».

Cet équilibre se trouve de plus en plus remis en cause. Certains riverains

La guerre en Ukraine marque « aussi une rupture méditerranéenne », note l'amiral Pascal Ausseur. M. Pasco pointe le grand ressentiment, parfois la détestation, dont fait l'objet l'Europe. Une part croissante des populations africaines et proche-orientales assimile les nations du Vieux Continent « à des fauteurs de guerre, appliquant un « deux poids, deux mesures » sur les réfugiés, et responsables de la famine qui couve ». « La guerre informationnelle fait rage, et nous sommes en train de la perdre », estime-t-il, tout en recommandant de « contrer les narratifs délétères russes, chinois ou turcs ». Une démarche qui serait évidemment plus facile à mettre en œuvre si l'usage désinhibé de la force et les transgressions du droit international n'avaient pas marqué l'action des Américains en ex-Yougoslavie, en Irak, en Afghanistan, etc., des Chinois en mer de Chine, des Russes en Géorgie et déjà en Ukraine, des Français et des Britanniques en Libye, des Azerbaïdjanais dans le Caucase, ou des Turcs en Méditerranée orientale...

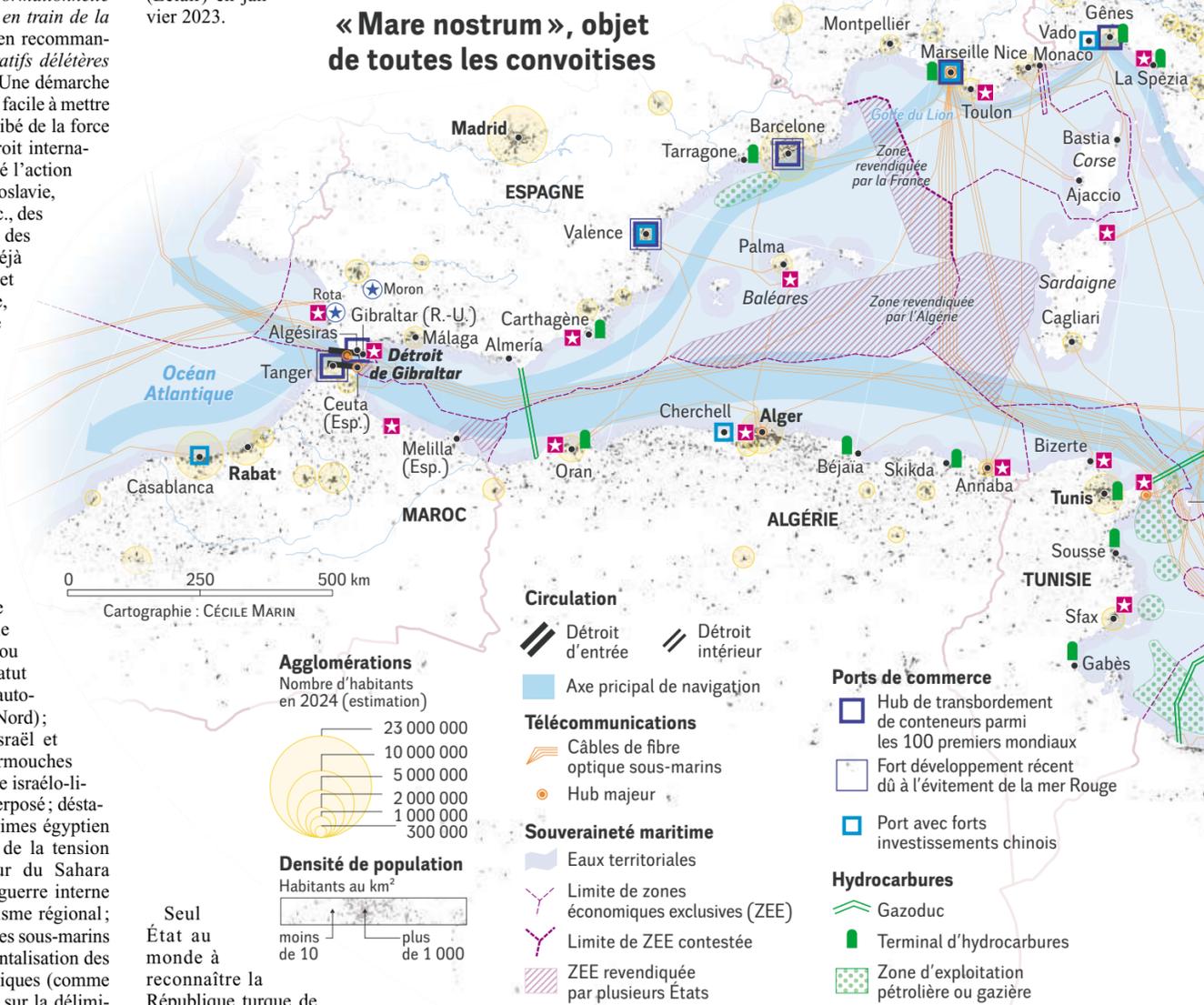
Outre les retombées en mer Noire de l'invasion russe en Ukraine et les conséquences en mer Rouge de la guerre de Gaza, les risques se multiplient dans cet espace méditerranéen très exigu : nouvelle confrontation entre Grèce et Turquie (actions sur les îlots, saisie de navires de prospection ou d'exploitation gazière, statut de la République turque – auto-proclamée – de Chypre du Nord) ; incidents répétés entre Israël et l'Iran (raids aériens, escarmouches à terre ou en mer) ; escalade israélo-libanaise, par Hezbollah interposé ; déstabilisation possible des régimes égyptien ou tunisien ; aggravation de la tension maroco-algérienne autour du Sahara occidental ; reprise de la guerre interne en Libye, foyer du djihadisme régional ; attaque ou sabotage de câbles sous-marins ou de pipe-lines ; instrumentalisation des migrations à des fins politiques (comme en Turquie) ; contestations sur la délimitation des eaux...

de tensions historiques, de velléités de domination régionale et d'intérêts économiques rend la question des délimitations maritimes encore plus sensible, au point que M. Jean-François Pelliard, consultant pour la FMES, évoque une « territorialisation rampante ». Au nom d'une doctrine de la « Patrie bleue », proclamée en 2019, la Turquie – qui n'a pas ratifié la convention de Montego Bay – revendique un espace maritime exclusif de 462 000 kilomètres carrés, invoquant le traité de Lausanne de 1923, selon lequel la mer Égée doit rester ouverte à ses deux riverains. Ankara entre ainsi en contradiction avec les droits revendiqués par la Grèce et par Chypre, signataires du traité sur le droit de la mer. Des campagnes de prospection gazière, menées sous la protection de navires de guerre turcs, ont donné lieu à des incidents. Alors que le président Recep Tayyip Erdoğan menace régulièrement d'envahir les îles grecques les plus proches de ses côtes, où stationnent des soldats d'Athènes, la Grèce déploie des moyens militaires lors de manœuvres comme « Lightning » (Éclair) en janvier 2023.

qui rend encore plus dangereuse cette route déjà identifiée comme l'une des plus meurtrières au monde (2 800 noyés en 2023). L'Union européenne tente de limiter ces flux de diverses manières. En 2016, elle avait conclu avec Ankara un accord qui confiait à la Turquie l'entretien et le maintien sur son territoire de 3 à 4 millions de réfugiés majoritairement syriens, moyennant une enveloppe de 6 milliards d'euros ; mais, en 2020, le gouvernement turc avait ouvert le passage vers la Grèce à une vingtaine de milliers d'entre eux, pour faire pression sur Bruxelles (9). Au sud, l'Europe soutient le corps des garde-côtes libyens, et s'emploie à relancer une mission de lutte contre le trafic d'êtres humains alors que la junte au pouvoir au Niger vient d'abroger une loi qui criminalisait le trafic des migrants, parce que « votée en 2015 sous l'influence de puissances étrangères » (10). Le président tunisien Kais Saïed affirme de son côté que son pays « ne peut pas être le garde-frontière de l'Europe ».

« cela se dégrade très vite », estime l'amiral Nicolas Vaujour, chef d'état-major de la marine française, qui pointe un déploiement inégal de moyens maritimes en Méditerranée. D'où un durcissement de la préparation des forces, laquelle inclut des missions plus larges, au plus près des crises, au contact quasi quotidien par exemple avec des unités russes, « tout en veillant à éviter la méprise et le dérangement » ; et la multiplication d'exercices pour renforcer l'interopérabilité entre marines alliées – « jusqu'à être interchangeables », l'encourage le chef d'état-major de la marine italienne, également occupé à durcir ses unités.

Sur le pourtour méditerranéen, on observe un réarmement naval quasi général. Entre 2008 et l'horizon 2030, selon les plans annoncés, l'augmentation du



Coups de peinture sur les coques grises à Toulon : en ces temps de possibles affrontements de « haute intensité », la marine nationale française a entrepris de masquer les signes distinctifs de ses principaux bâtiments pour rendre leur identification plus difficile lorsqu'ils patrouillent en Méditerranée. « L'incertitude sur l'identité des navires peut apporter un avantage tactique », a indiqué l'état-major (11). Les militaires occidentaux disent vivre un moment de bascule : « Il y a une accélération du désordre, l'ordre mondial est contourné : il faut être prêt si

tonnage de la marine de guerre serait de 160 % en Israël, 170 % en Égypte, 120 % en Algérie, 52 % au Maroc, 33 % en Turquie. La formation de flottes de guerre marque le prestige et l'influence, en plus de fournir un instrument de préservation des intérêts ou un outil de contrainte, au moment où, en mer Noire comme en mer Rouge, le combat naval redevient actuel (12). « On militarise pour affirmer sa souveraineté », relève Nicolas Mazzucchi, du Centre d'études stratégiques

(1) Fernand Braudel (sous la dir. de), *La Méditerranée. L'espace et les hommes*, Arts et métiers graphiques, Paris, 1977.
 (2) « La Méditerranée, un espace crisogène ? », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, Paris, 19 septembre 2022.
 (3) Assemblée nationale, « Les enjeux de défense en Méditerranée », rapport n° 5052, 17 février 2022.
 (4) Le « déni d'accès » revient à décourager l'entrée dans une zone grâce à des moyens de dissuasion qui rendent dangereuse une approche ou une intrusion.
 (5) Lire Didier Ortolland, « Le droit de la mer tangué mais ne coule pas », *Le Monde diplomatique*, décembre 2022.
 (6) Jean-François Pelliard, « Territorialisation des espaces maritimes », Région Sud/FMES, fmes-france.org, 2022.
 (7) Frédéric Bobin, « En 2023, l'Europe a fait face à un rebond migratoire venu du Sud », *Le Monde*, 9 janvier 2024.
 (8) Nejma Brahimi, « L'Italie intensifie les entraves aux sauvetages en Méditerranée », *Mediapart*, 15 mars 2024.
 (9) Élixa Perriguer, « Sur la frontière gréco-turque, à l'épicentre des tensions », *Le Monde diplomatique*, janvier 2021.
 (10) *La Croix*, Paris, 18 janvier 2024.
 (11) Laurent Lagneau, « Droit de la mer : contrairement à la Marine nationale, la Royal Navy exclut d'anonymiser ses navires », *Zone militaire-opex360.com*, 5 décembre 2023.
 (12) « Le réarmement naval militaire dans le monde », *Études marines*, hors-série, Centre d'études stratégiques de la Marine (CESM), Paris, janvier 2023.

DANS LE BASSIN MÉDITERRANÉEN

à la mer morcelée

de la Marine (CESM). Ainsi les pays du Maghreb s'équipent-ils en unités de premier rang, comme des frégates. Partenaire stratégique de la Russie, l'Algérie a pu armer sa flotte de sous-marins de missiles de croisière Kalibr à longue portée; elle se fournit également en Chine. Son budget défense – 6,5% du produit intérieur brut (PIB) – reste le premier de l'État et adresse avant tout un message au voisin marocain.

Aéronefs, radars, batteries et boucliers antimissiles, bâtiments de surface, sous-marins, drones : l'encombrement de moyens militaires aériens et navals en Méditerranée fait craindre des « bavures ». Nul n'est à l'abri d'un mauvais calcul, interprétation non conforme, provocation pouvant déboucher sur une escalade mal maîtrisée, même si ces incidents se règlent en général de manière « professionnelle ». Les mesures de déni ou d'interdiction

étés antimissiles. Et toujours un œil sur leur protégé (Israël), un autre sur leur principal adversaire régional (l'Iran), ainsi que sur les routes maritimes suivies par les porte-conteneurs géants jusqu'en Europe, via Suez et la Méditerranée.

L'engagement de Washington en faveur de la cause ukrainienne et contre la Russie a également renforcé l'intérêt stratégique d'une Méditerranée orientale dominée ces dernières années par la Turquie, la Russie et leurs alliés. Dans la foulée, l'exécutif américain assume à nouveau son leadership à la tête d'une Alliance atlantique revigorée, qui dispose de points d'appui méditerranéens : le quartier général de ses forces navales se trouve à Naples, dans le sud de l'Italie; les frégates antimissiles Aegis américaines font relâche à Rota, en Espagne; les avions-radars Awacs sous couleurs américaines ou directement siglés « OTAN » opèrent depuis la Sicile ou la Grèce jusqu'aux parages

intérieur russe (13); mais l'invasion de l'Ukraine, en février 2022, a rebattu les cartes. La flotte russe de la mer Noire a perdu en deux ans une vingtaine de ses unités et ses mouvements se trouvent entravés du fait de ces combats : la convention de Montreux, en vigueur depuis 1936, interdit le passage des détroits turcs (Bosphore, Dardanelles) aux navires militaires impliqués dans un conflit régional. Moscou a dû puiser dans les flottes de la Baltique et du Pacifique pour renforcer ses forces en Méditerranée orientale et peine à

tiocidalisme, et en refusant d'appliquer les sanctions internationales contre Moscou, Ankara se sent les mains d'autant plus libres que les États-Unis, l'Europe et même la Russie ont besoin d'elle. Sa place au sein de l'Alliance atlantique a été consolidée par son nouveau statut de médiateur conquis lors de la conclusion en juillet 2022 d'un accord russo-ukrainien sur l'exportation de céréales ukrainiennes par voie maritime. Impliqué militairement dans plusieurs conflits régionaux, comme en Libye, le pays a pu se procurer auprès de la Russie – en dépit de l'opposition américaine – des batteries de défenses anti-é-

stratégique» mondial, privilège ses accès commerciaux. Et pour cause, plus des deux tiers de ses ventes en Europe transitent par le canal de Suez. Dans le cadre de ses nouvelles routes de la soie, elle dispose déjà sur le pourtour méditerranéen d'un chapelet d'une dizaine d'infrastructures portuaires interconnectées, notamment grâce aux participations prises par l'armateur public China Ocean Shipping Company (Cosco) : Égypte (Port-Saïd, Damiette), France (Fos-Marseille), Turquie (Ambarli), Grèce (Le Pirée), Italie (Vado Ligure), Espagne (Valence), et bientôt Algérie (El-Hamadia), où la Chine surclasse depuis 2012 la France comme premier partenaire commercial du pays. Au titre des « routes de la soie digitales », Pékin s'illustre également sur le marché important des câbles sous-marins en Méditerranée. Elle a largement investi dans les Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie) dans la perspective de leur adhésion à l'Union européenne. Installée depuis cinq ans à Djibouti, à la sortie de la mer Rouge – sa seule base militaire à l'étranger –, la marine chinoise aurait la capacité de déployer une flotte complète en Méditerranée en cas de besoin, voire d'y aménager des points d'appui militaires. « La question n'est pas "si", mais "quand" », assurait en novembre 2022 l'amiral Hervé Bléjean, directeur général de l'État-major de l'Union européenne.

Dans les décennies à venir, la connaissance du milieu marin et sa cartographie, encore parcellaire, auront largement progressé. L'intelligence artificielle, le maillage satellitaire et l'usage des drones rendront sans doute profitable l'exploitation des ressources minières des grands fonds (15); pour les États européens, l'accès au golfe Arabo-Persique et à ses hydrocarbures aura perdu son caractère vital; la Russie aura réussi à ouvrir ses routes maritimes du nord grâce au réchauffement climatique; la bascule stratégique vers l'Asie aura davantage tourné les États-Unis vers le Pacifique, face à une Chine devenue la première puissance navale du monde; la raréfaction des ressources halieutiques, déjà sensible aujourd'hui, sera source de tensions plus aiguës; des systèmes autonomes de surveillance et de détection, couplés à des armes laser ou des batteries de missiles hypersoniques, assureront la sécurité de larges espaces – et en interdiront l'accès...

Dans des scénarios à court terme (cinq à dix ans), la FMES évoque une reprise de la vieille guerre algéro-marocaine, à la suite d'un incident au Sahara occidental avec des conséquences en cascade : Alger décrète un embargo naval contre son voisin, les Européens appuient Rabat, la relation déjà difficile entre l'Algérie et la France subit une nouvelle dégradation, « l'arme du gaz » est brandie, la marine algérienne active une bulle de déni d'accès grâce à ses batteries de missiles S-400 fournies par Moscou, voire menace de recourir aux missiles de croisière Iskander qui arment ses sous-marins, ce qui conduit à interrompre le trafic aux abords du détroit de Gibraltar...

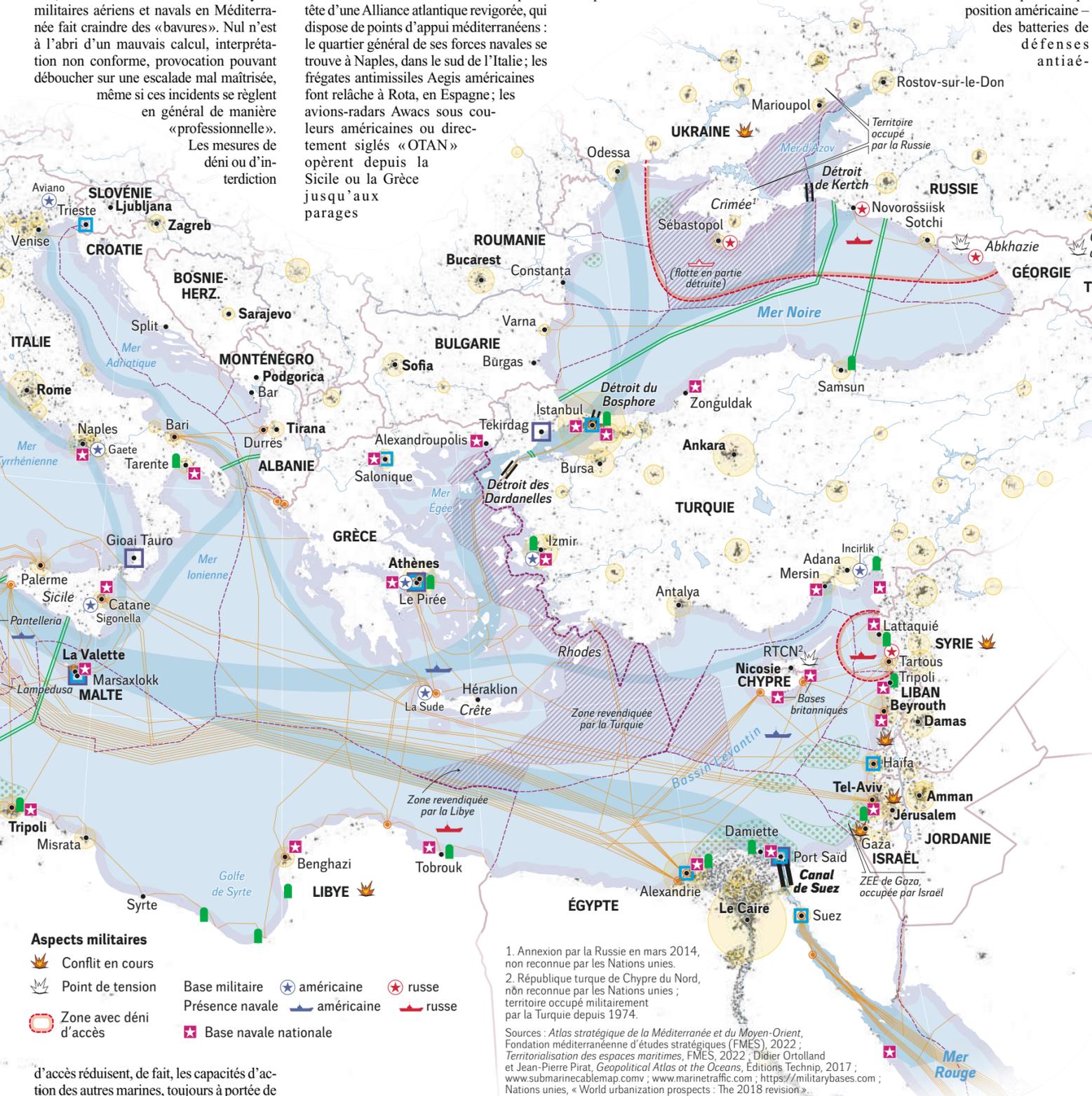
Encore plus incertaines, les perspectives à vingt ans que dresse la FMES évoquent une guerre possible des ressources marines (pêche et exploitation minière des grands fonds); une progressive appropriation totale des ZEE par les États non européens, « illustration de la désoccidentalisation du droit international », avec des restrictions de navigation au sud et à l'est de la Méditerranée, en mer Noire et dans la mer Rouge; ou encore la naissance d'une alliance antioccidentale en Méditerranée orientale, entravant le passage des flottes de guerre vers l'océan Indien et le Pacifique via le canal de Suez, obligeant par exemple la France à contourner l'Afrique et à repenser entièrement son réseau de points d'appui outre-mer...

PHILIPPE LEYMARIE.

(13) Lire Igor Delanoë, « La Russie s'affirme en mer Noire », *Le Monde diplomatique*, janvier 2019.

(14) Pierre Grasser, « Déni d'accès en Méditerranée orientale : l'un des thermomètres des relations OTAN/Russie », *Défense et sécurité internationale*, Paris, 14 novembre 2022.

(15) Lire Didier Ortolland, « Géopolitique des abysses », *Le Monde diplomatique*, décembre 2023.



d'accès réduisent, de fait, les capacités d'action des autres marines, toujours à portée de missiles tirés depuis la mer ou les côtes. Les tirs des forces houthistes du Yémen sur les navires empruntant la mer Rouge montrent que drones et missiles actuels rendent désormais possible de « mener une bataille navale sans marine », comme le relève l'amiral Aussenor.

Ces dernières décennies, les forces américaines avaient plutôt délaissé l'espace méditerranéen. La priorité donnée à l'Indo-Pacifique conduisait à restreindre leurs effectifs en Europe et à minorer le rôle de l'OTAN. Le contre-amiral Jean-Emmanuel Roux de Luze, ancien attaché militaire français, se souvient de la formule qui avait cours à Washington en 2020 : « Les trois priorités du Pentagone sont : la Chine, la Chine, et la Chine. » Les États-Unis, de retour avec leurs porte-avions depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, et plus encore depuis la nouvelle guerre de Gaza, n'en restaient pas moins très présents sur les pourtours de la Méditerranée et du golfe Arabo-Persique, avec un chapelet d'une trentaine de bases militaires, plusieurs flottes, de larges capaci-

tés de l'Ukraine; la composante terre du commandement des forces alliées en Europe (Saceur) est coordonnée depuis Izmir, en Turquie. Même si elle n'est plus le « lac de l'OTAN », comme à l'époque de la guerre froide, la Méditerranée reste « une position idéale pour contrôler la principale zone de friction entre les blocs eurasiatique, moyen-oriental et africain », explique-t-on sur le site de la FMES.

Le premier État à combler l'espace laissé vacant ces dernières années par les États-Unis a été la Russie, traditionnellement attachée à son accès aux « mers chaudes ». Depuis la mer Noire, et à la faveur du conflit en Syrie, elle a pérennisé sa présence dans le secteur oriental de la Méditerranée, avec une Eskadra permanente adossée à la base navale de Tartous, et à la base aérienne de Hmeimim sur la côte syrienne. L'annexion de la Crimée en 2014 avait semblé garantir l'avenir de la base navale russe historique de Sébastopol sur la mer Noire, Moscou s'efforçant de transformer la mer d'Azov en un lac

résoudre ses difficultés d'élongation logistique et de maintien en condition de ses matériels militaires, souvent vieillissants. Elle manque d'un réseau d'installations et de points d'appui proportionnés à ses ambitions géopolitiques. En revanche, depuis leurs bases syriennes, la flotte et l'aviation russes restent capables de limiter sur plusieurs dizaines de kilomètres la liberté de navigation aérienne et navale en Méditerranée orientale dont se prévalaient les grandes armées occidentales (14).

Principal acteur régional, la Turquie occupe des positions fortes dans le domaine maritime, grâce au contrôle de la seule porte d'entrée et de sortie de la mer Noire, mais aussi énergétique – elle forme une plaque tournante gazière vers l'Europe –, géopolitique en tant que seul membre « proche-oriental » de l'OTAN dont elle tient le flanc sud, et, enfin, démographique : deuxième population du bassin méditerranéen, le pays accueille des millions de réfugiés, notamment syriens. Tout en surfant volontiers sur la vague de l'an-

riennes dernier cri S-400; il fabrique les trois quarts des armements dont il a besoin; et les drones TB2 de l'entreprise turque Bayraktar sont exportés dans une quinzaine de pays, dont l'Ukraine. Washington, qui, par mesure de rétorsion, avait rayé la Turquie de la liste des acheteurs potentiels de chasseurs F-35, serait en passe d'assouplir sa position pour remercier le président Erdoğan d'avoir levé son veto à l'adhésion de la Suède à l'OTAN.

Bien que non riverain, l'Iran joue également un rôle de premier plan dans le bassin méditerranéen, grâce à son influence sur les milices chiites en Irak, le Hezbollah au Liban et en Syrie, les houthistes au Yémen, ainsi qu'à son implication dans la problématique régionale kurde. Depuis le 7 octobre 2023, l'escalade militaire entre Tel-Aviv et Téhéran tient la région en haleine.

La « mer partagée » accueille depuis peu un nouvel acteur. La Chine, de plus en plus affirmée dans son statut de « compétiteur

Comment la Russie surmonte les sanctions

En lui imposant des mesures coercitives d'une ampleur inédite, les pays occidentaux entendaient faire reculer Moscou en Ukraine. C'était sans compter sur la robustesse de l'économie russe, dont les revenus pétroliers ont retrouvé leur niveau d'avant-guerre. La politique de substitution aux importations, le commerce avec des pays émergents et le développement d'un système financier autonome ont fait le reste.

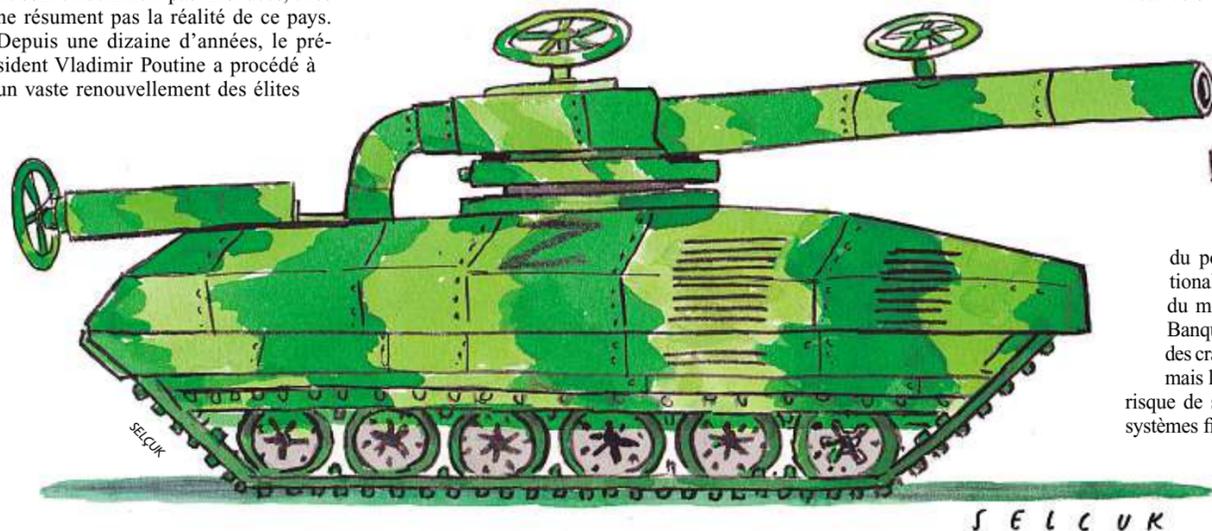
PAR DAVID TEURTRIE *

« **N**ous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe », déclarait M. Bruno Le Maire début mars 2022. Douze trains de sanctions plus tard, la Russie connaît une croissance économique supérieure à celle de l'Union européenne et des États-Unis pour la deuxième année d'affilée : après 3,6% de hausse du produit intérieur brut (PIB) en 2023, l'économie devrait croître de 3,2% en 2024 d'après le Fonds monétaire international (FMI), qui a revu une nouvelle fois ses prévisions à la hausse. Certes, la militarisation de l'économie tout comme les pénuries de main-d'œuvre ou les difficultés d'accès aux technologies occidentales pourraient avoir un effet négatif à moyen terme. Mais les performances de l'économie russe, reconnues par la grande majorité des analystes et confirmées par les institutions internationales, ont constitué une surprise de taille pour l'Occident. En effet, les propos de M. Le Maire faisaient écho à des prises de position similaires du président américain, M. Joseph Biden, ou de la présidente de la Commission européenne, M^{me} Ursula von der Leyen. Ils reflétaient une opinion consensuelle au sein des élites occidentales selon laquelle l'armée russe, bientôt dépourvue d'armements faute de composants électroniques et privée de financements par manque de pétrodollars, serait défaite en Ukraine. Deux ans plus tard, on en est très loin. Dans ces conditions, comment interpréter l'énorme décalage entre les résultats pour le moins décevants de la politique de sanctions et les attentes initiales ?

La première erreur est d'avoir traité l'économie russe en quantité négligeable. Pour résumer ce sentiment, M. Clément Beaune, alors secrétaire d'État en charge des affaires européennes, déclarait en février 2022 : « *La Russie, c'est le PIB de l'Espagne.* » L'affirmation est à la fois approximative et réductrice. Selon la Banque mondiale, le PIB nominal de ce pays se situait au huitième rang en 2022 (quinzième place pour l'Espagne) tandis que, calculée en parité de pouvoir d'achat (PIB PPA), l'économie russe se hissait au cinquième rang mondial, juste devant l'Allemagne. En outre, la taille d'une économie ne reflète qu'imparfaitement la puissance d'un pays. Malgré des faiblesses par ailleurs incontestables comme sa dépendance à la rente pétrolière et gazière, Moscou occupe une place de premier plan dans de nombreux secteurs stratégiques : l'un des trois principaux pays producteurs et exportateurs d'hydro-

carbures, de métaux non ferreux et de céréales, la Russie est aussi le premier exportateur de centrales nucléaires et l'une des trois principales puissances spatiales. En 2023, elle a effectué dix-neuf lancements spatiaux, contre seulement trois pour l'Europe dans son ensemble. Sa production d'électricité, un indicateur avancé couramment utilisé pour mesurer la puissance industrielle, la place au quatrième rang mondial, derrière la Chine, les États-Unis et l'Inde. Une fois ces quelques données en tête, on est moins étonné de constater que la Russie produit actuellement plus d'obus que l'ensemble des pays occidentaux réunis.

Les élites russes sont largement perçues comme incompetentes du fait d'un système politique fondé sur la corruption et le népotisme. Si ces dimensions ne sont évidemment pas infondées, elles ne résument pas la réalité de ce pays. Depuis une dizaine d'années, le président Vladimir Poutine a procédé à un vaste renouvellement des élites



politiques et administratives tant au niveau des exécutifs des régions qu'au sein du gouvernement fédéral. Il s'agit de technocrates ayant fait leurs preuves dans le secteur privé ou dans leurs administrations d'origine. Cette politique a été mise en œuvre par M. Sergueï Kirienko : issu du camp libéral, il a transformé Rosatom en géant mondial du nucléaire avant de devenir chef adjoint de la puissante administration présidentielle en 2016. Dans un article publié dans *Foreign Affairs*, Alexandra Prokopenko, chercheuse à la Fondation Carnegie, par ailleurs très critique sur la situation en Russie, affirme que « *l'économie russe est dirigée par des technocrates compétents et [que] Poutine écoute leur opinion* (1) ».

2022, le secteur bancaire a dégagé des bénéfices record à hauteur de 33 milliards d'euros en 2023. Et malgré le gel de 300 milliards de dollars de réserves financières par les Occidentaux, la Banque centrale contrôle toujours l'équivalent de 300 milliards de dollars (en or et en yuan), ce qui correspond aux réserves totales de la Bundesbank.

Face aux sanctions économiques massives, les autorités russes ont su mettre en œuvre une gestion de crise caractérisée, d'une part, par un contrôle partiel des flux de capitaux afin de soutenir le cours du rouble ; d'autre part, par la libéralisation partielle du commerce extérieur afin de relancer les échanges ainsi que la légalisation des « importations parallèles » de technologies occidentales. Ces mesures se sont accompagnées d'une vaste réorientation des flux logistiques vers les « pays amis ». Dans le domaine des exportations pétrolières, dont les revenus sont cruciaux pour l'économie et le budget fédéral, les autorités sont parvenues à minimiser l'impact des sanctions. L'embargo sur le pétrole russe et le plafond à 60 dollars le baril étaient censés porter un coup majeur aux revenus de l'État. Mais si elles ont eu un impact réel dans un premier temps, ces sanctions n'ont pas empêché dès septembre 2023 le cours du pétrole russe de dépasser largement le plafond occidental puisqu'il s'établissait à plus de 80 dollars le baril. Début décembre 2023, l'agence Bloomberg constatait qu'avec 11 milliards de dollars par mois les revenus pétroliers de Moscou étaient revenus à leur niveau

d'avant-guerre (2). Pour obtenir ce résultat, Moscou a acquis une flotte de tankers d'occasion, a réorienté ses exportations vers les Bric+ (3) et s'est entendu avec l'Arabie saoudite pour réduire l'offre sur le marché mondial.

Au-delà de la sous-estimation de l'économie comme de l'État russe, la politique de sanctions a achoppé sur les propres présupposés libéraux, à savoir que le libre-échange et la dérégulation sont les seuls moyens d'assurer la croissance économique. Dès lors, comment comprendre qu'un pays largement coupé du système financier international et dont le commerce avec l'Ouest fond puisse connaître la croissance ?

D'une part, on assiste en Russie à une forme de keynésisme militaire, le Kremlin ayant procédé à une forte augmentation des dépenses budgétaires afin d'alimenter l'effort de guerre avec deux dimensions principales. Premièrement, la hausse des commandes au complexe militaro-industriel a un effet d'entraînement sur de nombreux secteurs de l'économie. Le recrutement massif et les hausses de salaires dans l'industrie profitent aux ouvriers et aux ingénieurs, deux catégories qui avaient été parmi les grandes perdantes de la tertiarisation de l'économie russe à partir des années 1990. Deuxièmement, les centaines de milliers de soldats engagés en Ukraine bénéficient de salaires, de primes et d'autres avantages qui représentent le triple du salaire moyen. Or les forces armées russes recrutent principalement au sein des couches sociales les plus défavorisées. Cet afflux de liquidités dans des milieux et des territoires vivant

habituellement dans des formes de survie semi-autarcique stimule la consommation des ménages et la construction. Dans un contexte de plein-emploi, les revenus réels ont progressé de 4,8% en 2023, ce qui a permis la baisse du taux de pauvreté à l'un des niveaux les plus faibles observés depuis la chute de l'URSS.

D'autre part, les sanctions agissent comme une forme de protectionnisme imposé de l'extérieur tandis que le retrait de nombreux acteurs occidentaux a créé de nouvelles opportunités pour les acteurs économiques locaux. De plus, la Russie ayant une balance des paiements structurellement excédentaire, l'enjeu pour Moscou est moins d'attirer les capitaux étrangers que de limiter la sortie de ceux générés notamment par l'exportation de matières premières. Or les sanctions économiques, qui coupent en grande partie la Russie du secteur financier occidental et qui font craindre aux oligarques russes pour leurs actifs

à l'étranger, ont plutôt tendance à freiner la fuite des capitaux, qui sont le plus souvent réinvestis dans le pays, ce qui contribue à son dynamisme. Cette nouvelle donne peut expliquer que le nombre de milliardaires en Russie ait fortement augmenté depuis deux ans et que leur fortune ait plus que doublé, passant de 217 à 537 milliards de dollars (4). Parmi les nouveaux venus, ni magnats du pétrole ni marchands d'armes, mais des chefs d'entreprise dans l'agroalimentaire, la distribution, l'immobilier ou les transports, ce qui confirme que la croissance est loin de se limiter au seul complexe militaro-industriel : expansion de 8% du secteur de la construction tiré par des aides à l'accession à la propriété pour les familles, hausse de 10% du transport aérien et de 9% du secteur hôtelier grâce au développement du tourisme intérieur, redémarrage de l'industrie automobile (plus 19%), qui surmonte progressivement le choc créé par les sanctions et le retrait des constructeurs occidentaux en 2022.

Au-delà des bras de fer

Avec des dépenses militaires qui s'élèvent officiellement à 7% du PIB, la Russie produit certes un effort important, mais on est loin d'une économie de guerre. La faiblesse du déficit budgétaire à environ 2% du PIB est là pour en témoigner, et ceci alors que la dette publique (17% du PIB) est l'une des plus faibles au monde... Considérant que la politique économique du gouvernement a permis

autant dû à des facteurs internes à la Russie qu'au refus de la grande majorité des pays de sanctionner Moscou. Malgré ce rapport de forces défavorable, les Occidentaux semblaient compter sur la centralité de leurs économies pour imposer leurs vues. Mais, là encore, ils n'ont pas suffisamment pris la mesure de la montée en puissance économique de l'Asie. Moscou est donc parvenu à réorienter son commerce extérieur vers le monde émergent, avant tout vers la Chine, mais aussi vers le Brésil et surtout l'Inde : les exportations russes vers le marché indien ont ainsi été multipliées par cinq en deux ans. Or plus les sanctions s'accumulent, plus les Occidentaux prennent des mesures problématiques du point de vue du droit international, plus ils indisposent le reste du monde. Le gel des avoirs de la Banque centrale russe a déjà suscité des craintes parmi les pays émergents, mais leur confiscation pure et simple risque de saper totalement le crédit des systèmes financiers et juridiques occidentaux. M^{me} Valérie Urbain, alors directrice de la société Euroclear, qui gère la grande majorité des fonds russes gelés, a

ainsi déclaré qu'une confiscation « *aurait un impact très négatif non seulement sur Euroclear, mais aussi sur les marchés financiers en général. Si [les] clients ont le sentiment que le droit n'est plus respecté et que leurs actifs peuvent être confisqués, cela ouvre la boîte de Pandore* (5) ». C'est la raison pour laquelle les Européens, très divisés sur le sujet, ont décidé de s'en tenir à l'utilisation des seuls intérêts générés par les avoirs russes sans toucher à ces derniers pour le moment. De même, l'utilisation du dollar pour imposer des sanctions secondaires est particulièrement mal perçue. Déjà, l'Arabie saoudite ou la Chine ont réduit leurs investissements en bons du Trésor américains, et les pays émergents mettent en place les instruments pour échanger dans leurs devises respectives. En se focalisant sur le bras de fer avec Moscou, les élites occidentales n'ont pas suffisamment pris la mesure des dégâts collatéraux de leur politique à l'échelle mondiale. Si Washington comme les Européens ont sous-estimé les capacités d'adaptation et le potentiel industriel de la Russie, ces « erreurs d'appréciation » consacrent également une forme d'isolement occidental à l'échelle mondiale.

(1) Alexandra Prokopenko, « Putin's unsustainable spending spree », 8 janvier 2024, <https://foreignaffairs.com>

(2) « How Russia punched an \$11 billion hole in the West's oil sanctions », 6 décembre 2023, <https://bloomberg.com>

(3) Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Éthiopie, Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, Thaïlande et Iran.

(4) « The countries with the most billionaires 2024 », 2 avril 2024, <https://forbes.com>

(5) Entretien avec Valérie Urbain « Confisquer les avoirs russes, c'est ouvrir la boîte de Pandore », 7 mai 2024, <https://lecho.be>

Freiner la fuite des capitaux

DEPUIS 2014 et l'annexion de la Crimée, le Kremlin a mis en œuvre une politique de résilience économique pour faire face à la pression occidentale. Les mesures de « substitution aux importations » ont permis au pays d'atteindre l'autosuffisance alimentaire en quelques années. Elles ont aussi été efficaces dans le domaine financier : en 2015, les autorités ont lancé le système national de paiement par cartes (SNPC), qui garantit le fonctionnement de l'ensemble des cartes délivrées par des banques russes sur le territoire national. De même, la Banque centrale russe a créé le système

de messagerie financière russe (SPFS), qui se veut l'équivalent national du système de paiement Swift. Ces dispositifs ont prouvé leur efficacité en mars 2022 lorsque les sanctions ont obligé Visa et Mastercard à « débrancher » l'ensemble des cartes émises en Russie. Le système national a pris immédiatement le relais, permettant aux cartes occidentales délivrées par les banques locales de continuer à fonctionner sans interruption dans le pays. Les dix grandes banques du pays exclues de Swift ont parallèlement poursuivi leurs opérations par l'intermédiaire du SPFS. Ces sanctions massives n'ont donc pas constitué l'« arme nucléaire financière » décrite par M. Le Maire en février 2022 : après avoir absorbé le choc des sanctions en

* Chercheur associé à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), auteur de *Russie. Le retour de la puissance*, Armand Colin, Malakoff, 2021.

L'Imprimerie
79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France

ACPM

IMPRIM'VERT

Origine du papier : Allemagne.
Taux de fibres recyclées : 100 %.

Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées, porteur de l'Ecolabel européen sous le n° F137/001.

Eutrophisation : Pot = 0,007 kg/t de papier

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0524 D 86051
ISSN : 0026-9395
Printed in France

À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, nos numéros de téléphone verts : 0 805 050 147.

LES BONS OFFICES RUSSES BRIDÉS PAR WASHINGTON

La question palestinienne vue de Moscou

En raison de son histoire diplomatique, la Russie figure parmi les rares puissances à entretenir des relations avec l'ensemble des parties du conflit israélo-palestinien, y compris avec le Hamas. Son rôle de médiateur reste cependant restreint dans le contexte de confrontation russo-occidentale en Ukraine et de monopolisation du dossier par les États-Unis.

PAR IRINA ZVIAGELSKAÏA *

L'ATTAQUE du Hamas contre Israël, le 7 octobre, la guerre lancée par l'armée israélienne contre Gaza, combinée à la répression en Cisjordanie, ont replacé la question palestinienne au centre de l'attention internationale. De nombreux observateurs l'avaient crue marginalisée depuis la normalisation des relations entre Tel-Aviv et certains États arabes dans le cadre des accords Abraham signés en 2020. La perspective de ce même processus entre Israël et l'Arabie saoudite semblait confirmer ce jugement.

À Moscou, les spécialistes comme les responsables politiques ne partageaient pas cet avis : traditionnellement, la Russie place la création d'un État palestinien au cœur de la question sécuritaire au Proche-Orient. Aussi, après le 7 octobre, la réaction de Moscou comprenait une égale condamnation de l'attaque du Hamas « à laquelle il n'y a aucune justification » et des « bombardements indiscriminés contre les quartiers résidentiels de Gaza » (1); des appels réitérés à un cessez-le-feu – y compris par le dépôt d'une proposition de résolution au Conseil de sécurité, dès le 13 octobre (rejetée par le veto américain) – et, surtout, une exhortation au règlement politique de la question palestinienne.

Cette position d'équilibre s'explique, notamment, par la crainte d'une contagion dans les républiques musulmanes de la Fédération, comme l'ont montré les événements du 29 octobre 2023, à l'aéroport de Makhatchkala, au Daghestan, lorsqu'un vol en provenance de Tel-Aviv a été accueilli par une foule en colère. Plus fondamentalement, la position russe est le fruit d'une histoire diplomatique dense, marquée par des revirements spectaculaires durant la période soviétique, suivis d'un rééquilibrage « à équidistance » des différents acteurs régionaux dans les décennies suivantes.

L'Union soviétique a joué un rôle majeur, quoique inattendu, dans la création de l'État d'Israël. Officiellement, Moscou défend au sortir de la seconde guerre mondiale l'idée d'un « État palestinien indépendant et démocratique » où coexisteraient Juifs et Arabes. Cependant cette position est provisoire et tactique (2). Moscou fait volte-face en 1947. Le ministre des affaires étrangères soviétique Viatcheslav Molotov, dans un télégramme du 30 septembre 1947 adressé à son adjoint Andreï Vychinski à

« Plus arabe que les Arabes »

À LA même époque, l'Union soviétique développe ses liens avec le mouvement de résistance palestinien que la création de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1964 a doté d'une personnalité propre. Quatre ans plus tard, le leader du Fatah Yasser Arafat est reçu pour la première fois à Moscou, au sein d'une délégation égyptienne. Ces appuis contribuent à son ascension au sommet de l'organisation en 1969, qui intègre, sous sa direction, des groupes qui agissaient jusqu'alors en dehors de son cadre, notamment deux organisations marxistes, idéologiquement proches de Moscou, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP).

En privé, les dirigeants soviétiques ne se privent pas de critiquer les méthodes de lutte armée, notamment les détournements

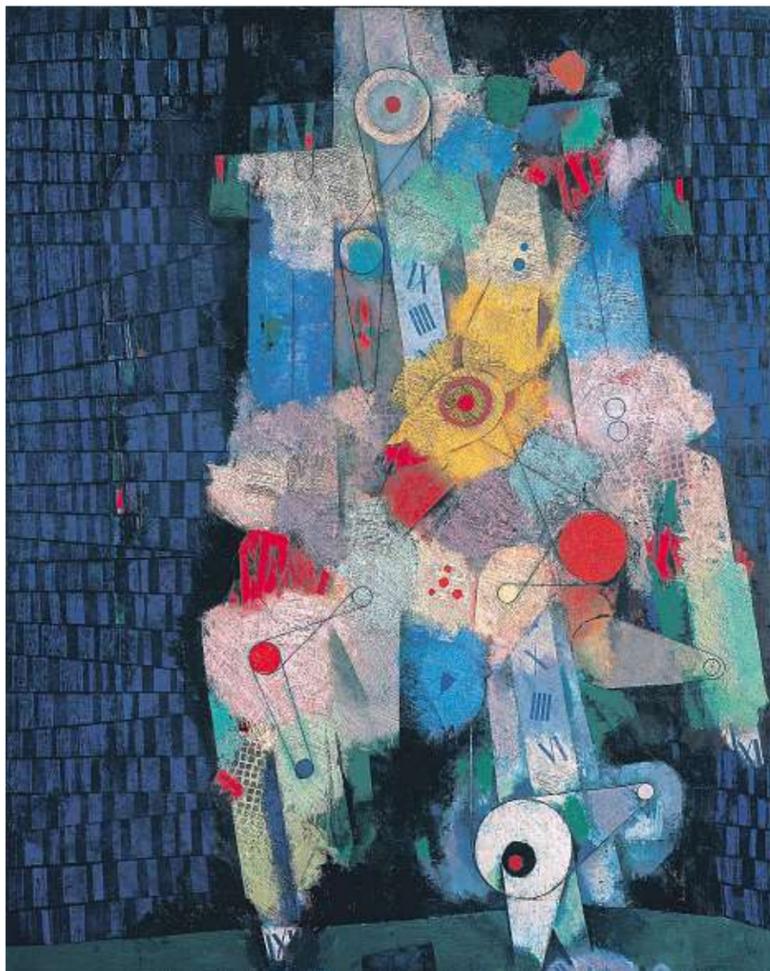
New York, souligne ne pouvoir « prendre sur [soi] l'initiative de la création d'un État juif », mais que cette option – présentée comme un second choix à ne mettre en œuvre qu'en cas d'aggravation des heurts entre les deux communautés – a en réalité les faveurs du Kremlin (3). Au cœur de la position soviétique figure le souhait de faire pression sur la Grande-Bretagne et de hâter le départ des Britanniques, qui ont obtenu en 1922 le mandat de la Société des nations sur la Palestine après la chute de l'Empire ottoman. Le 17 mai 1948, l'URSS devient le premier État à reconnaître de jure Israël créé trois jours plus tôt. Cet appui politique, comme l'approvisionnement en armes (via la Tchécoslovaquie) et l'arrivée de centaines d'officiers juifs de l'armée soviétique, a contribué à la victoire militaire de Tel-Aviv contre les États arabes. Ces derniers sont alors considérés par Moscou comme des alliés de Londres.

Les relations israélo-soviétiques se heurtent rapidement à des divergences idéologiques et géopolitiques profondes. L'orientation de Tel-Aviv vers le bloc occidental tout comme la montée en puissance des mouvements de libération nationale dans les pays arabes conduisent Moscou à se rapprocher des régimes progressistes – l'Égypte, la Syrie et l'Irak en tête. Après leur déroute lors de la guerre de 1967 déclenchée par Israël, en dépit de la fourniture d'armes soviétiques, l'URSS rompt durablement ses relations diplomatiques avec Tel-Aviv.

Cette rupture n'a cependant pas conduit Moscou à adopter une position unilatéralement propalestinienne. La politique du Kremlin maintient une approche globale de la paix au Proche-Orient, plus nuancée que ce que bien des observateurs en retiennent aujourd'hui. Elle n'exclut pas, en outre, une résolution par étapes. Ainsi, dès 1968, le plan soviétique d'application de la résolution 242 (adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies sur les frontières de 1967 à l'issue de la guerre des six jours et qui souligne l'inadmissibilité de l'acquisition des territoires par la force) ne comprend pas seulement le retrait d'Israël des territoires occupés et le retour des réfugiés, il mentionne également l'obligation pour les États arabes de reconnaître Israël, un statut spécial pour Jérusalem, le déploiement d'une force de l'ONU dans le Sinaï. En d'autres termes, Moscou ne se contente pas de relayer les exigences de ses alliés arabes.

d'avions civils occidentaux, qui entravent leurs efforts diplomatiques en vue d'un règlement des différends territoriaux israélo-arabes. Le rapprochement des Palestiniens avec la Chine, qui critique la politique soviétique de coexistence pacifique, irrite également le Kremlin.

La donne change dans les années 1970. Dans un premier temps, le nouveau président égyptien Anouar Al-Sadate semble agir comme son prédécesseur. Il signe le 27 mai 1971 un traité d'amitié et de coopération avec l'URSS. Mais, en parallèle, il amorce un tournant vers les États-Unis qui se concrétise, l'année suivante, par l'exigence du départ des conseillers militaires soviétiques. De son côté, après la guerre du Kippour de 1973, Washington – intéressé par l'affaiblissement de l'influence de l'URSS – concentre ses efforts sur la recherche d'accords bilatéraux entre Israël et l'Égypte, en marginalisant la question palestinienne. Inquiète de l'évolution des événements, l'URSS commence à accorder plus d'attention à



MORDECAI ARDON. – « Timepecker » (Pivert de temps), 1963

l'OLP. À l'été 1971, lors d'une rencontre entre Arafat et Evgueni Primakov, futur ministre des affaires étrangères et premier ministre russe, alors conseiller en charge des questions proche-orientales, le leader palestinien déclare en privé qu'il est prêt à user de méthodes pacifiques, et non seulement militaires, pour créer un État palestinien, à côté d'un État israélien. « Arafat a dessiné une carte de la Palestine divisée en deux. "Ici, ce sera nous", a-t-il indiqué. "Et ici, Israël." Je lui ai demandé de signer et, sans hésitation, il l'a fait », raconte Primakov, dans ses Mémoires (4). Autrement dit, vingt ans avant que le mouvement palestinien adopte cette position officiellement, l'URSS sait que ce dernier a opéré une inflexion majeure de sa politique. Au sujet de cette rencontre, Primakov analyse qu'il « n'était pas dans l'intérêt de l'Union soviétique de rester en dehors d'un tel processus : les liens soviétiques avec le Fatah pouvaient non seulement aider le processus de paix au Proche-Orient mais aussi renforcer l'influence de Moscou dans la région » (5).

Jusqu'à-là perçue essentiellement comme un problème de réfugiés, la question palestinienne devient aux yeux de Moscou celle de la création d'un État indépendant, clé de voûte de la paix au Proche-Orient. Après la guerre du Kippour, le Kremlin propose un règlement global, intégrant les intérêts arabes, palestiniens et israéliens, et lui assurant le rôle de médiateur. Les Palestiniens ont rarement bénéficié d'un appui si puissant dans leur histoire, même s'ils le paient de l'injonction à faire des concessions. Dans les coulisses, Moscou exerce de fortes pressions pour que la résistance palestinienne admette l'existence d'Israël ainsi que la résolution 242 comme base de discussion à la solution à deux États, en échange d'une reconnaissance par Washington et Israël de la légitimité de l'OLP comme représentant des intérêts nationaux palestiniens. Ces efforts se heurtent à un refus du mouvement palestinien, avant de se fracasser sur la signature d'un accord de paix séparé, sous l'égide des États-Unis, entre Le Caire et Tel-Aviv en septembre 1978, suivi par le traité de paix signé par l'Égypte et l'État d'Israël en mars 1979. Après cette « trahison » égyptienne, Moscou demeure l'un des rares soutiens à l'OLP. Un dirigeant du Fatah qualifiera l'URSS de « plus arabe que les Arabes » (6).

Dans le même temps, la nécessité de reconnaître l'existence d'Israël devient de plus en plus évidente pour le monde

arabe. L'OLP franchit cette étape historique en 1988. Mais son parrain géopolitique n'a guère la force de convertir cette décision en avancées concrètes pour la cause palestinienne. En 1989, le dernier dirigeant soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, lancé dans une politique de rapprochement avec l'Occident, accepte même l'application intégrale des accords d'Helsinki, notamment sur la liberté de circulation. Moscou ouvre alors ses frontières aux candidats à l'émigration, y compris aux Juifs. Au début de 1990, près de 100 000 citoyens soviétiques s'installent en Israël, avec des projections allant jusqu'à près de 750 000 candidats à l'émigration. Pour l'OLP, qui faisait le pari que la dynamique démographique favorable

aux Arabes forcerait Tel-Aviv à la paix, cette décision est perçue comme une menace existentielle.

L'effondrement de l'Union soviétique bouleverse le format des négociations. L'abandon du cadre idéologique communiste et athée rééquilibre la politique russe au Proche-Orient : rapprochement avec de nombreux pays musulmans dont les monarchies pétrolières du Golfe et, surtout, rétablissement des liens avec Israël dès 1991. « L'établissement, ou le rétablissement, de bonnes relations avec tous les gouvernements du Moyen-Orient (ainsi qu'avec le Fatah, le Hamas et le Hezbollah) est un résultat à mettre au crédit [du président russe Vladimir] Poutine (7) », affirme ainsi le spécialiste américain de la politique extérieure russe Mark Katz. La fin de la guerre froide favorise également, dans un premier temps, la coopération entre la Russie et les Occidentaux. C'est le cas notamment au sein du Quartet pour le Proche-Orient (Russie, États-Unis, Union européenne, Nations unies) créé en 2002. Mais la monopolisation progressive du processus par les États-Unis et leurs initiatives unilatérales – dont la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël en 2017 est l'ultime exemple – fige le statu quo.

De son côté, en raison de ses liens historiques avec l'OLP, la Russie développe ses relations avec l'Autorité palestinienne, qui en émane après les accords d'Oslo de 1993. À sa création en 1987, l'idéologie islamiste du Hamas inspirée par les Frères musulmans suscite à l'inverse la méfiance de Moscou. Alors que les premiers combattants djihadistes originaires du Proche-Orient apportent leur soutien aux séparatistes tchétchènes, le Kremlin garde la même réserve dans les années 1990. Mais cette organisation se distancie de toute activité visant à renverser l'ordre constitutionnel, la Cour suprême russe ne trouve aucun motif de l'inclure dans la liste des organisations terroristes où figurent, entre autres, les Frères musulmans, l'Organisation de l'État islamique (OEI) ou le Front Al-Nosra (affilié à Al-Qaïda et actif en Syrie et au Liban).

Unifier le mouvement

PAR pragmatisme, non seulement Moscou établit des relations avec cette organisation désormais implantée dans la société palestinienne, mais il cherche, dans la lignée de ses efforts pour unifier le mouvement palestinien, à accompagner la formulation de positions communes entre celle-ci et le Fatah en dépit des clivages idéologiques, qui ont pu donner lieu à des affrontements violents entre les deux partis, comme en 2007 à Gaza après la victoire électorale des islamistes. Ainsi, les 21 et 22 mai 2011, une première rencontre est organisée à Moscou entre les représentants du Fatah et du Hamas. Les chefs de quatre partis et mouvements palestiniens, y compris le FPLP et le FDLP, se rendent alors en Russie à l'invitation de l'Institut des études orientales de l'Académie des sciences de Russie. Reconnue à plusieurs reprises, il s'agit d'une des rares initiatives de dialogue organisées avec la participation de chercheurs et de membres de la « société civile ». Aussi, quelques jours après l'attaque du 7 octobre, ces liens ont permis à Moscou d'héberger des discussions avec des représentants du Hamas sur des aspects humanitaires tels que l'évacuation des citoyens russes de la bande de Gaza et la libération de ses ressortissants capturés par le groupe islamiste.

La Russie continue de s'impliquer diplomatiquement en accueillant des réunions interpalestiniennes, comme celle qui s'est tenue à Moscou du 29 février au 2 mars. Le Kremlin estime que les pressions américaines sur son allié israélien demeurent largement insuffisantes au regard de cette « catastrophe humanitaire (...) qui n'a pas d'équivalent dans

l'histoire récente », selon les mots de la porte-parole du ministère des affaires étrangères russe, après l'intensification des attaques israéliennes contre la ville de Rafah où se concentraient début mai près de 1,4 million de personnes, selon l'ONU. Pour Moscou, il est nécessaire de relancer les vastes efforts internationaux visant à régler le problème palestinien. Cependant, les possibilités de coopération avec les États-Unis et les pays européens sur le Proche-Orient sont aujourd'hui très limitées, surtout si on les compare à la période de confrontation idéologique durant la guerre froide, et bien que l'on observe des convergences, en particulier un accord avec le principe du règlement du problème palestinien sur la base de deux États.

(Traduit du russe par Hélène Richard.)

(1) M. Dmitri Polianski, premier adjoint au représentant permanent de la Russie auprès des Nations unies, conférence de presse du 23 octobre 2023.

(2) Notes du directeur adjoint du département des questions proche-orientales du ministère des affaires étrangères de l'URSS M. A. Maksimov au ministre-adjoint des affaires étrangères de l'URSS, V. G. Dekanozov, 6 décembre 1946. Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie, fonds 118, inventaire 2, carton 2, dossier 7, documents 16-17.

(3) Télégramme consulté dans les archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie, fonds 59, inventaire 18, carton 17, dossier 116, document 109.

(4) Evgueni Primakov, *Russia and the Arabs. Behind the Scenes in the Middle East From the Cold War to the Present*, Basic Books, New York, 2009.

(5) *Ibid.*

(6) Khaled Al-Hassan, le 9 juin 1979, cité par Roland Dannreuther, *The Soviet Union and the PLO*, St. Martin's Press, New York, 1998.

(7) Mark Katz, « Moscow and the Middle East : The repeat performance? », *Russia in Global Affairs*, n° 3, Moscou, 2012.

* Historienne, directrice du Centre pour les études sur le Proche-Orient au sein de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (Imemo), Académie des sciences de Russie.

Quel avenir

Leur volonté d'éradiquer le Hamas est répétée à l'envi, mais les dirigeants israéliens restent bien en peine d'indiquer quel sera l'avenir de l'enclave une fois les combats terminés. Si l'Égypte, les Émirats arabes unis et le Maroc pourraient fournir une force de maintien de la paix, une chose est certaine : Tel-Aviv n'a pas l'intention de laisser les coudées franches à l'Autorité palestinienne.

PAR GILBERT ACHCAR *

LE 7 octobre 2023, la branche armée du Hamas menait l'opération la plus spectaculaire de son histoire en franchissant la barrière de sécurité qui enserrait la bande de Gaza. Près de huit mois après le début des représailles lancées contre l'enclave palestinienne, l'usage de la « force disproportionnée » – la stratégie dissuasive mise en œuvre par les forces armées israéliennes pour la première fois au Liban en 2006 – a acquis une nouvelle dimension. Cette stratégie est plus connue sous le nom de « doctrine Dahiya », un terme qui signifie « banlieue » en arabe et sert, au Liban, de désignation commune pour la banlieue sud de Beyrouth dominée par le Hezbollah et détruite en grande partie par les bombardements israéliens en 2006. Elle fut énoncée publiquement en 2008 par l'actuel membre du cabinet de guerre formé le 11 octobre 2023, le général Gadi Eizenkot, qui était alors chef du commandement régional du Nord avant de devenir commandant en chef des forces armées israéliennes de 2015 à 2019. Selon la définition qu'a donnée le colonel de réserve Gabi Siboni, les forces armées israéliennes « devront agir immédiatement, de manière décisive et avec une force disproportionnée par rapport aux actions de l'ennemi et à la menace qu'il représente », de sorte à

« infliger des dégâts et un châtement d'une ampleur telle qu'elle exigera de longs et coûteux processus de reconstruction » (1).

Au vu de l'offensive israélienne en cours à Gaza, le qualificatif « disproportionnée » est presque devenu un euphémisme. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU, le bilan des hostilités entre Israël et Gaza depuis la prise de contrôle de l'enclave par le Hamas en 2007 et jusqu'au 7 octobre 2023 s'établissait à 6 898 morts palestiniens contre 326 israéliens, soit plus de 21 victimes palestiniennes pour chaque victime israélienne (2). L'opération menée par le Hamas a fait 1 143 victimes, dont 767 civils et 376 militaires et membres des forces de sécurité, selon les sources israéliennes. Hormis plus de 1 600 assaillants palestiniens abattus sur-le-champ selon les mêmes sources, le rouleau compresseur israélien lancé sur l'enclave depuis lors a déjà tué plus de 45 fois plus de Palestiniens que le nombre d'Israéliens ayant perdu la vie le 7 octobre, si l'on ajoute aux morts recensés par les services de santé palestiniens, dont le nombre ne cesse d'augmenter, ceux encore sous les décombres (plus de 10 000 selon l'estimation citée par le bureau onusien).

Des superlatifs pour décrire l'acharnement

ET ces ruines sont colossales : selon un rapport publié conjointement par les Nations unies, l'Union européenne et la Banque mondiale, plus de 290 000 unités d'habitation avaient été partiellement ou totalement détruites à Gaza jusqu'à fin janvier 2024, privant de logement près de la moitié des 2,3 millions d'habitants de l'enclave (3). Le ravage est d'une ampleur telle que le rapporteur spécial de

l'ONU sur le droit à un logement convenable a suggéré d'ajouter le concept de « domicide » à la liste des crimes contre l'humanité (4). Selon M. Charles Mungo Birch, le chef du Service de lutte antimines des Nations unies (Unmas) dans les territoires palestiniens, il y a 37 millions de tonnes de décombres à Gaza, soit plus sur cette bande de 41 kilomètres (25 miles) nord-sud que sur les 965 kilomètres (600 miles) de la ligne de front en Ukraine (5). L'Unmas estime qu'il ne faudra pas moins de quatorze ans pour les déblayer (6).

* Professeur à l'École des études orientales et africaines (SOAS) de l'université de Londres. Auteur du livre *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits*, Sindbad/Actes Sud, Arles, 2009.

Double revers pour Tel-Aviv

LA démarche fera certainement date. Le lundi 20 mai, M. Karim Khan, procureur général de la Cour pénale internationale (CPI), a requis de délivrer des mandats d'arrêt à l'encontre de deux personnalités politiques israéliennes et trois palestiniennes. À la charge du premier ministre Benjamin Netanyahu et de son ministre de la défense Yoav Galant, M. Khan a indiqué avoir de bonnes raisons de penser que leur responsabilité pénale « est engagée pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité (...) commis sur le territoire de l'État de Palestine (dans la bande de Gaza) à compter du 8 octobre 2023 (1) ». Le procureur général cite notamment « le fait d'affamer délibérément des civils comme méthode de guerre en tant que crime de guerre » et « le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter gravement atteinte à l'intégrité physique ou à la santé » des populations ciblées. Concernant les dirigeants du Hamas, M. Khan envisage l'engagement de la responsabilité pour « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité » depuis l'attaque du 7 octobre de MM. Yahya Sinwar, chef du parti islamiste à Gaza, Ismaïl Haniyeh, chef de la branche politique, et Mohammed Diab Ibrahim Al-Masrid, dit « Deif », commandant en chef des brigades Izz Al-Din Al-Qassam.

Les deux parties mises en cause ont rejeté ces accusations. M. Netanyahu estime que les requêtes contre lui et M. Galant relèvent d'un « nouvel antisémitisme ». Dans les semaines qui viennent, les juges de la CPI examineront les éléments de preuve réunis par M. Khan avant de décider si les mandats d'arrêt peuvent être délivrés. Le cas échéant, les dirigeants concernés seraient leurs déplacements internationaux compromis. C'est dans ce contexte que, le 22 mai, trois pays européens – l'Espagne, l'Irlande et la Norvège – ont annoncé reconnaître l'État de Palestine. Un geste fort qui a suscité la fureur de Tel-Aviv et provoqué le rappel des ambassadeurs israéliens de Madrid, de Dublin et d'Oslo.

A. B.

(1) « Déclaration du procureur de la CPI, Karim A. A. Khan KC : dépôt de requêtes aux fins de délivrance de mandats d'arrêt concernant la situation dans l'État de Palestine », Cour pénale internationale, 20 mai 2024, www.icc-cpi.int

Les superlatifs ont vite proliféré pour décrire l'acharnement destructeur d'Israël. Outre la qualification de « génocide », qui a fait l'objet d'une procédure engagée par l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de justice, la grande presse aux États-Unis a souligné depuis l'année dernière la violence inouïe de la campagne de bombardement israélienne. Fin novembre, une enquête du *New York Times* s'alarmait en titre de ce que « les civils de Gaza, sous feu de barrage israélien, sont tués à une cadence historique », constatant que, selon les chiffres de l'ONU, plus d'enfants avaient été tués dans l'enclave en moins de sept semaines que durant toute l'année 2022 dans l'ensemble des conflits du monde, soit dans vingt-quatre pays, y compris l'Ukraine (7). Un mois plus tard, le *Washington Post* publiait une enquête intitulée « Israël a mené à

pleinement telle que Gaza, aussi précis que puisse être l'usage de ces bombes, leur rayon de destruction est tel que le ravage causé est immense. Le quotidien new-yorkais avait fait état de la surprise des experts devant leur « usage sans retenue » par Israël en zone urbaine, au point que, pour trouver un précédent d'une telle intensité de bombardement, il faudrait « remonter jusqu'au Vietnam ou à la seconde guerre mondiale ».

Cela n'aurait pas été possible sans la complicité des États-Unis dans le conflit en cours dont Washington est en effet totalement partie prenante (12). De 2019 à 2023, les États-Unis ont livré à Israël près de 70 % de ses importations militaires (30 % ayant été fournies par l'Allemagne) (13). Outre le nombre beaucoup plus élevé des bombes de moindre calibre livrées à Israël depuis

où s'entassait plus de la moitié de la population gazaouie. Tandis que M. Netanyahu, avec l'emphase mélodramatique dont il est capable, affirmait qu'Israël était prêt à se battre « avec ses ongles », le contre-amiral Daniel Hagari, porte-parole des forces armées israéliennes, assurait que celles-ci avaient ce qu'il leur fallait pour les missions qu'il leur restait à mener, y compris l'invasion de Rafah (15).

M. John Kirby, conseiller en communications pour la sécurité nationale américaine et contre-amiral lui aussi (à la retraite), expliquait au même moment : « Tout le monde parle de pause dans les livraisons d'armes. Les cargaisons d'armes continuent à aller en Israël. Ils continuent à obtenir la très, très grande majorité de tout ce dont ils ont besoin pour se



MASSINISSA SELMANI. – « Dans quel sens traverser les antipodes ? », 2018 (détail)

Gaza l'une des guerres les plus destructrices de ce siècle » (8), tandis que l'agence Associated Press citait Robert Pape, politologue de l'université de Chicago et spécialiste des conflits, décrivant la destruction de Gaza comme « l'une des campagnes de punition des civils les plus intenses de l'histoire » (9).

La dégradation de l'image d'Israël est à son paroxysme, chose que Samy Cohen, du Centre de recherches internationales (CERI, Sciences Po Paris), déplorait déjà en 2009 comme conséquence de la stratégie de la « riposte disproportionnée » (10). « Quand on touche à la population civile, on retourne le monde entier contre soi », constatait le chercheur, mais les militaires israéliens ne semblent pas avoir compris cette sensibilité à fleur de peau de l'opinion publique mondiale aux pertes civiles. » Cohen reprochait à l'armée israélienne son recours massif à des « armes non précises ». Ce qui est encore le cas dans l'offensive en cours à Gaza : le *Washington Post* soulignait ainsi en décembre dernier que près de la moitié des frappes israéliennes consistait en bombes non guidées (11).

Mais le chiffre effroyable des victimes palestiniennes s'explique aussi par le recours massif à des bombes qui, bien que munies d'un système de guidage, sont d'un calibre qui devrait être proscrit en zone urbaine. En fait, selon l'enquête du *New York Times* citée ci-dessus, près de 90 % des projectiles largués sur Gaza au cours des deux premières semaines, phase la plus intensive du bombardement, étaient des bombes d'une tonne et d'une demi-tonne guidées par satellite. Dans une zone de haute densité de peu-

octobre dernier, les États-Unis lui avaient fourni jusqu'en décembre plus de 5 000 « Mark 84 » (BLU-117) de près d'une tonne (2 000 lb) (14). Or c'est au sujet de la suspension de la livraison de 1 800 unités supplémentaires de ces mêmes bombes, ainsi que de 1 700 « Mark 82 » d'une demi-tonne (1 000 lb), que s'est déroulé le psychodrame qui a opposé début mai M. Joseph Biden à M. Benjamin Netanyahu.

Les deux hommes savaient toutefois pertinemment que cela était sans conséquence sur la capacité de l'armée israélienne à parachever l'occupation de la bande de Gaza en envahissant la zone de Rafah (près de 15 % de l'en-

claire) où s'entassait plus de la moitié de la population gazaouie. Tandis que M. Netanyahu, avec l'emphase mélodramatique dont il est capable, affirmait qu'Israël était prêt à se battre « avec ses ongles », le contre-amiral Daniel Hagari, porte-parole des forces armées israéliennes, assurait que celles-ci avaient ce qu'il leur fallait pour les missions qu'il leur restait à mener, y compris l'invasion de Rafah (15).

(1) Gabi Siboni, « Disproportionate force : Israel's concept of response in light of the second Lebanon war », *INSS Insight*, université de Tel-Aviv, 2 octobre 2008.

(2) OCHA, « Data on casualties », ochaopt.org/data/casualties.

(3) European Union, The World Bank, United Nations, « Gaza Strip – Interim damage assessment », 29 mars 2024, <https://thedeocs.worldbank.org>

(4) Balakrishnan Rajagopal, « Domicide : The mass destruction of homes should be a crime against humanity », *The New York Times*, 29 janvier 2024.

(5) Lisa Schlein, « Explosives clearance enables aid to reach victims of war in Gaza », *VOA News*, 1^{er} mai 2024, et Isaac Chotiner, « Gaza's unexploded-bomb crisis », *The New Yorker*, 8 mai 2024.

(6) Reuters, « UN official says it could take 14 years to clear debris in Gaza », 26 avril 2024.

(7) Lauren Leatherby, « Gaza civilians, under Israeli barrage, are being killed at historic pace », *The New York Times*, 25 novembre 2023.

(8) Evan Hill et al., « Israel has waged one of this century's most destructive wars in Gaza », *The Washington Post*, 23 décembre 2023.

(9) Julia Frankel, « Israel's military campaign in Gaza seen as among the most destructive in recent history, experts say », *Associated Press*, 21 décembre 2023.

(10) Samy Cohen, « Tsahal ou la stratégie de la "riposte disproportionnée" », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 96, Paris, 2009/4.

(11) John Hudson et al., « Unguided "dumb bombs" used in almost half of Israeli strikes on Gaza », *The Washington Post*, 14 décembre 2023.

(12) Lire « Les États-Unis à la rescousse », dans « Israël, Palestine, une terre à vif », *Manière de voir*, n° 193, février-mars 2024.

(13) Pieter D. Wezeman et al., « Trends in international arms transfers », Sipri, Stockholm, mars 2024.

(14) Robin Stein et al., « A Times investigation tracked Israel's use of one of its most destructive bombs in South Gaza », *The New York Times*, 21 décembre 2023.

(15) Julian Borger et Jason Burke, « "We will fight with our fingernails", says Netanyahu after US threat to curb arms », *The Guardian*, Londres, 10 mai 2024.

(16) « On-the-Record press gaggle by White House national security communications advisor John Kirby », The White House, Washington, DC, 9 mai 2024.

(17) Kevin Liptak, « Biden says he will stop sending bombs and artillery shells to Israel if it launches major invasion of Rafah », *CNN*, 9 mai 2024.

TUTELLE ISRAËLO-ARABE

pour Gaza ?

Plusieurs d'entre eux avaient d'ailleurs exigé un rapport sur le respect des droits humains par les destinataires d'armement américain, publié peu après l'annonce de la suspension. Représentant l'attitude de M. Biden, le rapport a tenté de ménager la chèvre et le chou en affirmant qu'il était « raisonnable » d'estimer que l'usage des armes américaines par Israël avait enfreint le droit international humanitaire, sans qu'il y ait des preuves tangibles mettant en cause des armements spécifiques et justifiant une interruption de leur livraison (18). Au bout du compte, M. Biden n'a pas réussi à satisfaire ses critiques de gauche tout en permettant à ses rivaux républicains, dont M. Donald Trump, de se livrer à une attaque en règle contre lui, l'accusant de faire le jeu du Hamas (19).

Un comble pour M. Biden, qui s'est engagé d'emblée dans un soutien inconditionnel à la riposte d'Israël en faisant sien l'objectif d'éradiquer le Hamas, sans distinction entre l'organisation politique et sa branche armée, les Brigades Izz Al-Din Al-Qassam, et sans tenir compte du fait qu'il s'agit d'un mouvement de masse qui a gouverné la bande de Gaza depuis 2007. La comparaison du Hamas après le 7 octobre à l'Organisation de l'État islamique (OEI), plutôt

qu'au Hezbollah libanais avec lequel il a beaucoup plus en commun, avait pour fonction de justifier l'objectif d'éradication en masquant sa dynamique génocidaire. Dans son entretien avec la chaîne CBS le 15 octobre, M. Biden, tout en mettant en garde contre une réoccupation de Gaza à long terme, avait affirmé qu'Israël devait y « entrer » et « éliminer les extrémistes » (20). Au journaliste qui lui avait alors demandé : « Croyez-vous que le Hamas doit être entièrement éliminé ? », M. Biden répondit : « Oui, je le crois. »

C'est dans un même esprit que l'administration Biden s'est opposée à l'invasion de Rafah : non pas en la rejetant catégoriquement, mais par un rejet circonstancié, associé à l'exigence de l'assurance que l'invasion ne causerait pas une hécatombe – un feu orange, en somme, plutôt qu'un feu rouge. Israël a bien reçu ce message, considérablement amplifié par la montée de l'indignation à l'échelle mondiale. Les forces armées israéliennes ont incité la population gazaouie, qu'elles avaient précédemment appelé à prendre refuge dans la zone de Rafah, à se déplacer vers la « zone humanitaire » élargie d'Al-Mawasi sur la côte, à l'ouest de Khan Younés.

Zone tampon à l'intérieur de l'enclave

CET éloignement de la population de l'enclave de la frontière égyptienne, dont Rafah constitue l'unique point de passage, souligne l'échec des desseins de l'extrême droite israélienne, qui espérait compléter la nouvelle Nakba par une expulsion massive des Gazaouis vers le Sinaï (21). Les difficultés que rencontre d'ores et déjà l'armée israélienne pour contrôler le territoire confirment par ailleurs que l'option d'une nouvelle occupation totale à long terme ne saurait être à l'ordre du jour (22). Face au mécontentement des militaires, M. Netanyahu se trouve confronté au dilemme qui avait abouti aux accords d'Oslo de 1993. Devant la pression mondiale croissante pour la mise en place d'un État palestinien, et particulièrement la pression américaine toutes tendances confondues (M. Trump, on s'en souvient, avait présenté en janvier 2020 un « accord du

siècle » établissant un « État de Palestine » en Cisjordanie et à Gaza), il peut difficilement continuer à rejeter cette option qu'il s'était jusqu'ici targué d'avoir bloquée.

Sauf que M. Netanyahu, comme du reste l'ensemble de la classe politique israélienne, ainsi que M. Biden n'ont aucune confiance dans la capacité de l'Autorité palestinienne de M. Mahmoud Abbas à contrôler la population de Gaza. Cette « autorité » n'est pas parvenue à assurer ce contrôle en Cisjordanie même, malgré la présence des troupes d'occupation et leur intervention permanente dans la zone A, que l'Autorité est censée gouverner. C'est pourquoi un mouvement puissant a commencé à se dessiner vers la solution qu'avait préconisée, dès le départ, l'ancien premier ministre travailliste israélien Ehoud Barak. Le 15 octobre, avant même le début de l'invasion de Gaza, l'hebdomadaire *The Economist* rapportait comme suit les propos de M. Barak (23) :



© ADAGP PARIS, 2024 - PHOTOGRAPHIE : MARTIN ARGYROGLU - MASSINISSA-SELMANI.COM

MASSINISSA SELMANI, – « Horizons », 2021

« M. Barak estime que le résultat optimal, une fois que les capacités militaires du Hamas auront été suffisamment dégradées, sera le rétablissement de l'Autorité palestinienne à Gaza. (...) Il prévient toutefois que Mahmoud Abbas, le président palestinien, « ne doit pas être perçu comme retournant à la pointe des baïonnettes israéliennes ». Il faudra donc une période intérimaire pendant laquelle « Israël cédera à la pression internationale et remettra Gaza à une force arabe de maintien de la paix, qui pourrait inclure des participants tels que l'Égypte, le Maroc et les Émirats arabes unis ». »

Or le *New York Times* a révélé début mai, d'après des sources anonymes parmi lesquelles trois responsables israéliens, que des collaborateurs de M. Netanyahu examinaient dans les coulisses une proposition lancée en novembre dernier par des hommes d'affaires proches du premier ministre et visant un contrôle conjoint de la bande de Gaza par Israël avec des partenaires arabes (24). Selon le *Financial Times* citant des sources occidentales,

les trois États désignés par M. Barak se sont montrés ouverts à l'idée de participer à une force de maintien de la paix à Gaza (25). L'instauration d'un État palestinien est pourtant la condition sans laquelle aucun État arabe ne saurait agréer un tel projet. Sans se montrer disposé à envoyer des troupes sur le terrain, le royaume saoudien met la « normalisation » de ses relations avec Israël dans la balance.

Cela constituerait un important lot de consolation qui pourrait permettre à M. Netanyahu de se justifier face à ses partenaires d'extrême droite, s'il tournait casaque. Il pourrait négocier, au nom de l'intérêt supérieur du pays, son maintien pour un temps à la tête d'un gouvernement d'union nationale sans la droite extrême, mais incluant son rival Benny Gantz, qui a accepté de le rejoindre dans le cabinet de guerre en octobre dernier. À défaut, M. Netanyahu pourrait se voir confronté à une scission de son propre parti, menée par le ministre de la défense, M. Yoav Galant, favorable au scénario décrit ci-dessus. Il est donc probable

que le premier ministre finisse par s'y rallier, faisant ainsi le bonheur de M. Biden, pour qui ce serait le dénouement idéal.

Ce qui est hors de doute, cependant, c'est qu'il n'est pas question pour Israël de placer derechef l'ensemble de l'enclave, comme en 2005, sous le contrôle de l'Autorité, aussi « revitalisée » qu'elle puisse être (selon l'expression de M. Biden en novembre dernier) (26). Tout au plus envisage-t-on du côté israélien un scénario semblable à celui de la Cisjordanie, où l'armée d'occupation cerna les territoires de la zone A gouvernée par l'Autorité et s'arroge le droit d'intervenir lorsqu'elle le juge utile. Avant même le début de la nouvelle invasion de Gaza, des ministres israéliens avaient annoncé qu'Israël allait dégager une zone tampon à l'intérieur de l'enclave (27). C'est chose faite : outre le déblaiement en territoire gazaoui d'une zone tampon d'un kilomètre de large le long de la frontière avec Israël, des couloirs stratégiques de contrôle de l'enclave ont été aménagés par Israël, semblables au réseau qui quadrille la Cisjordanie (28). Croire que cela constituera une « solution » de la question palestinienne relève du vœu pieux.

GILBERT ACHCAR.

(18) Julian Borger, « US finds Israel's use of weapons in Gaza "inconsistent" with human rights law, but will not cut flow of arms », *The Guardian*, Londres, 10 mai 2024.

(19) Toluse Olorunnipa et Jacqueline Alemany, « Biden's isolation grows as Gaza report both criticizes and clears Israel », *The Washington Post*, 10 mai 2024.

(20) Scott Pelley, « President Joe Biden : The 2023 60 minutes interview transcript », CBS News, 15 octobre 2023.

(21) Lire « Palestine, le spectre de l'expulsion », *Le Monde diplomatique*, décembre 2023.

(22) Jared Malsin et Summer Said, « Hamas's shift to guerrilla tactics raises specter of forever war for Israel », *The Wall Street Journal*, New York, 15 mai 2024.

(23) Ehud Barak blames Binyamin Netanyahu for « the greatest failure in Israel's history », *The Economist*, Londres, 15 octobre 2023.

(24) Patrick Kingsley, « Israeli officials weigh sharing power with arab states in postwar Gaza », *The New York Times*, 3 mai 2024.

(25) Andrew England et Felicia Schwartz, « US encouraging Arab states to join multinational postwar force in Gaza », *Financial Times*, Londres, 15 mai 2024.

(26) Will Weissert, « Biden says "revitalized Palestinian Authority" should eventually govern Gaza and the West Bank », Associated Press, 18 novembre 2023.

(27) James Shotter et Neri Zilber, « Israel plans buffer zone in Gaza after Hamas war », *Financial Times*, 19 octobre 2023.

(28) Louis Imbert et al., « Comment Israël remodelé la bande de Gaza », *Le Monde*, 3 mai 2024.

trois articles : « Pas la Chine » de Renaud Lambert, « Le nouveau "nouvel atelier du monde" » de Bénédicte Manier (avril) et « La forêt française, un bien commun en danger » de Pierre Puchot (mai). (amd29quimper@gmail.com)

CENTRE-VAL DE LOIRE

TOURS. Du 1^{er} juin à 18 heures au 2 juin à 6 heures, au cinéma Studio : 38^e Nuit des Studio. Le 28 juin, à 20h30, au siège de l'association Jeunesse et Habitat : « Pourquoi tant de votes d'extrême droite ? », avec Willy Pelletier. (pj.arnaud@orange.fr)

GRAND-EST

METZ. Le 13 juin, à 18h30, à la petite salle des Coquelicots, « café-Diplo » autour du dossier du numéro de mai : « Paris 2024, des Jeux sans joie ». Le 19 juin, à 20 heures, au Foyer Sainte-Constance : rencontre avec Alain Gresh autour de son ouvrage *Palestine : un peuple qui ne veut pas mourir*. (christopher.pollmann@univ-lorraine.fr)

ÎLE-DE-FRANCE

PARIS. Le 3 juin, à 18h30 : « Faut-il désobéir à l'Union européenne ? », visioconférence avec Aurélien Bernier. (Lien de connexion sur le site de l'association.) Le 12 juin, à 19 heures, aux Amarres : « Iran, sa place au Proche-Orient et sa situation intérieure », avec Bernard Hourcade et Thierry Coville, ainsi que Shervin Ahmadi et Marmar Kabir, de l'édition persane du *Monde diplomatique*. (amis.diplo.75@gmail.com)

HAUTS-DE-SEINE. Le 27 juin, à 18 heures, à la médiathèque Pablo-Neruda à Malakoff : conférence-débat autour de l'article « Le journalisme français, un danger public » (février) sur l'état de la presse et des médias en France, avec Pierre Rimbart. (amdiplo92@protonmail.com)

YVELINES. Le 15 juin, à 14 heures, hôtel de ville de Versailles (salle Montgolfier) : rencontre

avec Lauréline Fontaine pour son article « Des "sages" qui se tiennent sages » (mars) à propos de la loi dite « immigration ». (eveleveque@wanadoo.fr)

NORMANDIE

BERNAY. Le 3 mai, à 19 heures, à la librairie associative Le Rouge et le Noir, « café-Diplo » autour de deux articles du numéro de mai : « État failli, calvaire des populations congolaises » de Rodrigue Nana Ngassam et « Le roman du "grand remplacement" » de Vincent Berthelier. (paulpj.poulain@gmail.com)

NOUVELLE-AQUITAINE

GIRONDE. Le 25 juin, à 19 heures, au Théâtre Le Levain, à Bègles : « café-Diplo ». Le 28 juin, à 20 heures, à la Maison des associations : « café-Diplo ». (amis.diplo33@gmail.com)

PAU. Le 3 juin, à 20 heures, amphithéâtre de la Présidence de l'université de Pau : « Pourquoi tant de votes d'extrême droite dans les classes populaires ? », avec Willy Pelletier. Rencontre organisée en partenariat avec Attac 64 Béarn, la Ligue des droits de l'homme, plusieurs syndicats et associations étudiantes. (p.arrassieaubies@no-log.org)

POITIERS. Le 4 juin, à 20 heures, au supermarché coopératif Le Baudet : réunion des Amis et lecteurs de la région. Le 12 juin, à 20 heures, au Toit du monde : « Les ouvriers immigrés dans les luttes sociales des années 1980 : pour la dignité ! », avec Vincent Gay. (dominique.leblanc@wanadoo.fr)

SAINT-JUNIEN. Le 13 juin, à 20 heures, au Ciné-Bourse : projection d'un film suivie d'un débat. Le 29 juin, à partir de 18 heures, au Ciné-Bourse : deuxième Nuit du film engagé. Trois projections suivies d'un débat : *Le Grand Retournement* de Gérard Mordillat, en sa présence, *Entre nos mains* de Mariana

Otero et *Petites Mains* de Nessim Chikhaoui. (danimaginaire@yahoo.fr)

OCCITANIE

CARCASSONNE. Le 13 juin, à 17h30, à la librairie Mots et Cie : rencontre avec Hacène Belmessous pour son livre *Paris n'est plus une fête* (Les voix urbaines). (contact@amisdiplom1.org)

PERPIGNAN. Les AMD 66 se réunissent chaque troisième jeudi du mois, à 19h15, au Casal de Perpinyà, pour discuter du dernier numéro du *Monde diplomatique*. (amisdiplom66@gmail.com)

TOULOUSE. Le 5 juin, à 19 heures, à l'espace Diversités Laïcité : « Proche-Orient, la paix impossible ? », avec Akram Belkaïd. Le 11 juin, à 18 heures, salle du Sénéchal : « La santé publique n'est pas la police », avec Frédéric Pierru. (tjpremousex@orange.fr)

PAYS DE LA LOIRE

ANGERS. Le 19 juin, à 19 heures, au café Oh Pucès, « café-Diplo » sur la souveraineté de la France et les questions migratoires à partir de deux articles du numéro de mai : « Faut-il désobéir à l'Union européenne ? » d'Aurélien Bernier et « Le roman du "grand remplacement" » de Vincent Berthelier ainsi que du *Manière de voir* n° 194 « Immigration. Illusions, confrontations, instrumentalisation », avril-mai 2024. (mfranssen@orange.fr)

LA ROCHE-SUR-YON. Le 1^{er} juin, à 10 heures, au Champ libre, « café-Diplo » autour de trois articles du numéro de mai : « L'environnement sacrifié à l'agrobusiness » de Marc Laimé, « La forêt française, un bien commun en danger » de Pierre Puchot et « "Tsaahal" dans votre salon » d'Alain Gresh. (michelmerle154@laposte.net)

NANTES. Le 20 juin, à 19 heures, au café Le Flesselles : « café-Diplo » autour de trois articles du numéro de mai : « La forêt fran-

çaise, un bien commun en danger » de Pierre Puchot, « De douleur et d'espoir » d'Eugenio Renzi et « Madrid, refuge latino-américain » d'Hector Estruch et Vladimir Slonska-Malvaud. (claudie.desfosses@orange.fr)

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

AVIGNON. Le 6 juin, à 18h30, au Fenouil à vapeur : « Violences armées et culture du pavot au Mexique », avec Adèle Blazquez (ballaylavallee@gmail.com)

GARDANNE. Le 18 juin, à 18 heures, à la médiathèque Nelson-Mandela : projection du film de Sébastien Jousse et Luc Joulé *Les Réquisitions de Marseille* suivie d'un débat avec Robert Mencherini. (d.bruct@orange.fr)

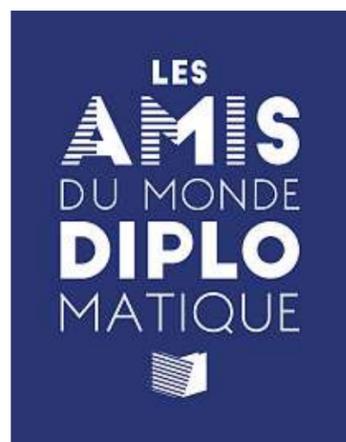
NICE. Le 6 juin, à 19h45, au Sun Sea : « café-Diplo » autour de l'article d'Hector Estruch et Vladimir Slonska-Malvaud « Madrid, refuge latino-américain » (mai). (diplom@geller-conseil.eu)

VAR. Le 27 juin, au Val : rencontre avec Grégory Rzepiski et Émilien Bernard, auteur de *Forteresse Europe* (Lux, 2024), autour du *Manière de voir* n° 194, « Immigration. Illusions, confrontations, instrumentalisation », avril-mai 2024. Le 28 juin, à Barjols, soirée sur la liberté de la presse, avec Grégory Rzepiski et Émilien Bernard.

HORS DE FRANCE

GENÈVE. Le 11 juin, à 18h30, au Café Gavroche, « café-Diplo » autour de deux articles du numéro de mai : « Le roman du "grand remplacement" » de Vincent Berthelier et « Israël-Iran, la guerre qui vient » d'Akram Belkaïd. (gardondenis@gmail.com)

MONTRÉAL. Le 6 juin, à 18 heures, au parc Lafontaine, lecture et échanges autour de deux articles du numéro de mai : « Israël-Iran, la guerre qui vient » d'Akram Belkaïd et « France et Sud global, rendez-vous manqué ? » de Jean de Glinasty. (Information et inscription : amdquebec@proton.me.)



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

GRENOBLE. Le 20 juin, à 20 heures, à la librairie Antigone : « Jeux olympiques, contrôle social, répression des militants... », avec Bastien Le Querrec, de La Quadrature du Net. (amd38gre@gmail.com)

BRETAGNE

BREST. Le 11 juin, à 19 heures, au Grabuge, « café-Diplo » autour de deux articles du numéro de mai : « Faut-il désobéir à l'Union européenne ? » d'Aurélien Bernier et « La France des nouveaux "nouveaux pauvres" » de Maëlle Mariette. Le 20 juin, à 19 heures, à la Maison des syndicats : « Il y a un an, la bataille des retraites – Mais que faut-il faire pour gagner ? », avec Philippe Poutou. (vibayard@gmail.com)

RENNES. Le 11 juin, à 18h45, au bar Le Désordre : « café-Diplo » autour du dossier « Paris 2024, des Jeux sans joie » (mai). Le 19 juin, à 18h45, à l'auditorium de la Maison internationale : « Pourquoi tant de votes d'extrême droite en France ? », avec Willy Pelletier. (amd.rennes@gmail.com)

QUIMPER. Le 11 juin, à 19 heures, au pub Le Ceili (salle du 1^{er} étage), « café-Diplo » autour de

La vie rêvée des profs

PAR ANNE JOURDAIN *

LES murs, les parements et la structure, fabriqués en usine, ont été assemblés sur place et intégrés au paysage en 1979. Des plans standardisés permettaient alors de construire des établissements scolaires en série, et de faire une place aux enfants des classes populaires sur les bancs du collège unique. C'est un bijou d'architecture industrialisée. Tout y est d'origine, même l'amiante des faux plafonds. Ripoliné maintes fois à peu de frais. On le voudrait vintage; il est délabré.

Les W.-C. ont perdu de leur lustre depuis les «trente glorieuses». Au rez-de-chaussée, ils sont sous clé, réservés à la direction. Au premier étage, professeurs, personnels de vie scolaire et agents d'entretien se partagent deux cabinets seulement : il faut jouer des coudes à la récréation. Difficile, sous la crasse, d'apprécier le cachet du lieu. L'endroit fait pourtant l'objet d'une attention particulière, comme en témoignent les nombreuses affiches, plastifiées et punaisées au mur :

*

«Merci à tous d'éteindre la lumière en partant!

(Si vous êtes le dernier.)»

«Nous visons à garder ces toilettes propres, nous apprécierions que vous visiez juste.»

«Madame, Monsieur, afin de permettre à l'agent technique de faire son travail, je vous remercie de bien vouloir :

– ne pas laisser vos boîtes de nourriture sur le lavabo;

– ne pas introduire de produits de nettoyage non répertoriés dans l'établissement.

Je vous remercie pour votre précieuse collaboration.

M^{me} l'Intendante»

*

La puanteur du lieu avait poussé quelques désespérés à l'achat, sur leurs propres deniers, d'un bidon («non répertorié») de Canard WC.

Pourtant, les agents techniques ne ménagent pas leur peine. Ce sont plutôt des agentes, d'ailleurs. En sous-effectif, elles s'épuisent à bricoler ce qui ne peut l'être. Alors que de nouveaux établissements sortaient de terre grâce à des partenariats public-privé, des agentes ont été «redéployées» dans tout le département. Depuis, celles qui restent courent après la saleté, entre deux services à la cantine. Avant, quand l'une de leurs collègues tombait malade, le département dépêchait un remplaçant. Maintenant, c'est Sadio qu'on envoie, ou Salimata, mais seulement pour un jour ou deux. Elles sont employées par une société de nettoyage et payées à la mission. La veille, elles ont astiqué les bureaux d'un garage Feu Vert, demain elles parcourront les rayons d'un Carrefour Market après sa fermeture.

Dans les escaliers sales, les tags mal orthographiés sont vite recouverts d'un coup de peinture par Ali. Mais l'ouvrier de maintenance ne peut pas tout rafistoler. Les huisseries des fenêtres laissent passer le vent et la pluie. Depuis longtemps arrachés par les bourrasques, les volets roulants sont inutilisables. La moindre averse trempe les couloirs. Le lino se soulève, alors que dans la colle des revêtements il y a de l'amiante. Aïcha, qui passe souvent la cireuse sur le sol gondolé, a récemment appris qu'elle avait une tache au poumon droit. On ne sait pas bien ce que c'est.

Écrasés en boulettes compactes, les contrôles de maths (malheureusement ratés) colmatent les trous du mur qui laissent passer le froid en hiver. Mais ce ne sont pas ces efforts des élèves en matière de recyclage qui ont valu à l'établissement le label «Collège durable». La ministre de l'écologie le décerna pour saluer le «projet innovant» d'un enseignant : il animait un club jardinage en lieu et place des cours de géographie. On avait planté des pommiers. Un apiculteur était venu installer quelques ruches derrière le parking.

*

Ne consommez pas le miel!

L'apiculteur vient de nous avertir que le miel du collège est impropre à la consommation. Les personnels qui étaient déjà passés au secrétariat prendre leur pot sont priés de le jeter. Les distributions prévues pour les élèves sont annulées.

La Direction

*

* Enseignante d'histoire-géographie dans le secondaire.

Une fois, les professeurs ont fait grève, pour demander des moyens supplémentaires. Faute d'assistants d'éducation (AED) en nombre suffisant, les récréations et les déplacements des élèves dans les couloirs devenaient dangereux. On déplorait des blessés et des bagarres incontrôlables. L'intrusion d'une bande encagoulée et armée de barres de fer dans l'établissement avait achevé de traumatiser l'équipe pédagogique : prenant son courage à deux mains, elle débraya. La direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN), sourde aux demandes de postes supplémentaires, abattit alors sa carte maîtresse : la formation «climat scolaire».

À titre tout à fait exceptionnel, on banalisa une demi-journée de cours. La crème de l'administration débarqua. «Le directeur académique tient à vous assurer, à travers notre présence ici, de son soutien, expliqua l'adjoint. Même si une grève est tou-

jours excessive, nous entendons votre émotion. Espérons que ce temps d'échange, qui prive tout de même les élèves de classe, soit constructif.» Un de ses collègues costumé-cravaté se lança dans un long soliloque. On apprendra plus tard qu'il s'agissait d'un «provisoire vie scolaire», un conseiller technique du recteur d'académie qu'on envoie en mission dans les établissements pour réaliser des audits. À sa suite, une formatrice prit la parole. «Vous connaissez l'école de Palo Alto, non? Aujourd'hui, on va parler métacommunication.»

Sans comprendre ce qui leur arrivait, les profs se trouvèrent répartis en «ateliers». Certains devaient indiquer sur des Post-it de couleurs différentes «Ce que je ne veux plus voir au collège» et «Ce que je veux pour mon nouveau collège». Mais déjà, à l'autre bout de la salle, montaient des éclats de voix. Des collègues refusaient d'utiliser le matériel mis à leur disposition. Des Lego volèrent à travers la salle, un pot de pâte à modeler rose tomba à terre. Dans le troisième atelier, en revanche, ça filait droit. Sous le regard attentif de la cheffe d'établissement et de la CPE, on noircissait un *paperboard*. Une heure plus tard, des rapporteurs restituèrent le travail de chaque groupe au reste de l'assemblée. Et la formatrice conclut l'après-midi en proposant quelques «pistes de réflexion». Les personnels avaient commis une erreur de diagnostic : ils réclamaient des moyens humains supplémentaires alors qu'ils étaient confrontés à un problème de communication entre adultes. Pour y remédier, toute l'équipe éducative serait conviée la semaine suivante à un «pot convivial». On renouerait les liens, abîmés par la grève, entre les professeurs et la direction en faisant une partie de Twister – un jeu de société où le hasard d'une girouette décide du placement des joueurs sur un tapis coloré. «Conseillé dès six ans», indique la notice.

L'ambiance de l'établissement continua pourtant de se dégrader. La direction prit donc l'initiative d'une «expérimentation» : la «Semaine du respect». Il s'agissait d'édifier tous les élèves. On fit venir des «intervenant extérieurs», des personnes qualifiées en «respect».

Il y eut notamment l'intervention de Raid Aventure Organisation. L'association, fondée par un ancien policier de l'unité Recherche, assistance, intervention, dissuasion (RAID), a reçu l'agrément du ministère de l'éducation nationale. Les portes des établissements scolaires lui sont donc grandes ouvertes. Parmi ses mécènes figurent le groupe Dassault et la Fondation Bettencourt-Schueller. Elle peut aussi compter sur la générosité de l'entreprise GK Professional, spécialisée dans l'équipement des forces de l'ordre. Engoncés dans une certaine routine, les profs n'avaient jamais pensé à faire courir leurs élèves en armure de CRS ou à dispenser des conseils pour faire une «bonne» clé

de bras. Le site Internet de l'association présente d'ailleurs très fidèlement les activités qu'on proposa, ce jour-là, aux élèves :

*

Site Internet de Raid Aventure Organisation – présentation du dispositif Prox'

«Une journée Sport et Citoyenne pour la jeunesse»

Initiation aux techniques de maîtrise d'un individu et de self-défense

Démonstrations du savoir-faire des forces de sécurité (techniques d'interpellation, démonstration cynophile, contrôle routier, secours à la personne, découverte du matériel et des véhicules d'intervention police)

Atelier de découverte des gestes et techniques professionnels en intervention (maniement des bâtons de défense, menottage, palpation, techniques d'interpellation, etc.) afin que lors d'un prochain contrôle les gestes des policiers ne soient pas interprétés

Parcours d'obstacles en tenue de maintien de l'ordre

Stand de présentation et de recrutement aux différents métiers de la police nationale avec présentation des programmes d'accompagnement internes pour les candidats non diplômés

*

Si certains parents goûtèrent peu qu'on fasse défiler des élèves menottés dans la cour, même dans le cadre d'une «Semaine du respect», le ministre de l'éducation nationale, lui, n'y trouverait rien à redire. La présence de policiers dans les établissements scolaires n'était pas un «tabou». Et, réfléchissant à voix haute sur LCI, il poursuivait : «Pourquoi pas avoir des permanences de policiers dans les établissements difficiles?» Pour-quoi pas, en effet?

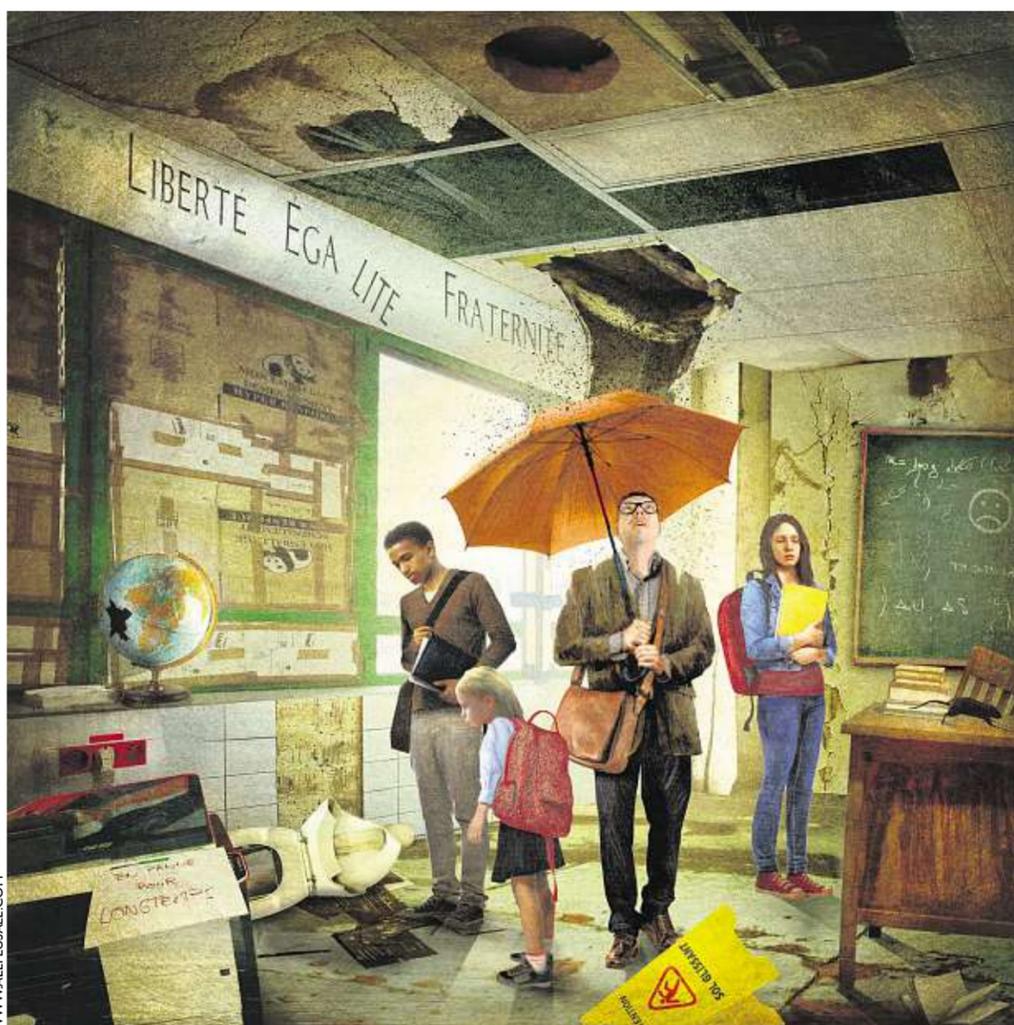


ILLUSTRATION: ALE+ALE

En grève. Depuis plus de trois mois, les personnels de nombreux établissements scolaires de Seine-Saint-Denis se battent. Le «Choc des savoirs» a mis le feu aux poudres. Le premier ministre Gabriel Attal a en effet annoncé fin 2023 la mise en place de groupes de niveau au collège et la transformation du brevet en examen d'entrée au lycée à la rentrée prochaine. Véritable politique de «tri social», cette énième réforme aggravera la situation de l'un des départements les plus pauvres de France, parmi les moins dotés en services publics.

La Seine-Saint-Denis apparaît ainsi comme le fer de lance d'un mouvement de protestation qui peine à se structurer ailleurs. L'intersyndicale y réclame le recrutement de 8 500 enseignants, accompagnants et personnels de vie scolaire, ainsi que des moyens pour rénover un bâti délabré. Ces revendications ont permis de fédérer enseignants, personnels éducatifs mais aussi parents et élèves, dont le soutien ne faiblit pas. Les opérations «écoles désertes» prennent le relais des journées de grève. Des adolescents filment l'état déplorable des équipements scolaires et des vidéos deviennent virales.

Depuis quelques années déjà, les sections locales de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) programment des expositions «hors les murs», comme à Aubervilliers en juin 2021. La pratique s'est généralisée et a donné lieu à profusion de clichés. Le 6 mars dernier, professeurs mobilisés et parents d'élèves ont organisé un vernissage sauvage sur les grilles du conseil régional d'Île-de-France.

Les artistes Alessandro Lecis et Alessandra Panzeri (Ale + Ale) se sont emparés de ces photographies pour concevoir une création originale. Leur collage accompagne un texte extrait des «Scènes scolaires» d'Anne Jourdain : en 2021, déjà, cette enseignante du secondaire racontait le quotidien d'un établissement de la Seine-Saint-Denis (dans Antony Burlaud, Allan Popelard et Grégory Rzepki, *Le Nouveau Monde. Tableau de la France néolibérale*, Éditions Amsterdam, Paris, 2021).

À HELSINKI, STOCKHOLM, ROME, LA HAYE...

Droites en fusion

Longtemps, les grands partis européens ont formé un cordon sanitaire autour de l'extrême droite. Mais à mesure que celle-ci a progressé, la barrière s'est dissoute. Et des idées xénophobes, autoritaires sont devenues le lot commun d'un ensemble politique de plus en plus imposant. Les droites extrêmes sans frontières domineront-elles bientôt le paysage politique de l'Union européenne ?

PAR GRÉGORY RZEPSKI

LA chose semble entendue : l'Europe bascule vers la droite extrême. Cette dernière siège déjà aux gouvernements italien, hongrois, slovaque, croate, finlandais, bientôt au néerlandais. Elle fait partie de la coalition majoritaire en Suède. Ailleurs, elle réussit des percées, comme au Portugal en mars dernier. L'hebdomadaire britannique *The Economist* observe que « plus de 20% des sondés dans quinze des vingt-sept États membres de l'Union européenne, dont tous les grands pays à l'exception de l'Espagne », éprouvent de la sympathie pour les partis de la « droite dure (1) ». Dans d'autres colonnes, on lira « populiste », « illibérale », « nativiste », « nationaliste »... Difficile en effet de la nommer, de parler d'elle. Peut-être parce qu'à première vue on y trouve un peu de tout.

Les Espagnols de Vox ou les Portugais de Chega adhèrent au néolibéralisme ; les Démocrates de Suède ou les Vrais Finlandais regrettent l'État-providence. De 2015 à 2023, Droit et justice (PiS) a tenté aux libertés des Polonais mais aussi redistribué ; et, à sa droite, la Confédération Liberté et indépendance le lui reproche. Cette formation représentée à la Diète depuis 2019 cherche à peine à dissimuler un antisémitisme contre lequel les dirigeants du Rassemblement national (RN) ont défilé à Paris en novembre. À Rome, en mars, le président Volodymyr Zelensky a remercié la présidente du Conseil Giorgia Meloni de son soutien. Le Parti national slovaque (SNS) et le Fidesz hongrois critiquent l'aide militaire à l'Ukraine. Comme la Lega de M. Matteo Salvini. En Italie, en Pologne ou en France, de fait, l'ampleur de l'espace à la droite de la droite encourage une offre plurielle.

À l'échelle du continent, le nuancier de bruns, de noirs, de bleus procède plutôt de

l'histoire, de la géographie, de la position du pays dans la division internationale du travail, voire de la place accordée aux femmes ou à la famille traditionnelle. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) reproche aux Allemandes de trop avorter, à rebours d'un RN devenu favorable à l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Mais en phase avec Fratelli d'Italia. M^{me} Meloni s'oppose aussi à l'inscription des enfants de couples du même sexe à l'état civil, tandis que M^{me} Le Pen a fini par accepter le mariage pour tous. M. Geert Wilders, lui, n'a jamais abandonné la cause gay.

Cet engagement du président du Parti pour la liberté (PVV) néerlandais tient à sa haine féroce de musulmans qu'il juge intolérants. Sans toujours égarer cette phobie, les autres dirigeants européens de la même mouvance rejettent l'islam et les immigrés. Au-delà de leurs divergences, ou des nuances, ils partagent à coup sûr une ligne – défendre le « véritable Occident » –, un projet – la préférence identitaire – et une stratégie – former un nouveau bloc majoritaire avec une droite dont ils aspireraient à terme cadres, militants et électeurs. Car la période la plus récente se caractérise par la radicalisation de pans entiers du centre, du libéralisme politique, de la démocratie chrétienne ou du conservatisme. Et, à cet égard, il faut interroger l'évidence assénée par des commentateurs affolés : est-ce vraiment l'Europe tout entière qui change ? Dans l'immédiat, ne serait-ce pas plutôt la droite européenne qui se rallie à l'extrême droite, ou qui se radicalise en vue d'une alliance avec elle ?

Non aux punks à chien

SAISIR cette convergence implique de revenir au début des années 2010. Alors les droites radicales s'entendaient déjà sur le rejet de l'immigration, mais divergeaient sur leur rapport à l'intégration européenne. Dans les circonstances de la crise des dettes souveraines, les nationalistes du Sud contestaient l'austérité décidée à Berlin et à Bruxelles, par exemple la Lega italienne ou les Grecs indépendants, qui soutenaient une gauche radicale à Athènes... dont le Front national (FN) français prétendait se réjouir du triomphe. En Allemagne, à l'inverse, l'AfD se lançait contre les plans de sauvegarde de la Grèce et pour la sortie de l'euro. Encore dirigés par des libéraux modérés, les gouvernements polonais, slovaque ou tchèque soutenaient quant à eux la discipline budgétaire imposée à Athènes par Berlin, leur premier partenaire commercial.

Tout bascule au cours de l'année 2015. Mais en deux temps. Le 20 août, malgré le refus du chantage de Bruxelles exprimé lors du référendum du 5 juillet, le gouvernement de M. Alexis Tsipras renonce à affronter la Commission européenne (2). Les adversaires du projet fédéraliste éprouvent leur impuissance à l'affronter, et plus encore la difficulté à s'en émanciper. Les plus à droite d'entre eux vont cependant vite trouver un nouveau champ de bataille. Grâce à M^{me} Angela Merkel. Le 31 août, la chancelière décide l'ouverture de ses frontières à près d'un million de réfugiés syriens, avant que le Conseil européen n'acte la relocalisation de 160 000 migrants supplémentaires

dans d'autres États membres. Ces décisions suscitent la fureur des Polonais et des Hongrois. Pour faire face aux pénuries de main-d'œuvre en Allemagne, estiment-ils, l'Union renonce à les protéger d'une immigration musulmane, et leur fait la morale (3). En octobre 2015, le PiS obtient la majorité absolue à la Diète. Quatre mois après le lancement par la Commission d'une procédure pour contraindre Budapest, Prague et Varsovie à prendre leur part de l'accueil, Liberté et démocratie directe (SPD) fait une percée aux législatives tchèques en octobre 2017. Puis en avril 2018 le Fidesz hongrois obtient 133 sièges sur 199 au Parlement.

Aux régionales de décembre 2015, la coïncidence d'un afflux de réfugiés syriens sur le Vieux Continent avec les attentats islamistes de janvier et de novembre en région parisienne favorise le vote de près de sept millions de Français pour le FN. Soit plus de trois fois le nombre de voix obtenues au même scrutin en 2010. Le Parti populaire danois (DF) termine deuxième aux élections au Parlement en 2015. Le Vlaams Belang revient sur le devant de la scène flamande aux élections communales belges en 2018. Mais, dans les années qui suivent, les droites radicales des pays occidentaux procèdent surtout à un ajustement stratégique. Les unes après les autres, elles s'emparent du contre-modèle d'Europe des nations du Fidesz et du PiS. M^{me} Le Pen et Meloni se satisfont désormais d'une simple zone de libre-échange entre États souverains ; a fortiori après un laboratoire Brexit, elles

n'éprouvent plus le besoin de quitter une communauté qui, grâce entre autres à M. Viktor Orbán, tend à devenir une arène de débats culturels ou identitaires, à propos de l'immigration ou de la sécurité.

La controverse sur le « grand remplacement » n'a pas été relancée par l'arrivée de millions de réfugiés ukrainiens en Europe. Mais la guerre, qui avait fait fuir ces familles blanches, et surtout chrétiennes, a aussi renchéri le coût des matières premières et aggravé l'inflation. Depuis 2022, un peu partout, l'extrême droite parvient à détourner la colère née des augmentations du coût du carburant ou du chauffage contre l'écologie et ceux qui la défendent. Halte à la « propagande climatique [qui dit] quoi faire et quoi manger », aux « punks à chien » qui jettent de la « sauce tomate sur La Joconde », s'exaspèrent M. Eric Zemmour en mars ; halte à l'« hystérie irrationnelle du CO₂ qui détruit structurellement notre société, notre culture et nos modes de vie », martelait déjà l'AfD en 2023, alors que les Verts allemands tentaient d'interdire les chaudières au gaz et au fioul (4).

Les droites radicales poursuivent désormais un même objectif malgré leurs différences : défendre ce fameux « mode de vie » résumé par le slogan de la Confédération Liberté et indépendance en Pologne, « une maison, une pelouse, un barbecue, deux voitures, des vacances » ; toutes dénoncent des idéologies – islamiste, écologiste, wokiste, globaliste – qui leur paraissent concourir à anéantir la civilisation ou à l'ensauvager. « La question fondamentale de notre époque est de savoir si l'Occident a la volonté de survivre », affirmait le président Donald Trump en Pologne en 2017.

Le PiS, le Fidesz, le RN et l'ensemble de l'extrême droite européenne partagent ce postulat, qui présente au moins trois avantages à leurs yeux. Celui de combiner le redevient possible de dire ce que tout le monde – ou presque – penserait en silence. Celui d'être tout-terrain et de s'emparer avec une apparence de cohérence de n'importe quel sujet, de la transidentité, figure ultime de la décadence, au conflit au Proche-Orient – « Si Jérusalem tombe aux mains des musulmans, s'inquiétait déjà M. Wilders en 2010, Athènes et Rome suivront, Jérusalem est la principale ligne de défense de l'Occident (5). » L'avantage enfin de piéger les adversaires politiques.

La réponse de l'extrême droite à la crise sociale lui confère en effet un double ascendant sur la gauche : l'efficacité jamais démentie de la dénonciation d'un bouc émissaire ; la division de classes populaires que les progressistes aimeraient unir. Et ses positions n'effraient plus une droite elle-même radicalisée par l'érosion de son assise dans la société (6). Que de chemin parcouru... En 2000, la participation du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) de Jörg Haider au gouvernement autrichien suscitait l'opprobre des libéraux ou des démocrates-chrétiens du continent. Le président Jacques Chirac dénonçait une idéologie opposée aux « valeurs d'humanisme et de respect de la dignité de l'homme ». En 2024, Les Républicains (LR) – députés politiques de M. Chirac – ont comme

Oui à l'euro, oui à l'OTAN

PARFOIS Les Républicains pointent le manque de crédibilité du RN. « Les Français ont un fort doute sur la compétence de Marine Le Pen, qui n'a jamais exercé la moindre responsabilité », cherchait à se rassurer M. Laurent Wauquiez dans *Le Figaro* le 13 juillet 2023. Mais cet argument perd de sa force quand des hauts fonctionnaires comme M. Fabrice Leggeri rejoignent la liste de M. Bardella aux européennes, ou quand *Le Figaro* ou *Les Échos* ouvrent leurs colonnes à des experts qui légitiment les propositions du RN.

Ainsi la droite s'extrême dans un jeu politique reconfiguré par une extrême droite qui a raboté les éléments les plus clivants de son programme. La présidente du conseil italien – désormais ralliée à l'atlantisme et à l'euro – affiche son amitié avec M^{me} Ursula von der Leyen (7). Après l'élection du 9 juin, la présidente de la Commission n'exclut plus une alliance de son groupe, le Parti populaire européen (PPE), avec celui des Conservateurs et réformistes européens (CRE), que les troupes de M^{me} Meloni constituent entre autres avec Vox ou le PiS. Les accords de coalition ont aussi amené les Démocrates de Suède à se résigner à l'adhésion à l'Union européenne, ou le PVV néerlandais à admettre un soutien militaire à Kiev. Quant à la mondialisation, elle n'oppose plus la droite – moins fanatique du libre-échange depuis la crise sanitaire et la constitution de la Chine en menace globale – à une extrême droite qui reformule la question en

tête de liste M. François-Xavier Bellamy, qui, disait-il, aurait voté pour M. Zemmour au second tour de la présidentielle s'il s'était retrouvé face à M. Emmanuel Macron.

La proposition du candidat Reconquête de créer un ministère de la remigration avait fait (un peu) scandale en mars 2022. Le 15 mai dernier, quinze États membres ont écrit à la Commission européenne pour demander une politique migratoire plus ferme encore ; et, aux côtés de l'Italie, des gouvernements de droite, centristes ou même sociaux-démocrates dans les cas danois et roumain, en viennent à prôner le transfert de demandeurs d'asile vers des pays tiers, sur le modèle de l'accord passé par les conservateurs britanniques avec le Rwanda. La France n'a pas signé cette requête mais s'est associée à sa rédaction. De manière plus générale, l'alignement du macronisme au sujet de la préférence nationale – manifeste lors de l'adoption de la loi dite « immigration » en décembre 2023 –, de l'« assistant » ou de l'« écologie punitive » explique peut-être l'acharnement du président et de son premier ministre Gabriel Attal à présenter le RN comme le parti russe en France, pour tenter de s'en distinguer.

LR, lui, fait souvent le choix de la surenchère. Son président Éric Ciotti assume de parler de « grand remplacement » ou refuse de condamner les actes violents de militants d'ultradroite aux cris d'« Islam hors d'Europe » après la mort du jeune Thomas Perotto à Crépol en novembre 2023. M. Jordan Bardella l'a alors appelé à la modération sur France 2 : « On ne répond pas à la violence dans la société par des expéditions punitives, une justice privée et des slogans vengeurs. » En rupture avec la tradition gaulliste, M. Ciotti tend aussi à déborder le RN par un soutien inconditionnel autant que virulent au gouvernement d'extrême droite israélien. Et, sur l'immigration ou les normes environnementales, LR se montre toujours plus critique des politiques de l'Union européenne.

termes toujours moins sociaux, toujours plus civilisationnels.

De tels ajustements doivent servir un dessein dévoilé par le chef du groupe Fratelli d'Italia à la Chambre des députés sur Radio France Internationale (RFI) le 1^{er} mai : « une Europe qui gouverne sans les socialistes et sans ces groupes qui se définissent comme écologistes mais qui sont en réalité des éco-extrémistes ». L'enjeu le plus immédiat du scrutin de juin réside en effet dans la capacité de la droite dure à remettre en cause la cogestion du Parlement par le PPE et les socialistes. Un système d'accords à géométrie variable pourrait s'y substituer. Dans l'Hémicycle prévaudraient des débats sociétaux toujours plus furieux ; et sur les sujets économiques, dans la coulisse, des arrangements toujours aussi opaques.

(1) « The hard right is getting closer to power all over Europe », *The Economist*, Londres, 16 septembre 2023.

(2) Lire Serge Halimi, « Cette Europe dont nous ne voulons plus », *Le Monde diplomatique*, août 2015.

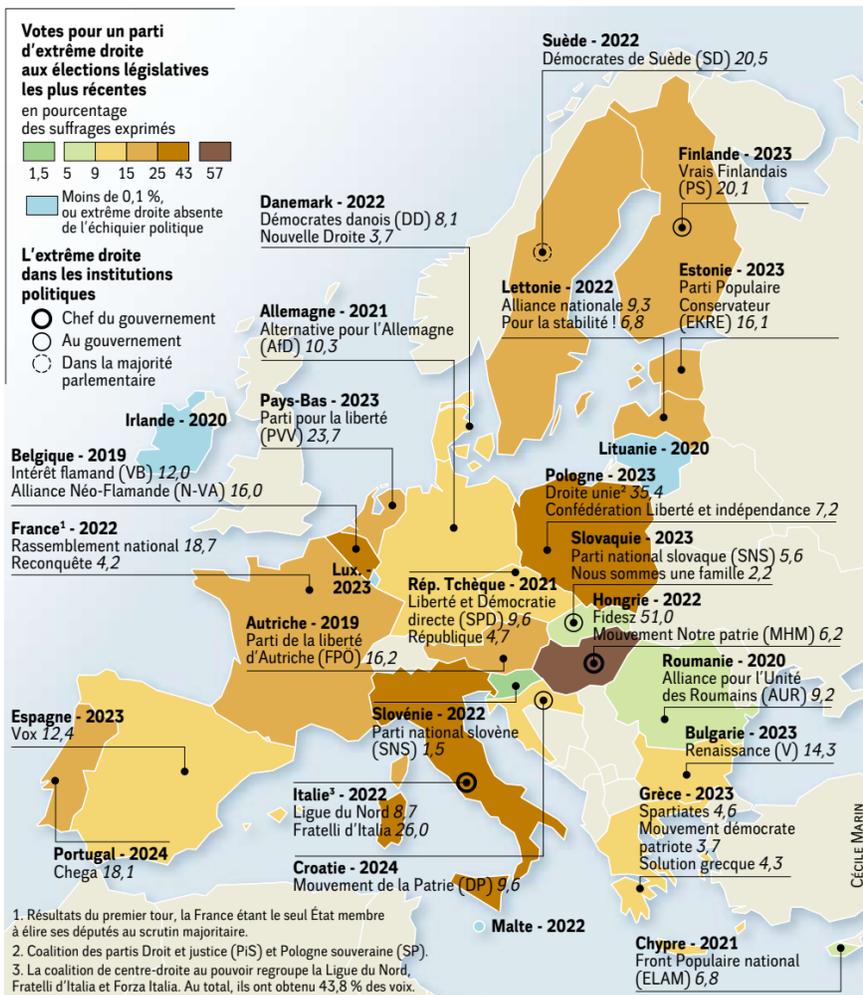
(3) Lire Pierre Rimbert, « De Varsovie à Washington, un Mai 68 à l'envers », *Le Monde diplomatique*, mai 2018.

(4) Matthieu Jublin, « "L'écologie punitive", une imposture des droites », *Alternatives économiques*, Quétigny, mai 2024.

(5) Roee Nahmias, « Geert Wilders : Change Jordan's name to Palestine », 20 juin 2010, www.ynetnews.com

(6) Cf., sur le cas français, Bruno Amable et Stefano Palombani, *Où va le bloc bourgeois ?*, La Dispute, Paris, 2022.

(7) Lire Benoît Bréville, « Le modèle Meloni », *Le Monde diplomatique*, juillet 2023.



Écoquartiers, un alibi

(Suite de la première page.)

La Planoise en est à la première étape : la signature de la charte d'engagements. Anye habite depuis quarante-cinq ans un trois-pièces loué 500 euros dans l'un des immeubles promis à une destruction prochaine. Elle observe avec désespoir son quartier changer de visage. « *Un peu de rénovation et d'entretien des bâtiments suffirait largement !* », s'indigne la septuagénaire. « *Les tours démolies ne sont pas particulièrement en mauvais état et plutôt récentes*, assure la représentante d'un bailleur social,

mais il a été estimé que c'était l'aménagement urbain qui entraînait les problématiques du quartier, comme les incivilités. » Anye a le sentiment d'être mise à la porte. À la place des immeubles démolis dans sa rue devait naître une ferme urbaine, finalement abandonnée en raison des sols pollués. Un responsable du bailleur social de son immeuble la reprend : « *J'insiste sur les termes, il ne s'agit pas de "déloger" mais de "reloger"*. » La plupart des Planoisiens expulsés se verront proposer des logements en dehors de leur quartier pour « favoriser la mixité ».

Des réunions publiques houleuses

PLANOISE n'est pas le premier quartier labellisé à Besançon. Le jumelage avec la ville allemande de Fribourg-en-Brisgau, abritant l'écoquartier Vauban, pionnier en Europe, a sans doute encouragé la capitale franc-comtoise à rejoindre, dès le début des années 2010, le club des cités européennes à la pointe de la ville durable. À l'époque, « *on se sentait un peu à la traîne dans le milieu des acteurs de l'urbain français par rapport à ce qui se faisait depuis longtemps en Allemagne ou dans des pays du Nord* », se souvient M. François Grether. L'architecte, primé par le grand prix de l'urbanisme en 2012, s'est alors vu confier un projet bisontin, présenté comme une référence : l'écoquartier des Vaïtes, labellisé en 2014.

La municipalité souhaitait implanter 1 150 nouveaux logements sur 23 hectares, au nord-est de Besançon. Une sorte de « *campagne urbaine, un quartier vert pour les familles* », projetait M. Grether. Il y était prévu « *un bâti performant et des solutions mobilisant les énergies renouvelables* », une « *rue partagée* », deux parkings nommés « *centres de mobilité* », un groupe scolaire et une « *bande verte* » incluant des potagers, des boisements et des promenades. Tout cela à la place de maisonnettes, de corps de ferme, de serres, de jardins cultivés par les riverains et d'espaces verts. La reconnaissance ministérielle du projet semblait lui promettre une mise en œuvre sans embûches. Toujours présent sur le site Internet du label, il n'a pourtant jamais vu le jour. Dès la réception des premiers tracts annonçant le programme dans leurs boîtes aux lettres, des habitants du quartier se sont mobilisés. Des tissus rouges sont alors accrochés aux balcons en signe de protestation, des pétitions circulent. Les réunions publiques sont houleuses, des propriétaires saisissent la justice... Josée s'en souvient comme si c'était hier. « *Quand on a reçu la paperasse, on nous présentait un projet déjà ficelé. Ensuite, il y a eu des réunions, mais c'était plus pour nous informer de ce qui allait se passer*

que pour nous demander notre avis. » Sur la maquette du programme, cette habitante découvre sa maison enserrée entre deux immeubles. Face à la contestation, les travaux ont été suspendus précocement, mais il a fallu attendre février 2023 pour que le projet soit définitivement enterré.

M^{me} Claire Arnoux, jardinière des Vaïtes et coprésidente de l'association Les Jardins des Vaïtes, souligne la difficulté de se mobiliser contre ce type d'aménagement estampillé « *écoquartier* ». Pour déconstruire ce discours « *écologisant* », explique-t-elle, il a d'abord fallu se plonger dans les documents et cartes du projet : détailler l'emprise des bâtiments, de la route, recenser les espèces protégées, démontrer les atteintes à la biodiversité... « *On a eu tout un travail à faire pour prouver la pertinence écologique de notre combat* », décrit cette candidate de La France insoumise (LFI) aux dernières élections municipales. La particularité de ces projets urbains est d'être « *investis d'une énorme forme de positivité et de concepts "savonnette" difficiles à saisir, hermétiques à la contestation* », abonde Matthieu Adam, chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et coauteur de l'ouvrage *Le Capital dans la cité* (Éditions Amsterdam, 2020). Apposer le terme « *écoquartier* » vise ainsi, selon lui, à « *dépolitiser le débat sur la façon de produire la ville* ».

La mairie de Besançon, dirigée depuis 2020 par les écologistes, n'a toutefois pas totalement abandonné l'idée d'aménager les jardins des Vaïtes. Mais elle défend désormais un écoquartier « *revisité* » : un nombre de logements réduit de moitié, un peu plus de logements sociaux (30 % au lieu de 20 % au départ) et des surfaces urbanisées divisées par deux. Le reste sera « *un îlot de fraîcheur accessible à tous les Bisontins et les Bisontines* », annonce la ville. « *Si on ne fait pas de logements à cet endroit, où est-ce qu'on construit ?* », justifie M. Aurélien Laroppe, élu en charge de l'urbanisme et vice-pré-



MEHMET ALI UYSAL. – «Skin» (Peau), Istanbul, 2014

sident de Grand Besançon Métropole. Tandis que nous traversons des zones en friche, un boisement et des jardins promis à une destruction prochaine, il dit comprendre « *qu'à cette échelle, on puisse se demander pourquoi on toucherait à ça* ». Néanmoins, il affirme porter une vision « *plus globale* ». Construire aux Vaïtes serait « *un moyen d'éviter que les ménages partent habiter en dehors de l'agglomération, où ils devront prendre leur voiture pour venir travailler, avec ce que cela implique de bilan carbone* ».

Deux visions de l'écologie et de la ville semblent ainsi s'opposer. L'une considérant qu'il faut sanctuariser les terres naturelles et agricoles à tout prix, miser sur la rénovation de l'existant, quitte à opérer une révolution réglementaire allant jusqu'à la réquisition des logements vacants. L'autre estimant que les besoins de logements sont tels qu'ils contraignent à poursuivre la construction, l'artificialisation des sols, mais en limitant les impacts par la compensation et des aménagements plus « *sobres* ». On devine de quel côté se situent les promoteurs immobiliers...

Selon François Valegeas, maître de conférences en aménagement de l'espace et urbanisme à l'université Paul-Valéry de Montpellier, « *on bétonne en vernissant de vertus. Souvent, le mot "écoquartier" permet de légitimer la bétonisation. L'écoquartier est une façon de continuer à faire croire la ville et poursuivre la prédation de la ressource foncière. La technique va permettre de pérenniser le système, sans le remettre en question* ». Au regard de la contestation grandissante de la croissance urbaine et de l'artificialisation, « *les acteurs de la production urbaine rendent leurs projets plus acceptables, en verdissant leur discours* », tout en répondant au « *désir grandissant d'un mode de vie plus écologique* ».

Outre celui des Vaïtes, bien d'autres projets d'écoquartiers impliquent l'artificialisation de terres fertiles, suscitant l'opposition de riverains et de militants écologiques – Doulon-Gohards à l'est de Nantes, Parc-Marianne à Montpellier, Plessis-Botanique à La Riche, la Courrouze à Rennes... C'est pour prendre en compte ces protestations que le label ÉcoQuartier a été révisé en 2023 :

les porteurs de projets ne peuvent plus obtenir l'étiquette sur de simples intentions. À ce jour, seuls 18 projets (sur les quelque 530 engagés dans la démarche) ont atteint l'ultime étape – mais cela n'empêche pas les promoteurs de se servir du mot magique sur leurs dépliants publicitaires. En outre, les nouvelles règles imposent aux opérateurs de rendre compte d'indicateurs chiffrés, tels que le « *temps de transport pour accéder à des services essentiels* » ou le « *coefficient de biotope par surface* ». Enfin, de nouvelles priorités ont été intégrées, en particulier l'objectif « *zéro artificialisation nette* » (ZAN) de sobriété foncière, afin que les écoquartiers soient prioritairement en renouvellement urbain. Le label peut toutefois être attribué à des constructions en extension « *dès lors qu'il n'y a pas de friche recyclable ou suffisamment de logements vacants rénovables à proximité, et que cela est justifié par de forts besoins démographiques sur des territoires tendus, comme la Métropole du Grand Paris* » – un critère souple et vague qui offre bien des possibilités de contournement, en particulier dans les territoires au marché du logement tendu, comme la région parisienne.

Une « très belle clientèle qualitative »

DEPUIS 2010, la loi fixe un objectif de construction de 70 000 habitations par an en Île-de-France, une région frappée par une sévère pénurie de logements mais déjà fortement urbanisée, où les terrains manquent. Deux départements de la petite couronne parisienne, la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine, accueillent le plus grand nombre de logements mis en chantier. C'est aussi là que l'on retrouve la plus forte concentration d'aménagements labellisés ÉcoQuartier. À sept kilomètres de la capitale, à Châtenay-Malabry (35 000 habitants), dans le sud des Hauts-de-Seine, celui de La Vallée poursuit sa deuxième phase de construction. Il prend place sur les 20 hectares de l'ancien site de l'École centrale, déménagée sur le plateau de Saclay en 2017.

La ville aux 45 % de logements sociaux connaît actuellement de grands bouleversements. Une partie des petits immeubles roses de la cité-jardin de

la Butte-Rouge, représentant plus de la moitié de ce parc social, sont progressivement murés, au grand dam des défenseurs de cet héritage des utopies urbaines du début du xx^e siècle, quand les aménageurs se souciaient du confort des classes populaires. Dans cette cité voisine du futur écoquartier, nombre d'habitants dénoncent une opération de gentrification. Le projet consiste – selon la municipalité – à apporter de la mixité sociale en passant de 98 % à 40 % de locatif social, afin de faire advenir une « *citée-jardin du xx^e siècle* », « *dynamique et productive, source de bien vivre et d'emploi* », favorisant la « *cohésion sociale* ». « *Nous sommes proches de Paris, donc les spéculateurs veulent prendre ces 65 hectares pour y construire des résidences plus luxueuses* », décrypte M^{me} Barbara Gutglas, présidente de l'association Châtenay Patrimoine Environnement.

TOUTES LES ARCHIVES DU « DIPLO »
depuis 1954

- plus de 800 numéros du journal
- plus de 2 500 cartes
- plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

ABONNEZ-VOUS
www.monde-diplomatique.fr/archives

QUE RÉNOVER

pour verdier le béton



© MEHMET AULIYSAL - PHOTOGRAPHIE: HAKAN EZILMEZ - PARIS8, PARIS

lieu, ancien gymnase de l'École centrale qui doit accueillir « un espace de coworking, des expos éphémères, des cours de danse ou de yoga ». Pour le chercheur François Valegeas, on est là dans la communication classique sur les écoquartiers, qui accueillent « des pratiques et des modes de vie rejoignant ceux des cadres et des populations aisées ». Un standard qui ne date pas d'hier. Lors des toutes premières attributions du label, M^{me} Christine Leconte, présidente du conseil national de l'ordre des architectes, se souvient que les candidats devaient décrire « la journée type de l'habitant de demain » : « Ils avaient tous accès à une Amap [association pour le maintien d'une agriculture paysanne] et à une crèche à proximité. Ils prenaient tous leur vélo pour aller au travail. Ils avaient tous un logement avec un prolongement extérieur. En fait, on était dans une ville-type qui n'était plus du tout accrochée au territoire. »

Pour une commune désireuse de renouveler sa population, d'accroître ses recettes fiscales et d'investissement, le label constitue un puissant outil de marketing territorial. « Un écoquartier, ça se voit, ça se construit, on peut le faire visiter, le vendre et le marketer, contrairement à des politiques climatiques et écologiques qui n'ont pas forcément de visibilité immédiate », analyse François Valegeas. Ça rentre aussi dans l'échelle de temps de l'élu. Il va pouvoir, au cours de son mandat, faire sortir de terre des bâtiments qui incarmeraient cette écologie. À Châtenay-Malabry, le maire n'a bien sûr pas manqué de poser, pelle à la main, devant le premier arbre ornant le trottoir de l'artère commerciale.

L'édile répète avoir été séduit par la promesse d'Eiffage de se servir de cet aménagement comme d'un laboratoire, afin d'opérer la fusion entre smart city et écoquartier. Sur le cours du Commerce flambant neuve, les « bienvenues » défilent en pixels rouges sur d'élégants candélabres, équipés de LED intelligents. Le groupe a mis le paquet, et le fait savoir. Une ferme urbaine d'un hectare devra alimenter la cuisine scolaire. Un « parti pris » d'Eiffage lors de sa réponse à l'appel d'offres, explique M. Julien Sarthe, à l'époque responsable des programmes chez Eiffage Aménagement.

De l'autre côté du tram, les grues de chantier valent dans le ciel et les bétonnières s'activent au sol, tandis que fleurissent dans les rues de La Vallée les affiches promotionnelles : « Devenez propriétaires à Châtenay-Malabry », « Ma réalité de vie augmentée », ou encore « Un espace de biodiversité dans la Ville Parc ». La communication est aussi savamment orchestrée sur Internet, avec des visuels de terrasses aux allures quasi tropicales dans un « lieu de vie unique », « écologiquement exemplaire ». Les futurs habitants « profiteront de la nature omniprésente » et « du vert comme décor ».

À terme, 2200 logements neufs sont programmés pour accueillir 4600 nouveaux habitants dans cet espace niché entre le parc de Sceaux et la coulée verte. Des résidents sont d'ores et déjà logés dans les premiers immeubles livrés de l'écoquartier. Si les prix de vente restent bien en dessous de ceux de la capitale, ils augmentent rapidement. Les commerciaux indiquent qu'ils sont passés de 6800 euros à 7500 euros le mètre carré, en six mois. Un jeune investisseur en logement locatif sort du bureau d'un promoteur avec l'intention d'acheter un appartement à plus de 8000 euros le mètre carré. On est bien au-dessus des prix moyens à Châtenay-Malabry (autour de 4750 euros le mètre carré pour un appartement, selon le site Meilleurs Agents). Il faut dire que tous les ingrédients sont là pour séduire une « très belle clientèle qualitative » de « jeunes cadres et professions libérales », détaille une commerciale d'Eiffage Immobilier. « Ce sont des gens qui vont faire attention à ne pas détériorer leur environnement et se sentent concernés par la vie du quartier. Ils vont payer à temps et faire les réparations nécessaires. Le quartier sera entretenu : ça valorise aussi leur patrimoine », s'enthousiasme-t-elle.

Les images graphiques présentées sur le site consacré au projet mettent en scène une population jeune, souriante et active qui arpente la rue commerçante, à pied, à vélo, à trottinette ou à rollers. Sacs de shopping en main, les passants flânent devant les vitrines de la trentaine de boutiques attendues dans le quartier. D'autres se restaurent sur des bancs, à côté d'un food-truck et d'un futur tiers-

ment. Une manière d'améliorer « l'acceptabilité du projet » : « C'est un projet d'aménagement sur lequel on aurait pu avoir énormément d'opposition, mais il n'y en a eu aucune », car « la force principale que les gens ont retenue, c'est la ferme urbaine », se réjouit-il.

Le système de noues d'infiltration des eaux pluviales a valu à Eiffage une subvention de l'Agence de l'eau. Le groupe affiche son volontarisme dans « l'économie circulaire ». L'École centrale a ainsi été « déconstruite », plutôt que « démolie », sur place. 120 tonnes de mobilier et équipements ont été directement reconditionnées et commercialisées sur site par l'association RéaVie, dont le président est un ancien conducteur de travaux en Île-de-France chez Eiffage Construction. 60000 mètres cubes de gravats ont été recyclés comme sous-couche de routes et partie constituante des nouveaux bétons, évitant ainsi 6000 rotations de camions (selon le promoteur). 30% des granulats du béton utilisés pour la construction de la première phase de l'opération proviendraient de la déconstruction. Des expérimentations sur la recarbonation du béton sont également en cours : la technique consiste à y introduire sous pression du CO₂, afin de compenser les émissions induites par l'utilisation du ciment dans la fabrication du béton recyclé.

Pour valider et mettre en œuvre ses innovations à Châtenay-Malabry, Eiffage s'est associé à l'I-Site Future, consortium de recherche sur la ville durable copiloté par l'École des Ponts ParisTech et l'université Gustave-Eiffel, créée en 2020 et spécialisée dans l'étude des villes. Ce partenariat, qui illustre l'entrelacement de plus en plus étroit des milieux universitaires et privés dans le domaine de l'urbanisme, a donné naissance à un programme de recherche-action intitulé « E3S » (Écoquartier smart, sobre, « sûr »), cofinancé à hauteur de 2 millions d'euros par l'entreprise et le consortium. Sur La Vallée, vingt-cinq professionnels d'Eiffage et cinquante-sept chercheurs de l'I-Site Future ont développé des ateliers (bien-être, gestion de l'eau, économie circulaire, chantier responsable dans la ville, usages prédits et décrits par le numérique...).

Peinture photoluminescente et pistes cyclables

ENTRE les bâtiments universitaires, M. Nicolas Hautière, directeur du département Composants et systèmes (Cosys) de l'université Gustave-Eiffel, nous guide vers un vaste « hall climatique » en forme de cube bleu. L'équipement de 250 mètres carrés nommé « Sense-City », aux allures de décor de film, permet de « simuler le métabolisme de la ville du futur ». Cette « mini-ville » est bardée de capteurs mesurant la pollution, la qualité de l'eau et de l'air, la température ou l'humidité. Dotée d'un budget de 9 millions d'euros, elle vise à tester l'efficac-

ité des innovations et matériaux alternatifs au béton classique, soumis à des contextes climatiques plus ou moins extrêmes. Une deuxième mini-ville a été fabriquée à l'extérieur pour étudier notamment le phénomène des îlots de chaleur. « Il y avait un enjeu à avoir une infrastructure de test pour les industriels qui développent ces technologies », explique M. Hautière. C'est ici que sont expérimentées les peintures photoluminescentes LuminoKrom, développées par la start-up Olikrom et Eiffage Route, qui doivent être mises en place sur des

trottoirs ou pistes cyclables dans l'écoquartier. L'argent public fusionne avec l'initiative privée pour produire la ville standardisée de demain...

Cette débauche de technicité ne résout pas tous les problèmes, si l'on en croit l'étude réalisée par d'anciens étudiants de l'École d'architecture de la ville et des territoires Paris-Est. Dans ce rapport critique, l'écoquartier La Vallée est qualifié de « symptôme d'une conception urbaine inachevée ». Un « business as usual » dans un contexte « résolument urbain » où « la minéralité domine » et dont l'espace public demeure conditionné par la voiture. Si le recyclage des granulats a permis

d'économiser 600 tonnes d'émissions de CO₂, cela reste selon eux dérisoire en comparaison de ce qu'aurait représenté la conservation d'une partie des 85000 mètres carrés de bâtiments existants de l'École centrale.

Néanmoins, selon l'étude d'impact, le surcoût de la réhabilitation aurait été « trop important pour assurer l'équilibre financier du projet ». « Ça me désole qu'on ne parvienne pas à mieux retravailler l'ancien », réagit M. Clément Willemin, le paysagiste de l'écoquartier. C'est moins cher de faire du neuf que de réparer l'existant. Cet argument économique va bien souvent à l'encontre de la logique environnementale. »

Gérer l'espace public sur une tablette

DANS le domaine de la ville durable, le marketing urbain et les labels produisent un nouveau vocabulaire « politiquement correct » : « On parle de "noue", de "connexion", de "rapport au végétal", de "transition" ou de "trame bleue et verte" », détaille M. Willemin. Un cahier des charges et un discours uniformisés que le paysagiste dit retrouver dans toutes ses opérations, d'Alsace en Bretagne, de Lille à Marseille. « On a inventé les concepts avant les connaissances », complète M. Hautière. On fait des écoquartiers au sens de l'étiquette, mais la recherche est encore balbutiante sur la ville durable. »

Grâce au label, Eiffage bénéficie d'une image de marque auprès des acteurs de l'urbain, se vante M^{me} Valérie Dioré. Alors directrice de l'aménagement au sein du groupe, elle s'attelle à présenter cette « carte de visite » opérationnelle lors des grands rendez-vous français et internationaux, comme le fameux Marché international des professionnels de l'immobilier (Mipim) de Cannes. Dans ces salons, l'écoquartier La Vallée remplace sur le devant de la scène « Smartseille », longtemps mis à l'honneur par la multinationale. Un aménagement de 3,5 hectares dans la cité phocéenne, doté d'un réseau de chauffage et de refroidissement à l'eau de mer. Le groupe tente d'asseoir la légitimité de son modèle en déclinant les innovations de Phosphore, son laboratoire de recherche et de prospective en développement urbain. L'objectif est clair : vendre les « solutions » d'Eiffage aux collectivités françaises et à l'international. Pour cela, le groupe a développé un outil de visualisation qui permet aux villes d'imaginer leur écoquartier. « L'utilisateur définit son territoire, choisit la typologie de son projet puis explore les solutions » proposées par le promoteur, décrit le site de l'application.

Les délégations françaises et européennes se succèdent à La Vallée. Ce jour-là, c'est une délégation portugaise qui est reçue à la Maison du projet. Après

un passage devant la maquette miniature du quartier, puis une immersion 3D en vidéo, M. Julien Sarthe présente un tout nouvel outil de maquette numérique (ou City Information Modeling, CIM). Elle offre à la collectivité une gestion de son espace public sur une simple tablette. Des capteurs doivent détecter des anomalies sur l'éclairage public, les bennes à ordures ou les réseaux souterrains, ou mesurer la température du sol. Un premier pas de l'écoquartier vers la smart city, ou « ville intelligente ».

L'opération séduction a réussi. Le directeur de la société d'urbanisme Gaiurb, rattachée à la ville portugaise de Gaia, proche de Porto, s' imagine déjà y bâtir un écoquartier sur ce modèle. Il est imprégné du concept de « classes créatives », des populations qualifiées, innovantes et connectées qui bénéficieraient de l'attractivité d'un territoire, selon le géographe américain Richard Florida. Il espère ainsi attirer « les start-up, les populations jeunes et talentueuses proches des métropoles connectées au monde », intéressées par « un mode de vie plus vertueux » et « smart ». Une vision « techniciste » appliquée à l'urbain, selon la géographe Flaminia Paddeu, « dans laquelle les savoir-faire technologiques et les capteurs vont régler les problèmes écologiques. C'est un fantasme de contrôle qui suppose qu'en surveillant les humains et la nature on va réussir à retrouver un équilibre ».

Le label ÉcoQuartier a déjà essaimé à l'autre bout du monde. Il a été remis à la ville de Funabashi, au Japon, ou à la ville de Cali, en Colombie. Plus récemment, le référentiel a été choisi pour guider la conception d'un « ÉcoVillage » destiné aux femmes dans la région de Dakar, au Sénégal. « Durable », « résiliente », « smart »... la ville de demain sera-t-elle aussi « féminine » ? C'est le nouveau concept en vogue dans le milieu des professionnels de l'urbain, qui ne manquera pas d'être intégré dans la communication des projets au cours des prochaines années.

LÉA GUEDJ.

Inclus dans votre abonnement
Le Monde diplomatique chaque mois en version papier
+ 6 numéros de Manière de voir pour approfondir une thématique grâce à des textes, des cartes, des graphiques...
+ Offert en version numérique :
 • L'accès à notre nouvelle application mobile, simple et confortable
 • 2 ans d'archives de **Monde diplomatique**, en ligne et dans l'application
 • Les articles en version audio

Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/12/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Entreprises et étranger : nous consulter. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Le Monde diplomatique, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et d'actions marketing sur ses produits et services. ☐ Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales par voie postale du Monde diplomatique. ☐ Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales par voie postale des partenaires du Monde diplomatique. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.monde-diplomatique.fr/diplo/rpdp/> ou écrivez à notre délégué à la protection des données : 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@monde-diplomatique.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par courriel : abo@monde-diplomatique.fr ou par téléphone au 03 21 13 04 32 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://boutique.monde-diplomatique.fr/cgv.html>

Informez-vous, abonnez-vous

...et contribuez à l'indépendance du Monde diplomatique

1 AN - 12 numéros du *Monde diplomatique*
+ 6 numéros de Manière de voir pour 89 €

1 AN - 12 numéros du *Monde diplomatique* pour **59 €**

PLUS SIMPLE, PLUS RAPIDE
www.monde-diplomatique.fr/abo

ou téléphonez au **03 21 13 04 32**
 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

À renvoyer, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre du Monde diplomatique SA, à l'adresse suivante :
Le Monde diplomatique, service abonnements,
A 2300, 62066 Arras Cedex 9
Coordonnées : RMD24BA06

M. M^{me}

Nom
 Prénom
 Adresse
 Code postal [][][][]
 Ville
 Courriel

J'accepte de recevoir des offres du Monde diplomatique : Oui Non
 J'accepte de recevoir des offres des partenaires du Monde diplomatique : Oui Non

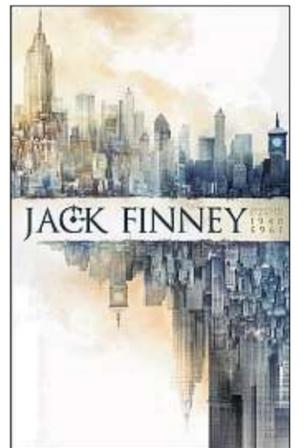


LITTÉRATURE

Tremblements du temps

Nouvelles d'antan, 1948-1965
de Jack Finney

Sous la direction de Pierre-Paul Durastanti, Le Béliat', Moret-Loing-et-Orvanne, 2023, 390 pages, 24,90 euros.



On ne peut pas vraiment dire que l'Américain Jack Finney est un inconnu en France. Son roman, *The Body Snatchers* (1955), a un titre célèbre, mais cette célébrité est due principalement aux films qu'en ont tirés Don Siegel (*L'Invasion des profanateurs de sépultures*, 1956), Philip Kaufman (*L'Invasion des profanateurs*, 1978), Abel Ferrara (*Body Snatchers*, 1993)... Les amateurs de science-fiction ont salué l'étonnant *Voyage de Simon Morley* (traduit par Hélène Collon, Denoël, 2015) et un recueil de nouvelles, *Contretemps* (traduites par Jérôme Vérain, Clancier-Guénard, 1988). Grâce au Béliat', et sans équivalent en langue anglaise, un nouveau recueil, de vingt-deux nouvelles dont onze inédites, enrichi d'une bibliographie de l'œuvre de Finney, lui redonne une visibilité ô combien légitime.

Il était temps, dira-t-on... Oui. Et l'expression sera d'autant plus juste que le temps est le moteur de beaucoup des textes rassemblés ici – allers-retours entre les époques, jouant moins d'ailleurs sur le fameux paradoxe spatio-temporel que sur l'émerveillement du « voyage ». Ras-surons tout de suite ceux que rebutteraient les explications scientifiques : Finney n'en fournit aucune, et ces mystères n'existent que par leurs vertus poétiques ou morales. On est davantage dans le conte voltairien que dans la *hard science*. Ainsi, dans *La Lettre d'amour*, une missive découverte dans un vieux meuble inaugure une correspondance amoureuse entre deux personnes d'époques différentes. Dans *Des voisins originaux*, des vacanciers venus du futur s'installent près du domicile du héros, qui les trouve très agréables à fréquenter. Dans *Le Troisième Sous-Sol*, la Grand Central Station de New York dissimule un passage menant en l'an 1894...

Ce rapport au passé est souvent nostalgique et la plupart des personnages sont des mélancoliques, déplacés dans leur époque, mal à l'aise dans leur vie et cherchant, sans toujours la trouver, une embellie dans ce qui n'est plus. L'écriture est délicate, sans grands effets, mettant en avant des gens simples confrontés à plus grand qu'eux. Quand il ne s'intéresse pas aux voyages dans le temps, Finney détourne certains classiques du fantastique pour les intégrer à son univers feutré. Ainsi des fantômes dans *Il est une marée* ou des maisons hantées dans *Où sont les Cluett ?* Il y a un charme désuet très prenant dans ce recueil, qui rappelle (même si Finney n'y a curieusement pas participé) la célèbre série télévisée de Rod Serling *La Quatrième Dimension*.

Cette obsession du temps est la principale thématique de cet ensemble, où l'on retrouve quelques nouvelles dénuées de fantastique comme l'angoissante *Contenu des poches d'un mort*, qui voit un homme risquer bêtement sa vie pour récupérer un vieux papier. Si l'on voulait opérer des rapprochements, c'est moins du côté de ses confrères américains de la même époque (Ray Bradbury, Richard Matheson ou Robert Sheckley) qu'il faudrait aller les chercher que de celui de l'Italien Dino Buzzati, qui confrontait lui aussi en toute innocence des héros de tous les temps à des aventures invraisemblables et révélatrices. On aimerait bien qu'un autre éditeur nous offre également les nouvelles de Finney ne relevant pas de l'imaginaire.

HUBERT PROLONGEAU.

EUROPE

AN UNCHARTED TRANSITION. The Balkans in the Post-Wall Era. – Christophe Solioz

Nomos, Baden-Baden, 2024, 256 pages, 69 euros.

Plus de trois décennies après la chute du mur de Berlin, un quart de siècle après la fin des guerres yougoslaves, où en sont les Balkans ? Alors que la guerre d'Ukraine vient rebattre les cartes, le philosophe Christophe Solioz interroge les lieux et les concepts, explorant la tension toujours irrésolue entre l'« Europe centrale » et les Balkans, ou une « Europe du Sud-Est » placée en position de périphérie alors que se déplace le centre de gravité du continent. Il interroge la notion de « transition », qui ne peut plus être définie comme le moment, limité, du passage d'une situation à l'autre, mais qui s'impose plutôt comme la règle permanente de toutes les sociétés. Nourri par de nombreuses références théoriques et des débats trop souvent méconnus en France et par une solide pratique du terrain, ce livre ouvre la voie à une nécessaire périodisation, distinguant une Europe « d'après la chute du Mur » (1989-2008), une Europe « en crise » (2009-2020), où même les acquis démocratiques de la période précédente ont été remis en cause, et la situation nouvelle que nous vivons depuis 2020. Et questionne le cliché de Balkans « trou noir » de l'Europe.

JEAN-ARNAULT DÉRÉNS

D'UNE AUTRE EUROPE. Dire, écrire et agir en Europe centrale. – Jean-Yves Potel

Circé, Belval, 2024, 396 pages, 27 euros.

Ce recueil est un hommage à quelques femmes et hommes d'Europe centrale et orientale dont les paroles, écrits, combats, espoirs et déceptions des dernières décennies sont restitués sous forme d'analyses et de témoignages. Pris dans les filets de l'histoire, confrontés à l'arbitraire politique, aux mensonges d'État, à la censure, aux persécutions, à la férocité des guerres, au dégrèvement des aspirations démocratiques et des rêves d'Europe unie, ces intellectuels ont néanmoins « accordé leur confiance au monde ». Ils n'ont cessé de lutter contre toute forme d'oppression, contre les stéréotypes, les nationalismes ou les haines interethniques, en vue de faire advenir liberté et vérité. Certains ont emprunté des voies politiques, d'autres des voies culturelles – car « quand la politique est bannie de l'espace public, la culture prend sa place » –, qu'elles relèvent de la littérature ou de travaux historiques. Invité à porter un regard extérieur sur cet univers, le lecteur en apprend beaucoup sur sa propre présente condition.

NOËLLE BURGI

AMÉRIQUES

FRUITS FRAIS, CORPS BRISÉS. Les ouvriers agricoles migrants aux États-Unis. – Seth M. Holmes

CNRS Éditions, Paris, 2024, 408 pages, 26 euros.

De San Miguel, un village au cœur des montagnes de l'État d'Oaxaca au Mexique, jusqu'aux États de Washington et de Californie, l'anthropologue Seth M. Holmes retrace le parcours d'ouvriers agricoles mexicains partis « travailler dans des fermes nord-américaines ». Afin de décrire minutieusement leur quotidien, notamment leurs souffrances, l'auteur a suivi la traversée de la frontière d'un groupe de Triquis, un peuple mexicain indigène, avant de travailler à leurs côtés aux récoltes. Cette enquête expose les hiérarchies sociales et raciales en vigueur dans les exploitation agricoles d'Amérique du Nord : « cette hiérarchie nocive n'est ni voulue ni organisée par les personnels dirigeants des fermes (...); elle est plutôt le résultat de structures sociales », économiques et politiques à l'échelle internationale. En fin d'ouvrage, l'auteur propose des pistes de réflexion pour « mettre un terme » à un système qui nous permet de nous fournir en fruits frais au prix de corps brisés ».

ELIOTT AUBERT

CARAÏBES

AID STATE. Elite Panic, Disaster Capitalism, and the Battle to control Haiti. – Jake Johnston

St Martin's Press, New York, 2024, 384 pages, 30 dollars.

Bandi Legal (« bandit légal » en créole) : ce tube chanté par M. Michel Martelly avant qu'il ne soit président d'Haïti de 2011 à 2016 dénonçait une situation dans laquelle lui et les siens ont pourtant prospéré. Le banditisme légal d'une classe dirigeante en symbiose avec le trafic de drogue international est le concept qui pourrait le mieux résumer la politique d'Haïti, avec celui d'« État aidé » que Jake Johnston forge dans son ouvrage. Du tremblement de terre de 2010, qui a permis à la classe politique de s'enrichir en détournant l'aide internationale, en passant par les politiques néolibérales favorisant l'invasion du « riz de Miami », jusqu'à nos jours, les financeurs internationaux n'ont cessé de s'appuyer sur les bandits légaux pour orienter la politique haïtienne en fonction des intérêts occidentaux – et principalement américains. Johnston le démontre dans ce livre écrit au contact des acteurs de l'histoire haïtienne, des politiciens aux militants qui leur résistent. À le lire, on comprend mieux l'actuel régime des gangsters, ces créatures qui ont échappé à leurs créateurs.

SERGE QUADRUPANI

ASIE

WUHAN, UNE GRANDE VILLE CHINOISE DE L'INTÉRIEUR. – Georgina André

Éditions de La Sorbonne, Paris, 2023, 312 pages, 30 euros.

Après 1949, les villes chinoises sont organisées autour d'unités de travail, ou *dān wèi*. Les entreprises d'État (construction, aciérie, chemin de fer, etc.), employant la majorité des habitants, érigent alors leurs propres quartiers et infrastructures. Puis vient le temps des réformes. Les autorités locales mettent la main sur ces espaces dès la fin des années 1980 à Canton, au début des années 1990 à Shanghai et à partir des années 2000 à Wuhan. Docteure en géographie urbaine, Georgina André détaille le processus de restructuration qui débute alors : démolitions, expropriations, muséification des lotissements historiques, rachat par les travailleurs de logements jusque-là détenus par les entreprises dans de grands ensembles pouvant atteindre 50000 habitations. L'épisode de Covid-19 a engendré de nouvelles transformations, notamment à travers l'explosion de l'e-commerce de proximité. Une enquête passionnante.

JORDAN POUILLE

AFRIQUE

NIGERIA. La fabrique de la malédiction du pétrole dans le delta du Niger. – Marc-Antoine Pérouse de Montclos

Éditions de La Sorbonne, Paris, 2024, 336 pages, 25 euros.

Le chercheur français Marc-Antoine Pérouse de Montclos parcourt le Nigeria depuis la fin des années 1980, parfois au péril de sa vie. Ce spécialiste des conflits armés analyse ici les dynamiques locales de spoliation dans la première économie du continent. Dans un État où « le détournement de la rente pétrolière a été érigé en véritable système de gouvernement », la malédiction des ressources « n'est jamais à sa manière que le symptôme d'une mauvaise gouvernance plutôt que l'inverse », affirme-t-il. Les compagnies pétrolières et les gouvernements se sont bercés de l'illusion que « l'argent permettait de tout acheter, y compris la paix sociale ». Le travail de collecte de Nigeria Watch, une base de données que l'auteur a contribué à créer, permet de mesurer l'ampleur des violences commises par toutes les parties. Pour l'auteur, un delta du Niger en paix est encore envisageable. Mais désormais, « il va falloir gérer la pénurie et non plus le trop-plein de ressources pétrolières » sur fond d'aggravation de la misère.

JEAN-CHRISTOPHE SERVANT

PROCHE-ORIENT

LA RÉVOLUTION ET LE DJIHAD. Syrie, France, Belgique. – Montassir Sakhi

La Découverte, Paris, 2023, 328 pages, 24 euros.

Anthropologue, Montassir Sakhi analyse, à partir d'une enquête de terrain menée entre 2015 et 2023, l'articulation entre le soulèvement populaire syrien et « l'hétérogénéité des motivations de l'immigration vers le djihad entre 2011 et 2014 » à destination de la Syrie. Les nombreux entretiens réalisés aussi bien avec des combattants syriens de l'opposition qu'avec des « migrants du djihad » rentrés dans leur pays (France, Belgique) montrent que la « mobilisation des symboles religieux » a permis « de sacrifier la cause révolutionnaire, la sanctification des morts donnant lieu à une responsabilisation de ceux qui restaient vivants », ainsi que d'établir « une solidarité et une fidélité transnationales, allant jusqu'à accepter la mort ». Enfin apparaissent les deux pôles de cet engagement : « une critique utopique » du côté des forces de l'opposition syrienne et « une chute macabre dans une utopie négative » avec l'Organisation de l'État islamique (OEI).

NICOLAS APPELT

GÉOPOLITIQUE

LA NOUVELLE GUERRE FROIDE. Les États-Unis, la Russie et la Chine, du Kosovo à l'Ukraine. – Gilbert Achcar

Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2024, 360 pages, 24 euros.

L'affaire est entendue : le monde vit une « nouvelle guerre froide » marquée principalement par l'opposition entre les États-Unis et leurs rivaux russe et chinois. Le politiste Gilbert Achcar sait donner plus de profondeur à ce concept utilisé à l'envi par les commentateurs. Il rappelle qu'il fut l'un des premiers à mettre en avant cette notion, notamment après la guerre au Kosovo en 1999, de « nouvelle guerre froide », due essentiellement à la volonté américaine de tourner le dos au projet, pourtant annoncé par Washington au début des années 1990, de nouvel ordre international. Vision belliqueuse des rapports entre grandes puissances, détermination à imposer ses vues et son influence à la Russie et à la Chine, extension de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) aux anciens satellites de l'ex-URSS : tout cela a créé un ordre où la conflagration planétaire serait bien plus qu'une hypothèse. C'est à l'aune de cette situation qu'il faut lire l'invasion de l'Ukraine par la Russie ou les tensions récurrentes à propos de Taïwan.

TANIA-FARAH SAAB

SOCIÉTÉ

SCHIZOPHRÉNIE NUMÉRIQUE. – Anne Alombert

Allia, Paris, 2023, 96 pages, 7,50 euros.

« L'homme moderne est, selon Paul Valéry en 1931, l'esclave de la modernité. Il n'est point de progrès qui ne tourne à sa plus complète servitude. » Actualisant ces considérations, Anne Alombert, enseignante-chercheuse en philosophie à Paris-VIII, s'interroge sur l'essor des technologies persuasives, développées dans la Silicon Valley pour maximiser l'interaction entre les usagers et les interfaces connectées. Concordant avec le triomphe des théories néolibérales, leur émergence s'inscrit dans « un paradigme cognitiviste et comportementaliste » où l'esprit humain, considéré comme un système entrée-sortie, serait influençable au gré « d'un ensemble d'incitations [informatio]nelles douces à un niveau infra-conscient ». Déployées par des réseaux sociaux et des plates-formes au service d'une économie des données, ces technologies produisent des cerveaux infantilisés, condamnés à se nourrir de contenus symboliques identiques et ainsi menacés par « l'automatisation de l'altérité ». Pour échapper au modèle du paternalisme libertarien incarné par les Gafam, l'auteure préconise de multiplier les communs et d'approfondir l'enseignement des savoirs numériques.

ALEXANDRE LEGUEN

SENS DESSUS DESSOUS, L'ÉCOLE DU MONDE À L'ENVERS. – Eduardo Galeano

Lux, Montréal, 2023, 360 pages, 22 euros.

Le monde à l'envers, c'est celui qui sortait des lanternes magiques du XVIII^e siècle et qu'Alice visita en traversant un miroir. Selon Eduardo Galeano (1940-2015), il lui suffirait aujourd'hui de se pencher à la fenêtre : tuer, voler, polluer sont devenus des vertus, à condition que ce soit à grande échelle. « Le monde à l'envers récompense à l'envers : il méprise l'honnêteté, punit le travail, encourage l'absence de scrupules et alimente le cannibalisme. » Dénonçant ses nombreux complices, le journaliste uruguayen réalise une analyse lucide et rigoureuse des mécanismes économiques mondiaux, comme l'« expression la plus efficace du crime organisé ». La « culture de la consommation » invite tout le monde au banquet dans un élan « égalisateur », mais le refuse à la plupart. Cependant, « la pauvreté est la juste punition que mérite l'inefficacité », selon ce code moral inversé, de même que l'impunité est la règle pour les tortionnaires et les assassins à la solde du pouvoir. Avec un art de la dérision dévastateur, c'est un monde déjà devenu marchandise en 1998, date de la parution initiale de ce texte, qu'il dénonce et invite... à renverser !

ERNEST LONDON

HISTOIRE

Rwanda, les témoins du génocide

AVEC la commémoration des trente ans du génocide des Tutsis au Rwanda, les témoignages se multiplient, comme une confirmation que tout, décidément, n'a pas encore été dit. Après *La Battante. Renaître après le génocide des Tutsis* (Fauves, 2018), François-Xavier Nsanzuwera, ancien procureur à Kigali puis avocat général au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) pendant douze ans, poursuit son récit des événements, cette fois à partir de sa propre expérience (1). Dans un style dépouillé, il décrit la violence humaine en ce jour du 7 avril 1994. Seul survivant de sa famille – il avait 17 ans –, il raconte sa fuite dans un pays dévasté, du moment où il se cache dans une bananeraie jusqu'à son évacuation par la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar). Arrivé en Belgique en 1995, un temps d'adaptation et de reconstruction intérieure lui est nécessaire avant de partir siéger au TPIR. Aujourd'hui, il est chercheur associé pour le Groupe de recherche en matière pénale et criminelle (GRPEC) et membre de l'association belge RCN Justice & Démocratie. Lorsqu'un bourgmestre lui demande de l'aider à accueillir des réfugiés syriens, ses souvenirs le rattrapent avec les épreuves de l'exil et du racisme.

L'enquête de l'anthropologue Violaine Baraduc met en scène deux mères de famille hutues. Après plusieurs semaines de massacres, Béata Nyirankoko et Patricie Mukamana, deux paysannes issues de familles « mixtes » comme il y en avait beaucoup au Rwanda, assassinèrent les enfants qu'elles ont eus avec leurs maris tutsis. À partir d'entretiens, d'archives judiciaires et d'observations, Baraduc donne à entendre la voix de ces deux infanticides. D'autres membres de leur famille, accusés ou rescapés, témoignent de ce chemin vers le crime qui fut celui de tant de Rwandais. Interrogeant le rôle des femmes et des rapports de genre dans les tueries, l'anthropologue dévoile avec minutie les rouages psychologiques et les pressions sociales à l'œuvre dans le retournement des liens affectifs et sociaux durant un génocide certes commandité par le pouvoir, mais massivement exécuté par les populations (2).

Enfin, l'ouvrage collectif *Rwanda 1994. Quand l'histoire s'écrit à la machette* se présente comme un manuel scolaire, riche d'informations inédites sur le génocide, notamment à travers des témoignages d'enfants, cibles privilégiées jetées en masse dans les fosses com-

munes, comme le rappelle l'historienne Hélène Dumas (3). Organisé en trois parties (*Le Temps des massacres. Des images contre l'oubli* – photographies et caricatures des « 100 jours » – et *Des traces indélébiles*), ce recueil regroupe des contributions de chercheurs, des témoignages de rescapés, d'orphelins, ou de « figurants » (casques bleus, acteur humanitaire, journaliste). Parmi eux, la journaliste Colette Braeckman, qui a « couvert » le génocide pour *Le Soir* de Bruxelles, ou le militant Aloys Kabanda, l'un des membres fondateurs de l'association Ibuka en Belgique. Comme le souligne l'auteur et éditeur Marc Schmitz, l'ombre du génocide plane toujours sur la région.

CHRISTINE HOLZBAUER.

(1) François-Xavier Nsanzuwera, *La Rage de vivre*, Michalon, Paris, 2024, 168 pages, 17 euros.

(2) Violaine Baraduc, *Tout les oblige à mourir*, CNRS Éditions, Paris, 2024, 304 pages, 25 euros.

(3) Colette Braeckman, Hélène Dumas, Aloys Kabanda, Marc Schmitz, Damien Vandermeersch et al., *Rwanda 1994. Quand l'histoire s'écrit à la machette*. Couleur livres, Mons, 2024, 176 pages, 16 euros.



DU MONDE

Ébrécher l'oubli

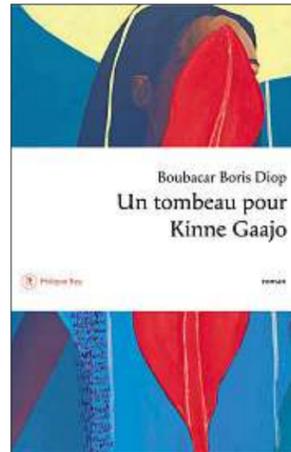
Un tombeau pour Kinne Gaajo
de Boubacar Boris Diop

Traduit du wolof par l'auteur, Philippe Rey,
Paris, 2024, 352 pages, 23 euros.

LE 25 septembre 2002, *Le Joola*, qui allait du sud du Sénégal à Dakar, a sombré. Il avait embarqué trop de passagers. Ce fut le naufrage le plus meurtrier de l'histoire de la marine civile (1 863 morts). Kinne – un personnage créé par le grand écrivain sénégalais Boubacar Boris Diop – a péri dans ce naufrage. Circulant entre l'histoire et la mémoire, la réalité et la fiction, la politique et la littérature, l'œuvre et sa mise en abyme, *Un tombeau pour Kinne Gaajo* est censé être le titre du livre qu'a écrit la journaliste de radio Njéme Pay sur sa « plus-que-sœur » dont elle veut immortaliser la mémoire dans une « biographie qui, au fil des pages, part dans tous les sens ».

Dépositaire de ses archives, Njéme sauve de l'oubli les écrits de Kinne. Tête brûlée aussi excentrique qu'énigmatique, celle-ci refusait d'être une femme « à l'existence ruinée par un absurde sens du devoir conjugal ». Elle a choisi la prostitution comme acte de liberté, opposé à la docilité dominante : « Je continuerai à faire ce que je veux de mon corps (...) je suis à vendre mais pas à acheter. » Écrivaine, chroniqueuse, prostituée, c'est sa voix que l'on va entendre.

Dans ses propos, on retrouve la pensée de Diop, inlassable critique de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et de la Françafrique. Ainsi, Kinne tient une chronique dans le journal francophone *La Torche* dont le patron « préfère vendre le silence aux riches et aux puissants ». Comme ses autres écrits, la chronique de Kinne a cela de remarquable qu'elle est en wolof, dont elle a compris la nécessité d'user alors qu'elle était en prison. « Une œuvre littéraire n'a de valeur que si elle vient de la langue de qui l'écrit », lui fait dire Diop, qui a lui-même traduit *Un tombeau...*, le deuxième roman de son œuvre, après *Doomi Golo*, à avoir été écrit dans son idiome maternel.



Satire politique, portrait des médias, évocation d'une tragédie collective et d'une révolte individuelle, le roman de Diop n'est jamais réductible à un message. S'il décrit, avec un lyrisme et une poésie d'une grande force, un monde où « les humains et les poissons se dévorent mutuellement », y rayonne aussi l'éloge de la littérature, notamment africaine. Ainsi, Kinne Gaajo a « l'ouïe assez fine pour percer les murailles du temps » et sortir de l'oubli les noms de tant de poètes africains comme « Phillis Wheatley et Maada Caam ». Tous sont oubliés de leurs compatriotes, qui préfèrent citer Jürgen Habermas dans un débat sur la pénurie d'eau ou agréments leurs discours de mots arabes qui ne sont le plus souvent pas compris : « Les religions des autochtones, leur sagesse millénaire, tout a été jeté par terre et piétiné, on leur a même imposé de changer de noms ! »

Sans jamais confondre « compassion et complaisance », ce roman est dédié aux victimes du drame dont il faut savoir si l'on veut « les inhumer ou les dissimuler ». Le naufrage du *Joola* devient l'illustration de tous les échecs – culturels et politiques –, et le roman se dresse contre l'oubli – de ce désastre, mais aussi de l'histoire : « C'est bien le tombeau de toute notre nation. Tu es dedans. Moi aussi. Nous tous. »

Diop a créé le premier (et seul) journal en ligne en wolof, et une maison d'édition, EJO-Éditions, qui entend publier des écrits dans toutes les langues d'Afrique.

ALI CHIBANI.

ARTS

KRAFTWERK. Trans-Europe-Express. – Thomas Gaetner

Seveninches by Le Boulon, Paris,
2023, 128 pages, 12 euros.

Inventeurs et initiateurs, ils séduisent David Bowie, participent à la création de l'électro, de la techno, sont happés par le funk et le rap et, le 30 octobre 2021, sont intronisés aux côtés de Louis Armstrong, Billie Holiday, Gil Scott-Heron et Robert Johnson, dans la catégorie « early influence » (précurseurs) au Rock & Roll Hall of Fame... Les baby-boomers et ceux de la génération X connaissent l'album *Trans-Europe-Express* (1977), mais assez peu le groupe qui l'a composé, Kraftwerk, fondé en 1970... Thomas Gaetner, journaliste, raconte l'histoire musicale de Florian, Ralf, Karl et Wolfgang, hommes-machines, « robots » de Düsseldorf, rasés par la guerre et reconstruits en grande ville de la métallurgie de l'Allemagne de l'Ouest. Dans leur « laboratoire » nommé Kling Klang, ils inventent et fabriquent leurs instruments de musique puis commencent à être connus et reconnus. Vers la fin des années 1970, à Detroit, ville de l'automobile en début de déclin, Jeff Mills, pionnier de la techno, dit d'eux : « On ne savait même pas qu'ils étaient blancs et encore moins allemands ! Ils représentaient simplement un futur que l'on désirait ardemment. »

ETHEL SWICZKA

UN BALLET DE LÉPREUX. – Leonard Cohen

Seuil, Paris, 2024, 304 pages, 22 euros.

Pour un artiste maudit, la postérité peut s'avérer une sacrée bénédiction. Pour un artiste reconnu, elle peut très bien virer malédiction. Le marché – comme l'on sait – a développé l'art de vendre les moindres inédits, rature ou brouillon de quiconque est à la fois mort et « vendable ». Leonard Cohen a vécu quatre-vingt-deux ans une vie d'auteur, de chanteur, de poète, à juste titre fêté et célébré. Qu'il n'ait jamais tenu de lui-même à publier ce petit roman et ces quelques nouvelles de jeunesse devrait nous alerter quelque peu. En l'occurrence, pour qui connaît déjà cet auteur éblouissant de finesse et de profondeur, la lecture ici peut vite devenir gênante... Maladroit et balourd, le Leonard Cohen que l'on avait appris à aimer ne l'avait jamais été jusque-là. On ne peut qu'espérer que cette publication ne fera aucune ombre aux deux grands romans déjà parus, le très beau *Jeux de dames* et le terrible *Les Perdants magnifiques*. Une ou deux belles pages quand même annoncent le meilleur de sa création poétique, dont le dernier recueil *The Flame* – comme ici fidèlement traduit par Nicolas Richard – vaut plus que ces tentatives banales d'un grand auteur non encore tout à fait né à lui-même.

PASCAL BOUAZIZ

IDÉES

IL RENVERSE LES PUISSANTS. Portraits de chrétiens contestataires. – Jean-Baptiste Ghins, Matthias Petel et Timothée de Rauglaudre

Éditions du Cerf, Paris,
2024, 280 pages, 24 euros.

À travers douze figures simultanément chrétiennes et contestataires, Jean-Baptiste Ghins, Matthias Petel et Timothée de Rauglaudre invitent à considérer la foi comme le ferment possible d'un combat politique contre l'exploitation capitaliste. Ils rappellent l'engagement de Dorothy Day ou d'Ivan Illich, rendent sa singularité au « personnalisme » d'Emmanuel Mounier, fondateur controversé de la revue *Esprit* et longtemps critiqué à gauche, étudient le « tournant spirituel » de Simone Weil et son concept d'« enracinement », parfois récupéré par la droite française. En outre, puisque « espérer, au sens chrétien, n'est pas se convaincre par un examen rationnel des choses que la situation va objectivement s'améliorer, mais dépasser la noirceur du temps que la lucidité oblige à constater, pour voir la mince part de lumière qui porte la promesse d'un renversement de l'histoire », les auteurs soutiennent que ce regard-là sur le champ politique peut contribuer à guérir du découragement.

MAUD CARRIER D'ODEIGNE

THÉORIES FÉMINISTES VOYAGEUSES. Internationalisme et coalitions depuis les luttes latino-américaines. – Mara Montanaro

Divergences, Paris, 2023, 250 pages, 18 euros.

Pas facile d'être féministe. Mais féministe et philosophe, c'est un enfer. Dès ses origines, la philosophie occidentale est un « boys club » où apparaissent les premiers rudiments de la domination masculine. Partant de ce postulat, la philosophe Mara Montanaro invite à considérer la « philosophie féministe » comme un éveil, un bouscèlement du corpus traditionnel, en relevant ce qu'elle pose comme ses « impensés » : la supposée neutralité – c'est-à-dire, sa posture non sexuée – du sujet philosophe, son positionnement eurocentrique... Pour philosopher, encore faudrait-il s'ancrer dans le « monde réel », puisque les concepts, loin d'être porteurs d'universalité, feraient écho à des « temps » et des « corps ». En empruntant à Edward Saïd celui de « théories voyageuses », l'auteur s'appuie sur les particularités « des mouvements féministes latino-américains » et les insère dans une lutte féministe décoloniale et globale, vue comme une « marée qui inonde les rues de milliers de villes ». Cet essai entend donner à comprendre que « réécrire un passé » où les femmes peuvent s'inscrire est d'une extrême actualité.

IRÈNE SULMONT

CHIFFRE. – Olivier Martin

Anamosa, Paris, 2023, 96 pages, 9 euros.

Qu'est-ce qu'un chiffre ? C'est la question à laquelle répond Olivier Martin, sociologue-statisticien. Que compte-t-on ? Selon quelles conventions ? Avec quelles catégories ? Pour faire quoi ? Pour quel pouvoir ? Que ne compte-t-on pas ? Qui définit ce qui compte et ce qui ne compte pas ? Bref, quelles sont les dimensions conventionnelles, sociales et politiques des chiffres ?

S'ils remplissent un rôle nécessaire de régulation de la vie collective, ils révèlent aussi une façon d'appréhender le monde, consistant notamment à quantifier aujourd'hui tout ce que les agents économiques souhaitent voir transformé en... quantités échangeables sur des marchés. Risques et écosystèmes compris. Pour l'auteur, « la question n'est pas tant de savoir si les chiffres sont exacts ou précis : les questions sont de savoir ce qu'ils désignent et leur capacité à incarner tout ce qu'on attend d'eux, et de bien contrôler la puissance qu'on leur confère ». Il invite à redonner aux chiffres leur potentiel d'émancipation, en développant notre capacité à les déchiffrer sans se laisser intimider par l'autorité que leur confère leur apparente « naturalité » : « Les chiffres doivent redevenir les objets politiques qu'ils sont en réalité. »

SUZY GAIDOZ

AU BORD DES MONDES. Vers une anthropologie métaphysique. – Mohamed Amer Meziane

Vues de l'esprit, Bruxelles,
2023, 206 pages, 20 euros.

Le philosophe Mohamed Amer Meziane part d'une archive de la fin du XIX^e siècle, un échange entre un colon français et un mandarin qui se refuse à céder une terre car elle abriterait un dragon. Que faire de ce dragon, quand on est anthropologue, face à ce que l'on considère au mieux comme une croyance, au pire comme une superstition ? Si une approche ontologique du réel, qui établirait que le dragon n'existe pas, est à exclure, celle, anthropologique, qui montrerait ce que les êtres invisibles signifient inconsciemment pour les « indigènes » est aussi pour l'auteur à rejeter car elle impliquerait à nouveau une hiérarchie des savoirs. À travers l'exemple du monde des rêves – *barzakh* – de la tradition soufie, Meziane propose l'édification d'un savoir qui pense « au bord des mondes » dits réels. Appliquer cette méthode au « ciel » contribuerait à la pensée écologique : un rapport renouvelé et décolonisé aux réalités métaphysiques indigènes, les réhabilitant – dont celles de l'islam –, serait de libérer la Terre du fardeau d'être pourvoyeuse d'un salut ici-bas. De quoi bousculer une pensée « occidentale » fière de sa sécularisation.

MERYEM BELKAÏD

POÉSIE

Le succès, et après ?

LE hasard des calendriers éditoriaux a récemment rapproché deux univers que tout oppose : celui des poètes de la Rome républicaine (1), dont Pierre Vesperini fait entendre les lointains échos, et celui de l'Internationale lettriste, dont Jean-Louis Rancçon ramène à la vie une figure mystérieuse entre toutes, Serge Berna. Car loin des prétentions d'un Horace, qui déclare crânement avoir laissé une œuvre « plus durable que le bronze », nous sommes ici en présence de poètes que l'histoire a laissés sur le côté.

Des poètes de la République, c'est-à-dire de Rome avant Auguste (né en 63 avant notre ère, mort en l'an 14 de notre calendrier) et de l'Empire qu'il a fondé, il ne subsiste bien souvent que quelques vers, parfois même rien : Volusius n'existe qu'à travers les insultes proférées à son encontre par Catulle (84-

54 avant notre ère), lequel a été préservé de l'oubli grâce à son lyrisme virtuose, et parfois sa crudité. Car ce sont les poètes augustéens, Virgile, Horace, Ovide dont Vesperini se détourne avec dégoût que la postérité a préférés : « Tout change quand Rome passe de la République à l'Empire. Elle n'est plus une civitas libera [une cité libre]. Et à partir de là, le chiqué semble envahir toute la vie. » Ce n'est pas la première provocation que le philologue adresse à ses pairs : sa monographie consacrée à Lucrèce (2) dynamitait les poncifs qui recouvraient son œuvre. Vesperini est en guerre contre les représentations anachroniques de l'Antiquité, dont il veut ressusciter toute l'étrangeté. Si toutes ses thèses n'emportent pas la conviction, sa lecture est toujours stimulante. « Il n'y a rien que j'aie tiré de mon imagination, tout sort des textes anciens » : peut-être, mais c'est sur-

tout la passion qui séduit dans ce court livre suggestif, qui nous emmène de la fondation d'Alexandrie aux derniers soupirs des adversaires d'Auguste. Des fragments, certains figés dans un temps poétique révolu, d'autres étrangeté modernes.

Berna n'aura pas rencontré l'oubli par hasard : « Pour tout dire, la condition humaine ne nous plaît pas. Nous avons congédié [Isidore] Isou [l'un des principaux animateurs du mouvement lettriste], qui croyait à l'utilité de laisser des traces. Tout ce qui maintient quelque chose contribue au travail de la police. » Rancçon fait-il œuvre d'officier de la police judiciaire en rassemblant, en un superbe volume illustré (3), l'ensemble des documents qu'il a pu retrouver concernant cette figure disparue ? Berna s'est fait connaître en 1950 par le scandale de Notre-Dame, lorsque son ami Michel Mourre est monté en chaire pour lire une proclamation d'athéisme, bientôt interrompue par les ouailles. Suivront la prison, les manifestes et les coups d'éclat provocateurs pendant quelques années, puis les vols de livres, qui le ramèneront finalement en prison. Avant de disparaître, celui dont la date et le lieu de naissance ne sont guère plus certains que ceux des auteurs antiques aura laissé des ébauches pour un essai et un « roman-film influent » intégralement reproduit, des manifestes, des lettres et quelques rares poèmes, ainsi que des textes de revue. Dérisoire butin ? C'est tout un univers qui revit ici, car autour de l'Internationale lettriste tournent entre autres les André Breton, René Magritte, Henry Miller, Boris Vian et, évidemment, Guy Debord. Avec en son centre une révolte radicale, entre dadaïsme et existentialisme, qui plaçait tout son (dés)espoir dans ce qu'elle ne cessait de maltraiter.

C'est une folie que de confier le sens de sa vie à quelques vers. Et pourtant, il existe des passionnés qui tentent de prolonger par-delà les échecs l'écho de cette entreprise mi-vaine, mi-admirable.

BAPTISTE DERICQUEBOURG.

(1) Pierre Vesperini, *Poètes et lettrés oubliés de la Rome antique*, Les Belles Lettres, Paris, 2023, 160 pages, 15 euros.

(2) Pierre Vesperini, *Lucrèce. Archéologie d'un classique européen*, Fayard, Paris, 2017.

(3) Serge Berna, *Écrits et documents*, édité et annoté par Jean-Louis Rancçon, Éditions du Sandre, Paris, 2024, 208 pages, 35 euros.

ARCHÉOLOGIE

Les voix des ruines

ALAIN Schnapp, archéologue, historien de l'art, auteur d'Une histoire universelle des ruines (Seuil, 2020), et Sylvie Ramon, directrice du musée des Beaux-Arts de Lyon, questionnent les rapports qu'entretiennent les civilisations avec les ruines (1). Ils ont sélectionné trois cents œuvres pour leur grande diversité : de médium (fragments, fresques, stèles, peintures, maquettes...), d'aire culturelle (cinq continents) et d'époque (de la préhistoire à nos jours). Pour Schnapp, la ruine est « davantage une notion qu'un concept », à observer par l'intermédiaire des « espaces de tensions » dans lesquels elle gravite. Il les décline en plusieurs binômes : mémoire et oubli, nature et culture, présent et futur. Pour le dernier, matériel et immatériel, Schnapp montre qu'au-delà de sa seule matérialité l'objet « ruine » est aussi façonné par notre imaginaire, source de poésie introspective. La *Vue de la Grande Galerie du Louvre en ruine* (1796), peinte par Hubert Robert, est un emblème important de la « ruine romantique » : prise dans les rets de la nature, elle renvoie à notre finitude. Le présent interpelle l'avenir avec effroi : la maquette *Voici mon cœur !* (2018-2022), de Khaled Dawaa, pétrifie dans



une poussière noire le quartier de la Ghouta, à Damas, bombardé au gaz sarin par le régime du président syrien Bachar Al-Assad en 2013.

PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER.

(1) Alain Schnapp et Sylvie Ramon (sous la dir. de), *Formes de la ruine*, Lienart en coopération avec le musée des Beaux-Arts de Lyon, Paris, 2024, 464 pages, 45 euros, www.mba-lyon.fr



ÉCONOMIE

ÉCONOMIE DE L'OBESITÉ. – Nathalie Mathieu-Bolh

La Découverte, Paris, 2024, 128 pages, 11 euros.

Depuis quarante ans, les cas d'obésité ont quasiment triplé dans le monde : en 2022, on en dénombre plus de 890 millions avec 2,5 milliards d'adultes en surpoids. Prévalente dans les États industrialisés, l'obésité progresse dans les pays en développement : elle croît alors que le revenu augmente, puis diminue au-delà d'un certain seuil. Dans les pays développés, la relation s'inverse au détriment des pauvres. En France, de plus en plus d'adultes sont concernés, la situation reste stable chez les enfants. Son coût global est estimé à 3,3% du produit intérieur brut mondial (PIB), comparable en France à celui de l'alcool et du tabac (2,7% du PIB). La littérature économique indique un impact significatif des taxes nutritionnelles en faveur de la réduction du poids, particulièrement pour les boissons sucrées. Mais elles ont un effet mitigé dans certains pays : un taux d'imposition d'au moins 20% est nécessaire pour une diminution plus franche. Or le marketing alimentaire est agressif...

DOMINIQUE DESBOIS

ÉCOLOGIE

GAÏA, TERRE VIVANTE. – Sébastien Dutreuil

Les Empêcheurs de penser en rond - La Découverte, Paris, 2024, 512 pages, 25 euros.

La métaphore d'une Terre vivante traverse les âges depuis la déesse grecque Gaïa jusqu'à l'hypothèse formulée par le climatologue anglais James Lovelock, en 1970, de l'existence d'un organisme global régulant depuis trois milliards d'années notre planète au bénéfice du vivant. Le chercheur Sébastien Dutreuil retrace les controverses tant scientifiques que philosophiques qui ont suivi la publication par Lovelock de « l'hypothèse » Gaïa, puis sa promotion, en collaboration avec Lynn Margulis, microbiologiste américaine, auprès des scientifiques. Si cette conjecture s'est rapidement avérée non réfutable au plan épistémologique et incompatible avec l'état des savoirs en biologie de l'évolution, elle n'en a pas moins conditionné les débats politiques concernant les pollutions globales. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que, malgré un discrédit aussi sévère, la métaphore ait continué de prospérer en matière d'environnement, depuis les théories New Age jusqu'aux discutables perspectives de géo-ingénierie.

D. D.

BIOGRAPHIES

LA VIE SUR LES CRÊTES. – Daniel Blanchard

Éditions du Sandre, Paris, 2023, 224 pages, 20 euros.

Né en 1934, récemment disparu, Daniel Blanchard nous livre un passionnant témoignage et une réflexion critique sur l'engagement de toute une vie qui prend sa source dans l'enfance, auprès de ses parents résistants communistes. Poète, ancien membre du groupe Socialisme ou Barbarie auprès de Cornelius Castoriadis, il œuvre à transmettre la pensée de l'écologiste libertaire Murray Bookchin et cosigna avec Guy Debord *Préliminaires pour une définition de l'unité du programme révolutionnaire* (initialement publié en 1960). Des rencontres fondatrices qui vont nourrir les expériences de luttes et questionner les formes d'organisation révolutionnaire auxquelles il se consacre corps et âme et qu'il partage avec sa compagne, Helen Arnold. Ce parcours, où la place de l'art est déterminante, dessine aussi la traversée d'une époque qui, avant de basculer, fut porteuse d'utopies dont il s'attache à cultiver et à transmettre la flamme. Toujours aux aguets, il ne cesse de défricher les mutations de la « machine à capitaliste » et en appelle à « renversement de l'ordre de la domination » comme ligne d'horizon.

MARINA DA SILVA

DOCUMENTAIRE

MENUS-PLAISIRS. Les Troisgros. – Frederick Wiseman

Jour2Fête, 2024, 240 minutes, 25 euros.

Rarement Frederick Wiseman est-il parvenu – longues séquences hypnotiques, montage rythmé – à retranscrire le travail d'une manière aussi immersive. Son documentaire traite ici d'une entreprise, la maison Troisgros et ses trois restaurants, et les séquences les plus marquantes sont celles qui abordent des rapports professionnels – Michel Troisgros faisant des reproches à un jeune cuisinier avant de lui apprendre la préparation de la cervelle, le responsable des serveurs exposant le cadre légal pour signaler les cas de harcèlement. Quelques mentions discrètes sont faites de la guerre en Ukraine, notamment à propos de l'augmentation de certains prix, cependant que les visites rendues par les cuisiniers à des exploitants aux pratiques écologiques tentent de dessiner un modèle d'excellence. Si la question du coût n'est pas abordée (montants des menus ou des chambres), le portrait de Léo Troisgros et de ses frères caritatifs, ou la tentative de food-truck bon marché mis en place à Roanne, esquissent ce qui peut apparaître comme des contrepoints à un modèle reposant sur une clientèle très aisée et la quête d'une reconnaissance critique.

LOUIS ANDRIEU

LITTÉRATURE

Fierté de classe

ÀL'OCCASION du centenaire de sa naissance, en 1924, une biographie du romancier et critique d'art Michel Ragon met en évidence les caractéristiques de son parcours d'autodidacte et souligne ce qu'il a pu avoir de singulier et de rude dans le monde culturel français (1). L'absence de légitimité académique de l'enfant de Vendée, orphelin à 8 ans d'un père sous-officier de la Coloniale rentré au pays, élevé dans un grand dénuement, aura été l'aiguillon initial d'une « vie solidement arrimée au livre ». De petits boulots (*Drôles de métiers*, Albin Michel, 1953) en expériences poétiques favorisées par le groupe amical de l'école de Rochefort (René Guy Cadou, Jean Follain, Eugène Guillevic, etc.), le saute-ruisseau deviendra un romancier célèbre avec *Les Mouchoirs rouges de Cholet* (Albin Michel, 1983), qui tente de rendre aux événements vendéens de la Révolution une portée paysanne, en s'appuyant sur des motivations extra-ideologiques. Ce grand succès littéraire – qui se double d'un échec sur le terrain historiographique – n'estompe cependant pas les autres activités de ce travailleur boulimique : il est parallèlement devenu un spécialiste de l'art contemporain (il est membre du groupe CoBra), de l'architecture et de l'urbanisme (il est un défenseur assidu de Le Corbusier), au point de présenter successivement plusieurs histoires mondiales de ces domaines chez différents éditeurs français. Par ailleurs, et c'est un aspect essentiel de sa personnalité, il se sera fait connaître dès 1947 comme un spécialiste de la littérature populaire et prolétarienne de langue française. Au-delà de son essai maintes fois réédité *Histoire de la littérature prolétarienne en France* (Albin Michel, 1974, 2013), il se sera trouvé, dans l'amitié de Henry Poulaille, d'Édouard Dolléans ou de Georges Navel, une famille spirituelle acceptant avec naturel ses origines et appréciant son militantisme sans faille (il a procuré des rééditions d'Émile Guillaumin et de quelques autres classiques du domaine, comme Constant Malva). Sa pensée critique, peu conforme à la doxa de son temps, mérite d'être interrogée à nouveau car elle paraît caractéristique de la liberté dont font preuve certains esprits marquants de notre époque, comme Gilbert Lascault ou Annie Le Brun.

Les questions de classe sociale et de légitimité, on les retrouve chez l'Italien Alberto Prunetti, qui n'appartient pourtant pas à la même génération que Ragon (il est né en 1973). Fils d'un soudeur rongé par l'amiante, il a raconté la mort de son père dans *Amianto* (traduit par Serge Quadruppani, Agone, 2019). C'est la question de l'appartenance au prolétariat le plus fragile qui sous-tend *Odyssée lumpen*, où il fait le récit de ses années de formation et de son apprentissage du travail sous-payé quand il se retrouve chez des Thénardiens de la restauration italienne à Bristol (2). Il a quitté l'Italie qui, au cœur des années 1990, n'offrait aucune perspective d'emploi à un diplômé ès lettres issu du monde ouvrier. Mais lui n'est pas ouvrier, quand bien même il connaîtrait les dix règles du prolétaire digne enseignées par son père – fierté de classe et résistance au patron. Et il n'a pas de métier intellectuel non plus. Il n'a d'ailleurs pas de profession du tout, ce pour quoi il choisit l'exil au Royaume-Uni, la terre de Robert Louis Stevenson. C'est cette aventure haute en couleur qu'il raconte tout en rendant hommage à *L'Île au trésor*, avec un boucanier opiomane, un nettoyeur de toilettes aux allures de Luciano Pavarotti et autres collègues farfelus. L'enfer dans la chaleur du four à pizzas, et la tarabandante question du corps du travailleur, obsédante chez Prunetti, tout comme son sentiment d'illégitimité, qu'il partage avec Ragon : « *J'ai des épaules d'ouvrier, des jambes de footballeur, des avant-bras et des poignets longs et fins. Je souffrirai toujours de cette dernière caractéristique (...). Un implant bourgeois sur une carcasse ouvrière et pantagruélique, à tel point qu'on dirait que les mains avec lesquelles j'écris sont les mains d'un autre.* » Prunetti anime en Italie une collection consacrée à la littérature ouvrière (Éditions Alegre) et le Working Class Literature Festival.

ÉRIC DUSSERT.

(1) André Derval, *Michel Ragon, singulier et pluriel*, Albin Michel, Paris, 2024, 384 pages, 23,90 euros.

(2) Alberto Prunetti, *Odyssée lumpen*, traduit de l'italien par Anne Echenoz, Lux, Montréal, 2024, 216 pages, 18 euros.

MUSIQUE

Country, rhythm and blues et banjo

« **C**En'est pas un album de country. C'est un album de Beyoncé. » Publié sur ses réseaux sociaux par la superstar américaine Beyoncé Knowles-Carter, quelques jours avant la sortie fin mars de son huitième album studio, *Cowboy Carter*, ce message voulait-il désamorcer le débat ou l'enflammer ? La seconde hypothèse prévaut, considérant la science du marketing que déploie la chanteuse et productrice dont les racines plongent dans le gospel, la soul et le rhythm and blues. Née en 1981 à Houston, Texas, elle est aussi imprégnée de la culture sudiste, qu'elle incarne sur la pochette de son disque avec chapeau, cheval et bannière étoilée. Donnons-lui raison : calibré pour les jeunes urbains « globalisés », *Cowboy Carter* n'est pas un album de country. Mais il est saturé, de l'instrumentation au répertoire, de références au genre, dont ses invités, Dolly Parton, Willie Nelson et Linda Martell, sont des symboles. Beyoncé est ainsi devenue la première Afro-Américaine à être au sommet des palmarès (1).

Aucun album contemporain n'a été autant commenté. Associant la country à des chanteurs blancs coiffés d'un Stetson, des journalistes du monde entier se sont improvisés ethnomusicologues et des centaines d'articles ont été publiés, dont une dizaine dans le seul *New York Times*. Sur la contribution afro-américaine à la genèse du genre, il faut regarder la série documentaire de référence, *Country Music*, de Ken Burns, une fresque de neuf heures dans sa version diffusée en France par Arte. On y apprend l'influence des bluesmen sur des piliers de la country comme Jimmie Rodgers, Hank Williams, Johnny Cash et The Carter Family. On y comprend aussi que, alors que les folklores des opprimés noirs et des prolétaires blancs se mêlaient dans les campagnes du Sud, l'industrie du disque a distingué la *race music* des premiers, rebaptisée rhythm and blues, du hillbilly des seconds (devenu la country) pour ajuster son marketing aux deux marchés dans les années 1920. Mais la circulation entre les deux a perduré. Ce que démontre *Cowboy Carter*, qui résonne avec l'histoire, la société, la pop culture américaines – et l'année

électorale (Beyoncé a soutenu M. Joseph Biden en 2020). Accessoirement, on peut apprécier cet album.

De DeFord Bailey à Darius Rucker en passant par Charley Pride, l'histoire de la country compte bien quelques célébrités noires. En 1962, au pic du mouvement des droits civiques, Ray Charles réconcilia même les radios de country et de rhythm and blues avec son album *Modern Sounds in Country and Western Music*, entraînant toute une scène country soul dans son sillage. Mais l'exception confirme la règle : entre 2002 et 2020, seulement 1,5% des artistes joués sur les radios country étaient noirs, dont un petit tiers de femmes. Sauf que les lignes bougent, par l'entremise notamment d'une artiste comme Rhiannon Giddens, artisanne de la réappropriation par des musiciens afro-américains du banjo, caractéristique de la country mais dont l'ancêtre semble bien être un luth ouest-africain importé lors de la traite atlantique au XVI^e siècle (2). Ex-membre du groupe Carolina Chocolate Drops, avec Dom Flemons qui milite sur le même registre, et récipiendaire de deux Grammy Awards, elle joue du banjo sur le premier single de *Cowboy Carter* et attribue les critiques à « des personnes tentant de préserver leur nostalgie d'une tradition purement blanche qui n'a jamais existé » (3). Le rappeur queer Lil Nas X avait horrifié les traditionalistes avec son tube *Old Town Road* en 2019 : de jeunes artistes afro-américains dont Mickey Guyton, Kane Brown, Brittney Spencer, Rvshvd et Breland continuent, en jetant des ponts entre la country et le rhythm and blues ou la trap.

ÉRIC DELHAYE.

(1) Beyoncé, *Cowboy Carter*, Parkwood Entertainment/Columbia, 2024, CD 16 euros, vinyle 37 euros.

(2) Rhiannon Giddens, *You're the One*, Nonesuch Records, 2023, CD 21 euros, vinyle 35 euros. Également : Breland, *Cross Country*, Bad Realm Records/Atlantic, 2023, CD 21 euros, vinyle 35 euros.

(3) Rhiannon Giddens, « Black artistry is woven into the fabric of country music. It belongs to everyone », *The Guardian*, Londres, 27 février 2024.

REVUES

□ **FOREIGN AFFAIRS**. Néoconservateurs démocrates et républicains se succèdent pour identifier l'ennemi principal des États-Unis : la Chine, la Russie ou l'Iran. Que serait la politique étrangère des travaillistes britanniques ? Le « réalisme progressiste », c'est-à-dire l'atlantisme mais sans dédain du Sud. (Vol. 103, n° 3, mai-juin, bimestriel, 80,95 dollars par an. – New York, États-Unis.)

□ **SURVIVAL**. Il y a un peu plus d'un an, la Chine parrainait le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Mais, depuis le 7 octobre, Pékin semble en retrait dans la région. Où en est le modèle chinois au Proche-Orient ? (Vol. 66, n° 2, avril-mai, bimestriel, 12,99 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

□ **MONTHLY REVIEW**. Éditeur de la revue, John Bellamy Foster revient sur l'article « Pourquoi le socialisme ? » d'Albert Einstein, publié dans le premier numéro de la revue en mai 1949, qui avait valu au scientifique d'être qualifié de « risque pour la sécurité nationale » aux États-Unis. (Vol. 76, n° 1, mai, mensuel, 4,50 euros. – New York, États-Unis.)

□ **THE TIMES LITERARY SUPPLEMENT**. Qui sont les mormons et quelle est leur histoire ? Renaissance du populisme économique aux États-Unis. Comment améliorer le niveau de vie sans augmenter la consommation de produits carbonés ? (N° 6317, 26 avril, hebdomadaire, 4,50 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

□ **NEW LEFT REVIEW**. Pourquoi les puissances se font-elles la guerre ? La gauche face à l'écologie, les inégalités, la géopolitique et la droite radicale. Entretien avec Kohei Saito sur Karl Marx et l'écologie au Japon. (N° 145, janvier-février, bimestriel, 12 euros. – Londres, Royaume-Uni.)

□ **TRIBUNE**. Témoignage de Seumas Milne sur la mobilisation de l'État – et les mensonges des médias – pour écraser le puissant syndicat des mineurs dressé contre Margaret Thatcher. (Printemps, trimestriel, 9,95 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

□ **RUSSIA IN GLOBAL AFFAIRS**. Retour sur l'opération « Tempête du désert », « l'intervention [américaine] à l'origine du nouvel ordre post-guerre froide ». Fin du mythe des sanctions « ciblées », ère de la guerre économique. Que disent les experts chinois de la politique de Pékin en Asie centrale ? (N° 22, vol. 2, avril-juin, trimestriel, 870 roubles. – Moscou, Russie.)

□ **THE CHINA QUARTERLY**. Plus travailleuses, mais plus rares : la première étude chiffrée analysant la place des femmes au sein du Congrès national du peuple chinois. Également : la prétention du système éducatif à privilégier le mérite, une ambition qui relève de la fiction. (Vol. 257, mars, 273 euros par an, accès en ligne – Cambridge, Royaume-Uni.)

□ **ASIA-PACIFIC JOURNAL : JAPAN FOCUS**. Un article explique pourquoi il faut considérer les analystes qui ne dénoncent pas Moscou comme des agents « prorusses ». Une histoire du Pacifique à travers les baleiniers, dont les allées et venues relieaient des communautés réputées « isolées ». (Vol. 22, n° 3, mars, mensuel, gratuit en ligne. – Ithaca, États-Unis.)

□ **THE DIPLOMAT**. La Commission électorale indienne serait-elle impuissante face au pouvoir du premier ministre Narendra Modi ? Non, répond la revue. Mais elle manque de colonne vertébrale. (N° 114, mai, mensuel, abonnement annuel : 30 dollars. – Washington, DC, États-Unis.)

□ **EAST ASIA FORUM**. Un numéro largement consacré à l'Inde et au long chemin qu'elle doit encore parcourir avant d'atteindre la puissance géopolitique à laquelle elle prétend. (Vol. 16, n° 1, janvier-mars, trimestriel, 9,50 dollars australiens – Canberra, Australie.)

□ **FALMAG**. Les multiples facettes des mouvements de résistances féministes – au capitalisme et au patriarcat – d'Amérique latine. Un hommage à l'ancienne sénatrice colombienne Piedad Córdoba, décédée au début de l'année 2024, enrichit cette livraison. (N° 157, mars, trimestriel, 5 euros. – Paris.)

□ **NOUVEAUX ESPACES LATINOS**. Argentine, Brésil, Chili. Analyse des dynamiques politiques à l'œuvre dans ces trois pays aux présidences médiatiques (MM. Javier Milei, Luiz Inácio Lula da Silva, Gabriel Boric). Également : un dossier littéraire consacré à cinq écrivains majeurs latino-américains. (N° 317, janvier-mars, trimestriel, 10 euros. – Lyon.)

□ **QUESTIONS INTERNATIONALES**. Le ressac de la puissance américaine. Sur les questions de société (armes, avortement, immigration), la différence de jugement entre républicains et démocrates n'a cessé de se creuser depuis vingt ans. (N° 124, avril-mai, bimestriel, 10,90 euros. – Paris.)

□ **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES**. Dossier « Affaires publiques, intérêts privés » : une histoire sociale de l'arbitrage international ; le « militantisme mercantile » d'Airbnb ; comment se forme la morale managériale au sommet de l'État ? (N° 251, trimestriel, avril, 18,50 euros. – Paris.)

□ **FUTURIBLES**. L'impact des immigrés sur leur pays d'accueil. Offensive des plates-formes chinoises de vente en ligne. La cartographie au défi de Google Maps. (N° 460, mai-juin, bimestriel, 22 euros. – Paris.)

□ **PRESCRIRE**. Une histoire de la « pilule abortive » inventée en 1982 par Étienne-Émile Baulieu. Roussel-Uclaf obtient une autorisation de mise sur le marché du RU-486 en 1988, mais stoppe sa production de crainte des lobbies « pro-vie ». Il ne la reprend que sous la pression du gouvernement. (N° 487, mai, mensuel, 55 euros. – Paris.)

LITTÉRATURE

Hop là, nous vivrons

Ernst Toller, poète et dramaturge, fut un combattant. Il prit part à la révolution des conseils en Bavière, puis s'employa à promouvoir l'idée que seule l'unité du prolétariat pourrait faire obstacle à l'ascension du nazisme. Il connut l'exil, le désespoir, politique et intime. Mais il fut aussi le héraut des élans révolutionnaires et de ce qui les fêlait.

PAR LIONEL RICHARD *

VOILÀ un demi-siècle, le public parisien découvrait un spectacle percutant : *Toller, scènes d'une révolution allemande*. Son auteur, Tankred Dorst. Des tableaux se succèdent, censés traduire, avec les personnalités historiques adéquates, les étapes de la révolution bavaroise des conseils, du 7 avril au 3 mai 1919. Sur un rythme convulsif, la description d'un soulèvement raté contre la société capitaliste. Cette fresque de quatre heures avait pour metteur en scène Patrice Chéreau, qui jouait aussi le rôle du héros, l'étudiant Ernst Toller, président des provisoires instances révolutionnaires durant moins d'une semaine, et condamné à cinq ans de forteresse par un conseil de guerre.

Chéreau avait d'abord présenté le spectacle à Milan, au Piccolo Teatro en 1971. Il le reprend au Théâtre national populaire de Villeurbanne en 1973 et à Paris, à l'Odéon, l'année suivante. Dans *Le Monde* du 24 avril 1974, la critique Colette Godard distingue alors deux partis pris scénographiques : à Milan, la description de « l'impuissance des intellectuels bourgeois devant une réalisation à faire » ; à la reprise en France, le récit d'« une réussite : celle d'une utopie qui s'est réalisée et maintenue pendant un mois ». De fait, pour les bien-pensants horrifiés par les conseils ouvriers, il s'est bien agi d'un drame qu'une bande d'illuminés a achevé vers une tragédie quand les francs-tireurs d'une transformation de la vie sociale y voient un rêve transposé dans la réalité, fugitivement, de quoi alimenter la nostalgie d'un futur meilleur. Alors, Toller, « pionnier des luttes en un temps révolu, ou compagnon de lutte pour aujourd'hui » ? C'est l'alternative que pose en 1978 l'historienne Waltraut Engelberg (1). Bref, un épisode classé, ou un héritage utile pour essayer de bâtir un avenir vivable ?

Né en 1893 dans une famille juive de Prusse orientale, Toller connaît une enfance marquée par la volonté d'être intégré à la bourgeoisie de l'Allemagne impériale. Il s'inscrit à la faculté des lettres de Grenoble en avril 1914. La guerre surgit en août. Volontaire, il part au front en 1915, empli d'exaltation belliciste. Blessé, malade, renvoyé dans ses foyers en 1916, il reprend ses études, de droit et lettres, à Munich. Lent retournement, alors, vers le pacifisme, et participation aux grèves d'octobre 1918. Il est réincorporé, incarcéré, libéré après avoir simulé la folie, et s'engage dans la révolution en route sous le drapeau socialiste (de gauche) de Kurt Eisner. La République des conseils est proclamée le 7 avril 1919. Anéantie en mai. Toller est arrêté le 4 juin 1919.

Lorsqu'il sort de prison en juillet 1924, sa renommée d'écrivain tient à des poèmes – *Le Livre des hirondelles*, paru trois mois avant sa libération – et surtout à une pièce, *La Transformation*, écrite à partir de 1917, montée à Berlin en octobre 1919. Toller a gratifié le personnage de Friedrich, apprenti sculpteur, de sa propre évolution. Soldat patriote devenu militant de la non-violence, il prône un évangile humaniste. Le drame prend place dans le courant esthétique alors en vogue, l'expressionnisme. Il triomphe auprès des jeunes spectateurs berlinois, qui y voient la danse macabre de l'époque.

Toller écrit quatre autres pièces en détention. *L'Homme et la Masse* et *Hinkemann* ont la guerre pour arrière-plan, la conjoncture révolutionnaire avec ses antagonismes, le débat d'idées entre personnages. Et leurs douleurs. *Les Briseurs de machines*, plus classique, se passe dans l'Angleterre du XIX^e siècle et restitue l'industrialisation en marche, la révolte des ouvriers contre la sacralisation des machines. *Wotan déchainé* est une comédie de mœurs. Un coiffeur, Wilhelm Wotan, se prend pour l'homme providentiel. Toller moque la fascination allemande pour la camelote irrationaliste. Prémoniteur clairvoyant.

* Professeur honoraire, auteur notamment du livre *D'une apocalypse à l'autre. Sur l'Allemagne et ses productions intellectuelles, du XIX^e siècle à la fin des années 1930*, Aden, Bruxelles, 2016.



KARL ARNOLD. – Caricature du public assistant à la première de la pièce «Hoppla, Wir Leben!» («Hop là, nous vivons!») mise en scène par Erwin Piscator, parue dans la revue satirique «Simplicissimus», Berlin, 1927

Quand il reprend pied dans l'Allemagne nouvelle, celle de la République de Weimar, il n'a plus de lien... Il était membre du Parti social-démocrate indépendant (USPD), celui d'Eisner, issu de l'aile gauche du Parti social-démocrate (PSD), qu'il a quitté au printemps 1924. Il ne s'investit plus que dans des campagnes de protestation ou de solidarité. Sa tâche, estime-t-il, consiste à contribuer à l'unité du prolétariat, condition première d'une victoire.

L'éventualité d'une deuxième guerre mondiale l'obsède. En 1929, il prévient : « Nous sommes au seuil d'une période de domination de la réaction (2). » Deux ans plus tard, il prophétise : un homme attend, aux portes de Berlin, d'être intronisé chancelier – Adolf Hitler. Il a passé, le temps des rébellions et des combats isolés sur des barricades, alerte-t-il en juin 1932, seuls les révolutionnaires romantiques peuvent encore y croire. Pousser les fascistes à l'échec implique « la création d'une organisation unissant l'ensemble de la classe ouvrière, avec des buts concrets de lutte, clairement tracés (3) ». Ce ne sera pas le cas. Hitler arrive au pouvoir et, le 28 février 1933, la manigance nazie de l'incendie du Reichstag conduit à une première vague d'arrestations. Mais Toller est à Zurich, pour une conférence à la radio, lorsqu'une escouade de la Gestapo se présente à son domicile dès la nouvelle de l'incendie : la liste des individus à arrêter avait été dressée en amont. « Mon appartement a été pillé jusqu'à la dernière chemise, au dernier manuscrit », écrit-il dans une lettre le 31 décembre 1934, et mon nom a été inscrit sur le premier tableau d'honneur des révoqués de la nationalité allemande (4). »

Le 1^{er} avril 1933, dans un discours à Berlin qui promeut le « boycottage des magasins juifs dans toute l'Allemagne », le ministre nazi Joseph Goebbels s'écrie : « Dans les Flandres et en Pologne, deux millions de soldats allemands sortent de leurs tombes pour porter accusation contre le Juif Toller, qui s'est permis d'écrire que le plus idiot de tous les idéaux était celui du héros... »

LES pérégrinations de Toller commencent. Anglophone, remarquable orateur, il se rend partout, dans tous les congrès d'écrivains, sans répit, pour appeler à briser l'Allemagne nazie avant la catastrophe. L'unité de ses adversaires doit être gagnée – en estompant les désaccords –, plus prioritaire que jamais aux yeux de l'écrivain. La détermination de tous les gouvernements prétendument démocratiques du monde doit être, selon lui, la charpente de la lutte. Le 12 décembre 1936, à l'occasion d'une « Journée pour l'Allemagne » organisée à New York, où il s'est installé, il déclare : « Si le monde ne parvient pas à contraindre Hitler à garantir la paix, alors celui-ci transformera l'Allemagne et l'Europe en un tas de ruines, il détruira la civilisation (5). »

Et la littérature ? Après avoir abandonné les tourments déclamatoires de l'expressionnisme, Toller est passé au courant qui l'a remplacé, la « nouvelle objectivité », avec *Hop là, nous vivons !*, immense succès à Berlin en 1927 grâce à la mise en scène d'Erwin Piscator. En 1933, il publie à Amsterdam

son autobiographie, *Une jeune fille en Allemagne*, puis écrit deux autres pièces. En 1936, une fantaisie satirique, *Plus jamais la paix !*, avec saint François d'Assise et Napoléon parmi les personnages... Et le drame réaliste *Pasteur Hall*, en 1939, qui évoque les cas de conscience de certains dans l'Allemagne nazie, devant les premiers camps de concentration (6). Mais son théâtre ne s'adresse plus à l'armée des prolétaires. Finis, les spectacles de masse et la rêverie collective.

À PARTIR de 1937, sa vie aux États-Unis devient misérable. Divorce, dépression chronique, droits d'auteur quasi épuisés. Pourtant, il faut tenir. Outre la nécessité d'écraser le nazisme, la grande cause consiste à assurer en urgence la victoire du front républicain en Espagne. Avec le soutien du président Franklin D. Roosevelt, il conçoit un projet d'aide à la population civile espagnole, qui est mis en route au début de 1939. Il entreprend une collecte de fonds pour embarquer 600 000 barils de vivres. C'est une belle réussite. Mais les troupes du général fasciste Francisco Franco entrent dans Madrid le 28 mars 1939.

Le 22 mai 1939, Toller est découvert par sa secrétaire, dans sa chambre au 14^e étage d'un hôtel de New York, écroulé sur une chaise. Il s'est pendu à la fenêtre avec la ceinture de son peignoir de bain. Cinq cents personnes assisteront à la cérémonie funèbre. L'ami bavarois et confrère Oskar Maria Graf, le romancier américain Sinclair Lewis, l'ancien chef du gouvernement de la République espagnole Juan Negrín prononcent des allocutions, ainsi que le fils aîné de Thomas Mann, Klaus. Dans un texte de 1941, écrit en anglais sans intention de le publier, Klaus Mann revient sur son discours (7). Qui, pense-t-il, n'était pas « honnête ». Il a pronostiqué pour Toller et ses pièces un retour victorieux en Allemagne après l'effondrement du pouvoir nazi. Or il était loin d'en être persuadé, et le dramaturge est mort, à son avis, parce qu'il s'est rendu compte qu'il n'y aurait jamais aucune possibilité de retour.

Toller n'est plus guère joué en France. Ce qu'il a légué à la postérité, c'est son exemple d'idéaliste intègre. Et une œuvre, qui n'est pas exactement sans importance.

(1) Waltraut Engelberg, « Feuerprobe des ethischen Sozialismus », dans Helmut Bock, Wolfgang Ruge et Marianne Thoms, *Gewalten und Gestalten. Miniaturen und Porträts zur deutschen Novemberrevolution 1918-1919*, Urania-Verlag, Leipzig-Léna-Berlin, 1978.

(2) Ernst Toller, *Kritische Schriften. Reden und Reportagen. Gesammelte Werke*, Band 1, Hanser, Munich, 1978.

(3) *Ibid.*

(4) Ernst Toller, *Digitale Briefedition*, www.tolleredition.de

(5) *Kritische Schriften. Reden und Reportagen...*, op. cit.

(6) *Hop là, nous vivons !*, Les Éditions français réunis, Paris, 1966 ; *Une jeune fille en Allemagne*, L'Âge d'homme, Lausanne, 1974 ; *Pièces écrites au pénitencier. L'Homme et la Masse, Hinkemann*, Éditions Comp'Act, Chambéry, 2002 ; *Pièces écrites en exil. Plus jamais la paix, Pasteur Hall*, Éditions Comp'Act, 2003 ; *Le Livre des hirondelles, Allemagne 1893-1933. Souvenirs d'un lanceur d'alerte*, Séguier, Paris, 2020.

(7) Klaus Mann, *Le Condamné à vivre*, présentation et traduction de Dominique Laure Miermont, Denoël, Paris, 1999.

REVUES

□ **SAVOIR-AGIR.** Dossier sur « L'engagement sociologique ». Parce qu'elle cherche « à rendre compte de ce qu'elle observe, la sociologie est inévitablement prise dans les luttes symboliques qui ont pour enjeu la vision légitime du monde social ». (N° 63, printemps, semestriel, 10 euros. – Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine).

□ **APRÈS-DEMAIN.** Un dossier sur l'école. Le sociologue François Dubet dénonce le poids du diplôme dans la définition de la valeur sociale des individus en France. Un enseignement « privé » financé à 73% par des fonds publics doit-il échapper au contrôle de l'État ? (Numéro double n° 69-70, 2^e trimestre, 9 euros. – Paris.)

□ **LANGAGE ET SOCIÉTÉ.** Comment documenter les atrocités ? Les usages et les effets sociaux des documents écrits qui inscrivent des épisodes de violence politique, avec des exemples puisés dans l'histoire de la dictature au Chili. (N° 181, février, trois numéros par an, 16,50 euros. – Paris.)

□ **LA REVUE NOUVELLE.** La honte, émotion mal-aimée, et son dépassement par la fierté : actes du colloque Coming Honte à l'Université libre de Bruxelles en décembre 2023. (N° 3/2024, huit numéros par an, 12 euros. – Bruxelles, Belgique.)

□ **SEPTENTRION.** Dépasser les stéréotypes entre Wallons et Flamands, grâce au regard d'un « nouveau Belge » venu du Sri Lanka ? La Vallonie sous la plume des écrivains néerlandais et l'importance de la littérature pour se comprendre. (N° 9, 2024, semestriel, 19 euros. – Rekkem, Belgique.)

□ **MOINS!** Son frère Élisée le disait « *chevaucheur de nuées* » ; il écrivait sur un peu tout, lisait « *toujours et partout* », sans ne jamais travailler qu'à se « rendre inutile » : un portrait d'Élie Reclus. (N° 70, mai-juin, bimestriel, 5 francs suisses. – Lausanne, Suisse.)

□ **PROSTITUTION ET SOCIÉTÉ.** La revue abolitionniste consacre un dossier à l'actualité judiciaire dans le secteur du porno, qu'elle qualifie de « prostitution filmée ». Son souhait : faire reconnaître le caractère proxénète des sociétés de production. (N° 219, janvier-mars, trimestriel, 6,25 euros. – Clichy.)

□ **LES UTOPIQUES.** L'Union syndicale Solidaires fête son quart de siècle. Une nébuleuse de militants souvent impliqués dans la création des syndicats Sud se retrouve dans les colonnes pour un bilan : « *Il y a ce dont on rêve et ce qu'on arrive à atteindre*. » (N° 25, printemps, trimestriel, 15 euros. – Paris.)

□ **GAZETTE NUCLÉAIRE.** Un dossier sur les petits réacteurs modulaires (PRM). Vu l'emprise des installations projetées et leur coût très élevé, il s'agirait plutôt de grand réacteur de faible puissance, qui produirait encore plus de déchets par unité d'énergie produite. (N° 302, mai, trimestriel, 6 euros. – Orsay.)

□ **FAKIR.** Les fleurs qu'on offre à sa grand-mère viennent de l'autre bout de la terre ; 80 ans après, ce qui reste de l'héritage du Conseil national de la Résistance ; un dossier sur les vrais chiffres du chômage. (N° 112, mai-juin, bimestriel, 3 euros. – Amiens.)

□ **MÉDIACRITIQUES.** Ruth Elkrief et Nathalie Saint-Cricq, gardiennes de l'ordre social ; médias, sondages et Rassemblement national ; enthousiasme médiatique pour M. Raphaël Glucksmann ; les matinales réactionnaires d'Europe 1. (N° 50, avril-juin, trimestriel, 4 euros. – Rennes.)

□ **NOUVELLE REVUE DE PROPAGANDE.** Une petite histoire vécue du moisisme français par Nicole Linhart, cofondatrice de la Gauche prolétarienne. (N° 6, mars, parution irrégulière, 15 euros. – Librairie Tropiques, Paris.)

□ **COMBAT SYNDICALISTE.** Avant les émeutes de mai 2024, la revue anarchiste alerte sur la situation en « Kanaky » (Nouvelle-Calédonie) et sur la nécessité d'unifier le camp indépendantiste. Les effectifs réels de l'inspection du travail au plus bas. (N° 487, avril-mai, bimestriel, 2 euros. – Aubenas.)

□ **SILENCE.** Un dossier sur la « grande pagaille » du service national universel, vu comme un projet de société « *militariste, nationaliste et autoritaire* » englué dans des difficultés pratiques de mise en œuvre. (N° 532, mai, mensuel, 5,20 euros. – Lyon.)

□ **INFLEXIONS.** Une palette de textes à propos de la nuit, source d'inspiration, de rêveries et de souffrances que l'on soit artiste ou combattant. Une réflexion sur l'apport des neurosciences aux stratégies militaires. (N° 56, 2024/1, quadrimestriel, 13 euros. – Paris.)

□ **LA BRÈCHE.** Un dossier sur l'hôpital et l'urgence de redonner le pouvoir à la Sécurité sociale. (N° 8, mai-juillet, bimestriel, 3,50 euros. – Saint-Étienne.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** Une charge contre le projet de loi sur l'« aide à mourir ». Pourquoi l'idée de décroissance, qui se résume à « moins mais mieux », fait-elle l'objet d'un rejet radical au sein du monde politique ? (N° 209, mai, mensuel, 4 euros. – Lyon.)

Pogote, camarade...

PAR DANIEL PARIS-CLAVEL *

« **L**ES BÉRUS sont-ils “les Beatles de l’underground” ? », se demande en 1986 le fanzine *Les héros du peuple sont immortels*. À l’époque, le « troupeau d’rock » Bérurier noir – « les Bérus », formés autour du chanteur FanXoa et du guitariste Loran – connaît un succès populaire qui prend de court les institutions médiatiques et musicales françaises. Absents du lénifiant Top 50, des groupes enrégés se fédèrent aux quatre coins du pays (OTH à Montpellier, Babylon Fighters à Saint-Étienne, Nuclear Device au Mans...). Les punk-rockeurs ruent dans les brancards, s’emparent des jeunes radios libres, créent leur propre presse (les fanzines), font hurler les guitares dans toutes les friches. Inventent une scène alternative dans le hors-champ des œillères de la culture officielle.

En mai 1982, pour exiger l’ouverture de salles de concert à Montpellier, OTH organise une manifestation perturbant l’inauguration de la ligne TGV. À Paris, l’association PariBarrocks branche ses amplis dans les troquets (d’où émergeront Les Wampas, Los Carayos, Les Garçons bouchers...) tandis que les Bérus jouent dans les squats, la rue, le métro, en manif ou sur les marchés... avant de remplir le Zénith à prix cassé. Caisses de résonance de cette libération par le rock, les labels indépendants se multiplient : VISA, Rock Radical Records devenu Bondage Records, Gougnauf, Boucherie Productions... « L’idée, c’est de provoquer un large mouvement de création, de prise en charge individuelle, d’échange et d’entraide », résumaient les Bérus dans leur dossier de presse (« A BieN MärrèR HièR Souàr ! », 1986).

Refus pour certains d’adhérer à la Sacem ; rejet des récompenses honorifiques célèbrent les ventes ; concerts au prix d’entrée maîtrisé, aux tables de presse engagées et au « service d’ordre » autogéré... Le « rock alternatif » refuse de se plier aux convenances d’un divertissement policé et aux lois du marché. Une ligne de conduite résumée en 1986 par le fanzine *Dead Zone* : « En fait, l’attitude des Béruriers démontre qu’ils ont compris le rôle d’un groupe punk, celui d’être avant tout le porte-parole d’une révolte justifiée et, par conséquent, de savoir écouter son public, car c’est son premier complice... »

Alors qu’allumer radio et TV revient à se voir imposer l’inanité des « tubes de variété », les K7 et vinyles qui circulent sous le blouson des écoliers propagent une éducation politique alternative. Dans leur grande majorité, les groupes punk fustigent le racisme, la répression policière, les violences faites aux femmes (on pensera aux chansons *Yasmina P.A.* de La Souris déglinguée et *Hélène et le sang des Bérus*), l’enfermement carcéral ou psychiatrique, l’absence de perspective dans les cités-dortoirs, appelant la jeunesse à une révolte plus constructive que nihiliste. Jusqu’à inquiéter le ministère de l’intérieur, qui fantasme les Bérus en branche culturelle d’Action directe (AD) ! Pogote, camarade, le vieux monde est derrière toi.

* Artisan du fanzine de culture populaire *ChériBibi*.

Mais, très vite, les grosses maisons de disques se ressaisissent et sortent le chèque. Dès 1988, Sony offre aux Bérus un pont d’or, qu’ils refusent. Virgin aura plus de chance avec La Mano Negra, dont la signature est vécue comme un coup de poignard dans le dos.

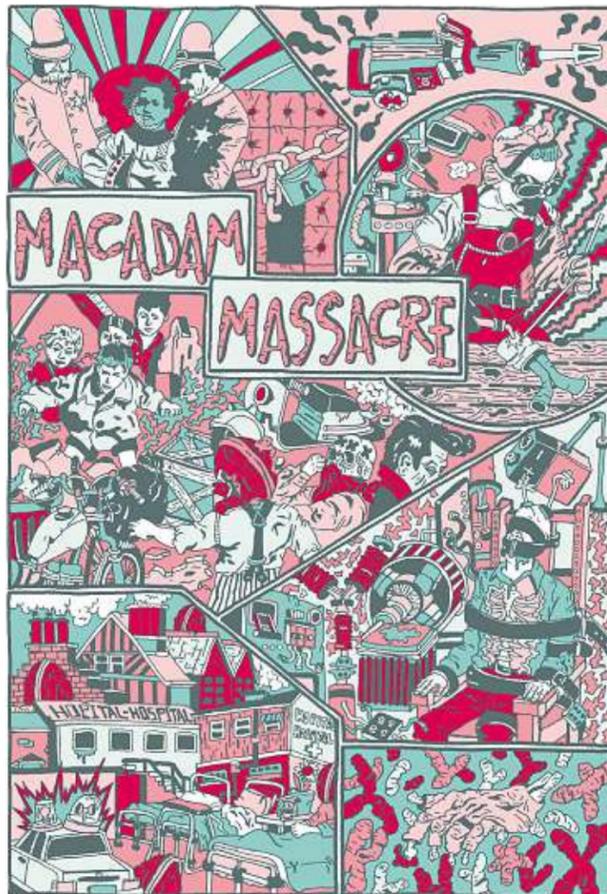
« *La locomotive de l’époque, c’était les Bérus*, explique Pascal Carde, chanteur de Nuclear Device (1). *Les Bérus arrêtant, La Mano arrive et coiffe tout le monde au poteau, puis pof, ils se barrent, choisissant le truc qu’on avait combattu depuis le début. Ce qui est con, c’est que vu la qualité de ce qu’ils faisaient, ils auraient pu être des moteurs du mouvement alternatif au même titre que les Bérus et faire perdurer le truc.* »

« *Les groupes étaient passés du stade “Je fais de la musique pour m’exprimer” à “Maintenant, peut-être que je vais en vivre”*, analyse Marsu, pilier du label Bondage Records et manager des Bérus (2). *En plus, ils étaient dans un rapport de forces qui pouvait leur permettre de le faire. C’était pas si mal joué, mais c’était cynique. Les radios libres, les fanzines, les assos organisatrices de concerts, tous ces gens qui faisaient le mouvement, se sont sentis orphelins, lâchés par les locomotives. Mais tout n’était pas plié pour autant...* » Loran dresse un constat similaire (3) : « *Une fois que les Bérus arrêtent : “Oh là là, il n’y a plus de rock alternatif, il n’y a plus rien du tout !” Alors que le rock alternatif, c’est pas un groupe, c’est une mouvance !* »

Beaucoup veulent alors voir dans l’essor du rap français une continuité du mouvement. Après tout, comme pour les punks et les skinheads, le hip-hop est une culture de bandes, collective. Sur les murs, tags et graffs succèdent aux pochoirs et aux graffitis – Paris sous les bombes du Suprême NTM en écho au *Couleurs sur Paris* d’Oberkampf. Pourtant, la transmission n’a pas lieu : La Souris déglinguée a beau inviter NTM à assurer sa première partie en 1990 à L’Olympia (par l’entremise de Madj, animateur de Radio Beur et futur manager d’Assassin), leurs publics respectifs ne suivent pas. Quant aux quelques tentatives « rap » des Garçons bouchers, OTH, Bérus, elles ne laissent qu’un souvenir gênant.

« *Le rap, pour moi, c’était presque la suite du rock alternatif : les mecs en cité qui se prenaient en charge, abonde Loran (4). Mais c’est pareil : on leur a montré la thune et puis voilà. Ça aurait pu aboutir sur un truc dément ! Imagine qu’au lieu d’être claquée dans de belles bagnoles cette thune ait été utilisée à des collectifs !* » « *Il y a une partie du rap qui a fonctionné comme ça, quand même* », tempère FanXoa.

Ce parallèle laisse dubitatif Madj, artisan d’une rencontre entre NTM, Assassin et les Bérus en 1990 au studio Mix-It (où ces derniers mixaient le



RANIERO. – « Petit agité », 2022

live *Viva Bertaga*) : « *Loran voulait passer le relais aux rappeurs, mais c’était un dialogue de sourds, se souvient-il (5). Contrairement à NTM, l’engagement des Bérus allait plus loin que leurs paroles. Or, le modèle des rappeurs, c’était de signer avec une major et devenir des stars... Il n’y a jamais eu la volonté de prolonger le discours par des actes politiques.* »

Assassin va tout de même fonder son propre label en 1992 et multiplier les concerts de soutien, contre les violences policières ou la double peine. Et, aujourd’hui, des rappeurs comme Sticky Snake (Brest) ou La Gale (Lausanne) ont assimilé ce double héritage.

EN 2024, bien que redevenu confidentiel, le punk français est toujours vivace. Certains « grands anciens » tels Ludwig von 88 ou Washington Dead Cats se sont reformés, d’autres, plus rares, comme Les Wampas ou Warum Joe n’ont jamais arrêté, mais la richesse d’un punk-rock refusant les compromissions se retrouve surtout dans la profusion de « nouveaux » groupes à la praxis libertaire virulente. Citons parmi tant d’autres La Fraction (existant tout de même depuis 1992), Mary Bell et Cran à Paris, Syndrome 81 à Brest, Zone Infinie à Saint-Étienne... Ou encore les étonnants Krav Boca de Toulouse, qui mixent spectacle « bérurier » (occupant la scène avec des cracheurs de feu et acrobates), chant rap et guitares épileptiques, éditant même un fanzine trimestriel internationaliste, *Karton*, axé punk, rap et luttes sociales. Mêlant organisation de

concerts et production de disques, des labels tels Mass Productions à Rennes ou Maloka à Dijon continuent à offrir une alternative à la mainmise des grandes entreprises du secteur. Ces méthodes autogestionnaires ont aussi infusé dans le metal, le ska, le dub ou la techno. Les concerts se poursuivent dans les bars, salles municipales et lieux autogérés ; les fanzines n’ont pas cédé face au tout-Internet ; de nombreuses petites radios locales ont leur émission punk... Pourtant, cette scène qui se renouvelle régulièrement a de nouveau disparu des radars de la presse commerciale. Cette dernière a loupé le coche hier, elle le loupe aujourd’hui.

Dernièrement, les articles, livres et documentaires revenant sur l’expérience du rock alternatif des années 1980 ont fleuri, notamment à l’occasion du don par FanXoa et MastO (saxophoniste des Bérus) de leurs archives à la Bibliothèque nationale de France (BNF). Un choix assumé de rendre publique (6) cette masse de documents témoignant d’une époque épicure. Pour sa part, Loran – toujours actif au sein des Ramoneurs de menhirs – s’y est refusé par rejet de l’institutionnalisation. Deux points de vue différents mais également cohérents.

Une petite exposition gratuite était également proposée à la BNF du 27 février au 28 avril : « Dans les archives de FanXoa et MastO de Bérurier noir ». Et, comme dans toute exposition figeant une matière en mouvement, l’agencement du décor a tenté de pallier l’absence des corps. De même, les productions du PIND (Punk is not dead, collectif de chercheurs éditant pléthore d’ouvrages analysant le punk), tel le livre *Bérurier noir* qui regroupe diverses contributions (7) à l’intérêt souvent contestable, en disent davantage sur la nostalgie d’une époque que sur celle-ci. Car s’il est tout à fait légitime d’étudier le punk au prisme des sciences sociales, le résultat donne souvent l’impression d’un rattrapage justificatif pour qui est passé à côté du phénomène ou ne l’a vécu que comme « un écart de jeunesse », petite révolte adolescente avant de rentrer dans le rang. Une mythologie que l’on construit et fantasme au lieu de (faire) vivre la scène actuelle.

Certes, à chacun de se faire sa propre idée (8), mais s’il est une chose que la mémoire de Bérurier noir et du rock alternatif se doit de continuer à nourrir, c’est la perspective des luttes à mener. Comme le proclamait la revue d’ultragauche *Mordicus* à l’orée des années 1990 : « *Chaque âge saccage sa cage.* »

(1) et (2) Interviewé en 2012 pour le livre *45 Révolutions par minute – Nuclear Device, 1982-1989. Histoire d’un groupe rock alternatif*, de Daniel Paris-Clavel et Patrick Carde, Libertalia, Montreuil, 2015.

(3) et (4) Fanzine *ChériBibi* n° 14 et 15, Ivry-sur-Seine, 2004, 2006.

(5) Propos recueillis par l’auteur, avril 2024.

(6) Ces archives seront bientôt consultables sur Gallica.bnf.fr

(7) *Bérurier noir*, sous la direction de Benoît Cailmail, Luc Robène et Solveig Serre, Riveneuve, Paris, 2023.

(8) L’ouvrage de référence reste *Nyark nyark. Fragment de la scène punk et rock alternatif en France (1976-1989)*, d’Arno Rudeboy, Folklore de la zone mondiale, Zones, 2007, nyarknyark.fr. Cf. aussi la bande dessinée *Vivre libre ou mourir*, d’Arnaud Le Gouëfflec et Nicolas Moog, Glénat, Paris, 2024.

SOMMAIRE

PAGE 2 :
Le monde a-t-il basculé ? – Courrier des lecteurs.

PAGE 3 :
Comment la surveillance d’État fut combattue, par **FÉLIX TRÉGUER**.

PAGES 4 ET 5 :
À Mayotte, la question coloniale à front renversé, par **MAURICE LEMOINE**.

PAGE 6 :
L’imaginaire « gore » de Javier Milei, par **ALAN PAULS**.

PAGE 7 :
Guatemala, une université contre l’État, par **MIKAËL FAUJOUR**.

PAGE 8 :
Qui menace la péninsule coréenne ?, par **MARTIN HART-LANDSBERG**.

PAGE 9 :
Les talibans et l’épreuve du pouvoir, par **ADAM BACZKO**.

PAGES 10 ET 11 :
La guerre n’est pas le plus court chemin vers la paix, suite de l’article de **DOMINIQUE DE VILLEPIN**.

PAGE 12 :
L’ONU bouge encore, par **RICHARD GOWAN**.

PAGE 13 :
La passion d’interdire, par **SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT**.

PAGES 14 ET 15 :
De la mer partagée à la mer morcelée, par **PHILIPPE LEYMARIE**.

PAGE 16 :
Comment la Russie surmonte les sanctions, par **DAVID TEURTRIE**.

PAGE 17 :
La question palestinienne vue de Moscou, par **IRINA ZVIAGELSKAÏA**.

PAGES 18 ET 19 :
Quel avenir pour Gaza ?, par **GILBERT ACHCAR**.

PAGE 20 :
La vie rêvée des profs, par **ANNE JOURDAIN**.

PAGE 21 :
Droites en fusion, par **GRÉGORY RZEPSKI**.

PAGES 22 ET 23 :
Écoquartiers, un alibi pour verdier le béton, suite de l’article de **LÉA GUEDJ**.

PAGES 24 À 26 :
LES LIVRES DU MOIS : « Nouvelles d’antan, 1948-1965 », de Jack Finney, par **HUBERT PROLONGEAU**. – « Un tombeau pour Kinne Gaajo », de Boubacar Boris Diop, par **ALI CHIBANI**. – Rwanda, les témoins du génocide, par **CHRISTINE HOLZBAUER**. – Le succès, et après ?, par **BAPTISTE DERICQUEBOURG**. – La voix des ruines, par **PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER**. – Fierté de classe, par **ÉRIC DUSSERT**. – Country, rhythm and blues et banjo, par **ÉRIC DELHAYE**. – Dans les revues.

PAGE 27 :
Hop là, nous vivrons, par **LIONEL RICHARD**.